I 8223

1106

BIBLIOTHECA HISTORICA ROMANIAE 60

CONSTANTIN N. VELICHI

La Roumanie et le mouvement révolutionnaire bulgare de libération nationale (1850–1878)

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

BIBLIOTHECA HISTORICA ROMANIAE

ÉTUDES

60

CONSTANTIN N. VELICHI

LA ROUMANIE ET LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE BULGARE DE LIBÉRATION NATIONALE (1850-1878)

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei 125, 71021 Bucureşti
1979

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Traduit du roumain par
RADU CREȚEANU

BIBLIOTECA ... ARĂ
BIBLI...
Cota 11016
Inventar II,8223

La collection
BIBLIOTHECA HISTORICA ROMANIAE
parait sous les auspices de
L'ACADÉMIE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE
et de
L'ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE
Directeurs : ȘTEFAN PASCU — membre de l'Académie
ȘTEFAN ȘTEFĂNESCU — membre correspondant de l'Académie
Secrétaire : GHEORGHE DIACONU

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 7

I. La Roumanie et le mouvement de libération du peuple bulgare durant la période 1850—1863 13

1. Les Bulgares et la guerre de Crimée 13
2. G. S. Rakovski et le mouvement de libération de la Bulgarie après la guerre de Crimée 25

II. La Roumanie et la lutte de libération du peuple bulgare durant la période 1863—1867 39

1. L'activité révolutionnaire de G. S. Rakovski en Roumanie. 39
2. La « Coalition sacrée », le Comité central secret bulgare (C.C.S.B.) et l'organisation révolutionnaire de Rakovski 54

III. La Roumanie et le mouvement de libération bulgare dans les années 1867—1869 68

1. *La Société de bienfaisance* et la tentative de formation d'un Etat serbo-bulgare 68
2. Le passage du Danube par les *tchétas* de Panaiot Hitov et de Filip Totiu. . 72
3. Le *C.C.S.B.* après l'incursion des *tchétas* de Panaiot Hitov et de Filip Totiu 73
4. La seconde Légion bulgare de Belgrade 80
5. Le gouvernement roumain et le problème des *tchétas* jusqu'en juin 1868. . . 82
6. *La Communauté bulgare* de Bucarest 91
7. L'incursion de Hadji Dimităr et de Stefan Karadja. L'aide accordée par les autorités roumaines 95

IV. Le Comité central révolutionnaire bulgare (C.C.R.B.) de Bucarest 126

1. Renforcement du parti des « jeunes » 126
2. *Le Comité central révolutionnaire bulgare (C.C.R.B.)* de Bucarest 135
3. Commencements de l'activité révolutionnaire de Hristo Botev. 146
4. Effondrement de l'organisation révolutionnaire de Bulgarie. 149
5. Le C.C.R.B. après la mort de Levski 152
6. Fin de la carrière de Karavelov comme journaliste révolutionnaire. 155
7. Hristo Botev à la tête du mouvement révolutionnaire 157
8. *Le Comité central révolutionnaire bulgare* de Bucarest et la tentative de révolte de Stara Zagora. 163

V. La Roumanie et la lutte de libération nationale de la Bulgarie pendant les années 1876—1878 171

1. *Le Comité de Giurgiu* et l'insurrection d'avril 1876 171
2. L'incursion de la *tchéta* de Hristo Botev. 183
3. La guerre roumano-russo-turque 202
4. Participation des volontaires bulgares à la guerre 206
5. Lutte de la Roumanie pour son indépendance et pour la libération de la Bulgarie 212
6. La Roumanie et la Bulgarie après 1878 216

VI. Index 221

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

La « Renaissance » du peuple bulgare, c'est-à-dire la période de son histoire comprise entre 1762 et 1878, a été liée de très près à la Roumanie. Nous avons déjà traité de ces relations, tant sur le plan politique que culturel, pour la première partie de la période (1762—1850) dans l'ouvrage intitulé La contribution de l'émigration bulgare de Valachie à la renaissance politique et culturelle du peuple bulgare (1762—1850), *publié dans la même collection (n° 28, Bucarest, 1970) que celui-ci.*

La présente étude, consacrée à la seconde partie de la renaissance, se réfère exclusivement au mouvement révolutionnaire de libération nationale du peuple bulgare, dans la mesure où elle a été liée à la Roumanie. Autrement dit, le lecteur ne doit pas s'attendre à trouver ici un exposé détaillé et systématique sur le mouvement de libération bulgare — sur les luttes menées dans les Balkans par la tchéta *(troupe, détachement) de Hagi Dimităr, sur l'activité de Vasil Levski en Bulgarie ou sur l'insurrection d'avril 1876, pour citer quelques exemples — , événements consignés dans n'importe quel manuel d'histoire de la Bulgarie. Tous ces événements, aussi importants qu'ils aient été, ne sont traités que strictement dans les limites imposées par le sujet du présent ouvrage, c'est-à-dire pour autant qu'ils sont en liaison avec la Roumanie et l'activité de l'émigration bulgare de Roumanie, ou qu'il est nécessaire de les connaître afin de mieux comprendre le processus historique.*

Le rôle de la Roumanie, l'aide accordée par le peuple roumain, par les autorités ou les gouvernements de la Roumanie au mouvement de libération du peuple bulgare, que certains historiens bulgares d'hier ou d'aujourd'hui n'ont pas manqué de souligner, ont été admirablement mis en lumière, à l'époque même où les événements se sont produits, par le peuple bulgare lui-même, par l'intermédiaire des partisans de Filip Totiu ou de Hagi Dimităr, de ses chefs de plus ou moins grande importance et, surtout, par les actes, les paroles et les écrits de Gheorghi Stoikov Rakovski, de Liuben Karavelov, de Hristo Botev et autres, c'est-à dire par la voix des représentants les plus qualifiés du mouvement bulgare de libération nationale.

Ces pages glorieuses du passé ont été et sont constamment évoquées, avec toute l'autorité dont ils disposent, par les dirigeants actuels des

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

deux peuples, qui ont, de nos jours, porté les anciennes et étroites relations roumano-bulgares à un échelon supérieur. Ainsi, à l'un des grands meetings de l'amitié roumano-bulgare (Sofia, 1970), Todor Jivkov, premier secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Bulgare, a déclaré: « Je ne puis manquer de rappeler, avec une profonde reconnaissance, l'hospitalité que le peuple roumain a accordée à nos révolutionnaires de la période de la renaissance, à ceux qui ont combattu pour la libération nationale du peuple bulgare, à Rakovski et à Karavelov, à Botev et à Levski, aux tchétas *de Hagi Dimităr et de Stefan Karadja, de Panaiot Hitov et de Filip Totiu, qui ont été formées et armées sur le territoire de la Roumanie, dans le but de franchir le blanc et calme Danube et de donner leur vie pour la liberté de la Bulgarie ». À son tour, caractérisant dans sa réponse l'essence des relations entre les deux peuples, le président Nicolae Ceaușescu secrétaire général du Parti Communiste Roumain, soulignait: « On connaît les glorieuses traditions de notre lutte commune en vue de secouer le joug étranger, de réaliser les idéals séculaires de liberté, indépendance et progrès social »* [1].

Ainsi qu'il est bien connu, durant la période 1866—1876 la Roumanie a été obligée par des actes internationaux de mener une politique de stricte neutralité. Fait plus significatif encore: compte tenu des anciennes relations et de la lutte de libération souvent commune entre Roumains et Bulgares, il était spécifié en termes exprès dans le firman de reconnaissance du prince Carol que le territoire de la Roumanie ne pouvait devenir le lieu de rencontre des « fauteurs de troubles » contre l'Empire ottoman, terme qui désignait en premier lieu les révolutionnaires bulgares. Or, malgré ces interdictions, la Roumanie a voulu, a su, a pu et a osé non seulement recevoir ces révolutionnaires, mais aussi fermer les yeux sur les organisations politiques et les organes de presse que ceux-ci créaient continuellement dans le but d'obtenir par tous les moyens la libération de leur patrie asservie. Cette attitude a placé plus d'une fois la Roumanie dans des situations critiques: troupes massées à ses frontières, menace d'une enquête des grandes puissances et même imminence d'une occupation étrangère. Certes, les hommes politiques roumains ne perdaient pas de vue les perspectives de libération de leur propre pays et, par conséquent, l'appui accordé au peuple bulgare était dans la logique de l'histoire. Néanmoins, ce n'est point là l'unique explication du large appui accordé par la Roumanie aux Bulgares, de sa politique généreuse et, finalement, du sang versé par ses soldats sur les champs de bataille de Grivița, Plevna, Rahova et Vidin. En effet, après 1878 il devait venir un temps où la Bulgarie allait ressentir à nouveau le besoin de l'aide d'un peuple voisin et ami. Nous nous référons au moment de l'union de la Bulgarie

---

[1] Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 5, București, Ed. politică, 1971, p. 221.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

et de la Roumélie orientale, en 1885. Or, cette fois-ci, la cause ou plutôt l'intérêt mentionné ci-dessus ne se posait plus, puisque la Roumanie était depuis longtemps un Etat indépendant. Or, dans ces circonstances dramatiques pour le peuple bulgare, qui avait violé le traité de Berlin, la Roumanie tout entière a accouru à sa défense. Aussi bien le chef de l'Etat que le gouvernement, l'opposition et l'opinion publique, tous, dans un même élan, se sont souvenus que c'est en violant la Convention de Paris que le peuple roumain avait réalisé en 1859 son union et posé ainsi les bases de l'Etat national roumain moderne. « La formation de l'Etat roumain national unitaire, précisait le président Nicolae Ceaușescu, n'a été ni un cadeau, ni le résultat d'une conférence internationale, mais le fruit d'une lutte sans relâche menée par les forces vives de la société, par les larges masses populaires, pour l'Union, aboutissement naturel du développement historique, social et national du peuple roumain ». Or, le droit sacré de réaliser l'unité nationale, tous les peuples l'avaient et c'est pourquoi la Roumanie, avec quelques autres pays, s'est portée à nouveau à la défense de la Bulgarie. Comme on le voit, pour expliquer certains processus historiques il faut savoir regarder un peu plus loin. On ne doit pas oublier qu'à la base de l'appui prêté par la Roumanie il y avait une tradition vieille de plusieurs siècles. C'est pourquoi le mouvement de libération du peuple bulgare y a eu pendant longtemps son principal foyer. C'est à juste titre que l'historien bulgare Al. Burmov commençait l'une de ses études en soulignant que le mouvement révolutionnaire de libération du peuple bulgare est né au sein de l'émigration bulgare de Roumanie et, pour une part, de Serbie et de Russie. C'est, en effet, ici qu'ont vu le jour les organisations politiques et les publications les plus importantes; c'est ici qu'ont déployé la plus grande partie de leur activité Rakovski, Karavelov, Botev et tant d'autres. Zahari Stoianov a vu juste en écrivant que la Roumanie a été « le berceau de notre renaissance politique ».

★

Nous avons utilisé, pour la composition du présent ouvrage, certaines de nos publications antérieures. Mais il y a des périodes — plus ou moins longues — pour lesquelles tout a du être élaboré depuis le début. De même, pour la connaissance précise de certains événements nous avons dû recourir à des documents — parfois publiés, mais le plus souvent inédits — des Archives de l'Etat de Bucarest ou de la Bibliothèque Nationale de Sofia. Une autre série de données nous a été fournie par les études des historiens roumains ou bulgares de ces vingt dernières années. Enfin, les journaux tant roumains qu'étrangers, et tout particulièrement ceux appartenant aux organisations politiques de l'émigration bulgare en Roumanie, nous ont beaucoup aidé à reconstituer les idées et les faits de l'époque.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

En ce qui concerne ces organisations, tout en étant pleinement d'accord avec les opinions des historiens quant au caractère révolutionnaire, bourgeois-libéral ou conservateur de tel ou tel d'entre eux, nous considérons avant tout que ce caractère ne doit pas toujours être interprété stricto sensu. *Ainsi, il faut faire preuve de plus de souplesse qu'on ne l'a fait jusqu'à présent lorsque l'on juge les actions des* Sociétés de bienfaisance ; *à cet égard, les observations formulées par Constantin Kosev, en collaboration avec Nikolai Jetchev et Doino Doinov dans История на Априлското въстание (Histoire de l'insurrection d'Avril) Sofia, 1976, nous semblent des plus judicieuses. En second lieu, il convient de mentionner que l'importance de certaines organisations n'a pas toujours été soulignée à sa juste valeur. Il en est ainsi pour le* Comité central secret bulgare *de Bucarest, ainsi que pour les organisations qui en sont issues : la* Communauté bulgare, *Млада България et Братска Любов. Peut-être parce qu'elles sont cataloguées comme bourgeoises-libérales, certains historiens, tous en leur accordant une certaine importance, n'ont pas toujours su les situer à leur véritable place dans le mouvement bulgare de libération.*

Pour les historiens rompus à une méthode scientifique de travail, il n'est pas point difficile aujourd'hui d'établir ces distinctions. Mais il y a lieu de se demander comment les masses — compte tenu du niveau culturel et de la conscience politique d'alors — ont su les différencier il y a plus d'un siècle. Si des historiens bulgares comme D. Kosev et autres reconnaissent que, de ce temps, il était difficile au début, même pour Karavelov, Botev et autres leaders révolutionnaires, de faire les distinctions dont il s'agit, on comprendra pourquoi il est nécessaire de poser le problème des masses. Certes, il est important de caractériser les organisations de l'émigration bulgare de Roumanie des années 1866—1869, mais ce qui l'est encore plus, à notre avis, c'est de caractériser leur action d'alors, et l'écho que celle-ci a suscité dans les masses, exception faite, bien entendu, du dualisme turco-bulgare, que tout le monde a repoussé jusqu'à la fin, quoique même ici certaines réserves soient possibles. Il ne faut pas oublier que, à côté de l'organisation de Rakovski, ce sont celles mentionnées qui ont déterminé la prise de conscience et l'éducation des masses, jusqu'à l'apparition du mouvement révolutionnaire de grande envergure. Sans elle, ni la tchéta *de Hagi Dimităr n'aurait pu se constituer, ni les deux voyages de Levski en Bulgarie n'auraient pu avoir lieu telles que les choses se sont passées. C'est pourquoi nous estimons que, tout en proclamant le caractère bourgeois-libéral des organisations en question, il convient de mieux souligner le rôle qu'elles ont joué, même si leurs actions et leur propagande n'ont pas toujours suivi une ligne révolutionnaire conséquente. Car c'est grâce à elles que le terrain a été préparé*

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

pour le mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire pour l'organisation de Levski et le Comité central révolutionnaire bulgare de Bucarest.

Nous estimons de même que les auteurs qui désirent traiter spécialement des plans des grands révolutionnaires bulgares devront insister davantage sur leur côté romantique, qui explique peut-être certains espoirs excessifs d'un Rakovski ou d'un Botev.

Avant de clore cette présentation, nous tenons à exprimer toute notre gratitude et tous nos remerciements aux institutions tant de Roumanie que de Bulgarie qui, d'une façon ou d'une autre, nous ont aidé dans nos travaux, mettant à notre disposition les matériaux nécessaires, ainsi qu'à nos collègues, roumains et bulgares, qui, par des études remarquables, nous ont permis de mieux comprendre cette époque effervescente et héroïque des années 1850—1878, qui a pris fin par la conquête de l'indépendance d'Etat de la Roumanie et la libération de la Bulgarie.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

I. LA ROUMANIE ET LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION DU PEUPLE BULGARE DURANT LA PÉRIODE 1850—1863

1. **Les Bulgares et la guerre de Crimée.** Aussitôt après la signature de la Convention de Londres de 1841, le tsar Nicolas Ier arriva à la conclusion que la France était éliminée d'un futur partage de l'Empire ottoman et que la Grande-Bretagne ne s'y opposerait pas si elle obtenait l'Egypte. La question fut ajournée un certain temps à cause des révolutions de 1848, lorsque l'on peut dire qu'il n'existait plus en Europe que deux puissances : la révolution et la Russie. Le tsar intervint promptement et ses armées étouffèrent les révolutions de Valachie et de Hongrie. L'entrée des troupes tsaristes dans les Principautés entraîna celle de l'armée ottomane. Le fait que ces deux armées ont coopéré à la répression de la révolution roumaine de 1848, à laquelle les émigrations bulgare et serbe s'étaient montrées favorables, a beaucoup nui au prestige de la Russie dans les Balkans. Elle avait, à côté de la Turquie, réprimé une lutte de libération, une révolution dans le programme de laquelle figurait au premier plan l'indépendance nationale. D'autre part, il y avait en exil dans les villes de Bulgarie un grand nombre de révolutionnaires polonais, roumains et hongrois qui dénonçaient ouvertement la vraie face de la Russie tsariste. L'influence directe en Bulgarie de la révolution de 1848 de Valachie est d'ailleurs relevée par l'historien bulgare Strašimir Dimitrov comme l'un des facteurs étrangers ayant favorisé le déclenchement de la révolte de 1850 dans la région de Vidin. Ajoutons que, dès les mois de mai-juin 1848, les Turcs avaient arrêté 15 éléments de tête d'Oreahovo, localité située sur la rive droite du Danube, qui s'apprêtaient à se soulever sous les ordres d'un boyard roumain [1]. De même, Ion Ionescu de la Brad, parlant de la population locale et de la propagande révolutionnaire à la suite de ses pérégri-

[1] Strašimir Dimitrov, *Въстанието от 1850 година в България* (Le soulèvement de la Bulgarie en l'année 1850), Sofia, 1972, p. 236; Virginia Paskaleva, *Отзвук от революцията в Европа през 1848—1849 г. в българските земи* (L'écho de la révolution de 1848—1849 en Europe dans les territoires de la Bulgarie), dans *Първи конгрес на Българско историческо дружество* (Premier Congrès de la Société bulgare d'Histoire), Sofia, 1972, p. 498.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

nations à travers la Bulgarie du nord-est, écrivait que « j'ai trouvé certains d'entre eux préparés pour la révolution » [2].

L'orientation vers l'Occident et particulièrement vers la France des révolutionnaires roumains n'a pas constitué un fait isolé. Le tsar Nicolas Ier constatait avec inquiétude que même le prince Alexandre Karadjordjević n'a pas satisfait son désir de démettre le Premier ministre Ilia Garašanin, qui ne s'appuyait plus sur la Russie. Mieux : en février 1849, le prince de Serbie s'adressait à la France « au nom de sa patrie et dans l'intérêt de la liberté et de la sauvegarde politique de tous les Slaves du sud » [3], demandant que ceux-ci soient secourus, étant donné que la Russie refusait de le faire. Enfin, lorsque la Porte, peu avant la guerre de Crimée, envoya une armée d'occupation au Monténégro, c'est à l'Autriche que celui-ci demanda secours, et non pas à la Russie, et c'est devant l'ultimatum autrichien que le sultan renonça à l'opération militaire entreprise [4].

Cependant, Nicolas Ier ne s'est rendu compte ni des raisons de la baisse de l'influence russe en Bulgarie — baisse qu'il surestimait d'ailleurs —, ni des causes qui avaient fait progresser quelque peu l'influence française dans ces mêmes régions. La cause profonde de ce progrès, c'était la volonté des bourgeoisies anglaise et française de consolider encore leurs positions économiques dans l'Empire ottoman, où le marché bulgare jouait un rôle important. Quelques chiffres démontrent clairement ce fait. Durant la période 1820—1830, le volume du commerce entre la France et la Turquie avait presque décuplé. De même, les exportations anglaises, qui se chiffraient à 1 440 592 livres sterling en 1840, atteignirent 3 548 595 livres en 1841. La revue « The Economist » affirmait que « nos exportations en Turquie sont trois fois plus grandes que celles en Russie et en Autriche réunies » [5]. Etant donné que la France et la Grande-Bretagne visaient à accroître ces exportations, elles ont commencé à gagner à leur cause la bourgeoisie bulgare, qui avait marqué des progrès sensibles. En

---

[2] Voir les intéressantes appréciations de Ion Ionescu de la Brad dans sa correspondance avec Ion Ghica, apud Constantin N. Velichi, *Bulgarii din Ţara Românească participanţi la revoluţia burghezo-democratică de la 1848* (Les Bulgares de Valachie participants à la révolution bourgeoise-démocratique de 1848), dans *Relaţii româno-bulgare de-a lungul veacurilor — sec. XII — XIX* (Relations roumano-bulgares au long des siècles — XIIe — XIXe siècles), « Studii », I, Bucureşti, 1971, p. 278—280 (cité désormais : *Bulgarii din Ţara Românească...*).

[3] N. Ciachir, *Istoria modernă a Serbiei* (Histoire moderne de la Serbie), Bucureşti, 1974, p. 61.

[4] Mihail Dimitrov, *Комитетът на «Старите» — Добродетелната Дружина* (Le Comité des « Vieux » — La Société de bienfaisance) dans *България 1000 години* (Bulgarie — 1000 ans), Sofia, 1930, p. 738.

[5] Cité par D. Kosev, *Лекции по нова българска история* (Leçons d'histoire moderne de la Bulgarie), Sofia, 1951, p. 133.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

conséquence, la Bulgarie reçut la visite de nombreux experts d'Occident, venus pour étudier les moyens de placer le capital industriel, commercial et bancaire. Une série d'actions à caractère culturel furent entreprises dans cette ambiance. Ainsi, sur l'initiative du gouvernement français, l'ordre des Lazaristes de Constantinople, qui possédait une imprimerie pouvant imprimer des textes en caractères slaves, offrit de publier dans des conditions avantageuses les livres bulgares imprimés jusqu'alors presque exclusivement à Bucarest et à Odessa. Des jeunes gens bulgares furent attirés pour études à Paris, outre ceux inscrits dans des collèges anglais ou qui achevaient leurs études à Londres. De retour dans leur patrie, ils devenaient les représentants des sociétés anglaises, françaises, autrichiennes, etc. et obtenaient rapidement une nationalité étrangère qui les mettait à l'abri des abus des autorités ottomanes. En général, les Etats capitalistes d'Occident ne voyaient pas d'un bon œil le démembrement de l'Empire ottoman, qui aurait entraîné la perte d'un débouché aussi important : politique que Nicolas Ier n'a pas comprise. Aussi ces Etats essayaient-ils de gagner à leurs idées la bourgeoisie bulgare, ou plutôt le peuple bulgare, de la concilier avec le pouvoir ottoman et de le détourner de ses actions révolutionnaires au moyen de réformes minimes.

Toutes ces tentatives, encore que marquées par certains résultats, n'ont pu toutefois annihiler, ni même ébranler la puissante et traditionnelle influence russe. Engels lui-même affirmait à ce propos, dans un article publié en avril 1853 : « Tant que la politique traditionnelle, consistant à maintenir à tout prix le statu quo et l'indépendance de la Turquie dans son état actuel, constituera le principe directeur de la diplomatie occidentale, neuf dixièmes de la population de la Turquie d'Europe verront dans la Russie son seul appui, sa libératrice, son Messie » [6]. Les secours accordés au peuple bulgare pendant et après les guerres russo-turques de la fin du XVIIIe siècle et de la première moitié du siècle dernier étaient de trop fraîche date pour pouvoir être oubliés. La conviction que la Russie allait délivrer la Bulgarie était si fortement ancrée et l'attachement du peuple bulgare au peuple et à la culture russes était si profond, que ces sentiments apparaissent clairement dans la littérature, les mémoires, la correspondance et dans tous les documents bulgares du temps. Même parmi les Bulgares qui faisaient leurs études en Occident ou dans les écoles grecques, il y en avait qui étaient dévoués à la Russie. L'exemple le plus caractéristique nous est offert par le Dr Ivan Seliminski : né à Sliven, élevé dans les écoles de Grèce, en

[6] F. Engels, *Care va fi soarta Turciei europene?* (Quel sera le sort de la Turquie d'Europe?), dans K. Marx—F. Engels, *Opere* (Œuvres), vol. 9, Bucureşti, Ed. politică, 1953, p. 34.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Italie et à Paris, ne sachant pas écrire en bulgare et auteur seulement d'écrits en grec, il n'en fut pas moins un russophile convaincu, bien qu'il se soit trouvé en Valachie lors de la révolution de 1848 et qu'il ait donc pu voir de ses propres yeux l'action des armées tsaristes. Autant lui que la plupart de ses compatriotes étaient incapables alors de faire la différence entre le peuple russe et la politique tsariste, si contradictoire par rapport au mouvement de libération nationale des peuples des Balkans.

En conclusion, le tsar Nicolas Ier était convaincu qu'il n'aurait affaire qu'à la Turquie, et non pas à une puissante coalition européenne contre laquelle il n'était point préparé. C'est ce qui l'a poussé à agir précipitamment, envoyant le 1er mars 1853 à Constantinople Menchikov avec des demandes à caractère d'ultimatum. Nous ne nous arrêterons pas sur les détails, du reste connus. Le fait est que, devant le refus du sultan, Menchikov est rentré en Russie accompagné par tout le personnel de l'ambassade russe, ce qui signifiait la rupture des relations diplomatiques entre les deux empires.

Dès les premières rumeurs sur une nouvelle guerre russo-turque, l'émigration bulgare et, en général, l'émigration balkanique (donc aussi celles de Grèce et de Serbie) établie dans les Principautés a commencé à s'agiter. C'est en Bulgarie qu'on s'attendait surtout à la guerre. L'émigration bulgare de Constantinople, représentée par quelques gros commerçants, remit à Menchikov un mémoire où étaient soulignés les souffrances du peuple bulgare et son attachement à la Russie. A noter que ce mémoire fut signé, entre autres, par le révolutionnaire bulgare G. S. Rakovski, qui se trouvait alors dans la capitale ottomane [7].

Conséquent à son attitude, le tsar fut durant cette période, pour des raisons faciles à comprendre, défavorable à une révolte générale des peuples balkaniques, attitude critiquée par le slavophile M. Pogodine. Les cercles dirigeants de l'armée avaient à peu près les mêmes idées que ce dernier. Dans son rapport du 24 mars 1853, qui devait être présenté au tsar, le général Paskievitch proposait l'occupation immédiate des Principautés, qui constitueraient non seulement une base militaire, mais aussi un moyen d'utiliser le mouvement de libération des peuples balkaniques. Les Bulgares et même les Serbes « franchiront tout seuls le Danube pour nous rejoindre. Ils n'ont pas d'armes ni de munitions : on leur donnera les uns et les autres ; dans ce but, il faudra constituer un dépôt de 30 000 fusils à Izmaïl ». Selon le plan de Paskievitch, on imposerait aux Principautés danubiennes la charge d'entretenir les troupes russes et l'armée roumaine serait répartie entre les régiments russes. De même, les éléments balkaniques qui émigreraient, ainsi que ceux déjà établis

[7] D. Kosev, *op. cit.*, p. 123—124.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

dans les Principautés, devaient former des unités attachées à ces mêmes régiments russes. En résumé, il s'agissait de former un corps de volontaires, comme dans les guerres russo-turques antérieures, mais ces unités devaient être encadrées dans les régiments russes. Il faut croire que le rapport a influencé le tsar, car en moins de deux mois les armées russes entrèrent en Moldavie et en Valachie. Qui plus est, lorsque la Porte adressa son ultimatum à la Russie, la sommant de retirer ses armées, autant Paskievitch que — quelques jours plus tard — le tsar conçurent l'idée de déclencher une révolte au sud du Danube. Mais Nicolas Ier estimait qu'il ne fallait recourir à ce moyen que plus tard et seulement au cas où la Turquie ne céderait pas (selon lui, une telle révolte ne pouvait éclater que dans la dernière phase de la guerre, c'est-à-dire vers 1855) [8].

D'après l'historien bulgare Mihail Dimitrov, les leaders de l'émigration bulgare de Bucarest, indépendamment des plans du tsar ou du haut commandement russe, prirent les premiers l'initiative de former des corps de volontaires et de réunir les sommes nécessaires à leur entretien. Selon d'autres historiens, ces leaders — il s'agit des gros marchands bulgares de Roumanie — auraient refait l'ancienne *Société nationale bulgare* (Българско народно дружество)[9], créée en 1848 par les Bulgares ayant pris part à la révolution ; il va de soi qu'après le rétablissement de l'ancien régime, cette société avait dû suspendre toute activité. De toute façon, qu'il s'agisse de la restauration de l'ancienne société ou de la constitution d'une société nouvelle, son but était cette fois-ci tout différent. Certains documents montrent que cette organisation a été mise en place au printemps de 1853 et il était bien naturel que tout fût réalisé en secret, compte tenu de l'attitude des autorités et des princes roumains. Après l'entrée des armées russes et avec l'approbation ou plus précisément à l'instigation de celles-ci, en décembre 1853 ou dans les premiers jours de janvier 1854, fut instituée officiellement l'*Epitropie*, nommée au bout de peu de temps *Ephorie bulgare*, dont le comité de direction était formé de Constantin Ciocan, Hristofor Mustakov, Ivan Bakaloglu, G. Atanasovitch et autres [10].

En fait, c'est le général Gortchakov qui a, pratiquement, commencé à recruter les volontaires, avec le concours de l'*Ephorie*. Il confia le commandament du corps de volontaires au général Sallos, Grec d'origine, qui à son tour s'adressa au général Mavros, alors inspecteur général des quarantaines de Valachie, et à Alexandru

[8] Pour les détails, v. M. Dimitrov, *loc. cit.*, p. 743—744.

[9] L'existence de cette société mentionnée tout à fait isolément, n'a pas été confirmée jusqu'à ce jour par les sources. Voir C. Velichi, *Bulgarii din Țara Românească*. ..., p. 253—254.

[10] Pour les détails, v. Mihail Dimitrov, *loc. cit.*, p. 746 ; voir également Archives de la Bibliothèque Nationale Cyrille et Méthode de Sofia, fonds Tzenovitch, II A 7430.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Hagi Ruset, Bulgare assimilé, officier dans l'armée valaque et membre du Comité de direction de l'*Ephorie* bulgare [11]. Ce dernier considérait que le recrutement pourrait se faire aisément si une personnalité jouissant de prestige au sein de l'émigration visitait successivement les quelques villes où celle-ci était en plus grand nombre. Pour cette mission, il pensa au Dr Ivan Seliminski, médecin à Brăila, qu'il convoqua à Bucarest. Le 18 novembre 1853, Gortchakov confia à Seliminski cette tâche [12] et, le 2 janvier 1854, le général Sallos, qui avait signé le 29 décembre 1853 l'ordre prévoyant la formation du corps de volontaires, le nomma son conseiller. Seliminski était porteur d'une lettre sollicitant le concours des autorités roumaines [13].

Seliminski accomplit sa mission avec beaucoup de zèle. A partir de novembre 1853, il visita Giurgiu, Zimnicea, Ruşi de Vede, Alexandria, Călăraşi, Ploieşti, Buzău, Brăila et passa même en Moldavie, à Galaţi et à Tecuci par exemple. Partout, il fit appel en premier lieu aux anciens volontaires de la guerre de 1828—1829 ou à des personnes bien placées, disposant d'un salaire mensuel, les chargeant d'organiser sur le plan local le recrutement des volontaires [14].

Le 2 janvier 1854, le général Haltchinski s'adressa par une circulaire aux autorités roumaines leur annonçant la constitution d'un « Bataillon de volontaires composé de quatre compagnies ». Il devait être formé « de Roumains et de personnes de toute autre nation qui sont de religion orthodoxe et résident dans les Principautés » [15]. Le général Budberg, de son côté, ordonna que huit sous-officiers de Moldavie aillent à Bucarest, chez le général Sallos, pour s'occuper de l'instruction des volontaires [16]. Enfin, le commandement russe demanda en janvier 1854 au « Département de l'Intérieur des provinces danubiennes » d'ordonner « à toutes les autorités locales » d'accorder leur entier concours au général Sallos [17].

---

[11] Iv. Kristanov, Iv. Penakov et St. Maslev, *Др. Иван Селимински* (Dr Ivan Seliminski), Sofia, 1962, p. 201—203.

[12] C. Velichi, *Някои уточнявания относно биография на др. Иван Селимински* (Quelques précisions concernant la biographie du Dr Ivan Seliminski), dans le volume *В чест на академик Д. Косев* (En hommage à l'académicien D. Kosev) Sofia, 1974, p. 400.

[13] Iv. Kristanov, Iv. Penakov et St. Maslev, *op. cit.*, p. 213—214.

[14] Pour les détails, voir Archives de l'Etat — Brăila, fonds *Prefectura*, dos. 516/1854, f. 15 sqq, cité par N. Ciachir, *Aspecte din relaţiile româno-russe în timpul campaniei dunărene din războiul Crimeii* (Aspects des relations roumano-russes durant la campagne du Danube de la guerre de Crimée), « Revista Arhivelor », Bucureşti, 1961, nº 2, p. 86.

[15] Arch. de l'Etat — Bucarest, fonds *M.A.I., Direcţia rural comunală, divizia sanitară*, dos. 512/1854, f. 2.

[16] Arch. de l'Etat — Bucarest, *Moldova, Ministerul de război*, dos. 560/1854, f. 5.

[17] Arch. de l'Etat — Bucarest, fonds *M.A.I., loc. cit.*, f. 2.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

L'action de recrutement des volontaires ne dura que jusqu'à la fin du mois de mars 1854, car, à la suite de l'ultimatum franco-anglais, les troupes russes commencèrent au mois d'avril de la même année à se retirer des Principautés. Selon certaines sources, le nombre total des volontaires se serait élevé, le 31 mars, à 4027 hommes [18], dont — suivant l'appréciation de Seliminski — 2 000 Bulgares [19]. Lors de la retraite des troupes russes, certaines unités de volontaires suivirent celles-ci et prirent part aux opérations de Crimée [20].

De même que dans les précédentes guerres russo-turques, les troupes de volontaires comprenaient, en dehors des Bulgares, des éléments grecs, serbes, roumains, etc. Il existe de nombreuses données sur les villages et les départements [21] où ont eu lieu les recrutements de volontaires sur leurs camps [22], sur certains abus accomplis par eux, des listes avec leurs noms [23], etc.

On ne saurait toutefois omettre le fait que les répressions exercées par les armées d'occupation sur les paysans après l'échec de la révolution de 1848 n'avaient pas été oubliées [24]. La présence à Vidin de leaders révolutionnaires tels que Niţă Magheru, Gh. Ioranul et Ion Apolonie (ce dernier avait de fréquentes entrevues avec Gheorghe Scurtulescu, du village de Pristoalele, dép. de Mehedinţi, ancien député à la Commission de la propriété) et le commencement de la retraite des troupes russes ranimèrent l'espoir de la paysannerie olténienne de voir revivre les journées de 1848. Des bandes de paysans franchirent même le Danube à Vidin, demandant aux révolutionnaires de revenir, la population étant prête à reprendre le combat. Ils revinrent, en effet, et à Girla Mare (dép. de Mehedinţi) une grande réunion eut lieu, où Ioniţă Magheru arbora l'étendard de la révolution sur la tour de l'église et relut aux paysans la Proclamation d'Islaz. La révolte s'étendit au département de Gorj. Cet élan révolutionnaire fut apprécié par Marx et Engels, qui ont considéré que « la nation valaque » pouvait jouer un rôle important. Mais les troupes tsaristes étaient encore présentes et, avec elles,

---

[18] Iv. Kristanov, Iv. Penakov et St. Maslev, *op. cit.*, p. 224.

[19] Arch. de l'Etat — Bucarest, *dos. cit.*, f. 42, 475—476.

[20] N. Ciachir, *Unele materiale inedite privind participarea românilor în cadrul detaşamentelor greceşti la luptele din Crimeea în perioada războiului din 1853—1856* (Quelques matériaux inédits concernant la participation des Roumains dans le cadre des détachements grecs aux luttes de Crimée durant la guerre de 1853—1856), dans *Omagiu lui P. Constantinescu-Iaşi* (En hommage à P. Constantinescu-Iaşi), Bucureşti, Ed. Academiei, 1965, p. 465—469.

[21] Arch. de l'Etat — Bucarest, *dos. cit.*, f. 234, 246, 273, 292, 471, 432, 505, etc.

[22] *Ibidem*, f. 475—476.

[23] *Ibidem*, f. 276, 353, etc. Pour d'autres données sur les volontaires, voir également Arch. de l'Etat, fonds cité, dos. 486/1854, 516/1854.

[24] *Istoria României* (Histoire de la Roumanie), IV, Bucureşti, Ed. Academiei, 1964, p. 111; C. Velichi, *Bulgarii din Ţara Românească...*, p. 274 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

arriva aussi le colonel Solomon. Cette bouffée de révolte ne put se maintenir face à l'armée et aux répressions [25], de même que devaient échouer d'autres plans des révolutionnaires roumains, hongrois et polonais réfugiés en Bulgarie.

Quant à la paysannerie bulgare, c'est exactement le contraire qu'elle espérait, à savoir que les armées russes franchissent le Danube.

Les plans de libération de la Bulgarie à ce moment étaient l'œuvre de G. S. Rakovski, qui — ainsi que nous l'avons déjà mentionné — se trouvait alors à Constantinople et avait commencé à y « préparer le peuple à être prêt n'importe quand à entrer en action au moment où les armées russes pénétreraient en Turquie » [26]. De fait, compte tenu des documents inédits découverts par l'historien V. D. Konobeev et des récents ouvrages de celui-ci, l'action de G. S. Rakovski représente la mise en place de « la première organisation politique sur le plan national en Bulgarie au cours des années 1853 et 1854 », organisation qui a reçu le nom de « Société secrète » [27]. Elle a été fondée par Rakovski et ses partisans à Constantinople même, au début de l'année 1853. Afin de mieux pouvoir réaliser leur plans, les membres de la société devaient entrer au service de l'armée ottomane. Rakovski lui-même réussit à se faire nommer « interprète principal » de l'armée ottomane du Danube, poste qui lui donnait l'occasion de voyager à travers toute la Bulgarie. Et effectivement, ainsi qu'il le montre dans son projet d'autobiographie, il a réussi, accompagné de son adjoint Ivan Bacov, à passer par les villes de Tărnovo, Šumen, Ruse, Svištov, Vraca et Vidin. Partout, il a nommé des personnes de confiance qui ont fondé des filiales de la *Société secrète*. Les documents découverts par Konobeev montrent que dans plusieurs de ces villes ont pris naissance des groupes de combat [28], dont certains pourvus d'armes. De Vidin, Ivan Bacov a continué sur Belgrade, où il a dévoilé au consul de Russie les plans de la *Société secrète*. Il était question, entre autres, de proposer au sultan d'organiser des détachements bulgares armés en vue de combattre les Russes. Le moment arrivé, ils tourneraient les armes contre les Turcs. Mais le sultan refusa cette proposition [29].

---

[25] *Ibidem*, p. 279—280.

[26] *Архив на Г. С. Раковски* (Archives de G. S. Rakovski), I, Sofia, 1952, p. 491.

[27] V. D. Konobeev, *Българското национално-освободително движение* (Le mouvement bulgare de libération nationale), Sofia, 1972, p. 280 sqq.

[28] *Ibidem*, p. 293—294.

[29] Veselin Traikov, *Георги Стойков, Раковски, Биография* (Gheorghi Stoikov Rakovski, Biographie), Sofia, 1974, p. 105 (cité désormais : *G. S. Rakovski)* ; V. D. Konobeev, *op. cit.*, p. 293.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

En mai-juin 1853, le Bulgare Nikola Filipovski, qui avait participé aux mouvements révolutionnaires de Brăila en 1841—1843, part de Bucarest pour Tărnovo afin d'y préparer la révolte projetée dans cette ville et à Gabrovo. En mars 1854, Ivan Bacov arrive à Craiova, où il divulgue au conseiller russe Fonton l'organisation et les forces dont disposait la *Société secrète* à Tărnovo : 1400 hommes armés environ, croit-on [30]. De Craiova, Ivan Bacov part pour Bucarest afin d'y contacter d'autres membres de la société venus de Bulgarie. Le centre de la *Société secrète* fut fixé à Vidin, d'où les liaisons avec le commandement russe étaient aisées. Du reste, certains des participants à la révolte antiottomane de Vidin de 1850 étaient passés en Olténie et se trouvaient auprès du général Liprandi, attendant le moment opportun pour entrer en action.

Le fait que dans les Principautés il y avait des détachements de volontaires prêts à franchir le Danube avec les armées russes donnait de grands espoirs aux Bulgares [31]. Les membres des filiales de la *Société secrète*, dans les villes de Bulgarie, étaient recrutés surtout parmi les intellectuels, cependant que la paysannerie bulgare, qui espérait voir se résoudre le problème agraire en même temps que la libération du pays, a constitué la principale force de combat du mouvement de libération.

A la fin du mois de mars 1854, par ailleurs, a eu lieu à Bucarest une réunion entre les représentants bulgares d'Odessa et ceux de l'*Ephorie bulgare* en vue d'établir une unité d'action.

Au sud des Balkans, le principal organisateur des paysans bulgares dans l'attente des armées russes fut l'instituteur Botio Petkov, père de Hristo Botev, qui avait fait ses études à Odessa et auquel l'émigration de cette ville, ainsi que celle de Bucarest, avaient confié cette mission [32].

Ce qui est important, autant pour l'idéologie de Rakovski que pour le mouvement de libération bulgare en général, c'est le fait que la *Société secrète* a été une organisation politique agissant sur le plan national, dans le but de préparer au combat les forces intérieures, bien entendu avec l'aide de l'armée russe des Principautés. Du reste, ces forces préparaient l'arrivée des troupes russes, leur traçant le chemin le plus court. On avait décidé que le passage du Danube se ferait à Svištov, d'où, par la vallée de la Iantra, on arriverait à Tărnovo, c'est-à-dire dans la région centrale de la Bulgarie où, de part et d'autre des Monts Balkans, la Société était le mieux organisée. On comptait sur un soulèvement au moment de l'entrée des armées russes en Bulgarie. Notons également que Rakovski avait songé à

[30] *Ibidem*, p. 288.
[31] *Ibidem*, p. 301.
[32] *Ibidem*, p. 326.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

établir des contacts avec les Serbes et les Grecs, afin de les pousser à prendre part au soulèvement. Mais dénoncé par les *tchorbadjis* (éléments prospères de la bourgeoisie bulgare) de Kotel, il tomba entre les mains des Turcs. Au moment où il se trouvait dans le nord de la Bulgarie, visitant des filiales, Rakovski arriva à Vidin, d'où il passa à Calafat en décembre 1853. Là il fut arrêté et mené, sous simple surveillance pour le moment, à Šumen, où se trouvait le commandement des forces turques. Cependant, alors qu'il traversait sa ville natale, Kotel, il réussit à avertir un ami turc influent, Mustafa bei. Celui-ci l'attendit à Andrinople, le fit mettre en liberté et le conduisit personnellement à Constantinople. Mais le prix de sa libération fut assez lourd : Rakovski dut promettre de se convertir à l'islamisme et d'épouser la fille de son puissant protecteur [33].

Rakovski resta quelques mois à Constantinople, après quoi, à la nouvelle de la proclamation de Nicolas Ier à « nos frères de Turquie unis à nous dans la même foi », il s'enfuit avec douze de ses amis dans les montagnes autour de son Kotel natal, pour y attendre les Russes. Bientôt il descendit dans la ville, où il demeura caché. C'est là, à Kotel, que Rakovski a écrit l'un de ses principaux ouvrages, *Горски Пътник* (Voyageur forestier). Puis, ayant appris que les armées russes se retirent des Principautés et craignant d'être arrêté par les Turcs, Rakovski quitta Kotel à la fin de 1854 et, les premiers jours de la nouvelle année, 1855, passa en Valachie où, malgré la présence des armées turques et autrichiennes, il était plus en sûreté. Prudent, Rakovski se réfugia à Sineşti, près de Bucarest, où son cousin Nikola Balkanski avait une terre. Là, oubliant ses soucis, il revit l'ouvrage susmentionné et en fit une nouvelle rédaction. Celle-ci achevée, en mai 1856, Rakovski partit pour Belgrade et de là à Novisad.

Bien que les plans de la *Société secrète* aient échoué, l'activité révolutionnaire de Rakovski et de l'émigration bulgare de Bucarest a porté ses fruits. Ainsi, en 1855, Nikola Filipovski, riche de son expérience révolutionnaire de Brăila et de Bucarest, projeta d'attaquer la petite garnison turque de Tărnovo et de mettre la main sur l'artillerie turque de la ville. Les Turcs, à ce qu'il semble, ont eu vent de la chose, car la garnison fut renforcée et le plan de Filipovski ne put être mis en oeuvre. Pourtant, il ne renonça pas. Des préparatifs révolutionnaires avaient eu lieu aussi à Vidin, où le souvenir des révoltes de 1850 était encore frais. Certains leaders bulgares, tels que Mantcho Krăstik et autres, entretenaient des rapports avec l'émigration bulgare de Craiova par l'intermédiaire du commerçant Kr. Todorovitch. Ici aussi, les autorités turques apprirent ce qui se tramait et le soulèvement, projeté pour 1855, ne put avoir lieu.

[33] Veselin Traikov, *op. cit.*, p. 111.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Cependant, tout espoir d'une amélioration de leur sort s'éteignit pour les Bulgares après la paix de Paris de 1856. Afin de rendre impossible une éventuelle intervention des Russes en faveur des Slaves des Balkans, les puissances occidentales imposèrent à la Porte d'émettre un décret accordant à ceux-ci des droits égaux à ceux des mahométans. Ce décret, connu sous le nom de « Hattihumayun » du 15 février 1856, fut proclamé solennellement et inclus dans le traité de paix.

En fait, le Hattihumayun conférait à la population chrétiennes les mêmes droits que le Hattichérif de 1839 et résolvait certains problèmes qui intéressaient aussi les puissances capitalistes d'Occident. La Turquie assumait une série d'obligations favorisant encore davantage la pénétration du capital occidental dans l'Europe par la fondation de différentes entreprises.

Pour la Porte, le Hattihumayun était un instrument au moyen duquel elle comptait, d'une part, contrecarrer l'influence russe et, d'autre part, semer la discorde entre ses sujets chrétiens de différentes nationalités, notamment entre Grecs et Bulgares, afin de pouvoir mieux les maîtriser. Après l'entrée en vigueur du Hattihumayun, les pillages, les abus et les violences continuèrent sous les yeux indulgents des autorités ottomanes. Il ne pouvait être question de droits égaux, les puissances occidentales elles-mêmes ne croyaient pas dans cet acte solennel et ne pouvaient demander à la Porte de le respecter. Ainsi, aux termes du Hattihumayun. les Bulgares, qui jouissaient des mêmes droits que les Turcs, auraient dû être admis dans l'armée turque. Or, il n'en fut pas question et ils étaient obligés de « racheter » ce devoir civique par le paiement d'un impôt militaire onéreux. Lorsque Sadyk Pacha Tchaikovski (émigrant polonais au service de la Turquie) intervint auprès de l'ambassadeur de Grande-Bretagne pour faire respecter cet article du Hattihumaayun, celui-ci refusa de s'engager. La Grande-Bretagne se rendait évidemment compte que, dans ce cas, les chrétiens des Balkans auraient sous peu une véritable armée capable de combattre pour leur libération nationale.

Bien qu'un soulèvement en masse de la population fût hors de cause, dès lors que la Russie était battue dans cette guerre, certains chefs de la révolte n'avaient pas interrompu leur activité pour autant. Les commerçants aisés et les *tchorbadjis*, dont certains avaient même été attirés dans des mouvements et d'autres en avaient connaissance sans y avoir adhéré effectivement, s'étaient retirés complètement ou s'étaient même mis à informer — directement ou indirectement — les Turcs. C'est pourquoi les derniers mouvements, tentés après la conclusion de la paix de Paris, échouèrent et leurs chefs furent arrêtés, justement à la suite de la trahison des *tchorbadjis*. Néanmoins, après la conclusion de la paix de Paris, le mouvement de Vidin

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

reprit, grâce surtout à un marchand de Silistra nommé Dimitraki Petrovitch. Celui-ci avait fait partie du corps de volontaires organisé en Valachie. Lorsque le théâtre de la guerre se déplaça en Crimée et que le détachement de volontaires fut supprimé, Dimitraki Petrovitch et d'autres volontaires partirent avec les armées russes pour se battre sur le nouveau front, après quoi ils revinrent en Valachie. Les rapports de Dimitraki Petrovitch avec l'étranger sont mal connus. Tout ce que l'on sait, c'est que, par lui et par les négociants de Craiova, les conspirateurs de Vidin maintenaient des relations avec la Valachie et qu'ils étaient en rapport avec Gortchakov et même avec Paskievitch à Varsovie. Les marchands de Craiova l'aidaient financièrement. Mais comme les réunions des meneurs risquaient d'être découvertes par les Turcs, ils transférèrent leur centre d'action en Serbie. Après une réunion tenue à Belgrade, ils s'établirent dans un village serbe près de la frontière turque. Aidés par le leader serbe Sava Iovanović, ils firent venir également de Vidin Ivan Kulin, qui avait pris part à la révolte de 1850 et était connu des paysans des environs de Vidin et de Belogradjik. Ils repassèrent ensuite en Bulgarie et s'établirent au monastère de la Trinité proche du village de Rakovica. Ils achetèrent des armes et de la poudre de Serbie et décidèrent de se réunir tous, le 12 mai 1856, dans le village de Vlaovitch et, de là, d'attaquer Belogradjik. Mais trahis une fois de plus par les *tchorbadjis*, ils trouvèrent le village occupé par des troupes turques régulières, qui les mirent en fuite après une courte bataille. Dimitraki Petrovitch, qui était le chef militaire de l'expédition, erra quelque temps dans les montagnes avec une vingtaine de ses partisans, après quoi ils passèrent en Serbie.

Le soulèvement, déjà mentionné, préparé à Tărnovo par le capitaine Nikola Filipovski, connut un sort analogue. Après avoir commencé une activité de grande envergure dès que la guerre eut éclaté, le mouvement commença à se dissoudre après la conclusion de la paix de Paris. C'est en vain que le capitaine Nikola exhibait de l'argent russe (qu'il se procurait de chez le négociant Petru Kisimov de Tărnovo) afin de faire croire à un appui de la part de la Russie. Certains leaders des villes, comme ceux d'Elena, se terraient, d'autres demandaient que l'on ajournât la révolte, d'autres enfin commencèrent à informer les autorités turques. Bien que la révolte dût commencer à la mi-août 1856, dès la fin-juillet tout le monde à Tărnovo était au courant des préparatifs. Aussi, le jour fixé, treize personnes seulement se rendirent au lieu de réunion, qui était le monastère de Leskovec. Espérant que leur nombre augmenterait en cours de route, le capitaine Nikola se dirigea vers le monastère de Gabrovo. En effet, la *tchéta* compta à un moment donné plusieurs centaines d'hommes, mais jusqu'à la fin elle se réduisit aux treize personnes

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

initiales. Un combat eut lieu près de Gabrovo, la *tchéta* fut dispersée et le capitaine Nikola fut trahi et exécuté.

En conclusion, bien qu'il se fût créé en Bulgarie quelques centres révolutionnaires, dont plusieurs étaient en liaison avec l'*Ephorie bulgare* de Bucarest, un soulèvement général s'avéra impossible à cause de la terreur qui régnait, de l'arrestation de Rakovski et, principalement, de la retraite des troupes russes des Principautés.

Ainsi qu'on a pu voir, cette lutte de libération nationale était, au début, étroitement liée au nom de G. S. Rakovski, considéré dans l'historiographie bulgare comme le « patriarche de la révolution bulgare », en tant que le premier idéologue et organisateur du mouvement de libération politique de son peuple.

2. G. S. Rakovski et le mouvement de libération de la Bulgarie après la guerre de Crimée. Arrivé à Novisad, Rakovski continue à œuvrer pour la libération de son peuple. Pour commencer, il y publie son premier ouvrage, *Pour annoncer le Voyageur forestier* et commence à collaborer au journal « Srbski Dnevnik », où il décrit la situation pénible du peuple bulgare. Il y annonce aussi la parution de son *Voyageur forestier*, pour l'impression duquel il part en septembre 1856 à Galaţi, afin de solliciter l'aide des émigrés bulgares de différentes villes des Principautés. Il est resté à Galaţi jusqu'au mois de novembre, y a obtenu ce dont il avait besoin et a diffusé sa première brochure imprimée. Rakovski a exposé aux émigrés combien il était nécessaire de fonder un journal bulgare qui défendit les intérêts du peuple et œuvrât pour sa libération, réussissant à se faire de nombreux amis. Encouragé, Rakovski édite en avril 1857, à Novisad, le journal Българска дневница. En dehors des articles consacrés aux Bulgares, il y aborde dès le premier numéro le problème fondamental des Roumains, l'union des Principautés. Rakovski décrit en détail la situation dans laquelle se trouvent les Principautés et montre les raisons qui le poussent à aborder cette question : la création d'un Etat roumain moderne constituera un premier pas vers la libération des peuples soumis à l'Empire ottoman. C'est ce qui explique d'ailleurs le succès du journal dans nombre de villes des Principautés où il existait des emigrants bulgares.

C'est à Novisad également que Rakovski a publié, en 1857, le plus important de ses ouvrages, le long poème Горски Пътник (Voyageur forestier), où il dénonce les abus des autorités turques, le régime ottoman en général et ses suppôts : le clergé phanariote et les *tchorbadjis* bulgares. Il appelle le peuple à la lutte. Bien que les vers soient lourds et dépourvus de valeur artistique, ils ont suscité lors de leur parution un puissant écho par leur élan révolutionnaire, leur ton pathétique, l'exaltation des combats des haïdouks, et ainsi de suite. En dehors de Paisie et de Neofit Bozveli, personne n'avait

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

jamais écrit en termes aussi convaincants sur le passé, les souffrances et les aspirations du peuple bulgare. Le *Voyageur forestier* représente le premier poème révolutionnaire de la littérature bulgare [34].

Assurément, tout cela ne pouvait convenir à la Porte. Suite à l'intervention de celle-ci, la publication du journal — dont 18 numéros avaient paru — fut suspendue et Rakovski fut arrêté afin d'être livré aux Turcs. Très difficilement, il réussit à se sauver, à gagner Orşova et, le 9 novembre 1857, il passa en Valachie [35].

Arrivé à Galaţi et soutenu par les émigrants, Rakovski fit le projet d'y créer une imprimerie bulgare. Dans ce but, accompagné de son compatriote P. Abramov, il se présenta à Iassy chez le caïmacam (lieutenant princier) Nicolae Vogoridi, Bulgare grécisé originaire comme lui de Kotel, fils de Stefanaki Vogoridi, influent conseiller du sultan. Au cours de ses allées et venues en Moldavie, Rakovski fut frappé par la lutte du parti unioniste et par la propagande faite par celui-ci dans la presse occidentale. Il fut informé également sur les revues en langue française publiées par les Roumains établis en Occident [36]. Sous cette influence sans doute, il imprima à Iassy un *Appel pour la publication d'un journal bulgare en Europe* (en Belgique ou à Paris). Vogoridi autorisa Rakovski à ouvrir une imprimerie et celui-ci retourna à Galaţi avec des plans grandioses et plein d'espoir. Mais en même temps, le caïmacam, qui était l'homme des Turcs et luttait pour empêcher l'union (dans l'espoir d'obtenir en revanche le trône de la Moldavie), avertit la Porte de la présence de Rakovski à Iassy. Ayant reçu l'ordre de l'arrêter et de l'envoyer à Constantinople, Vogoridi passa à l'action. Mais il ne réussit pas à l'arrêter. Mis en garde par Abramov, Rakovski quitta aussitôt Galaţi et, le 7 mars 1858, passa par Koubei en Russie. Là il essaya en vain de continuer son activité éditoriale. Toutes ses demandes en vue d'obtenir l'autorisation de publier une revue, que les Bulgares d'Odessa étaient prêts à financer, sont restées sans réponse de la part de la censure tsariste, bien que Rakovski soit resté dans cette ville jusqu'à la fin de 1859. Ainsi que le fait remarquer l'historien bulgare Veselin Traikov, « dans les conditions du régime autocratique,

---

[34] I. M. Šeptunov, *Първата българска революционна поэма „Горски пътник от Г. С. Раковски* (Le premier poème révolutionnaire bulgare « Voyageur forestier » de G. S. Rakovski), dans le recueil *Георги Стойков Раковски, възгледи, дейности живот* (Gheorghi Stoikov Rakovski, ses conceptions, son activité et sa vie), I, Sofia, Ed. de l'Académie Bulgare des Sciences, 1964, p. 221 sqq.

[35] Veselin Traikov, *Раковски и балканските народи* (Rakovski et les peuples balkaniques), Sofia, 1971, p. 201 sqq.; idem, *G. S. Rakovski*, p. 146.

[36] Les revues « Junimea română », éditée à Paris, « Republica Română », rédigée par C. A. Rosetti, qui a paru à Paris en 1851 et à Bruxelles en 1853, etc. Voir *Istoria României*, IV, p. 236—237, 703.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

il n'a réussi à réaliser ni ses plans touchant à la publication de revues, ni ceux en rapport avec ses autres ouvrages ». C'est d'ailleurs la raison qui l'a poussé à quitter la Russie. Néanmoins, Rakovski n'est pas resté inactif. En ce qui concerne son activité révolutionnaire, mentionnons que c'est à Odessa qu'il a mis au point son premier plan pour la libération de la Bulgarie, intitulé *Appel aux patriotes bulgares pour la libération de la Bulgarie.*

Quittant Odessa, Rakovski songea à s'établir en Serbie, où la situation politique s'était modifiée. A Alexandre Karadjordjević, dévoué à l'Autriche, avait succédé Miloš Obrenović, connu pour sa politique antiottomane et favorable aux mouvements de libération dans les Balkans. Dans cette conjoncture, non seulement Rakovski pouvait agir en pleine liberté, mais il pouvait même être utile au nouveau souverain. Le mouvement de libération s'est intensifié aussi à la suite de l'union de la Moldavie et de la Valachie. Ainsi que le consul de France à Belgrade télégraphiait à Paris en août 1859, « La Skouptchina serbe, suivant l'exemple des Roumains, voulait proclamer en septembre de l'année en cours l'indépendance absolue de la Serbie et refuser le paiement du tribut » [37].

En route vers Belgrade, Rakovski s'est arrêté à Brăila, où les émigrés bulgares le connaissaient et l'avaient toujours soutenu. Une fois de plus, ils se sont offerts de subvenir à la publication de ses ouvrages. Les chefs de l'émigration bulgare de Brăila ont signé un contrat par lequel ils s'engageaient à lui donner 300 ducats dès que les manuscrits seraient déposés à l'imprimerie. Grâce à cette aide généreuse, Rakovski a pu, au cours des mois suivants, publier cinq ouvrages à caractère historique, ethnographique et linguistique.

Arrivé à Belgrade dans les premiers jours de mars 1860, après avoir résolu les problèmes concernant l'impression de ses livres, Rakovski a poursuivi son activité de publication de périodiques. Le 1er septembre 1860 paraissait son nouveau journal « Дунавски Лебед » (Le Cygne du Danube), l'un des périodiques bulgares les plus lus qui a joué un rôle des plus importants surtout dans la lutte contre le Patriarcat grec et le mouvement uniate bulgare [38]. Ayant évité, au début, d'attaquer ouvertement la Porte, le journal de Rakovski a pu pénétrer en Bulgarie, ainsi qu'au sein des cercles d'émigrés de Constantinople, de Russie et surtout de Roumanie. Rien qu'à Brăila il y avait 80 abonnés. Par le vaste réseau de correspondants volontaires qu'il a organisé, par les nouvelles puisées dans tous les journaux européens et par ses articles de fond en français,

---

[37] N. Ciachir. *România în sud-estul Europei* (La Roumanie dans le sud-est de l'Europe), București, Editura politică, 1968, p. 62—63.

[38] Veselin Traikov, *G. S. Rakovski*, p. 187, 196.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

ce journal de Rakovski a bénéficié d'une large diffusion. L'émigration bulgare de Roumanie surtout a largement soutenu ce journal [39]. D'ailleurs, bien qu'établi à Belgrade, Rakovski maintenait un contact étroit avec les cercles d'émigrés bulgares des villes roumaines où il venait sans cesse. Ainsi, en 1861, il se trouvait à Bucarest, où il fondait le premier foyer de lecture du pays [40]. Il est évident que plus tard, notamment lorsque Rakovski combattit la politique de la diplomatie russe qui, en connivence avec la Turquie, avait commencé en Crimée une colonisation massive des Bulgares de la région de Vidin, envoyant en échange en Bulgarie des Tatars de Crimée, les cercles conservateurs de l'émigration se déclarèrent contre Rakovski et son journal, dont les articles attiraient l'attention des émigrés sur la vie dure menée par les paysans en Russie. A l'instar de ceux-ci, les émigrés allaient être asservis sur les terres des propriétaires fonciers, et ainsi de suite. Rakovski a même écrit une brochure sur ce thème, qu'il a publiée à Bucarest. Hristo Gheorghiev, qui était à la tête de la fraction des « vieux », bien que contre l'émigration en Russie lui aussi — il avait du reste arrêté une partie des émigrants en Roumanie — , ne pouvait néanmoins tolérer de telles attaques à l'adresse de la Russie, aussi confisqua-t-il la brochure de Rakovski. Mais l'ami de celui-ci, Teodor Ikonomov, qui était chargé de l'impression, réussit à imprimer en secret une nouvelle quantité de 3000 exemplaires et à les emporter, par Giurgiu, à Vidin [41]. Il laissa à Bucarest un avocat pour « intenter un procès de sa part aux traîtres et leur demander compte de quel droit ils avaient confisqué la brochure, dès lors que la liberté de la presse est garantie en Roumanie ». Rakovski est même allé à Odessa et a eu des entrevues avec les cercles dirigeants, réussissant jusqu'à la fin à obtenir des garanties pour l'arrêt de l'émigration [42]. Dans sa brochure, Rakovski démasquait ouvertement la politique tsariste. Il y fait une nette distinction entre le tsarisme et le peuple russe (distinction que vingt ans plus tôt, à Brăila, lors des mouvements révolutionnaires de 1842, il n'avait pas réussi à établir et qui faillirent alors lui coûter la vie). Maintenant, indigné contre ceux qui avaient procédé à une telle colonisation, profondément nefaste pour le peuple bulgare, Rakovski, sitôt arrivé

---

[39] Voir à ce sujet l'article de Traian Ionescu-Nișcov, *Istoria gazetei « Dunavski Lebed » și difuzarea ei în Principatele române* (Histoire du journal « Le Cygne du Danube » et sa diffusion dans les Principautés roumaines), dans « Romanoslavica », XVII, București, 1970, p. 599—612.

[40] P. Constantinescu-Iași, *Prima cititaliște bulgară din București* (Le premier cabinet de lecture bulgare de Bucarest), dans « Studii și articole de istorie », V, București, 1963, p. 7—12.

[41] Mihail Dimitrov, *op. cit.*, p. 725.

[42] Pour tout ce problème, voir Veselin Traikov, *op. cit.*, p. 196 sqq. Voir également Traian Ionescu-Nișcov, *Quelques aspects de l'activité de G. S. Rakovsky et de ses rapports avec les Principautés roumaines*, dans « Romanoslavica », IX, București, 1963, p. 565.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

à Belgrade, adressa au consul de Russie une lettre par laquelle il déclarait qu'il renonçait dorénavant à se considérer citoyen russe [43].

A son retour à Odessa, Rakovski s'arrêta une fois de plus à Brăila, où les événements de 1842 n'avaient pas été oubliés, comme il le croyait. Et cela d'autant plus que son retour y avait provoqué une certaine agitation. Il avait rencontré dans un café un groupe assez important de Bulgares, auxquels il avait parlé sur un ton si enflammé sur le sort malheureux du peuple et sur la nécessité de poursuivre la lutte, que ceux-ci jurèrent de tout sacrifier pour leur patrie. Gagné par un tel enthousiasme, Rakovski « lui-même jura avec eux au nom de la Bulgarie qu'au premier appel il prendrait son épée en main et son fusil au dos et qu'il franchirait le Danube pour planter le drapeau national sur le sommet du Mont Balkan » [44].

Le journal de Rakovski s'est déclaré solidaire de tous les peuples qui luttent pour leur liberté. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, il a gardé au début une attitude modérée envers l'Empire ottoman, étant donné que, sans cela, le journal eût été interdit en Bulgarie. Mais il est intervenu indirectement, dénonçant les abus des autorités ottomanes et soutenant que la Porte était la première intéressée à laisser une plus grande liberté aux Bulgares. Car autrement on arriverait à des conflits qui pourraient provoquer une intervention des Etats étrangers. Et Rakovski donna l'exemple de la Syrie, où la France était intervenue directement. Dans le cas de la Bulgarie, la violation du Hattihumayun de 1856 devait mener logiquement, tôt ou tard, à l'intervention de la Russie.

Cependant, la Porte n'a pris aucune mesure susceptible d'améliorer la situation. Au contraire, lorsque le grand vizir Mehmed Kăbrazli pacha essaya de procéder à une enquête sur certains abus, son action provoqua une recrudescence du fanatisme ottoman. D'autre part, la Russie insistait pour une intervention collective des grandes puissances auprès de la Porte. Dans ces conditions, l'attitude du journal se modifia : Rakovski ne se contenta plus de démasquer certains abus ou illégalités [45], mais commença à critiquer de plus en plus ouvertement la politique intérieure du sultan [46]. Bien entendu la Porte n'est pas demeurée inactive et a demandé au gouvernement de la Serbie d'arrêter la parution du journal, ce à quoi celui-ci s'est refusé. Sachant qu'une demande d'extradition pour des raisons politiques recevrait la même réponse, le gouvernement turc choisit un autre subterfuge. Il envoya à Belgrade Mustafa bey, l'ancien

---

[43] *Ibidem.*

[44] Vl. Diculescu, *Din legăturile lui G. S. Rakovski cu bulgarii din Brăila* (Sur les relations de G. S. Rakovski avec les Bulgares de Brăila), dans « Romanoslavica », V, București, 1962, p. 180.

[45] Voir « Дунавски Лебед » de mai et juin 1861.

[46] *Ibidem*, n° 48 du 28 août 1861 et n° 53 du 3 octobre 1861.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

protecteur de Rakovski, avec une demande d'extradition basée sur la condamnation de celui-ci, par un tribunal turc pour non-paiement de certaines sommes dues audit Mustafa. Cependant, Michel Obrenović refusa d'accorder l'extradition, sous prétexte que Rakovski était maintenant sujet russe (ce qui n'était plus tout à fait exact) et qu'une telle demande ne pouvait être satisfaite qu'avec le consentement de l'ambassade de Russie à Constantinople. Mais entre-temps Rakovski obtint un passeport serbe.

En vérité, la situation internationale était propice. L'empire ottoman, ébranlé par une grave crise financière, était inquiet des soulèvements au Monténégro. En Herzégovine, il y avait des troubles. Michel Obrenović voulait profiter de la situation intérieure de l'Empire ottoman et encourageait Rakovski à entreprendre des actions révolutionnaires en Bulgarie, où la population était profondément mécontente des abus des Turcs et de l'intention du gouvernement turc d'établir les Tatars de Crimée dans la région de Vidin. Les relations serbo-turques étaient tendues, les incidents entre Serbes et les Turcs de la forteresse de Belgrade étaient fréquents et la délégation conduite par Garašanin n'avait rien réussi à résoudre à Constantinople. L'Autriche ne s'était pas encore remise des effets de la guerre contre la France et l'Italie. Pourtant, l'appui de la Russie était douteux, car Rakovski n'était pas bien vu par la diplomatie tsariste [47]. C'est pourquoi il considéra nécessaire d'adresser à Gortchakov une lettre d'explications, lettre qu'il expédia en janvier 1862 [48]. On passerait à la lutte ouverte en Bulgarie, c'est-à-dire à un soulèvement, au moment où la Serbie déclarerait la guerre à la Turquie, ce qui, suivant l'opinion de Rakovski, ne pouvait tarder à se produire. Dans ce sens, aussi bien en Bulgarie qu'au sein de l'émigration, il fallait commencer les préparatifs, et Rakovski commença à les faire par l'intermédiaire de ses correspondants. Les réponses étaient encourageantes. Les plus actifs étaient les Bulgares de Brăila. Rakovski lui-même considérait que le moment était venu de troquer la plume contre l'épée [49]. Sa correspondance avec les Bulgares de Constantinople — dont beaucoup étaient en rapport avec ceux des villes bulgares — ou directement avec ces derniers montre les préparatifs que le révolutionnaire bulgare avait commencé à faire en vue de ce soulèvement général. Ses envoyés contactaient les kaïdouks dans leurs repaires du Mont Balkan et leur demandaient d'entreprendre des actions dans les montagnes du côté de la frontière serbe.

---

[47] Voir la caractérisation nettement défavorable envoyée à Saint-Pétersbourg par A. Vlangali, consul de Russie à Belgrade, dans *Документи за българската история* (Documents de l'histoire de la Bulgarie), I, Sofia, 1931, p. 274.

[48] Le texte est reproduit dans *Архив на Г. С. Раковски*, I, p. 383.

[49] Veselin Traikov, *op. cit.*, p. 219 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Dans l'espoir que la Serbie n'allait pas tarder à déclarer la guerre à la Turquie, Rakovski passa aux faits, c'est-à-dire à une propagande révolutionnaire ouverte parmi ses adeptes de Bulgarie. Dans le plan de l'action révolutionnaire de Rakovski élaboré durant la période 1861—1862, on note un élément nouveau, à savoir l'idée qu'il était nécessaire de créer un centre de direction de la lutte. A la fin de 1861, il rédigea son « Plan pour la libération de la Bulgarie », document bien connu, dans lequel il prévoyait la constitution de comités secrets dans les villes et les villages, comités dont le rôle n'était pas de simple propagande. Du reste, cette propagande même était comprise de la façon suivante : les comités avaient pour mission d'annoncer à tous ceux qui devaient prendre part au soulèvement la date où celui-ci serait déclenché, afin qu'ils aient le temps d'acheter armes, poudre et munitions et d'être prêts au moment voulu.

Il était question d'organiser en dehors des frontières de la Bulgarie un corps d'armée d'environ 1000 à 1200 hommes, comprenant des escadrons de cavalerie, quelques canons, des médecins, etc. Suivant le plan de Rakovski et conformément à la conjoncture politique, ce corps d'armée devait être créé et instruit en Serbie. Il franchirait la frontière bulgare par la chaîne des Balkans et avancerait sur la crête des montagnes jusqu'à Tărnovo. Rakovski était optimiste et estimait qu'à la suite de l'action des comités, les paysans prendraient part en masse au soulèvement. Dès qu'il en donnerait le signal, ils couperaient les liaisons postales et télégraphiques et viendraient ensuite grossir les rangs de l'armée, de sorte qu'à son arrivée à Tărnovo celle-ci compterait au moins 150 000 hommes, dont près d'un tiers armés. Tărnovo conquis, les *tchétas* formées en Roumanie, commandées par des officiers, passeraient en Bulgarie. Il s'agissait des Bulgares, plus ou moins assimilés, servant dans l'armée roumaine, mais qui accepteraient certainement de venir appuyer le soulèvement de leur patrie. Dans ce but, on occuperait Svištov. Enfin, l'armée bulgare continuerait sa marche jusqu'à la mer Noire, ses effectifs atteignant alors 500 000 hommes, dont 100 000 armés. Dès que l'armée serait entrée en Bulgarie, on constituerait un gouvernement bulgare provisoire, agissant en liaison étroite avec l'armée serbe. De fait, comme on le verra plus bas, ce gouvernement s'est constitué effectivement en juin 1862, à Belgrade, sous la direction de Rakovski. Celui-ci était convaincu que l'armée serait en messure de déclencher en Bulgarie un soulèvement général et qu'au moment où les Serbes entreraient en guerre contre la Turquie, les Monténégrins et les Grecs se soulèveraient à leur tour.

Au printemps de 1861, l'armée bulgare prit naissance, formée de 300 hommes seulement selon certaines sources, de 600 hommes

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

selon d'autres [50]. Le nom de Rakovski, connu par son activité de journaliste, avait gagné encore en autorité depuis que son journal « Дунавски Лебед » s'occupait moins d'attaques contre le clergé grec et était passé à la lutte ouverte contre le gouvernement ottoman. Rakovski était connu sous le nom du « Garibaldi des Bulgares » et son unité militaire comptait de nombreux capitaines de haïdouks et meneurs de révoltes venus de Bulgarie, de Serbie et de Roumanie. Citons parmi eux Vasil Levski, Stefan Karadja, Ivan Kasabov, Ivan Kulin, Vasil Drumev et autres, connus aussi par la suite pour leur activité révolutionnaire. Des comités secrets furent constitués dans les principales villes de Bulgarie et les envoyés de Rakovski agitaient les masses. Certains d'entre eux furent arrêtés par les Turcs et déportés à Diar-Bekir.

Evidemment, pour tout ceci il fallait de l'argent. Rakovski ne comptait pas trop sur les riches marchands bulgares de Constantinople et encore moins sur l'aide des Bulgares de Roumanie, car les principaux négociants étaient groupés autour de l'ancienne *Ephorie bulgare*, créée à l'instigation de la Russie. Rakovski était entré en conflit avec Hristo Gheorghiev, comme on l'a déjà vu, dès le commencement de l'émigration des Bulgares de Vidin en Russie. Le consul de Russie à Belgrade avait naturellement rapporté tous les préparatifs de Rakovski, préparatifs qui se faisaient indépendamment de la Russie, ce qui contribuait à affaiblir le prestige de celle-ci. C'est pourquoi, afin de donner l'impression que l'*Ephorie bulgare* n'était pas une création de la Russie, cette organisation se transforma en *Société de bienfaisance* (Добродетелна дружина), connue aussi sous le nom de *Parti des vieux*, qui aux termes de son statut, publié à Bucarest en janvier 1862, n'avait d'activité que sur le plan philanthropique et culturel. En fait, Hristo Gheorghiev et son entourage suivaient strictement la ligne de la diplomatie tsariste. Aussi est-ce dans les marchands de Brăila et de Galați que Rakovski avait placé tous ses espoirs. Dans ce but, il envoya à Brăila deux de ses hommes de confiance — dont l'un était Ivan Kasabov — porteur d'un appel de sa part. En avril 1862, Kasabov avait réuni, rien que de chez huit Bulgares « de la deuxième classe », 225 ducats autrichiens, donnés « pour la noble cause de notre patrie la Bulgarie » [51]. Cependant, il y avait aussi à Brăila quelques Bulgares qui considéraient le moment mal choisi, puisque la Russie, vaincue récemment dans la guerre de Crimée, n'était pas prête à intervenir. Parmi ceux-ci

---

[50] D. Kosev, *op. cit.*, p. 168 indique le chiffre de 600 hommes, tandis que chez V. Traikov, *op. cit.*, p. 239 leur nombre n'excède pas 300.

[51] Voir dans *Г. С. Раковски, възгледи, дейност и живот* (Gheorghi Stoikov Rakovski, ses conceptions, son activité et sa vie), II (Documents des archives bulgares roumaines, grecques et italiennes, publiés par V. Traikov) leurs noms et les sommes qu'ils ont données.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

se trouvait le Dr Ivan Seliminski, qui après s'être consulté avec les Bulgares de Galaţi et de Bucarest, ainsi qu'avec le consul de Russie, partit à Vienne, où il eut une entrevue avec l'ambassadeur de Russie, après quoi il arriva à Belgrade. En fait, c'était une idée bien établie dans toute la sphère des gros commerçants conservateurs que la Bulgarie ne pouvait être libérée que par la Russie. Seliminski, qui avait essayé d'empêcher les Bulgares de Brăila de donner de l'argent, eut aussi une entrevue avec Garašanin. Mais à Belgrade les esprits étaient échauffés et Seliminski dut quitter la ville en hâte [52].

Rakovski apprit de chez les Bulgares de Vienne que le plan de soulèvement intéressait entre autres le prince Nicolas Konaki Vogoridi, l'ancien caïmacam de Moldavie, aussi dépêcha-t-il Kasabov pour le contacter. Mais comme Vogoridi ne se trouvait plus à Vienne, la rencontre entre Rakovski et Konaki Vogoridi eut lieu à Gruia, en Olténie. Cette entrevue s'est déroulée entre quatre yeux, de sorte que le contenu de la conversation ne nous est pas connu. A ce qu'il semble, Vogoridi espérait, au cas où le soulèvement réussirait, devenir prince de Bulgarie. Les Turcs quant à eux, croyaient que Vogoridi était le chef du comité secret de Vienne, qu'il était en liaison avec les comités de Roumanie et d'Odessa, ainsi qu'avec l'ambassade de Russie à Vienne, et qu'il avait donné 5000 ducats pour le soulèvement [53].

Entre-temps, les relations serbo-turques continuaient à se durcir, pour une bonne part à cause des incidents répétés qui avaient lieu dans la forteresse de Belgrade. C'est dans cette atmosphère chargée que s'est produit l'incident du 3/15 juin 1862, lorsque des soldats turcs tuèrent à Belgrade un jeune Serbe. Un affrontement s'ensuivit entre Serbes et les Turcs qui se trouvaient en dehors de la forteresse. Rakovski prit part au combat, qui dura toute la nuit, avec des volontaires venus de Bulgarie. Un cessez-le-feu fut conclu dans la matinée du 4 juin à la suite de l'intervention des consuls, mais le lendemain, sans aucune raison apparente, l'artillerie ottomane de la forteresse bombarda la ville pendant plus de quatre heures et les luttes recommencèrent de plus belle. Rakovski y prit part à nouveau, activement, avec une partie de ses volontaires, dont la formation militaire commençait à être connue sous le nom de « Légion bulgare ». Le prince Michel eut l'intention de profiter de ce nouvel incident pour obtenir le retrait des garnisons turques, même s'il fallait pour cela déclarer la guerre à la Porte. Mais Garašanin et le ministre de la Guerre, le capitaine français Hippolyte Mondaine, connaissaient mieux la force militaire réelle de la Serbie et conseillèrent au prince de s'abstenir et de s'appuyer plutôt sur l'aide des

[52] V. Traikov, *op. cit.*, p. 240.

[53] Voir le rapport du baron Prokesch dans *Документи за българската история*. V, Sofia, 1948, apud V. Traikov, *op. cit.*, p. 242.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

grandes puissances. La Serbie manquait surtout d'armes. En fait, le prince Michel se basait non pas sur les armes existantes, mais sur celles qui devaient arriver de Russie. Pour assurer leur réception, il avait dès le mois de mars 1862 dépêché un émissaire chez le prince Alexandru Ioan Cuza, avec prière de permettre le transit des armes russes à travers la Roumanie. L'été de la même année, Cuza alla à Sculeni, où il eut une entrevue secrète avec un général russe, s'engageant de faire passer les armes en Serbie, avec n'importe quel risque. Afin de hâter leur arrivée, un envoyé spécial du prince Michel partit pour la Russie. Néanmoins, les armes ne franchirent la frontière russo-roumaine que le 22 octobre [54], c'est-à-dire après que le conflit serbo-turc eut été résolu à l'amiable. Cuza lui-même les attendait depuis longtemps et, pour le cas où les Turcs de Vidin se seraient opposés à leur entrée, il avait dès le mois d'août concentré des troupes au point frontière Gruia : un régiment d'infanterie, un régiment de cavalerie et deux batteries d'artillerie. Le consul de Grande-Bretagne à Bucarest rapportait que cinq mille soldats roumains étaient massés sur le Danube [55]. Des missions spéciales chargées d'acheter d'autres armes furent envoyées en même temps en France, et aussi à Athènes et à Cetinje, afin d'obtenir l'aide des Grecs et des Monténégrins.

Bénéficiant de l'aide substantielle du gouvernement du prince Michel Obrenović, Rakovski organise solidement sa « Légion » et forme même, au milieu du mois de juin 1862, un « gouvernement provisoire bulgare », dont faisaient partie — en dehors de lui-même — Ivan Kasabov, Ivan Grudov et autres. Pour la première fois, l'émigration constituait un centre de direction de la lutte. Un mois après, le gouvernement de la Serbie envoya à Bucarest Atanasie Nikolić. Il faut noter que celui-ci ne s'est pas adressé aux éléments révolutionnaires, mais justement aux éléments conservateurs, c'est-à-dire à la *Société de bienfaissance* (Добродетелна Дружина), ou *Parti des vieux*, comme on appelait maintenant l'ancienne *Ephorie bulgare* de 1854. Ses dirigeants étaient les mêmes — Hristo Gheorghiev, Ivan Bakaloglu, Dr Atanasovitch, Dr Ivan Seliminski, etc. — et continuaient à être contre un soulèvement en Bulgarie. Du reste, le but des Serbes était tout autre, à savoir de s'assurer à Bucarest une aide pour le transit des armes russes [56].

La Légion fonctionnait avec l'assentiment du gouvernement serbe, qui la finançait d'ailleurs en grande partie, car on croyait

---

[54] Constantin C. Giurescu, *Tranzitul armelor sîrbeşti prin România sub Cuza Vodă — 1862* (Le transit des armes serbes par la Roumanie sous le prince Cuza — 1862), « Romanoslavica », XI, Bucureşti, 1965, p. 34, 39—41.

[55] *Ibidem*, p. 48—50.

[56] Les événements de Belgrade de juin 1862 sont relatés avec un grand luxe de détails, sur la base de toutes les sources, par V. Traikov, *op. cit.*, p. 245 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

à l'imminence de la guerre serbo-turque. On ignore aujourd'hui encore si toutes ces relations entre Rakovski et les Serbes étaient le résultat d'un accord écrit, ou bien de simple pourparlers verbaux. De toute façon, le gouvernement serbe avait intérêt à soutenir de toutes ses forces les préparatifs du soulèvement bulgare. Rakovski rédigea même un manifeste adressé aux Bulgares, qui devait être diffusé en Bulgarie au moment du déclenchement de la guerre entre les Serbes et Turcs et de l'entrée de la Légion sur le territoire bulgare. Dans ce manifeste, Rakovski écrivait que le peuple bulgare doit conquérir seul sa liberté.

Mais les plans de Rakovski se sont vite dissipés. L'affrontement du 15 juin 1862 à Belgrade, auquel la Légion bulgare placée sous son commandement s'était distinguée tout particulièrement, n'a pas mené à la guerre, comme il s'y attendait. En effet, les grandes puissances profitèrent de cet incident pour demander la convocation d'une conférence, qui s'est tenue à Constantinople, dans le quartier de Kanligi, conférence où elles ont imposé leur point de vue [57].

La Conférence de Kanligi, qui a duré plus d'un mois, a pris fin au début du mois de septembre par un protocole signé par les grandes puissances, qui tranchait le conflit entre la Serbie et la Porte. Les Turcs retiraient leurs garnisons de deux forteresses seulement, Sokol et Ujice, qui devaient être démantelées. La population civile turque de Serbie devait partir en Turquie. Effectivement, 8000 musulmans quittèrent la Serbie et il ne subsista plus de garnisons turques que dans quelques forteresses importantes. Une détente s'ensuivit et, dans ces conditions, la présence de la Légion bulgare ne présentait plus d'intérêt pour le gouvernement serbe et risquait même de devenir gênante. D'ailleurs la Grande-Bretagne intervint énergiquement pour sa suppression. Le 7 septembre, le ministère de la Guerre de Serbie ordonna celle-ci et trois jours plus tard les légionnaires furent licenciés. Peu d'entre eux entrèrent dans l'armée serbe, la plupart passèrent en Roumanie.

Certains historiens ont condamné l'attitude de Michel Obrenović [58], à savoir le fait qu'il n'a pas déclaré plus vite la guerre à la Turquie, trompant ainsi les espoirs des Bulgares, opinion adoptée aussi plus tard par Botev [59]. Or, c'est méconnaître les réalités : Michel Obrenović avait bien une armée, mais à l'été de 1862 il ne possédait que 4000 fusils, quantité absolument insuffisante pour pouvoir soutenir une guerre. Les choses auraient pu prendre une

---

[57] Voir Grgor Jakšić et V. Vučković, *Spolna politica Srbie za vlade kneza Mihaila* (La politique étrangère de la Serbie sous le règne du prince Michel), Belgrade, 1963, p. 478—485.

[58] Veselin Traikov, *op. cit.*, p. 256.

[59] Hristo Botev, *Съчинения* (Œuvres), sous la rédaction de Mihail Dimitrov, II, Sofia, 1945, p. 66.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

tout autre tournure si les armes fournies par la Russie étaient arrivées non pas en décembre, mais quatre mois plus tôt.

Rakovski a compris tout ceci. Mieux, il a pu se rendre compte des faiblesses de son plan, à savoir que son armée s'était organisée et son gouvernement provisoire s'était formé dans un pays étranger, la Serbie en l'espèce, et donc que l'une et l'autre dépendaient de la politique de ce pays. C'est ainsi qu'a pris fin le « plan révolutionnaire » de Rakovski, plan qui, malgré ses nombreux points faibles, a signifié quand même un progrès pour le mouvement de libération. Ce qui surprend aujourd'hui encore, c'est la confiance aveugle de Rakovski, sa conviction que tout le peuple bulgare se dresserait comme un seul homme, bien que l'organisation du soulèvement en Bulgarie fût totalement insuffisante. De même, il est étonnant que Rakovski n'ait pas même accordé une pensée au fait que les 150 000 hommes prévus dans son plan seraient dépourvus d'armes.

Quant aux préparatifs de soulèvement faits en Bulgarie, ils eurent pour résultat la tentative de soulèvement qui a eu lieu en 1862 à Tărnovo. L'action commencée par Rakovski en Serbie s'est fait sentir plus puissamment dans la région de Gabrovo et de Tărnovo, où l'on avait d'ailleurs fait des préparatifs plus importants. Afin de mieux se rendre compte de la situation, les habitants de Tărnovo envoyèrent deux délégués à Belgrade pour s'entretenir avec Rakovski. Ils furent reçus par Garašanin, qui les assura que, dès que le soulèvement commencerait en Bulgarie, la Légion de Rakovski et les troupes serbes franchiraient la frontière. Au moment où les deux délégués rentraient à Tărnovo, ils furent rejoints par Hagi Stavri, qui avait fait partie du corps de volontaires de Crimée et que Rakovski envoyait afin d'organiser l'action. Un grand nombre de Bulgares furent gagnés à l'idée d'un soulèvement, mais lorsque l'on apprit les événements de Belgrade et que Stavri était prêt à déclencher le soulèvement, des discussions s'élevèrent entre les conspirateurs. Les gros marchands étaient d'avis de différer le soulèvement jusqu'au moment où les troupes serbes entreraient en Bulgarie, tandis que Hagi Stavri et la jeunesse auraient voulu entrer en action sur-le-champ. A la tête de 70 hommes, dans l'espoir que d'autres éléments grossiraient leurs rangs, Stavri quitta Tărnovo et gagna les montagnes. Mais les Turcs avaient pris des mesures à temps, de sorte que la petite troupe de Stavri demeura isolée. Puis, ayant appris que des pourparlers s'étaient engagés entre les Serbes et les Turcs, Stavri licencia sa troupe et réussit à s'enfuir en Roumanie. En même temps et toujours dans les montagnes, entre Sliven et Tărnovo, une autre *tchéta* entra en action, sous les ordres de Panaiot Hitov, mais Stavri ne put faire la jonction avec elle. En échange, Hitov ayant été averti que le soulèvement ne doit pas être déclenché vu que la guerre entre

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Serbes et Turcs n'aurait pas lieu, il put se retirer en Serbie, talonné par les forces de la gendarmerie turque.

Ainsi que nous l'avons déjà montré, les armes tellement attendues n'arrivèrent de Russie que très tard, au mois de décembre 1862. A la demande de la Serbie, transmise par Atanasie Nicolić, le gouvernement russe lui avait offert gratuitement 40 000 fusils à baïonnette, 10 000 carabines et 30 000 pistolets, plus des épées [60]. Ces armes, emballées dans 1759 caisses et représentant une charge de 35 wagons, furent transportées au moyen de 500 chariots. Un certain Episcopescu, homme de confiance du Premier ministre et ministre de l'Intérieur N. Creţulescu, fut chargé par Cuza de conduire la caravane de 500 chariots jusqu'à la frontière serbe [61]. Une des étapes fut faite sur la terre de Vogoridi, à Năмoloasa.

De même, la *Société de bienfaisance* et Hristo Gheorghiev personnellement ont contribué, par certaines personnes, au transport des armes [62]. Rakovski y a contribué aussi : il avait quitté Belgrade pour s'établir à Negotin, résidence du gouverneur de la Craïna, qui était son ami. Il était tracassé par différents procès, y compris celui consécutif au pillage du siège de la Légion bulgare et finalement toute sa fortune y passa, ses biens étant vendus aux enchères à Belgrade et à Negotin [63]. Heureux néanmoins que les armes étaient sur la bonne voie, il offrit une fois de plus ses services. En effet, pourvu d'un nouveau passeport serbe, le « colonel serbe Rakovski », ainsi qu'il est désigné sur le visa roumain, franchit plusieurs fois la frontière, armé et escorté d'un homme également armé. Tout cela fit croire à certains — et même aux Turcs — que les armes étaient destinées aux Bulgares. Le journal « България », qui apparaissait à Constantinople sous la rédaction de Dragan Tzankov, écrivait même en décembre 1862 : « On croit que ces armes sont destinées à la Bulgarie, où un soulèvement se prépare contre le gouvernement ottoman. Un Comité bulgare fonctionne à Brăila, dans le but d'organiser le soulèvement. On croit qu'il existe plusieurs comités pareils dans d'autres localités des Principautés » [64].

Les armes arrivèrent à Gruia d'où, sous la surveillance de l'armée roumaine, elles furent transportées en Serbie. Le 20 décembre, les premiers transports parvinrent à l'arsenal de Kraguevac.

---

[60] Ce sont les chiffres auxquels s'est arrêté C. C. Giurescu, *op. cit.*, p. 52. D'autres chiffres sont donnés par différentes sources.

[61] *Ibidem*, p. 51.

[62] Veselin Traikov, *Le transfert par territoire roumain d'armes russes destinées à la Serbie (octobre-décembre 1862). Le rôle des Bulgares*, dans « Etudes balkaniques » VI, Sofia, 1970, n° 2, p. 90—98.

[63] V. Traikov, *G. S. Rakovski*, p. 260.

[64] Idem, *Le transfert...*, p. 97.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Comme il fallait s'y attendre, les consuls étrangers en Roumanie protestèrent vigoureusement et à plusieurs reprises. Mais Cuza sut donner des réponses habiles, tergiversa, prit des mesures apparentes aussitôt révoquées, etc. Ce prince — écrivait Garašanin, appréciant les mérites de Cuza — « s'est exposé, par le grand service qu'il nous a rendu, à des dangers qu'il aurait pu sans cela éviter facilement... » « Le prince Cuza a été jusqu'à consentir au besoin à lutter contre nos ennemis » [65].

A la fin de 1862, la question des armes définitivement tranchée et malgré l'échec de son action en Serbie, Rakovski était optimiste. Dans son appel au peuple bulgare il exprimait sa joie de ce que, pour la première fois depuis l'établissement de la domination ottomane, il se trouvait dans une situation favorable, puisqu'il entretenait des relations étroites et de bon voisinage avec deux Etats amis, la Serbie et la Roumanie. « Les Roumains — écrivait-il — déjà alliés aux Serbes, ainsi qu'il ressort de leurs actions, ont tourné leur attention vers nous et il s'est créé entre eux et nous une sympathie fraternelle » [66].

Rakovski était convaincu que seul un front commun des Etats balkaniques pourrait délivrer ceux-ci de la domination ottomane. C'était aussi le point de vue de la Serbie, qui avait des rapports étroits avec la Roumanie. En conséquence, Rakovski accepta la mission diplomatique dont le chargea le prince Michel en Grèce et au Monténégro. Arrivé au printemps de 1863, il eut quelques entrevues avec des personnalités politiques qu'il essaya de gagner à l'idée d'une alliance balkanique. A la suite de ces pourparlers, Rakovski arriva à la conclusion que le gouvernement grec, tout en ayant intérêt à mener une politique antiottomane, ne désirait pas une telle alliance. A son retour, Rakovski fit un crochet par Cetinje, où il eut des entrevues dans le même but. De retour à Belgrade, il exposa au prince Michel le résultat de ses visites, mais il dut se convaincre du fait que le mêmes tendances contraires existaient aussi en Serbie.

En conclusion, bien que les projets de Rakovski des années 1856—1863 n'aient pu aboutir aux résultats attendus, il n'en est pas moins vrai que toute son activité a eu pour effet de réveiller encore plus fort les consciences au sein de la société bulgare.

En dernière instance, à la fin de 1863, Rakovski, déçu, passa en Roumanie, où il espérait mettre en application ses mêmes plans révolutionnaires.

---

[65] C. C. Giurescu, *op. cit.*, p. 54—55.
[66] V. Traikov, *op. cit.*, p. 95—96.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

II. LA ROUMANIE ET LA LUTTE DE LIBÉRATION DU PEUPLE BULGARE DURANT LA PÉRIODE 1863—1867

1. L'activité révolutionnaire de G. S. Rakovski en Roumanie. Rakovski est arrivé à Bucarest le 18 septembre 1863. Il était armé et accompagné de son ordonnance et palefrenier Anton Păun. Logé à l'hôtel « Patria » et portant ostentativement ses armes, il attira aussitôt l'attention de la police. Mais Magazinović, le consul de Serbie à Bucarest, le prit sous sa protection, car Rakovski était muni d'un passeport serbe. Ce fait détermina les chefs de la *Société de bienfaisance* à parler à l'agent diplomatique serbe, pour calomnier Rakovski. Mais Magazinović prit la défense de Rakovski.

La situation politique de la Roumanie et la vie qu'y menait l'émigration bulgare étaient fort bien connues de Rakovski, non seulement grâce aux nombreuses visites qu'il y avait faites au cours des années 1860—1863, mais aussi par les correspondances qu'il recevait et qu'il publiait dans « Дунавски Лебед ». Lui-même avait suivi avec grand intérêt la politique, tant étrangère qu'intérieure, du prince Cuza, qu'il approuvait pleinement. Peu de temps après son arrivée en Roumanie, se référant à la situation de l'émigration bulgare et des Bulgares de Roumanie en général, le révolutionnaire bulgare devait publier dans le premier numéro de son journal « Бранител » (Le Défenseur) l'appel suivant : « Bulgares résidant en Roumanie ! Vous différez de vos autres frères aussi bien moralement que matériellement : moralement, parce que vous vivez dans un pays libre, qui suit la voie de la culture et qui s'est beaucoup développé, ce à quoi vous avez du reste contribué aussi ; matériellement, parce que vous vous êtes fait une bonne situation économique et que vous disposez de ressources ». Dans un autre appel, adressé aux Bulgares de Craiova pour les inciter à fonder une école, Rakovski écrivait : « L'honorable gouvernement et le peuple roumain nous tendent une main amicale et fraternelle et désirent nous aider dans notre développement. Ils nous permettent généreusement d'avoir des églises, des écoles et des imprimeries dans notre langue maternelle. Nous devons leur en être reconnaissants... »[1].

[1] Veselin Traikov, *Раковски и балканските народи*, p. 264.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

En ce qui concerne la politique intérieure et étrangère du prince, il suffit de mentionner qu'un mois environ après l'arrivée de Rakovski à Bucarest, Cuza confia la tâche de former le gouvernement à Mihail Kogălniceanu, inaugurant ainsi la période des grandes réalisations socio-économiques de son règne. Les luttes politiques entre les grands propriétaires conservateurs et les libéraux progressistes se trouvaient à leur point culminant. La loi de sécularisation des biens conventuels était en préparation et le conflit avec le Patriarcat grec était ouvert. Rakovski, qui avait mené, lui aussi, une campagne soutenue contre le Patriarcat phanariote, poursuivait la même ligne. Le fait qu'il avait tellement écrit sur l'union et sur Cuza, qu'il avait été témoin des rapports étroits entre celui-ci et Michel Obrenović, ainsi que de l'aide accordée par le prince roumain au transport des armes russes en Serbie — tout cela favorisa un rapprochement entre Rakovski, Cuza et Kogălniceanu. Selon sa propre affirmation, Hasdeu a connu Rakovski par Cezar Bolliac, qui lui-même était entré en contact avec le révolutionnaire bulgare par le truchement du prince.

Il ne fallut pas plus d'un mois à Rakovski pour consolider ses anciennes relations et pour en établir de nouvelles, notamment avec Mihail Kogălniceanu, C. A. Rosetti et surtout avec le grand érudit roumain Bogdan Petriceicu Hasdeu. Rakovski se lia également avec Constantin Crețulescu, avec le poète Dimitrie Bolintineanu, ministre de l'Instruction publique, avec Christian Tell et bien d'autres personnalités. Autant Ivan Kasabov, ami de Rakovski dès la période de Belgrade, que P. Kisimov, dont il sera question plus bas, mentionnent dans leurs souvenirs les rencontres de Rakovski avec C. A. Rosetti et Ion Brătianu [2].

Fort de ces appuis, Rakovski songea à arracher les émigrés et les Bulgares de Roumanie à l'influence des gros marchands et des usuriers groupés autour de la *Société de bienfaisance*. Le meilleur moyen était de lancer un journal et celui qui l'encouragea le plus dans cette voie fut Hasdeu. A cet égard, voici l'intéressante évocation faite par le grand érudit dans une conférence donnée à l'Athénée roumain le 7 décembre 1900 : « En 1864 arriva à Bucarest Rakovski, le patriote bulgare le plus enflammé du temps. Il avait combattu à la tête d'une légion contre les Turcs pour aider les Serbes à libérer Belgrade. Il trouva un refuge à Bucarest, où le prince Cuza, qui éprouvait de la sympathie pour les Bulgares comme tous les princes roumains d'autrefois, l'accueillit chaleureusement et lui donna de l'argent pour fonder un journal, car Rakovski était pauvre. Par le prince Cuza il est entré en rapport avec Cezar Bolliac et, par mon

[2] Ivan Kasabov, *Моите спомени от възраждането на България с революционни идеи* (Mes souvenirs sur la renaissance de la Bulgarie par des idées révolutionnaires) Sofia, 1905, p. 47 ; P. Kisimov, *Исторически работи. Моите спомени* (Problèmes d'histoire. Mes souvenirs), III, Sofia, 1901, p. 142.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

ami Bolliac, avec moi-même. Rakovski (...) aimait beaucoup les Roumains. De plus, il était historien et philologue, ce qui m'a poussé d'autant plus à devenir son ami. A nous deux nous avons fondé à Bucarest un journal roumano-bulgare — Бъдущност — Viitorul (l'Avenir — n.n.) » [3]. Il n'était que naturel que Hasdeu, philologue et slaviste, et par-dessus éditeur de périodiques, se liât avec Rakovski, étant donné qu'ils avaient les mêmes idées sur le problème de la sécularisation des biens conventuels, sur le partage des terres aux paysans, sur le droit de vote, etc. Mais ce qui les unissait davantage encore, c'était la lutte contre la réaction, la grande bourgeoisie et les propriétaires foncièrs conservateurs. Il ne faut pas oublier que Hristo Gheorghiev était l'un des grands fermiers du temps, puisqu'il avait affermé dans ces années-là, — rien que dans le département d'Ilfov, les terres d'Ulmeni, Obileşti et Tatina, plus celle de Suţeşti dans le département de Brăila et d'autres encore ; par la suite, il devait devenir grand propriétaire lui-même. D'autres Bulgares évoluant autour de la *Société de bienfaisance* étaient également grands fermiers et exportateurs de céréales et de bétail [4], leurs intérêts de classe étant les mêmes que ceux des grands propriétaires roumains.

L'assertion de Hasdeu comme quoi le journal avait été fondé par eux deux ne doit pas être prise au pied de la lettre. L'autorisation fut, en effet, demandée et obtenue au nom de Rakovski. Mais, à ce moment, Hasdeu était si proche de lui qu'il pouvait considérer le journal comme étant aussi le sien. C'est ce qui explique que dans certains articles, comme *La Situation* (dans le n° 8), il écrivait au nom de la rédaction ; de même, dans son fameux article *Oui ou non !* (publié dans le n° 10), Hasdeu s'adressait aux lecteurs au nom de « notre journal ».

En ce qui concerne l'argent que Rakovski recevait de Cuza pour la rédaction du journal, il s'agissait évidemment d'une subvention qui n'arrivait pas à couvrir tous les frais. C'est pourquoi Rakovski se vit obligé de recourir à l'aide de ses conationaux de l'émigration.

Compte tenu des hautes relations de Rakovski, on comprend qu'il ait obtenu aussi rapidement le « brevet » pour la publication du journal. En effet, sa demande fut remise au ministre de l'Intérieur (qui à ce moment-là était toujours Mihail Kogălniceanu) le 13 octobre 1864. L'autorisation aurait sans doute été délivrée aussitôt

---

[3] Voir la conférence de B. P. Hasdeu, *Prieteni cu voie sau fără voie* (Amis de gré ou de force), publiée dans la revue « Literatură şi artă română », V, Bucureşti 1900 — 1901, n° 2, p. 69—77.

[4] D. Kosev, V. Paskaleva et Vl. Diculescu, *Despre situaţia şi activitatea economică a imigraţiei bulgare în Muntenia şi Oltenia în secolul al XIX-lea* (Sur la situation et l'activité économique de l'immigration bulgare en Munténie et en Olténie au XIXe siècle), dans *Relaţii româno-bulgare de-a lungul veacurilor* (Relations roumano-bulgares au long des siècles), I, Bucureşti, 1971, p. 346 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

si Rakovski avait indiqué un gérant. Cette formalité fut accomplie le 23 octobre (le gérant était Take Vasilescu, « d'origine roumaine » et le 31 octobre, c'est-à-dire dans un temps record pour l'époque, Rakovski obtenait le « brevet » lui conférant le droit d'éditer le journal bulgaro-roumain « Бъдущност » (Viitorul).

Le 2 novembre, Rakovski publiait une feuille volante annonçant la prochaine parution du journal et spécifiant le but qu'il poursuivait, ainsi que ses principales rubriques : « Avec la permission de l'autorité compétente — annonçait Rakovski — on nous a accordé le droit de publier un journal politique, littéraire et commercial en langue bulgare et roumaine dans la capitale de la Roumanie, sous le titre de "Бъдущност — Viitorul".

Nous n'entrerons pas dans des explications détaillées pour montrer l'utilité d'un journal bien rédigé ; nous nous contenterons de souligner que ce conseiller quotidien du public représente le seul moyen et le seul organe efficace susceptible de régénérer une nation et de lui inspirer l'amour de la patrie (...).

Le contenu de ce journal sera le suivant :

1. Des articles de fond, qui traiteront de la vraie marche de la politique actuelle de l'Europe, surtout en ce qui concerne ces deux nations, bulgare et roumaine (...). Son but sera de défendre les droits et les intérêts de ces nations avec sincérité et avec le plus grand patriotisme possible.

2. La partie littéraire, dont le seul propos sera de prouver quelles furent les relations entre ces deux nations dans le passé (...). Après que la Bulgarie fut tombée sous le joug de la Turquie, la Roumanie, conservant sa vie politique et ses droits, a été pour la nation bulgare un asile libre et inviolable, cependant que la maison du paysan roumain fut ouverte au Bulgare avec la plus grande et la plus cordiale hospitalité. De même, les Roumains réfugiés par la suite en Bulgarie étaient accueillis par les Bulgares avec bonté et hospitalité.

3. La partie commerciale (...).

4. Les nouvelles du jour, les événements importants (...).

Ce journal paraîtra deux fois par semaine à partir de l'année prochaine, 1864, dans les deux langues (...). Jamais la question d'Orient n'a connu une aussi grande agitation que de nos jours (...). Nous sommes au beau milieu d'un océan dont nous ne pourrons sortir que par nos propres moyens, par nos forces physiques, morales et intellectuelles.

Roumains et Bulgares de partout ! Vous avez en main la clef de l'Orient... ».

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Le journal de Rakovski était imprimé en grand format. Sa devise était : « Concorde et alliance — les droits des nationalités »[5]. Pour le soutenir, Rakovski a fondé une société par actions, qui émit 400 actions à 10 ducats chacune[6].

L'« Annonce » de Rakovski provoqua une assez grande alarme. D'abord, le pacha de Roustchouk fit savoir à tout le monde que le nouveau journal ne pourrait être reçu, lu et diffusé dans l'Empire ottoman. Cette interdiction devait être communiquée à tous les chrétiens à l'occasion des offices du dimanche[7]. En second lieu, relevant l'appui accordé à Rakovski non seulement par les autorités roumaines, mais aussi par le consul de Serbie, trois membres importants de la direction de la *Société de bienfaisance*, à savoir Hristo Gheorghiev, son président, accompagné du Dr Atanasovitch et du Dr Protitch, eurent une entrevue avec Costa Magazinović. A noter que les deux derniers, médecins, étaient professeurs à l'Ecole nationale de médecine et de pharmacie sous la direction du Dr Carol Davilla et Hristo Gheorghiev les choisit exprès pour l'accompagner, afin du suggérer qu'ils exprimaient, jusqu'à un certain point, fût-ce de façon non officielle, l'opinion d'une institution roumaine comptant beaucoup d'étudiants bulgares. Le point de vue des trois représentants de la *Société de bienfaisance* était que Rakovski avait une nature légère et dépourvue de tact. Aussi bien son choix comme rédacteur du journal risquait-il de compromettre toute idée qu'il voudrait soutenir. Fait encore plus grave : la parution du journal de Rakovski aurait comme résultat de déclencher une vague de persécutions contre le peuple bulgare de la part des autorités ottomanes. Eux-mêmes, en tant que marchands, auraient à souffrir dans leurs relations commerciales avec l'Empire ottoman.

La réponse du consul Magazinović fut plutôt tranchante, même dans la forme atténuée propre au langage diplomatique. Il déclara que Rakovski était un homme intelligent et, surtout, un patriote comme la *Société de bienfaisance* ne pouvait en trouver chez aucun de ses membres ou de ses adeptes. C'est pourquoi il convenait de le laisser faire, car il était le seul capable de diriger un tel journal, utile non seulement aux Bulgares, mais à tous les Slaves du sud. Magazinović avertit les représentants de la *Société de bienfaisance* qu'il parlerait dans le même sens au consul de Russie à Bucarest, le baron Offenberg[8].

---

[5] Voir une description plus complète du journal chez Al. Iordan, *Primul ziar bulgaro-român Bădușinost — Viitorul* (Le premier journal bulgaro-roumain Bădușinost — L'Avenir), București, 1940, p. 8.

[6] *Ibidem*, p. 9.

[7] Voir les documents publiés par Veselin Traikov et Nikola Popov dans *Г. С. Раковски, възгледи* ..., II, p. 98, 361—363.

[8] Voir les documents serbes publiés par V. Traikov dans l'ouvrage ci-dessus, II, p. 89 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Là-dessus les représentants de la *Société de bienfaisance* modérèrent sensiblement leur ton, allant même jusqu'à déclarer qu'ils soutiendraient le journal. Mais leur contribution demeure fort réduite. Ainsi, Hristo Gheorghiev ne souscrivit qu'à deux actions, Ivan Bakaloglu à trois, Petru Simu à deux, et ainsi de suite. Pourtant d'autres Bulgares proches de la *Société de bienfaisance* achetèrent un plus grand nombre d'actions : Marintcho Benli, 30 ; le métropolite Panaret Rašev, 20, etc.

Le baron Offenberg reçut Rakovski très aimablement et lui promit qu'il écrirait à Saint-Pétersbourg au sujet du journal, ce qui ne faisait pas trop l'affaire de celui-ci, qui se savait mal vu par les autorités tsaristes. En effet, dès qu'il eut reçu des relations sur l'affaire du journal, avec la recommandation d'ignorer Rakovski, Offenberg modifia son attitude à l'égard de celui-ci. Sur ce, la *Société de bienfaisance* revint également à sa position initiale. Mieux : le Dr Atanasovitch revit plusieurs fois Magazinović en février 1864, avant la parution du journal, pour essayer d'obtenir du consul de Serbie qu'il convainque Rakovski de renoncer à son poste de rédacteur du journal, ou pour le moins de trouver pour celui-ci un nom moins provocant que celui de « l'Avenir ». Les autres Bulgares qui évoluaient autour de la *Société de bienfaisance* essayèrent aussi de lui mettre des bâtons dans les roues, par exemple en conseillant aux émigrés de ne pas s'abonner. Un document caractéristique à cet égard est la lettre [9] du Dr Mirkovitch, Bulgare de Brăila, au Dr Ivan Seliminski, qui avait été nommé en 1863 médecin à Bolgrad, principal centre des établissements des Bulgares de cette région. Mirkovitch écrivait à Seliminski que Rakovski avait une lettre de recommandation pour Iancu Panaitescu, préfet de Bolgrad, le priant d'aider le rédacteur du journal à contracter dans la localité et dans les villages environnants le plus d'abonnements possible. Mais la lettre ne fit son effet qu'à moitié, car Panaitescu était absent lors de l'arrivée de Rakovski. C'est pourquoi le rédacteur écrivait en février 1863 une lettre au préfet où il soulignait le rôle important qu'allait jouer le journal roumano-bulgare. Il espérait obtenir un grand nombre d'abonnements, étant donné que les Bulgares, « qui ont joui de tant de bienfaits de la part du gouvernement roumain, ont le devoir de concourir à une œuvre d'intérêt commun et que ce gouvernement lui-même approuve et soutient » [10].

Malgré toutes ces intrigues, le journal de Rakovski « Бъдущност — Viitorul » a paru le 8 mars 1864, salué par presque toute la presse de Roumanie. Ainsi, B. P. Hasdeu écrivait dans sa revue « Aghiuță » du 12 mars : « Notre ami M. Rakovski a sorti le premier

---

[9] Voir le texte dans *Г. С. Раковски, възгледи*, II, p. 85.

[10] La lettre est publiée par V. Traikov, dans le même recueil, p. 85—86.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

numéro de sa feuille bulgaro-roumaine «L'Avenir». Le format de ce journal étant énorme par rapport à nos autres journaux, nous avons toutes les raisons de dire que M. Rakovski a un fort bel avenir».

Le journal roumain le plus important, «Românul», dont le directeur était C. A. Rosetti, écrivait entre-autres: «Une nouvelle feuille a paru qui, nous en sommes convaincus, est destinée à faire du bruit. Cette feuille paraîtra en bulgare et en roumain, tous les dimanches, sous la rédaction de G. S. Rakovski. Son but, lit-on au haut de la feuille, est *concorde et alliance, les droits des nationalités.* C'est là aussi notre propre but (...) en ce qui concerne les peuples danubiens. Le premier numéro paru exprime le désir d'une parfaite entente entre Bulgares et Roumains. Ce désir a été et sera toujours aussi le nôtre. Les Serbes et les Bulgares ont été et sont, à notre avis, les meilleurs et les plus aimés de nos voisins, aussi est-ce avec joie que nous avons vu paraître cette feuille et nous lui souhaitons le succès le plus complet tant qu'elle persévérera dans cette voie...»[11].

De même, le journal «La Voix de la Roumanie» écrivait dans son numéro 18 du 24 mars: «Le but de l'Avenir est de défendre le droit des nationalités...».

Pour sa part, le journal de Cezar Bolliac, «Buciumul», écrivait dans le n° 203 du 7/19 mars ceci: «En dehors de ce qui est édité à Brăila, nos bons voisins les Bulgares ont fondé en Roumanie encore une feuille, hebdomadaire pour l'instant, de grand format, en deux langues, le bulgare et le roumain, intitulée «L'Avenir». Félicitons nos amis et voisins pour les marques de vie qu'ils donnent et félicitons-nous nous-mêmes pour l'hospitalité que nous avons pu leur donner (...). Le rédacteur de „L'Avenir" est l'infatigable patriote bulgare, M. Rakovski, et son collaborateur est M. Velisson, dont le talent est connu de nos lecteurs».

Cependant, la Porte est intervenue directement auprès du prince Cuza. Celui-ci recevait le 8/20 avril, par l'entremise de son agent à Constantinople, Bordeanu, une lettre d'Aali Pacha, ministre des Affaires Etrangères de Turquie, où il est dit: «... la profession de foi du premier numéro du journal montre clairement les tendances de celui-ci» et que «le seul nom du rédacteur» était suffisant pour suggérer à Cuza «son caractère d'hostilité systématique à l'égard du gouvernement impérial». La Porte exprimait son espoir que le prince ne tolérerait pas la parution du journal, mais ordonnerait «sa suppression et l'expulsion de son auteur hors des Principautés Unies»[12]. En faisant de cette demande une question de confiance, la Porte avait choisi on ne peut mieux son moment. En effet, en avril

---

[11] «Românul» du 10 mars 1864.

[12] Voir le texte de la lettre chez C. Velichi, *Alexandru-Jean Cuza, Georges S. Rakovski et le journal «Băduștnost»*, dans «Etudes balkaniques», Sofia, 1970, n° 3, p. 96 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

1864 l'opposition contre Cuza se trouvait à son point culminant. Ses représentants avaient envoyé des émissaires à Londres et à Paris afin de gagner la Grande-Bretagne et la France contre le prince. Enfin, Cuza essayait juste à ce moment d'entrer dans les bonnes grâces de la Porte, qu'il assurait par lettre de sa loyauté, afin de débloquer les armes commandées en France, que celle-ci avait séquestrées aux Bouches du Danube. D'autre lettres de Cuza, datées du 16 et du 21 avril, garantissaient de même sa loyauté à la Porte. C'était donc le moment de prouver celle-ci par des faits. En outre, Bordeanu écrivait à Cuza pour la seconde fois qu'Aali Pacha était furieux contre lui à cause du journal « Бъдущност »[13]. Néanmoins, Cuza laissait continuer la parution du journal. Cette attitude s'explique non seulement par sa sympathie pour Rakovski et pour la juste cause de la libération du peuple bulgare, mais aussi par le fait que, dès le premier numéro du journal, le révolutionnaire bulgare avait publié un article fort documenté approuvant la sécularisation des biens conventuels, la grande réforme du prince. L'article constatait, en conclusion, que le peuple roumain sait faire face au danger et aux intrigues de l'étranger. Les Roumains l'ont prouvé dès 1821 « par ce vrai patriote que fut Tudor Vladimirescu », ainsi que par la double élection de Cuza. De même, dans le n° 8 du journal, en date du 1er mai 1864, Rakovski signait un article en faveur du partage des terres, où il écrivait entre autres : « Sans une organisation intérieure, non seulement la Roumanie ne pourra se consolider et se faire respecter, mais elle ne pourra jamais être en paix et tranquille, à l'abri de l'influence de la politique étrangère inamicale, car un paysan roumain peut-il aimer son pays, quand son pays ne lui appartient pas, quand il ne possède pas son foyer ancestral ? (...) Nous ne croyons pas qu'il puisse exister un Roumain, dans les veines duquel il coule du sang vraiment roumain, qui dise qu'il ne faut pas donner de la terre au paysan, qu'il ne doit pas entrer en possession de son foyer et avoir de quoi vivre, qu'il ne doit pas être libre et jouir de droits égaux (...) A ceux qui demandent : sur quel droit se fonde cette prétention du paysan ?, nous répondrons en peu de mots : sur le droit national, sur le droit du pays, le droit de se réorganiser, le droit des siècles, le droit de supprimer les abus, etc. ». Et Rakovski de conclure que si le prince et son gouvernement vont réussir à accomplir cette œuvre grandiose, ils entreront dans l'histoire comme de grands réformateurs[14].

Tout aussi favorables à Cuza étaient les articles signés par B. P. Hasdeu, parmi lesquels nous citerons *La Situation*, *Oui ou non*, etc.

---

[13] Cuza recevait cette nouvelle le 1er mai 1864, v. C. Velichi, *op. cit.*, p. 100.

[14] *Архив на Г. С. Раковски*, IV, p. 181—184 ; Al. Iordan, *op. cit.*, p. 10 ; V. Traikov, *op. cit.*, p. 248—249.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Evidemment, le journal de Rakovski œuvrait en premier lieu pour la libération du peuple bulgare, aussi a-t-il bénéficié d'un accueil favorable dans les cercles de l'émigration bulgare. Le rédacteur du journal a beaucoup voyagé et a su récolter des abonnements [15]. Ainsi, les Bulgares d'Alexandria lui ont envoyé 2000 lei, de même les habitants de Giurgiu [16] et d'autres villes se sont abonnés. Malgré l'interdiction des autorités ottomanes, le journal s'est répandu aussi en Bulgarie, ainsi qu'il ressort des documents qui signalent l'arrestation par la police turque de Bulgares coupables d'avoir lu le journal, par exemple dans le cas de dix Bulgares de Pleven [17]. L'article de Rakovski prenant résolument parti pour la réforme agraire en Roumanie, contre les grands propriétaires et les fermiers, a déterminé Hristo Gheorghiev et les autres gros bonnets de la *Société de bienfaisance* à surseoir immédiatement à toute aide au journal. Le révolutionnaire bulgare n'a plus pu faire paraître que deux numéros. Mais dans le dernier il avait commencé à appeler les choses par leur nom. Malgré le succès du journal, son rédacteur n'a pu trouver les appuis qu'il avait escomptés, d'où la nécessité d'interrompre sa parution pendant un mois. D'après les explications de Rakovski, il s'est trouvé des hommes, « même parmi nos Bulgares », qui, à l'instigation de certaines personnes ou sur leur propre initiative, ont fait leur possible pour arrêter la parution du journal. Non seulement ils n'ont rien donné eux-mêmes, mais ils ont empêché les autres de donner. Rakovski a accusé ouvertement les riches marchands et les banquiers bulgares de Bucarest. Ce sont des personnes « dans la tête desquelles il est entré un esprit oligarchique et qui veulent que n'importe ce qu'on fait pour la cause nationale bulgare ne le soit que d'après leurs convictions et leur volonté » [18].

Pourtant, Rakovski était certain de pouvoir résoudre le problème financier. Aussi bien, au début du mois de juin il pensait à reprendre la parution du journal. Mais la *Société de bienfaisance* est sans doute intervenue à nouveau, car le 14 juin 1864, dans le local de la Maison de la culture bulgare de Bucarest, (читалище) fondée en 1861 par Rakovski, il s'est formé une commission de cinq personnes chargée de préparer les statuts d'une nouvelle société par actions qui assure la parution du journal « Бъдущност — Viitorul ». En fait, c'étaient

---

[15] Nikolai Jetchev, *Документи по разпространението в Бъдущност*, (Documents relatifs à la diffusion du journal Băduštnost), dans *Г. С. Раковски, възгледи ...*, II, p. 365—370.

[16] A Giurgiu on avait fait 40 abonnements, chiffre « qu'aucun autre journal n'atteignait ». Voir la lettre de Nikola Bakaloglu à G. S. Rakovski, dans *Архив на Г. С. Раковски*, IV, p. 253 et V. Traikov, *Раковски и балканските народи*, p. 298.

[17] *Ibidem.*, p. 296—297.

[18] « Бъдущност — Viitorulu », n° 10 ; V. Traikov, *Раковски и балканските народи*, p. 252.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

toujours les gens de la *Société de bienfaisance*, mais ils avaient probablement, entre-temps, convaincu Rakovski de changer le nom du journal. Le fait est que le 25 juin les statuts étaient rédigés et le 19 juillet a paru le nouveau journal intitulé « Бранител » (le Défenseur) [19]. Cette fois-ci, Rakovski ne figure plus comme rédacteur, fait qui est annoncé dans le premier numéro du journal, sans doute à la demande expresse des « actionnaires ». Le fait est que, bien qu'émis au nom de Ștefan Rasidescu (un Bulgare assimilé) et que le gérant fût le même Take Vasilescu, le « brevet », signé par Kogălniceanu, fut remis à Rakovski. Malgré un ton un peu plus modéré, l'auteur des articles du journal est facile à identifier en la personne de l'ancien rédacteur de «Viitorul ». Et toutefois, même dans cette forme de compromis entre Rakovski et la *Société de bienfaisance*, l'aile droite de l'émigration se méfiait de ce qui allait peut-être suivre et il n'y eut plus de deuxième numéro du journal.

Bien que Rakovski n'eût pas renoncé à l'idée de publier un journal, il n'a plus jamais réussi à le faire. Malgré cet échec, autant par ses journaux que par la fondation de la Maison de lecture et par toutes ses autres actions, il a gagné les sympathies de la plus grande partie de la jeunesse bulgare de Bucarest ou d'autres villes, bénéficiant d'une grande autorité auprès d'elle.

Après la disparition du journal « Бранител », les relations entre Rakovski et la *Société de bienfaisance* se sont rompues. Il est vrai, comme on vient de la voir, qu'elles n'avaient jamais été des meilleures. La fraction conservatrice des émigrés, plus précisément les chefs de la *Société de bienfaisance*, ont cru cependant, jusqu'à un certain point, qu'ils pourraient utiliser le talent de journaliste et le prestige dont jouissait Rakovski auprès des Bulgares, tant ceux demeurés dans leur patrie que les émigrés. C'est dans ce but qu'ils ont essayé à deux reprises de créer des sociétés pour la publication de ses journaux. Mais lorsqu'ils virent qu'il s'en prenait aux conservateurs roumains — les grands propriétaires, adversaires de Cuza et dont les intérêts coïncidaient avec ceux des grands banquiers, propriétaires, fermiers et négociants de l'émigration bulgare — , les relations entre la *Société de bienfaisance* et Rakovski se sont rompues. Rakovski les nommait ouvertement « charlatans », « hommes dominés par l'esprit oligarchique », « spéculateurs de la cause nationale », etc. Ainsi, les contradictions de classe qui préexistaient parmi les émigrés apparaissent maintenant avec de plus en plus de force. L'émigration se scinde définitivement en deux grands groupes : d'une part, l'aile conservatrice, gravitant autour de la *Société de bienfaisance* ; d'autre part, l'aile révolutionnaire ayant à sa tête Rakovski. La lutte entre ces deux fractions commence à se livrer de plus en plus ouvertement.

[19] *Г. С. Раковски, възгледи...*, II, p. 99.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Il est vrai qu'une série d'éléments de l'émigration — et leur nombre n'était pas négligeable — occupaient une position intermédiaire, dans le sens que, sans faire partie de la *Société de bienfaisance*, ils n'osaient pas prendre position contre elle, mais n'avaient pas non plus le courage de se rallier ouvertement à Rakovski. Celui-ci cependant, par ses actions et par son ardeur à démasquer les gens de la *Société de bienfaisance*, gagnait de plus en plus d'adeptes au sein de l'émigration.

Parmi les actions de Rakovski, il convient de mentionner l'inscription à l'Ecole nationale de médecine et de pharmacie de 30 jeunes Bulgares, chiffre qui est passé ensuite à 45 [20]. Ceux-ci ont remercié le prince Cuza par le journal « Бъдущност ». Le Dr Carol Davila, qui était ami de Rakovski, a permis que les étudiants en médecine bulgares aillent le dimanche et les jours de fête chez celui-ci pour des leçons d'histoire de la Bulgarie. Mais de fait ces leçons étaient une école révolutionnaire, ainsi que l'ont montré les étudiants eux-mêmes dans leurs mémoires. Selon leurs dires, d'autres jeunes Bulgares de Bucarest, qui ne faisaient pas partie de l'Ecole de médecine, venaient aussi chez Rakovski : l'un d'eux était Hagi Dimităr, qui devait se faire connaître plus tard comme l'un des chefs de *tchéta* les plus connus. Notons que parfois ils sortaient de la ville pour des exercices de tir [21].

Si Rakovski a réussi à grouper autour de lui un grand nombre de Bulgares de Bucarest, c'est aussi parce qu'il s'occupait de leur instruction. Nous avons déjà montré qu'il a fondé en 1861 la Maison de lecture de Bucarest, en premier lieu pour la jeunesse. Mentionnons de même ses initiatives pour la création d'écoles bulgares à Craiova, Giurgiu et autres villes, initiatives qui auraient dû appartenir à la *Société de bienfaisance*. Ivan Kasabov, à cette époque l'un des amis les plus intimes de Rakovski, raconte dans ses mémoires comment, en 1864, fut fondée l'une de ces écoles. Et il ajoute : « J'ai été très impressionné par l'esprit de liberté des Roumains et des Bulgares qui habitent ici. Ni le gouvernement roumain, ni les Roumains en général ne mettaient le moindre obstacle au développement culturel et politique des Bulgares, qu'il s'agisse de mouvements révolutionnaires ou d'instruction scolaire. Chacun est libre de penser, de parler et de faire ce qu'il veut dans le cadre du développement national (...)

---

[20] Au sujet des élèves bulgares de l'Ecole nationale de médecine et de pharmacie (à partir de 1869, Faculté de Médecine), ainsi que des villes de Bulgarie dont ils étaient originaires, voir P. Constantinescu-Iași, *Profesori și studenți bulgari la Facultatea de Medicină din București între anii 1856—1878* (Professeurs et étudiants bulgares à la Faculté de Médecine de Bucarest durant les années 1856—1878), dans *Studii istorice româno-bulgare* (Etudes historiques roumano-bulgares), București, 1956, p. 43—63.

[21] Voir les souvenirs du Dr Alexi Drumev écrits en avril 1900, dans *Г. С. Раковски, възгледи* ..., II, p. 480—481.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

J'en ai immédiatement déduit que c'est ici l'endroit le plus indiqué pour les protagonistes de la renaissance bulgare, ainsi que pour les leaders du mouvement politique ou révolutionnaire »[22].

Un nouveau coup dur pour le prestige de la *Société de bienfaisance* auprès des Bulgares émigrés lui fut porté par la question de la construction de l'hôpital de Tărnovo. Dès 1854, Mihail Kifalov, un Bulgare de Teteven établi à Bucarest, avait légué une grosse somme d'argent pour la construction d'un hôpital et d'une école à Tărnovo. A cette donation l'Etat roumain ajoutait, dans le même but, une subvention annuelle de 10 000 lei. Pourtant, et bien qu'elle ait encaissé régulièrement ces sommes, la *Société de bienfaisance* n'avait pas encore commencé, en 1864, la construction de l'hôpital. En 1865, Rakovski informa le Dr Davila de cette situation, le priant d'obtenir du gouvernement roumain qu'il demande raison à la *Société de bienfaisance*, qui avait enfreint le testament et changé la destination des sommes. Saisie par le gouvernement roumain, tout ce que la *Société de bienfaisance* put répondre, c'est qu'elle était en possession de l'argent [23]. L'autorité de Rakovski auprès des Bulgares de Roumanie était due également au fait qu'il était toujours prêt à leur venir en aide et à résoudre leurs difficultés grâce à ses relations dans la société roumaine.

N'ayant plus son journal, Rakovski a essayé d'acquérir sa propre imprimerie, ce pour quoi il a pensé entreprendre un voyage à Braşov. Mais il faut croire que les Turcs le suivaient sans arrêt, car en juin 1864 la légation de Turquie à Vienne intervenait auprès du gouvernement autrichien et le mettait au courant de ce projet de voyage du révolutionnaire bulgare, qui constituait une excellente occasion d'arrêter et de livrer à la Porte cet homme également dangereux pour les deux empires [24]. Rakovski, pour sa part, procéda alors comme il avait fait lors de la parution du « Viitorul » ou juste après, lorsqu'il publiait ses articles sous forme de brochures séparées. C'est ainsi que parut en 1864, en bulgare et en roumain, *La question religieuse des Bulgares en rapport avec les Phanariotes et la grande illusion du Panhellénisme* (111 pages).

En 1865, Rakovski publiait en traduction bulgare la *Réponse d'Alexandru Ioan Cuza à la lettre du grand vizir* (16 p.) ainsi que le *Message du prince de Roumanie Alexandru Ioan Cuza prononcé à l'ouverture des Chambres et du Sénat, le 5/17 décembre 1865* (16 p.). Rakovski a traduit et publié ces deux ouvrages parce qu'il les considérait particulièrement importants non seulement pour les Roumains,

---

[22] Ivan Kasabov, *op. cit.*, p. 41—42.

[23] Voir les documents dans le recueil *Г. С. Раковски, възгледи* ..., II, p. 102—104.

[24] V. Tralkov, *G. S. Rakovski*, p. 297.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

mais aussi pour les Bulgares [25]. Toujours en 1865, paraissait à Bucarest le premier et unique numéro de la revue « Българска Старина », qui comprend les articles de Rakovski dans les domaines de la langue, de l'histoire et de l'ethnographie bulgares [26]. Bien que ces articles soient dépourvus de valeur scientifique, la revue a joué un rôle important dans l'éducation patriotique des Bulgares.

Par toute cette activité, Rakovski est arrivé à être reconnu comme le chef politique du peuple bulgare ; son nom était associé à l'espoir d'un avenir meilleur, à la conquête de la liberté. Ce prestige fut renforcé par le fait qu'en 1864 et 1865 il a poursuivi son activité révolutionnaire. Bien que tout ce qu'il entreprenait fût enveloppé de mystère, son prestige de révolutionnaire enflammé s'est imposé non seulement en Roumanie, mais aussi en Serbie, en Grèce, au Monténégro et dans l'Empire ottoman. C'est à Rakovski que s'adressaient tous ceux qui combattaient ou voulaient combattre pour la libération de la Bulgarie. Autour de lui gravitaient beaucoup des anciens membres de la Légion bulgare de Belgrade. Ainsi, de Belgrade, au printemps de 1864, Panaiot Hitov, l'un des chefs de *tchéta* de haïdouks les plus connus, lui demandait par son émissaire, Hagi Dimităr, ce qu'il comptait encore d'entreprendre. Dans le même temps, les haïdouks bulgares des Monts Balkans cherchaient à chasser tous ceux qui pillaient le peuple, autant les bandes de pillards turcs que les beys et même que les prélats grecs. Ainsi, Hagi Dimităr et Rakovski ont essayé d'envoyer une *tchéta* pour liquider (c'était dans les mœurs du temps) le métropolite grec de Tărnovo, Néophyte, connu pour ses exactions [27]. Cette *tchéta*, sous le commandement de Hagi Dimităr, franchit le Danube et entra en Bulgarie, mais elle ne réussit pas dans sa mission et, en septembre, son chef était de retour à Bucarest.

Toujours en 1864, Rakovski forma une autre *tchéta*, qui passa le Danube sous les ordres de Petăr Stoianov et de Hristo Makedonski. Les armes avaient été procurées de l'arsenal de l'armée roumaine par Liubomir Ivanovič, Serbe d'origine et officier dans

---

[25] Laura Baz Fotiade, *Георги Раковски и политиката на Александру Иоан Куза* (Gheorghi Rakovski et la politique d'Alexandru Ioan Cuza), dans « *Език и литература* » (Langue et littérature), Sofia, 1972, n° 2, p. 95—97.

[26] Au sujet des publications de Rakovski, voir Maniu Stoianov, *Българска възрожденска книжина* (Bibliographie de la littérature bulgare de la renaissance), I, Sofia, 1957, p. 308 sqq.

[27] *Архив на Г. С. Раковски*, I, p. 313—314 ; IV, p. 226—227 ; Panaiot Hitov, *Моето пътуване по Стара Планина и животописднието на някои български стари и нови войводи* (Mon voyage dans les montagnes de Stara Planina et biographie de quelques voïévodes bulgares anciens et nouveaux ; cité désormais : *Моето пътуване по Стара Планина...*), Sofia, 1934, p. 36 ; K. Kosev, *Панаиот Хитов, живот и революционна дейност* (Panaiot Hitov, sa vie et son activité révolutionnaire), Sofia, 1963, p. 18 ; V. Traikov, *G. S. Rakovski*, p. 307.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

l'armée roumaine. Le révolutionnaire bulgare était sûr que, une fois arrivée dans les montagnes, la *tchéta*, qui au départ ne comptait que 12 hommes, verrait grossir ses rangs de nombreux paysans bulgares venus des villages par où ils passeraient. Il a réussi à parvenir, par les montagnes jusqu'au monastère de Rila et à faire déguerpir Hasan Pehlivan, le trop célèbre bandit turc qui terrorisait la population. Mais, contrairement à ses plans, pas un seul paysan bulgare ne s'est joint à la *tchéta*, fait significatif et dont personne n'a tenu compte. Bien au contraire, six membres de la *tchéta* sont restés dans leurs villages respectifs, tandis que les six autres, après avoir passé l'hiver au monastère de Zographou du Mont Athos, sont rentrés à Bucarest [28].

Dans toutes ces circonstances, Rakovski a très probablement été aidé par Cuza. Le révolutionnaire bulgare l'a d'ailleurs reconnu au cours d'une conversation avec son ami Ivan Tzankov. « Cuza — — déclarait Rakovski — m'a promis formellement son aide, tant morale que matérielle, pour la cause de notre libération.... ». Entre autres, il avait pensé à entraîner comme officiers quelques jeunes Bulgares qui, le moment venu, passeraient le Danube à la tête de *tchétas* bien préparées et munies de tout le nécessaire, afin de déclencher un soulèvement en Bulgarie. Rakovski affirme que Cuza était d'accord avec ses plans, car il espérait que la révolte, déclenchée au moment le plus favorable, contribuerait à créer un climat favorable pour la proclamation de l'indépendance de la Roumanie. Brătianu, paraît-il, aurait été solidaire de Cuza [29].

La Porte ne pouvait ignorer complètement la complicité de Cuza dans les plans révolutionnaires de Rakovski. Les espions turcs de Bucarest avaient probablement appris quelque chose et en avaient informé le gouvernement de Constantinople. De là, l'agent diplomatique de Serbie, Iovan Ristić, écrivait à Garašanin au sujet d'armes qui seraient passées de Roumanie en Bulgarie et il supposait que derrière d'éventuels troubles en Bulgarie se trouvaient peut-être les plans fomentés par Cuza et Rakovski [30].

---

[28] V. Traikov, *op. cit.*, p. 308. Voir les mémoires de Hristo Makedonski dans son ouvrage *Записки на Христо Н. Македонски бивш воивода във въстанията за освобождението на България* (Notes de Hristo Makedonski, ancien voïévode lors des soulèvements pour la libération de la Bulgarie, 1852—1877), Sofia, 1896, p. 35—36.

[29] Ivan Tzankov, *Спомени от миналото. По случай 50 годишнината от смъртта на великия патриот Г. С. Раковски* (Souvenirs du passé. A l'occasion du 50e anniversaire de la mort du grand patriote Gheorghi Stoikov Rakovski), Sofia, 1917, p. 20.

[30] Dr George Ignatovitch, *Сърбски документи по българското възраждане. Г. С. Раковски и Сърбия (архивни и печатни материали)* (Documents serbes en rapport avec la renaissance bulgare. G. S. Rakovski et la Serbie. Matériaux d'archives et imprimés), dans *Г. С. Раковски, възгледи...*, II, p. 337—338.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Il est vrai qu'Alexandru Ion Cuza et Rakovski ont eu l'occasion d'avoir des échanges d'opinions au sujet de la libération des peuples balkaniques. Ainsi, quand Marko Vrbica, l'envoyé du prince Nicolas du Monténégro, vint s'entretenir avec Cuza, Rakovski était présent à la réunion [31]. Malgré les échecs qu'il avait subis jusqu'alors, il était convaincu qu'au moment où une importante troupe bulgare, bien armée, soutenue moralement et matériellement par Cuza, franchirait le Danube, Michel Obrenović et Nicolas du Monténégro, pour peu que le moment fût favorable, n'hésiteraient pas à provoquer un soulèvement en Bulgarie. C'est pourquoi Rakovski a maintenu des relations aussi étroites que possible avec le prince roumain. Mieux : il l'a prévenu du complot qui se tramait pour sa déposition [32], avertissement dont Cuza n'a pas tenu compte. Les événements ont prouvé que Rakovski avait eu raison. Quant à la déposition en soi, elle a eu des répercussions sur l'activité politique des émigrés bulgares en Roumanie. En général, Cuza, surtout par Rakovski, a bien connu les Bulgares, il les a aidés de multiples façons et il jouissait d'une grande faveur, doublée de reconnaissance de la part de l'émigration aussi bien que de tout le peuple bulgare. Il n'y a rien d'étonnant, par conséquent, à ce qu'à la mort de Cuza le peuple bulgare ait exprimé sa grande douleur. Ainsi, dans une longue lettre adressée en août 1873 à Cezar Bolliac, le rédacteur du journal « Trompeta Carpaţilor », A. Ivanov (de la part « de tous ses compatriotes bulgares d'au-delà et d'en -deçà du Danube ») écrivait : « Avec le plus profond respect, avec l'âme brisée et avec des larmes brûlantes, la nation bulgare vient s'agenouiller devant la tombe sacrée du prince Alexandru Ioan Cuza et y déposer ses marques de respect, de dévouement et de reconnaissance devant ce demi-dieu des Roumains et des nations chrétiennes opprimées de l'Orient ». « ...Tous les Bulgares auraient désiré lui offrir les couronnes de l'immortalité qu'il mérite non seulement pour sa nation roumaine, mais pour toutes les nations subjuguées de l'Orient, pour tout le monde civilisé ». La lettre soulignait encore que la nation bulgare avait le devoir de lui être éternellement reconnaissante, étant donné que « Cuza a été le seul penseur qui ait imaginé la véritable manière de trancher le noeud gordien de l'Orient ». L'auteur souligne ensuite l'esprit démocratique du prince et l'importance de ses réformes, car c'est lui qui « a supprimé le honteux asservissement

---

[31] V. Traikov, *op. cit.*, p. 309.

[32] Le fait est relaté, avec des détails parfois invraisemblables, par Panait Hitov dans ses souvenirs. Ivan Tzankov soutient la même chose. Veselin Traikov, qui connaît si bien l'époque et les activités de Rakovski, témoigne d'une certaine réserve à ce sujet. Quant à nous, le fait nous semble très vraisemblable et naturel, bien entendu sans tous les enjolivements apportés par Hitov à la conversation entre Rakovski et Alexandru Ioan Cuza.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

des paysans les élevant au rang de citoyens roumains et leur donnant les propriétés auxquelles ils avaient droit ». Ivanov insiste particulièrement sur la signification de la sécularisation des biens conventuels, réforme qui a porté un coup dur au clergé phanariote, contre lequel les Bulgares avaient dû lutter également [33]. Cette réforme, ainsi que le partage des terres, ont eu un puissant écho en Bulgarie et y ont hâté l'issue de la lutte menée par le peuple bulgare contre le clergé phanariote et pour son autodétermination nationale. Les passages reproduits ci-dessus témoignent de la faveur dont jouissait le prince roumain auprès des émigrés bulgares de Roumanie, qui l'admiraient pour sa politique étrangère courageuse et juste, en parfaite concordance avec les aspirations non seulement du mouvement de libération bulgare, mais de tous les peuples balkaniques.

2. **La « Coalition sacrée », le Comité central secret bulgare (C.C.S.B.) et l'organisation révolutionnaire de Rakovski.** La déposition de Cuza en février 1866 et les problèmes complexes qui se sont posés en rapport avec sa succession [34] ont placé la Roumanie dans une situation critique, dont la Porte a naturellement entendu profiter. A un moment donné, le sultan a même procédé à des concentrations de troupes sur le Danube, ce qui a déterminé le gouvernement roumain à prendre certaines mesures militaires et à se mettre en quête d'alliés. On est arrivé ainsi à des pourparlers, menés par un comité roumain formé des partisans politiques de C. A. Rosetti, d'une part, et par un comité bulgare, de l'autre, créé dans ce but et qui s'est attribué les épithètes de « central » et « secret ». Les discussions engagées, à ce qu'il semble, à la rédaction même du journal « Românul » ont abouti à la réalisation de projets pour la conclusion d'une « Coalition sacrée » des Bulgares et des Roumains. Ces projets sont parvenus jusqu'à nous en plusieurs variantes.

Ainsi donc, les événements consécutifs à la déposition de Cuza ont eu des répercussions politiques directes sur l'émigration bulgare de Roumanie, puisque la conséquence en a été la création d'une nouvelle organisation, ayant une orientation politique autre que la *Société de bienfaisance* et que le groupe révolutionnaire de Rakovski. Il s'agit du *Comité central secret bulgare de Bucarest.*

---

[33] L'original de la lettre se trouve à la Bibliothèque Nationale de Sofia, fonds 3, n° 38/6.

[34] Gr. Chiriță, *Preludiile și cauzele detronării lui Cuza Vodă* (Préludes et causes de la déposition du prince Cuza), dans « Revista de istorie », 29, București, 1976, n° 3, p. 347—371.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Voici le texte de la Coalition sacrée d'après certains manuscrits [35] :

« *Acte de „Coalition sacrée" entre Roumains et Bulgares. Acte d'alliance entre Roumains et Bulgares*

I. Le *Comité secret bulgare* se forme dans les conditions suivantes :

Les personnes mentionnées, à savoir ... [36] constituent le Comité central bulgare de Bucarest, qui aura des relations directes avec le comité roumain (de même nature), représenté par C. Ciocîrlan, Gr. Serurie et E. Carada.

II. Le Comité central bulgare de Bucarest constituera encore un comité central dans l'une des villes principales de Bulgarie et un autre en Serbie, ces deux comités ayant des rapports directs avec le Comité central de Bucarest et étant placés sous ses auspices.

III. Chacun de ces trois comités centraux formera dans l'Etat où il fonctionne des comités-succursales, qui seront en relations directes avec le comité central respectif dont il dépend.

IV. Le but des comités susmentionnés, autant centraux que succursales, sera de préparer les esprits pour une révolution générale contre l'ennemi commun des peuples chrétiens d'Orient. Le signal de la révolution en Bulgarie sera donné par le Comité central bulgare de Bucarest, d'accord avec le Comité roumain, au moment où la révolution éclatera dans les pays voisins, c'est-à-dire en Roumanie, Serbie, Monténégro, Herzégovine, Epire et Albanie, qui à côté de la Bulgarie aspirent à former des Etats autonomes et indépendants.

V. Le but mentionné à l'art. IV sera réalisé de la manière suivante :

1. La propagation par émissaires et la préparation des esprits dans toute la Bulgarie.

2. La formation (lorsque les comités roumain et bulgare de Bucarest le jugeront nécessaire) et la direction de groupes en Bulgarie, notamment dans les Monts Balkans. Ces groupes maintiendront les forces et les gardes de l'ennemi dans un état perpétuel d'alerte, cependant que les comités centraux d'ici propageront le mouvement par feuilles volantes et que les comités de là-bas le seconderont par tous les moyens nécessaires, fournissant des contingents.

3. Les comités centraux feront appel au patriotisme des Bulgares, les incitant à contribuer avec leur fortune et leur vie.

---

[35] Détails chez C. Velichi, *Relaţiile româno-turce în perioada februarie-iulie 1866, înfiinţarea Comitetului central bulgar de la Bucureşti şi legăturile acestuia cu guvernul român* (Relations roumano-turques durant la période février-juillet 1866, la création du Comité central bulgare de Bucarest et ses relations avec le gouvernement roumain), dans « Studii », XIV, Bucureşti, 1963, n° 4, p. 843—867.

[36] Les noms ont été écrits et ensuite effacés.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

4. Les détails du mode d'action peuvent être multipliés et adaptés aux circonstances, mais toujours avec la connaissance du Comité central roumain.

5. La caisse de cette action sera tenue par un caissier nommé par les deux comités ; l'argent nécessaire sera versé par celui-ci sur la base d'ordres écrits émanant des deux présidents.

6. Le Comité roumain se réserve le droit de se mettre en communication avec les autres comités des nations slaves et grecques et d'entretenir des relations entre eux et les Bulgares en vue de l'action commune et pour se concerter sur le moment de celle-ci ; aucune tentative isolée ne se fera sans lui.

VI. Jusqu'au moment où le Comité central bulgare de Bucarest disposera de moyens propres suffisants, le Comité roumain, s'engage à lui fournir tout ce dont il aura besoin, tel qu'argent, armes, munitions de guerre, habillement et moyens d'existence, ainsi que les ressources nécessaires pour entretenir un ou deux émissaires en Europe et pour obtenir le concours de la presse européenne.

VII. Etant donné qu'il se pourrait que, dans des circonstances imprévisibles, la Roumanie obtienne son indépendance autrement (que par une guerre contre la Turquie) et qu'elle forme un Etat libre et souverain, dans ce cas aussi le Comité central roumain (susmentionné) s'engage à respecter strictement l'article précédent (l'art. VI) ».

Voici quelques formulations différentes qui apparaissent dans une autre variante :

« Le but mentionné à l'art. IV sera réalisé de la manière suivante :

---

3. Le moment opportun venu, les esprits étant préparés, le Comité d'ici, par le canal des comités de là-bas, donnera aux groupes le signal de descendre des montagnes afin de déclencher une révolution générale dans toute la Bulgarie.

4. Alors le peuple bulgare sera appelé aux armes par des proclamations du gouvernement provisoire bulgare, qui agira au nom de l' $\frac{\text{ASS}}{\text{CI}}$ en vue de l'obtention de son indépendance.

---

7. Toutes les sommes fournies par le Comité roumain seront considérées comme dette publique de l'Etat bulgare et seront remboursées avec sa gratitude... ».

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

★

Dans l'historiographie actuelle bulgare et soviétique, il persiste encore certaines appréciations erronées en ce qui concerne le *Comité central secret bulgare* (cité désormais *C.C.S.B.*). constitué à Bucarest au printemps de 1866. Elles sont dues surtout au fait que l'histoire de cette organisation de l'émigration bourgeoise bulgare de Roumanie a été écrite surtout à partir de sources de seconde main, notamment des mémoires, le matériel documentaire proprement dit qui s'est conservé étant insuffisant pour préciser toutes les données et n'étant parfois utilisé que partiellement. Ainsi, en se fondant sur les mémoires des contemporains, ainsi que sur les documents existant dans les archives bulgares, l'historien bulgare bourgeois D. Strašimirov s'est occupé à deux reprises de ce problème, aboutissant à certaines conclusions dont les unes ont été adoptées, dans un esprit plus ou moins critique, après 1944. Les derniers ouvrages consacrés au *C.C.S.B.*, dus à l'historien bulgare Al. Burmov, représentent, avec les réserves formulées ci-dessous, les meilleures études au sujet du *C.C.S.B.* accomplies par l'historiographie bulgare. Le troisième article, qui devait traiter de l'orientation idéologique du *C.C.S.B.* n'a plus paru. Cette lacune est suppléée par l'excellent ouvrage de D. Kosev, déjà mentionné ici. Les conclusions auxquelles ont abouti ces études se reflétent dans la dernière édition du traité d'histoire de la Bulgarie [37]. Les erreurs se réfèrent à la date de la création de cet organisme (mars 1866), au rôle qu'a joué Ion Brătianu dans cette création, à ses relations avec Rakovski et Ivan Kasabov en mars 1866, auxquelles il faut ajouter l'importance insuffisante accordée à l'écho de certaines actions de ce comité dans les masses. Ces erreurs se sont transmises à certaines études des historiens soviétiques. Ainsi, dans l'historiographie bulgare il est dit que, à la suite de la déposition de Cuza, la Roumanie s'est trouvée dans une situation critique, car la Porte concentrait des troupes à la frontiere du Danube. A Bucarest, le bruit avait couru que « les Turcs s'apprêtaient à franchir le Danube pour rétablir Cuza sur le trône (...). Dans cette situation, Brătianu et Rosetti ont décidé de se servir de l'émigration révolutionnaire bulgare, l'incitant à passer aux actions offensives, afin de détourner l'attention du gouvernement turc »[38].

---

[37] Al. Burmov, *Таен централен български комитет* (Le Comité central secret bulgare), dans « Исторически Преглед», XVI, Sofia, 1960, n° 2, p. 40—65 et n° 3, p. 59—84; D. Kosev, *Към историята на революционното движение в България през 1867—1871 г.* (Sur l'histoire du mouvement révolutionnaire de Bulgarie dans les années 1867—1871), Sofia, 1958; N. Kondarev, *Към въпроса за революционното движение в България през 1867—1871 г.* (Sur le problème du mouvement révolutionnaire de Bulgarie dans les années 1867—1871), Sofia, 1962, p. 30 sqq.; *История на България*, (Histoire de la Bulgarie), I, IIe édition, Sofia, 1961, p. 408—410.

[38] D. Kosev, *Лекции по нова история на България*, p. 172; V. Traikov, *op. cit.*, p. 321.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Al. Burmov, utilisant des textes de mémoires bulgares, admet que, peu avant le 25 mars 1866 [39], « Brătianu s'est adressé à Rakovski », lui demandant s'il pouvait réunir des volontaires afin de lutter contre les Turcs au cas où ceux-ci attaqueraient la Roumanie. Le grand révolutionnaire bulgare aurait répondu qu'il pouvait disposer de 5000 hommes en trois jours, à condition que la Roumanie assume la tâche de les armer. Mais le lendemain « Brătianu s'est ravisé » et a même déclaré à quelqu'un que Rakovski, avec 5000 hommes, pourrait créer des difficultés. C'est pourquoi « cet homme dangereux devait être éloigné d'ici » et seulement alors on pourrait envisager de recruter des révolutionnaires. Qui plus est, Brătianu aurait dit qu'un autre Bulgare s'est présenté à lui en le mettant en garde contre Rakovski. En conséquence, Brătianu aurait renoncé à ce révolutionnaire bulgare, qui en échange commençait à être surveillé par la police. A la fin de mars, Rakovski partit pour Brăila, mais se sentant suivi là aussi, il passa en Russie [40].

Trois jours après le départ de Rakovski de Bucarest, donc vers le 23—25 mars, C. A. Rosetti fit la même proposition à Ivan Kasabov, le secrétaire du premier. Le lendemain (25—26 mars), Kasabov montra à Rosetti que l'enrôlement de révolutionnaires bulgares, après la triste expérience de Serbie, serait difficilement réalisable ; il proposa en échange la formation d'un *Comité secret bulgare*, dans le but d'organiser un soulèvement en Bulgarie et d'attirer ainsi l'attention des Turcs dans cette direction. Quoique d'accord en principe, Rosetti aurait ajourné sa réponse de 24 heures (26—27 mars au plus tard) afin de consulter Brătianu. Ce dernier s'étant déclaré favorable à cette proposition, le *Comité secret roumain* (celui qui avait détrôné Cuza) délégua trois personnes — C. Ciocîrlan, Gr. Serurie et E. Carada — pour s'entretenir avec les représentants des émigrés proposés par Kasabov : D. Diamandiev, St. Riapov, Ivan Adjenov, At. Andreev et Har. Searov. Suivant une autre version, le Comité roumain serait entré en contact avec ces mêmes Bulgares par l'entremise du commerçant bulgare At. Andreev. Après quelques entretiens entre les délégués bulgares D. Diamandiev, Iv. Kasabov et d'autres leaders bulgares (qui ont formé le *Comité central secret bulgare)*, et les délégués roumains — dont l'un dans la maison de Ciocîrlan et l'autre à la rédaction du journal « Românul »,

[39] Les dates utilisées par Burmov et, en général, dans l'historiographie tant roumaine que bulgare pour cette période sont le plus souvent en vieux style.

[40] Al. Burmov, *op. cit.*, p. 44—45. Pour la datation de ces pourparlers, v. p. 54—55. La même version se trouve dans le t. I, IIe édition du traité d'Histoire de la Bulgarie. Si l'on n'y précise pas la date des pourparlers, on renvoie en échange aux ouvrages de T. T. Strašimirov et de Al. Burmov susmentionnés, qui affirment que ceux-ci ont eu lieu dans les premiers jours de la seconde moitié du mois de mars. Voir D. T. Strašimirov, *Комитетското десетилетие* (La décennie des comités), dans *България 1000 години* (Bulgarie — 1000 ans), Sofia, 1930, p. 863 et Al. Burmov, *op. cit.*, p. 54—55.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

on a conclu un acte de « ...coalition sacrée..., dont le but était de donner une nouvelle impulsion à la lutte des peuples balkaniques contrel a Turquie et à créer des Etats autonomes indépendants. Le *Comité central secret bulgare* aurait ainsi été formé, à en croire Al. Burmov le 25—26 mars 1866 [41]. Or, il est prouvé dans l'étude susmentionnée (v. note 35) qu'en mars 1866 Brătianu n'était pas en Roumanie ; de même, il semble prouvé que le *C.C.S.B.* a été fondé la seconde moitié du mois de mai 1866 sur l'initiative de C. A. Rosetti qui, en l'absence de Rakovski, a traité avec Kasabov ; enfin, selon toutes les probabilités, Rakovski a été surveillé par la police roumaine en raison de ses relations étroites avec Cuza.

Il faut souligner encore que les événements du printemps de 1866 ne doivent pas être considérés dans un sens étroit, limité aux buts immédiats du gouvernement roumain, car il s'agirait alors d'une simple coalition entre Roumains et Bulgares, ainsi que les choses sont présentées chez Kasabov et les autres auteurs de mémoires. Or, il ressort de ces mémoires que c'est Rosetti qui a imposé la plupart des modifications du texte de la Coalition, dans le sens de son extension à une lutte générale antiottomane [42]. En fait, toute l'initiative venait de la part des Roumains et toutes les actions étaient dirigées par le Comité roumain. Ainsi que le prévoyait la « Coalition sacrée », la Roumanie, son but une fois atteint, a appliqué la clause stipulée et a aidé le *C.C.S.B.* à mener une existence indépendante.

La nouvelle organisation, ainsi que celles qui en sont dérivées, a été, en fait, influencée par l'idéologie des révolutionnaires roumains de 1848. Lorsque la Russie tsariste eut réprimé la révolution, dont le premier objectif était la conquête de l'indépendance, et que ses protagonistes eurent pris le chemin de l'exil (en France pour la plupart), ils entreprirent une puissante propagande, destinée à soutenir le mouvement intérieur, qui devait aboutir à l'union des Principautés. C'est dans cette voie que devait manœuvrer le *C.C.S.B.* et C. A. Rosetti, de même que les gouvernements libéraux ultérieurs, l'aidèrent de toutes leurs forces.

Le fait est qu'après que la Porte eut reconnu Carol comme prince régnant de Roumanie, l'activité du *C.C.S.B.* commence à être celle d'une organisation indépendante, non plus subordonnée au comité ou au gouvernement roumain, mais soutenue par celui-ci.

Dès qu'un accord de principe eut été conclu au sujet de la « Coalition sacrée », le *C.C.S.B.* élabora un « Statut ». Il est intéressant de noter que les brouillons du Statut se sont conservés en roumain, tout comme les textes de la « Coalition sacrée » ; tous

[41] Al. Burmov, *op. cit.*, p. 57.
[42] P. Kisimov, *op. cit.*, p. 28.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

deux sont d'ailleurs en parfaite concordance. Il était stipulé que les séances seraient très fréquentes et que l'activité du comité serait secrète. C'est dans ce sens que, en vertu de l'article 3 du Statut, fut rédigé le texte du « Serment », y compris la modalité de la prestation de serment [43].

Aux mois de juin et de juillet, quelques-uns des membres du comité partirent en Bulgarie et y créèrent les « succursales » du *C.C.S.B.* : à Ruse, Tărnovo, Šumen, Svištov, ainsi que dans les villes roumaines abritant des émigrés bulgares. Ainsi, à Giurgiu sont entrés dans le comité D. Ikonomov, Todor Zaprianov, Nikola Tzenovitch, etc. ; à Brăila, à la tête du comité se trouvaient Dobri Voinikov et le poète D. Veliksin [44], l'ancien collaborateur de Rakovski.

En août 1866, Rakovski, ayant appris par Kasabov que la police roumaine ne s'occupait plus de lui, revint à Bucarest. De fait, le ministre de la Guerre, D. Leca, avait chargé Kasabov de communiquer à Rakovski que l'on désirerait qu'il revienne. Mais Kasabov songeait à éliminer Rakovski, aussi ne lui fit-il pas part de ce désir du gouvernement roumain, mais seulement de sa prière d'être tenu au courant sur le lieu où il se trouvait [45].

Le voyage de Rakovski en Russie ne fut guère fructueux. A Odessa, le révolutionnaire bulgare n'obtint pas l'argent quémandé pour armer les *tchétas* de volontaires qu'il avait l'intention d'envoyer en Bulgarie. Afin de pouvoir entrer en Russie, Rakovski visa à Galați son ancien passeport russe qu'il s'était fait délivrer à Belgrade, bien que celui-ci ne fût plus valable et qu'il eût renoncé depuis longtemps — à Belgrade, dans les circonstance déjà mentionnées — à la citoyenneté russe. Sur la base de ce passeport expiré, mais prolongé par le consul russe à Galați, les autorités d'Odessa lui en délivrèrent un nouveau. Le 15/27 juillet, Rakovski quitta Odessa et, après un court séjour au monastère de Căpriana, il s'en retourna à Brăila. Il était parti d'Odessa juste à temps, car peu de temps après, le gouverneur de la ville fut averti que la délivrance du passeport au révolutionnaire bulgare avait été une faute. Les consulats de Bucarest et de Belgrade reçurent l'ordre de poursuivre celui-ci et de confisquer son passeport. Ce à quoi le baron Offenberg, consul général de Russie à Bucarest, fit savoir que la procédure lui semblait mauvaise : d'une part, elle risquait de produire dans les cercles bulgares une réaction des plus désagréables ; de l'autre, les autorités tsaristes ne pourraient plus, le cas échéant, prendre des mesures contre le révolutionnaire bulgare [46].

---

[43] Voir le texte du Statut et du Serment chez Al. Burmov, *op. cit.*, p. 57—59.
[44] *Ibidem*, p. 59—60.
[45] V. Traikov, *G. S. Rakovski*, p. 329.
[46] *Ibidem*, p. 326—327.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

De retour à Bucarest, Rakovski apprit, malgré son caractère secret, la constitution et l'activité du *C.C.S.B.*, ce qui provoqua la rupture définitive entre lui et Kasabov, que le premier accusait à juste titre de duplicité. Après l'expérience de Belgrade, Rakovski craignait que les choses ne se répètent ici. En outre, selon lui, les personnes qui avaient fondé le Comité étaient dépourvues d'expérience révolutionnaire. En conséquence, il fit tout ce qu'il put pour discréditer le comité aux yeux de l'émigration. Ensuite, soutenu par d'autres émigrés de premier plan — Panaiot Hitov, Filip Totiu, Hagi Dimităr, Hristo Makedonski, Stefan Karadja et autres, qui se réunissaient sur la terre de Ţiganca, près de Bucarest, propriété de Nikola Balkanski, proche parent de Rakovski, il posa les bases d'une nouvelle organisation, qui ne dépendait pas du gouvernement roumain et qui s'intitulait « Commandement secret civique, suprême, national bulgare» (Върховно, народно, българско, тайно, гражданско началство), organisation à l'esprit révolutionnaire conséquent, qui avait assumé la tâche de diriger le mouvement révolutionnaire de libération nationale. Comme Rakovski a cru jusqu'à la fin de sa vie — qui devait survenir en moins d'un an — que des *tchétas* nombreuses, bien organisées, armées en Roumanie ou en Serbie, pourraient, en pénétrant en Bulgarie, déclencher un soulèvement général, la réunion de Ţiganca élabora le 1er janvier, après des débats prolongés un « Règlement provisoire de *tchétas* [47]. La formation et l'entraînement tactique ou de toute autre nature des *tchétas* armées prenaient une forme organisée, suivant ce règlement qui prévoyait les devoirs des chefs (ou « voïvodes ») et des hommes, ainsi que tout ce qui était en rapport avec leurs actions [48]. Par la création du « Commandement » [49], le nombre des organisations oeuvrant pour la libération de la Bulgarie s'élevait à trois. A noter que toutes les trois avaient leur siège à Bucarest et que chacune avait son idéologie propre.

Après avoir perdu l'appui de Rakovski, Kasabov a continué son activité, d'autant plus que tous les comités locaux lui demandaient des instructions ; celui de Giurgiu l'accusait même de faiblesse. Il songea à fonder un journal, bilingue également, et dont la parution serait garantie par une société par actions, selon l'ancienne méthode de Rakovski. La société fut d'ailleurs constituée et la liste des actionnaires montre que ceux-ci étaient pour la plupart les gens

---

[47] Le texte du « Règlement » dans *Архив на Г. С. Раковски*, I, p. 429—433.

[48] Pour les détails, voir Al. Burmov, *Четническо движение в България през 1867 година*, 1, *Подготовка на четите* (Le mouvement des *tchétas* en Bulgarie en l'année 1867, 1, L'entraînement des *tchétas)*, dans « Годишник на Софийския Университет, философически-исторически фак. »(Annuaire de l'Université de Sofia, Faculté d'Histoire-Philosophie), t. 53, Sofia, 1960, fasc. 2. Voir également V. Traikov, *op. cit.*, p. 332 sqq.

[49] Sur la composition du commandement, voir Al. Burmov, *op. cit.*, p. 77.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

de la *Société de bienfaisance*. Bien entendu, ceux-ci ne savaient encore rien de la nouvelle organisation, qui était secrète. S'ils ont souscrit à ces actions, c'est parce que la *Société de bienfaisance*, après la disparition des journaux de Rakovski, songeait en principe à créer un nouvel organe de presse. Bien que le titre même du journal eût été choisi (« Преслав ») et que son programme eût été établi dans les grandes lignes, jusqu'à la fin le journal n'a plus paru, et cela pour des raisons financières. Kasabov essaya de se faire aider par le comité de Brăila, mais Dobri Voinikov, représentant de ce comité, voulait avoir son propre journal, ce qu'il réussit d'ailleurs à faire un peu plus tard. Devant cet insuccès, Kasabov renonça à son projet.

Et comme il ne pouvait pourvoir à son existence de sur les fonds du comité, il conclut un contrat avec les Bulgares de Ploiești par lequel il était nommé comme précepteur à leur école et, le 1er novembre 1866, il s'établit dans cette ville. Quant aux autres membres du comité, tels qu'Atanas Andreev et autres, n'ayant ni l'énergie nécessaire, ni le temps dont avait disposé Kasabov, puisqu'ils étaient tous négociants ou fonctionnaires, ils s'occupèrent fort peu de l'organisation. Du reste, leur intérêt politique était fort limité aussi, ainsi qu'il ressort du fait qu'ils permirent à Kasabov d'emporter toutes les archives du comité, y compris son sceau. Ils furent tirés de cette léthargie par une circonstance qui dévoila par la même occasion leur caractère de conspiration.

Probablement au mois de novembre 1866, Atanas Andreev avait rencontré P. Kisimov, qui s'était rallié au mouvement révolutionnaire en tant que partisan de Rakovski, avait pris part à la tentative de soulèvement de 1862 à Tărnovo et s'occupait actuellement de commerce à Ploiești. Il parla à Andreev d'un petit ouvrage à caractère politique qu'il avait écrit. Celui-ci lui demanda le manuscrit et, après lecture, lui proposa de le traduire en français et de le publier au nom du *Comité central secret bulgare*, dévoilant ainsi l'existence de celui-ci. Kisimov fut d'accord, la traduction fut faite et l'ouvrage parut à Bucarest, en langue française, en 1866 ; concomitamment, il fut publié aussi en bulgare. Ses 25 pages représentent une protestation contre le comportement inhumain des autorités ottomanes envers les peuples chrétiens subjugués et contre la politique criminelle des puissances occidentales, qui soutenaient la Turquie. Cette politique a grandement déçu les peuples du Sud-Est européen, surtout à l'égard de Napoléon III, qu'ils avaient considéré comme « le messie politique destiné à affranchir le monde opprimé par les ennemis de la liberté ». Les raisons que donnaient habituellement les grandes puissances étaient soit que ces peuples n'étaient pas encore mûrs pour l'autonomie, soit qu'ils étaient adeptes du panslavisme. Kisimov ripostait en invoquant, dans les deux cas, l'exemple des Roumains. Loin d'être un peuple ne méritant pas d'être

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

libre, les Roumains ont fait preuve de maturité « jusqu'au point de pouvoir déjouer même les traités de Paris et les actes internationaux » ; quant au panslavisme et à la Russie, les Roumains « ont repoussé l'influence de leur ex-protecteur et tendent à s'approcher de l'Occident »[50]. Pour conclure, la brochure réclamait la liberté pour le peuple bulgare, ce qui ne pouvait mettre en danger ni l'équilibre de l'Europe, ni les intérêts commerciaux d'aucun pays.

La brochure donna un sursaut de vie au *C.C.S.B.* Des changements intervinrent dans le comité de direction : un nouveau président fut élu dans la personne de D. Diamandiev, qui fonctionnait comme magistrat roumain sous le nom de Diamandescu ; le nouveau secrétaire fut D. Brankov et le Comité central fut complété par des personnes de province (Ploiești, Giurgiu, etc.) ; mais la figure centrale du comité était certainement P. Kisimov. Un nouveau statut fut élaboré, ultérieurement officialisé en 1867 [51]. Il en ressortait que, à la différence du précédent, le *C.C.S.B.* ne dépendait plus en aucune manière du gouvernement roumain, mais était une organisation indépendante. En effet, tant que l'organisation avait été sous la dépendance du Comité roumain, elle ne poursuivait qu'un but, la libération de la Bulgarie, et préconisait, comme unique moyen de l'atteindre, la révolution. Suivant le nouveau statut, le but poursuivi était toujours la libération du pays, mais on envisageait aussi, d'éventuels degrés intermédiaires : autonomie de la Bulgarie sous la suzeraineté du sultan ou un régime dualiste avec des nations voisines. Assez rapidement on en vint même à une proposition de dualisme avec la Turquie. Enfin, on ne parlait plus exclusivement de révolution, mais de « tout moyen possible ».

Bien que diffusée dans les chancelleries européennes, la brochure du *C.C.S.B.* n'eut pas un grand retentissement. Des événements bien plus importants avaient eu lieu dans l'arène internationale. Ainsi, la défaite de l'Autriche par la Prusse laissait les mains libres à la Russie. D'autre part, en septembre 1866, la révolte s'était étendue en Crète et, à l'automne de la même année, la Serbie, profitant de la conjoncture, avait soulevé à nouveau la question de l'évacuation des garnisons ottomanes. Enfin, en février 1867, la France adressait au gouvernement ottoman une note par laquelle elle demandait l'application des réformes prévues dans le Hattihumayun de 1856, dans le sens de l'octroi de certains droits à la population chrétienne de l'Empire ottoman. De même, le 6 avril, la Russie adressait à la

---

[50] *La Bulgarie devant l'Europe*, Bucarest, 1866, p. 7, 19 ; Traian Ionescu-Nișcov, *Unele aspecte din mișcarea de eliberare națională a Bulgarilor în nordul Dunării între 1850—1870* (Quelques aspects du mouvement de libération nationale des Bulgares au nord du Danube au cours des années 1850—1870), dans le recueil *Relații româno-bulgare de-a lungul veacurilor*, *op. cit.*, I, p. 372.

[51] Al. Burmov, *Тайн централен комитет*..., p. 60. Le texte du Statut, p. 62.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Porte une note similaire, y compris un projet de réformes visant à l'amélioration du sort des populations chrétiennes. Dans cette conjoncture complexe, le *C.C.S.B.* s'est manifesté par un document, intitulé « Mémoire », qui avait été rédigé par P. Kisimov, approuvé par Ivan Kasabov, imprimé à Bucarest et remis au sultan et aux grandes puissances. Cet acte représentait la principale action du Comité et marquait un changement radical de l'attitude politique adoptée jusqu'alors par l'organisation [52]. En effet, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, tant que le *C.C.S.B.* avait été sous la tutelle du gouvernement roumain, on ne parlait que de soulèvement général et en termes révolutionnaires. Maintenant, devenu indépendant, le *C.C.S.B.* s'adressait au sultan par ce « Mémoire », où il lui proposait un dualisme semblable à celui de l'Autriche-Hongrie, selon lequel la Turquie deviendrait un Etat dualiste et le sultan serait reconnu aussi comme « tsar des Bulgares ». La Bulgarie, sous la haute direction d'un lieutenant chrétien du padischah, aurait son administration propre, son armée et son Eglise indépendantes. Le document montrait les avantages nombreux d'un tel dualisme : l'Empire ottoman, en proie à une crise politique et menacé de démembrement, pourrait préserver son intégrité, les Bulgares deviendraient des sujets fidèles du sultan et ne chercheraient plus à s'unir à d'autres peuples en lutte contre l'empire, dès lors qu'ils auraient obtenu les droits auxquels ils aspiraient. Le mémoire renfermait cependant un passage sur les conséquences d'un éventuel refus : si ces demandes légitimes d'un peuple fidèle et dévoué au trône impérial étaient rejetées, des conséquences terribles en résulteraient pour ceux qui n'en auraient pas tenu compte. Cette phrase du mémoire fut interprétée comme une menace à l'adresse de la Porte, comme un retour en quelque sorte à la ligne révolutionnaire, ce qui, comme on le verra plus bas, ne correspondait pas aux intentions réelles des dirigeants du comité.

Le mémoire fut remis non seulement au sultan, mais aussi à Napoléon III [53], à l'empereur Guillaume Ier et au tsar Alexandre II ; il fut reproduit aussitôt dans deux journaux de Constantinople, le journal français «Courrier d'Orient » et le journal grec « Vizantios », ainsi que dans le journal bulgare « Македония », également imprimé à Constantinople. Le journal français critiquait le mémoire, de même que les journaux bulgares turcophiles paraissant en Bulgarie ou à Constantinople, comme « Турция » ou « Дунав » (de Ruse), qui étaient en fait des feuilles officieuses. En Bulgarie, le mémoire,

---

[52] Un exemplaire du « Mémoire » se trouve aussi aux Archives de l'Etat — Bucarest, fonds *Casa regală*, dos. 32/1867.

[53] La lettre au chef de cabinet de Napoléon III et les journaux français auxquels le mémoire a été envoyé se trouvent aux Archives de la Bibliothèque Nationale de Sofia, fonds *Grudov*, 116, 3, p. 33—34.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

largement diffusé par la poste autrichienne et par le comité de Sviştov, eut un grand retentissement.

En Russie le Mémoire, vu surtout l'alternative menaçante de la fin, fut interprété presque comme le prélude d'un imminent soulèvement armé. D'ailleurs, la Russie soutenait la révolte de Crète et était à l'affût d'occasions pour protester contre la Porte. Selon certaines sources, citées par l'historien bulgare D. Kosev, ministre de la Guerre de Russie, Milioutine, aurait organisé un envoi d'armes à la Serbie, Etat qui se préparait à entrer en guerre contre la Turquie, et une partie de ces armes devaient être livrées aux Bulgares. Conformément à la politique officielle du tsarisme, les Bulgares d'Odessa réunirent 200 napoléons qui furent versés au *C.C.S.B.* et ils ont formé un comité de sept membres en tant que filiale de celui de Bucarest. Avec cet argent, celui-ci a pu faire paraître, à partir du 21 septembre 1867, le journal « Народност » (la Nation) sous la rédaction d'Ivan Bogorov, puis d'Ivan Grudov et finalement d'Ivan Kasabov [54].

En échange, les cercles d'émigrés turcophiles de Constantinople ont répondu au mémoire par des protestations de la part du Dr Tchomakov, d'Ilarion Makariopol et autres personnages de premier plan. L'émigration bulgare de Roumanie a riposté par la brochure en langue française *Les plaies de la Bulgarie*, imprimée à Galaţi ,où l'on montre que les protestations des Bulgares de Constantinople n'expriment pas les véritables aspirations du peuple bulgare [55].

Entre temps, dès l'automne de 1866, sous la direction de Rakovski, les voïévodes Panaiot Hitov et Filip Totiu préparaient leurs *tchétas*, qui devaient pénétrer en Bulgarie à partir du printemps prochain. Rakovski s'était proposé au début d'instruire une troupe de plus de 1000 hommes, mais par manque d'argent il a dû réduire ce nombre. Pendant tout l'été de 1866, autant Rakovski que beaucoup de ses gens sont restés sur la terre de Ţiganca, près de Bucarest. Nikola Balkanski, le cousin de Rakovski, acheta les armes, la poudre et le plomb nécessaire pour la fabrication des balles. « Si quelqu'un était venu alors à Ţiganca et était entré dans les bâtiments de la ferme, il y aurait trouvé tout un arsenal d'armes diverses et une vraie caserne de partisans » [56], rapporte l'un de ceux-ci. Tous ces préparatifs étaient connus non seulement du gouvernement roumain, mais aussi, dans une certaine mesure, des espions turcs qui surveillaient les émigrés bulgares, ainsi que des agents d'infor-

---

[54] D. Kosev, *Лекции...*, p. 175.

[55] Traian Ionescu-Nişcov, *op. cit.*, p. 373. L'original de la protestation aux Archives de la Bibliothèque Nationale de Sofia, fonds 116, f. 28—30.

[56] Voir l'article de Ivan P. Hr. Kăršovski, *Никола Балкански* (Nikola Balkanski), dans le journal « *Юнак* », Sofia, 1898, n° 16 du 26 avril.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

mation de l'Autriche. Ainsi, dès le mois de janvier 1867, l'agent diplomatique de l'Autriche à Roustchouk informait son gouvernement de la diffusion en Bulgarie de la brochure *La Bulgarie face à l'Europe*, ouvrage imprimé par les soins du Comité bulgare de Bucarest qui, « créé sous les auspices et sous la protection du gouvernement roumain dès le règne de Cuza », disposait d'un fonds de 12 à 15 mille ducats [57].

Afin de se mettre à l'abri d'éventuelles protestations de la part des deux puissances, ainsi que des attaques des adversaires politiques de l'intérieur, le nouveau président du Conseil des ministres, Constantin Creţulescu, déclara, cinq jours après son accession au pouvoir (5/17 mars 1867), que le gouvernement allait adopter une stricte neutralité à l'égard des actions des émigrés bulgares de Roumanie. Cette déclaration était par soi-même un geste hostile envers le sultan, en contradiction flagrante avec l'une des clauses fondamentales du firman de 1866, qui stipulait que la Roumanie ne saurait servir de lieu de réunion pour les « fauteurs de troubles », en l'espèce les émigrés bulgares. En réalité, il n'était pas question de neutralité, mais, au contraire, d'un asile accordé ouvertement à toutes les organisations d'émigrés bulgares en Roumanie, fait qui détermina le gouvernement ottoman à attirer l'attention de l'agent diplomatique roumain à Constantinople. Le comte Ignatiev, ambassadeur de Russie auprès de la Porte, était, lui aussi, prévenu des préparatifs qui avaient lieu en Roumanie par le consul de Russie à Plovdiv, le Bulgare Naiden Gherov [58]. Ces préparatifs ne sont pas restés secrets, non plus, pour une partie des émigrés, ni même pour certains leaders de Bulgarie. Etant donné que Rakovski était gravement malade, tout cela était mis sur le compte du *C.C.S.B.* Mieux : certains membres des filiales, devant l'inertie du Comité, ont incité celui-ci à déployer plus d'énergie dans cette voie, proférant des menaces de mort — conformément à l'esprit du temps — contre certains de ses dirigeants s'ils persévéraient dans cette attitude [59].

Le comité de Turnu Măgurele était particulièrement actif, ayant à sa tête le négociant Danail Hr. Popov, connu plus tard pour son activité révolutionnaire. Au début du mois de mai 1867, il écrivait à Ivan Grudov, membre de la direction du *C.C.S.B.*, lui demandant le statut du comité et montrant que dans sa ville on réunissait des fonds et des armes pour la *tchéta* de Filip Totiu, à laquelle voulaient se joindre pour franchir le Danube quelques jeunes de Turnu Măgurele. Non moins actifs étaient les Bulgares

[57] *Документи за българската история*, VI, Sofia, 1950, p. 409.

[58] *Ibidem*, I, Sofia, 1931, p. 421.

[59] Al. Burmov, *Таен централен комитет*, *loc. cit.*, p. 69.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

assimilés de cette ville, comme I. Bunescu, magistrat et ensuite avocat, un certain Vasiliu [60] et autres. C'est par là que passaient non seulement la correspondance avec la filiale de Svištov, mais certainement aussi des armes [61].

Devant cette situation, le *C.C.S.B.* se vit obligé de prendre une décision. Les uns soutenaient que l'on restât en réserve par rapport au mouvement révolutionnaire, d'autres estimaient au contraire qu'il fallait aller encore plus loin et s'adresser au gouvernement roumain pour empêcher les *tchétas* de franchir le Danube [62]. Mais une telle effervescence régnait au sein de l'émigration et, d'autre part, la situation étrangère était si favorable, que les dirigeants du *Comité central secret bulgare* se sont vus parfois forcés de céder à l'enthousiasme révolutionnaire.

---

[60] D. T. Strašimirov, *Васил Левски* (Vasil Levski), I, *Извори* (Sources), Sofia, 1929, p. 396—397.

[61] Voir également la lettre de Zaprianov à K. Tzankov du 28 mai 1876 dans les archives de la Bibliothèque Nationale Cyrille et Méthode de Sofia, fonds 5, 3 p. 26. Le 29 avril, le Comité de Svištov écrivait au *C.C.S.B.* qu'il a appris que le soulèvement avait été ajourné, mais qu'il a besoin de proclamations. Voir les archives citées, fonds 116, 3, p. 39 ; G. Hristov, *Свищов в миналото (86—1877)* (Svištov dans le passé—86—1877), Svištov, 1936.

[62] Al. Burmov, *op. cit.*, p. 70.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

III. LA ROUMANIE ET LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION BULGARE DANS LES ANNÉES 1867—1869

1. *La Société de bienfaisance* **et la tentative de formation d'un Etat serbo-bulgare.** Pourtant, le premier pas vers une action de grande envergure, ce n'est pas le *C.C.S.B.* qui l'a fait, mais une autre organisation de l'émigration bulgare de Roumanie, à savoir la *Société de bienfaisance*, et non pas sur son initiative, mais sur celle du comte Ignatiev, ambassadeur de Russie à Constantinople. Voici ce que renferment à cet égard les mémoires de ce diplomate : « J'ai prévu que la guerre de 1866 allait agiter à nouveau le problème des nationalités et que le bénéficiaire du fait serait la grande puissance qui manifestera la plus forte initiative, la persévérance la plus tenace et qui n'hésitera pas à choisir les méthodes les plus appropriées ».

Effectivement, Ignatiev a agi rapidement et énergiquement, mettant en œuvre une action destinée à amener un rapprochement des peuples balkaniques, à atténuer les frictions ou les malentendus existant entre eux et finalement, par son autorité de représentant de la Russie, à créer une union entre la Serbie, la Grèce, le Monténégro et les Bulgares. Il ne faut pas perdre de vue le fait qu'à cette époque le prince Michel Obrenović de Serbie passait pour un grand ami de la Russie et jouissait d'une confiance quasi illimitée de la part de la diplomatie tsariste.

L'action du comte Ignatiev avait pour base un plan complexe, visant à la formation d'un grand Etat balkanique dans lequel entreraient tous les peuples de la péninsule — ou tout du moins les peuples slaves — de façon à dresser une barrière contre les tendances expansionnistes de l'Autriche. Cet Etat devait avoir à sa tête le prince Michel de Serbie, ainsi qu'il est précisé dans les mémoires d'Ignatiev : « Etant donné que la fidélité de Michel de Serbie à notre égard et sa prévention à l'égard de l'Autriche ne peuvent être mises en doute, que d'autre part les Bulgares ne représentent qu'un matériel (...) dépourvu des cadres nécessaires pour constituer un Etat indépendant, il est indiqué que tous les territoires serbo-bul-

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

gares pouvant être affranchis du joug turc forment un Etat serbo-bulgare sous l'autorité du prince Michel »[1].

La *Société de bienfaisance*, conséquente comme toujours à sa ligne de collaboration avec la diplomatie tsariste, élabora le 14 janvier 1867 le « Programme » qui devait être à la base du futur Etat serbo-bulgare. Ce document soulignait dans ses 12 paragraphes l'ancienneté des relations entre les deux peuples et leurs intérêts communs, discutait de l'appellation qu'on donnerait désormais à ces peuples (Serbo-Bulgares ou Bulgaro-Serbes) et à leur Etat commun (Bulgaro-Serbie ou Serbo-Bulgarie), placé sous l'autorité du prince Michel, énonçait les prévisions concernant le gouvernement, l'assemblée des députés, la législation, l'organisation de l'Eglise, la monnaie, l'adoption du système métrique, etc.

Le programme fut envoyé en Serbie, où Garašanin, le Premier ministre, donna son adhésion de principe. Dans une lettre au Comité de Bucarest, il demandait à celui-ci si cette initiative devait être considérée comme émanant de tous les Bulgares, ou seulement de ceux de Bucarest, et suggérait que le programme soit débattu devant un cercle beaucoup plus large. La réponse de Garašanin fut remise à la *Société de bienfaisance* par Kosta Magazinović, consul de Serbie à Bucarest. Le contenu du plan fut communiqué, de même, au baron Offenberg, consul de Russie à Bucarest. Les deux consuls prirent des mesures en vue de l'organisation d'une assemblée des Bulgares de Bucarest, qui examinerait le problème du rapprochement bulgaro-serbe. Une correspondance particulière nous fournit à cet égard les informations suivantes : « A l'initiative du consul général de Russie, Offenberg, et du consul de Serbie, Magazinović, les représentants des Bulgares des villes principales de Bulgarie ont été invités à participer à une conférence (à Bucarest) où l'on discutera la manière dont pourrait être réalisé un rapprochement entre nous et le gouvernement serbe en vue de notre future libération. Ceci parce que la Russie nous a montré que son aide n'est possible que par l'intermédiaire de la Serbie, toute action directe de sa part risquant de dresser l'Europe entière contre elle »[2].

En effet, le 5 avril 1867, eut lieu à Bucarest une assemblée à laquelle participèrent aussi des envoyés de Bulgarie. Mais tous ces 35 délégués étaient des représentants des *tchorbadjis* ou des gros commerçants. Ils signèrent un « Protocole »[3] qui rééditait au fond

---

[1] Voir la citation et les détails chez Mihail Dimitrov, *Комитетът на старите*, *loc. cit.*, p. 761.

[2] *Ibidem*, p. 762.

[3] Voir le Protocole, les noms de tous les délégués et les autres documents chez Iv. Ev. Ghešov, *Евлоги Георгиев, черти из живота му и документи из архивата му* (Evloghi Gheorghiev, données sur sa vie et documents de ses archives), dans « Периодическо Списание », LXI, Sofia, 1900, p. 7 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

les 12 points du « Programme », à l'exception du nom du futur Etat dualiste, pour lequel ils proposèrent le terme de « Yougoslavie ». Dans une nouvelle note, Garašanin donna son approbation, ajoutant que la signature officielle aurait lieu après une discussion sur les détails. En même temps, en vue d'une future guerre contre les Turcs, une école militaire fut ouverte à Belgrade où s'inscrivit un groupe nombreux de Bulgares sous le nom de « Deuxième légion des Bulgares de Belgrade ».

Une certaine réserve de la part de Garašanin s'explique par le fait qu'entre-temps les relations serbo-turques s'étaient quelque peu modifiées. Soumis à des pressions de différents côtés, le sultan se hâta de céder sur certains points afin de pouvoir mieux résister sur d'autres. Ainsi, de même qu'il avait reconnu à l'automne de 1866 le prince Carol de Roumanie, il céda cette fois-ci encore, de sorte que la tension serbo-turque n'a pas abouti à un conflit armé, comme l'avaient espéré les Bulgares. Bref, après une visite du prince Michel à la Porte, les Turcs se décidèrent à retirer de bon gré les quelques garnisons qu'ils avaient encore dans les villes de Serbie [4]. A la fin du mois de mars, la tension serbe avait baissé et il était visible que l'éventualité d'une guerre était pratiquement écartée. De même, les puissances européennes avaient commencé à intervenir auprès du gouvernement ottoman pour le persuader d'améliorer le sort des populations chrétiennes au moyen d'une réforme. Un projet français fut remis au sultan dès la fin du mois de février et la Russie lui adressa elle aussi un mémoire fort détaillé dans le même sens [5]. Rakovski lui-même se rendit compte que l'on avait laissé échapper une fois de plus l'occasion : dépourvues des moyens financiers nécessaires, insuffisamment préparées et ayant un effectif trop réduit, les *tchétas* étaient, de toute évidence, incapables à ce moment de déclencher un soulèvement dans l'Empire ottoman. A cette situation s'ajoutait la maladie de Rakovski, qui s'était aggravée. Pour toutes ces raisons, celui-ci résolut d'ajourner son plan jusqu'à l'apparition d'une nouvelle occasion propice. Bien entendu, en attendant, des *tchétas* à effectifs réduits devaient franchir le Danube pour entretenir chez le peuple bulgare un état d'esprit favorable à des actions énergiques en vue de la libération nationale.

Le comte Ignatiev avait été informé à temps de l'intention de la Porte de repousser la note française sur les réformes à réaliser dans l'Empire ottoman, prétextant que les doléances des peuples chrétiens avaient été satisfaites par le Hattihumayun de mars 1856.

---

[4] Sl. Iovanovitch, *Друга влада Милоша и Михаила* (Le second règne de Miloš et de Mihail), Belgrade, 1933, p. 345 sqq.

[5] Pour les deux projets, voir Mihail Dimitrov, *op. cit.*, p. 758—759.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Ignatiev chercha à démontrer le contraire en provoquant des mouvements en Bulgarie. Dans ce but, il eut recours à Naiden Gherov, vice-consul de Russie à Plovdiv, Bulgare d'origine et en rapports étroits avec la *Société de bienfaisance*, à N. Daskalov, fonctionnaire à l'agence russe de Varna, ainsi qu'à un groupe de Bulgares de Constantinople[6]. Ceux-ci devaient organiser et envoyer en Bulgarie quelques *tchétas* chargées de provoquer des troubles et de prouver ainsi que la population n'était point satisfaite de son actuelle situation.

Naiden Gherov communiqua aux dirigeants de la *Société de bienfaisance* de Bucarest les plans du comte Ignatiev. Comme d'habitude, Hristo Gheorghiev, qui était à la tête de cette organisation, entra aussitôt en action pour exécuter le projet de l'ambassadeur russe. Son intention coïncidait avec le désir de Panaiot Hitov de passer à tout prix en Bulgarie. Sachant que Rakovski n'admettrait jamais qu'il fasse appel à la *Société de bienfaisance*, Hitov se mit en rapport avec Hristo Gheorghiev par l'entremise de Nikola Balkanski et à l'insu de Rakovski, obtenant une réponse de principe favorable[7]. Le 24 mars, chez Marintcho Benli, à Bucarest, eut lieu une entrevue directe entre Panaiot Hitov et les représentants de la *Société de bienfaisance*, qui étaient justement en quête d'un capitaine de *tchéta* à envoyer en Bulgarie, selon le désir d'Ignatiev. Hristo Gheorghiev chargea Hitov de préparer sa troupe; les sommes qu'il recevrait allaient être fixées à l'assemblée générale convoquée par la *Société de bienfaisance* pour le 5 avril 1867, à laquelle devaient participer aussi les délégués des Bulgares de Brăila, de Russie[8] et autres. Or, cette fois-ci, à la réunion du 5 avril, N. Tošков, le délégué des Bulgares d'Odessa, proposa que dans les questions de l'équipement des *tchétas* et de leur envoi en Bulgarie, on fasse appel à Rakovski, ce à quoi Hristo Gheorghiev s'opposa catégoriquement. Finalement, on décida d'envoyer en Bulgarie un total de 44 *tchétas* de 25 hommes chacune, à de courts intervalles, en remettant à chaque homme par 10 livres turques. Dix *tchétas* devaient être envoyées au cours de l'année 1867. Panaiot Hitov reçut alors même, pour les dépenses passées et à venir, 160 livres[9]. Plus tard, il reçut de nouvelles sommes, mais bien au-dessous de son attente. Cela parce que, malgré la résolution de l'assemblée d'envoyer dix *tchétas* en Bulgarie au cours de

---

[6] Voir des détails sur cette organisation dans Al. Burmov, *op. cit.*, p. 82—83.

[7] Panaiot Hitov, *Моето пътуване по Стара планина...*, p. 47—48.

[8] Au sujet des délégués bulgares d'Odessa, voir la correspondance ultérieure entre N. Tošков et Hr. Gheorghiev, chez D. T. Strašimirov, *op cit.*, p. 393—399.

[9] Ainsi qu'il le reconnaît lui-même dans une lettre à N. Balkanski, publiée par D. T. Strašimirov, *op. cit.*, p. 399—401. Voir également Konstantin Kosev, *Панаиот Хитов, живот и революционна дейност* (Panaiot Hitov, sa vie et son activité révolutionnaire), Sofia, 1963, p. 25.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

l'été 1867, on ne donna de l'argent que pour deux, vu que Hristo Gheorghiev craignait de déclencher un soulèvement pour de bon en Bulgarie. En conséquence, Panaiot Hitov, commandant de la première *tchéta*, reçut des instructions précises, comme quoi il devait réduire son activité à une investigation sur la situation réelle, en se gardant bien de provoquer un soulèvement, celui-ci n'étant possible qu'au moment où les Serbes entreraient en action. Ainsi donc, si cette première *tchéta*, bientôt suivie d'une seconde, commandée par Filip Totiu, ont été préparées et armées par la *Société de bienfaisance*, le fait s'explique tout naturellement et ne signifie aucunement que cette organisation ait adopté une position révolutionnaire.

2. **Le passage du Danube par les *tchétas* de Panaiot Hitov et de Filip Totiu.** Après avoir envoyé au préalable deux hommes à Giurgiu afin de lancer le bruit que sa *tchéta* allait franchir le Danube vers Svištov, Panaiot Hitov et ses 30 hommes ont fait étape sur la terre de Hristo Gheorghiev à Ulmeni, sur le Danube, d'où ils ont traversé le fleuve et sont arrivés à Turtukaia le 28 avril 1867, sans que les Turcs aient rien senti. Avant de quitter Bucarest, Ivan Kăršovski, le secrétaire de la *tchéta* (qui a décrit tous ces événements dans ses mémoires publiés après la libération de la Bulgarie), avait appris par cœur un alphabet chiffré pour sa correspondance avec la *Société de bienfaisance* et surtout avec l'organisation de Rakovski. Les armes des deux *tchétas* avaient été achetées par Nikola Balkanski. Quelques haïdouks de Bulgarie avaient été recrutés et incorporés aux deux *tchétas* comme guides.

La *tchéta* commandée par Filip Totiu s'est également préparée sur la terre de Nikola Balkanski et a passé le Danube près de Svištov le 17/29 mai ; elle devait faire la jonction avec la première dans les Monts Balkans [10]. Les membres de la filiale de Svištov du *C.C.S.B.* sont entrés en contact avec Filip Totiu et certains d'entre eux se sont même enrôlés dans la *tchéta*. Ce fait a eu des conséquences désastreuses, car certains des jeunes gens de Svištov étant tombés dans les mains des Turcs, ceux-ci surent les faire parler et mirent la main sur toute l'organisation [11].

La *tchéta* de Panaiot Hitov s'est dirigée sur Razgrad, s'est cachée quelque temps dans les forêts de Deliorman et, un mois après avoir franchi le Danube, est arrivée dans les Balkans, près de Kotel. Bien qu'une série de haïdouks isolés aient demandé à être

---

[10] Dans ses mémoires, Filip Totiu ne reproduit pas fidèlement la réalité, laquelle peut être restituée sur la base des documents (voir *Документи за българската история*, III, Sofia, 1940, p. 458—461).

[11] Voir les rapports consulaires français du 13 juin 1867 aux Archives de l'Etat — Bucarest, *Microfilme, Franța*, bande 44.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

reçus dans la *tchéta*, Hitov n'a accepté que ceux qu'il connaissait personnellement et qui étaient poursuivis par les Turcs ou qui ne pouvaient passer en Roumanie. De Jeravna, il a envoyé une de ces nouvelles recrues — Ivan Tzankov — à Bucarest, pour porter des nouvelles à Rakovski. En août 1867, la *tchéta* est entrée en Serbie et est arrivée à Kraguevac trois mois après son départ de Bucarest. Tous ces événements ont été rapportés par Hitov à Rakovski, à Nikola Balkanski et à Hristo Gheorghiev. Quant à ses hommes, il les a renvoyés en Roumanie, « étant donné qu'en Serbie ils ne trouvaient pas de travail pour leur entretien »[12]. Hitov et Kăršovski sont restés à Belgrade, où le premier a reçu une retraite de la part du gouvernement serbe, en vue de la formation de la future légion bulgare[13].

3. **La *C.C.S.B.* après l'incursion des tchétas de Panaiot Hitov et de Filip Totiu**. Cette incursion des *tchétas* a produit une grande sensation en Bulgarie et a déterminé le *C.C.S.B.* à modifier son attitude en rapport avec un éventuel soulèvement dans ce pays. Dès les premiers jours de mai, sous la pression de membres du comité adeptes du déclenchement d'un soulèvement, le *C.C.S.B.* s'est adressé au gouvernement roumain en vertu de la « Coalition sacrée », lui demandant son aide. Les trois délégués — Andreev, Grudov et Tzankov — ont exposé la situation à Ion Brătianu, demandant au gouvernement roumain des armes pour le déclenchement d'une insurrection en Bulgarie. Brătianu, qui connaissait très bien la situation, a refusé, motivant son refus par le fait que l'entente avec la Grèce et la Serbie prévue dans ce but par la « Coalition sacrée » n'avait pas encore été réalisée. En effet, la Roumanie se trouvait encore dans la phase des pourparlers avec ces pays, mais en général, ni elle, ni la Grèce n'étaient prêtes pour un soulèvement[14]; quant à la Serbie elle avait renoncé pour le moment à l'idée d'entrer en guerre contre les Turcs. Les Bulgares étant intervenus pour la seconde fois, Ion Brătianu, pour les convaincre, leur aurait répondu, dit-on, avec cet esprit réaliste qui le caractérisait, dans ces termes : « Vous voulez mettre le feu à la maison sans penser que demain vous n'aurez pas où dormir et quoi manger ». Une autre tentative pour obtenir des armes de la Roumanie, dans le gouvernement duquel Brătianu jouait un rôle prépondérant, fut également repoussée. Du reste, la Roumanie n'était pas bien riche en armes elle-même.

---

[12] P. Kăršovski, *Из минало. Документи по политическо ни възраждане*, p. 116—130.

[13] K. Kosev, *op. cit.*, p. 33.

[14] Voir Constantin N. Velichi, *Les relations roumano-grecques durant la période 1866—1879*, dans « Revue des études sud-est européennes », VIII, Bucarest, 1970, nº 3, p. 351 sqq. Voir également Archives de la Bibliothèque Nationale de Sofia, f. 116, 4, p. 44.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Néanmoins, autant la Porte que les gouvernements de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre accusaient ouvertement la Roumanie de contribuer à l'armement de la Bulgarie et à l'activité des *tchétas*. Le grand vizir déclara par une note au gouvernement roumain que, d'après ses informations, les comités bulgares de Galați, Brăila et Giurgiu trompaient la vigilence des autorités roumaines et, en conséquence, il lui demandait de prendre les contre-mesures nécessaires [15].

Le gouvernement roumain n'a pas accordé trop d'attention à la note du gouvernement ottoman. Au demeurant, le 1er/13 avril 1867, le prince Michel de Serbie fit une visite au prince Carol, au cours de laquelle il déclara que la Roumanie, tout comme la Serbie, avait intérêt à rompre ses liens de vassalité avec la Porte. Le prince Carol se rallia à cette opinion, mais en ajoutant qu'il devait au préalable renforcer son armée [16]. Toutefois, la note ottomane fut discutée au Conseil des ministres du 25 avril, qui décida de prévenir confidentiellement le ministère de l'Intérieur en vue des mesures à prendre. Ainsi que nous l'avons montré plus haut, trois jours plus tard, le 28 avril 1867, la *tchéta* de Panaiot Hitov, avec Vasil Levski comme porte-drapeau, traversait le Danube en Bulgarie. Placé dans une situation embarrassante, le gouvernement roumain ne pouvait évidemment répondre sur-le-champ. Mais il n'a pris aucune mesure et, le 17 mai, Filip Totiu put passer librement en Bulgarie à son tour, avec toute sa *tchéta*. Après quoi, le 22 mai, le gouvernement roumain répondit à la Porte sur un ton évasif, précisant qu'il s'agissait d'individus isolés sans passeports en règle et assurant le gouvernement ottoman qu'il prendrait des mesures, mesures qui en réalité demeurèrent purement formelles [17]. Le 24 mai, démonstrativement, une quarantaine de jeunes Bulgares furent désarmés à Turnu Măgurele, mais non pas extradés [18]. Dans le courant de la même année, le prince Carol proposa à la Porte de nommer à Bucarest et dans les ports du Danube des agents commerciaux qui auraient aussi pour mission de surveiller les Bulgares sujets turcs. Si les Turcs ne l'ont pas fait, c'est qu'ils avaient depuis longtemps leurs espions, fait que le gouvernement roumain savait fort bien. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il fit cette proposition, qui n'aurait pratiquement changé en rien la situation [19].

Cependant, les presses autrichienne et française continuaient à accuser le gouvernement roumain de soutenir les *tchétas* bulgares.

---

[15] Archives du ministère des Affaires étrangères de Roumanie, vol. 126, dos. 105/66 et 65/72, apud Traian Ionescu-Nișcov, *loc. cit.*, p. 379.

[16] *Memoriile regelui Carol I* (Mémoires du roi Carol Ier), III, București, s.d., p. 38—39.

[17] Tr. Ionescu-Nișcov, *op. cit.*, p. 380.

[18] Vl. Diculescu, *Din legăturile lui G. S. Rakovski...*, p. 472.

[19] Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa regală*, dos. 42/1868.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Ce problème avait commencé à préoccuper sérieusement la diplomatie européenne. C'est pourquoi le gouvernement roumain chargea son agent diplomatique à Paris de convaincre le gouvernement français que non seulement la Roumanie ne jouait aucun rôle dans la formation des *tchétas*, mais que, bien au contraire, elle faisait tout son possible pour empêcher les actions des comités bulgares de Roumanie. Néanmoins, les agents diplomatiques français et autrichiens de Roustchouk et d'autres villes de Bulgarie continuaient à transmettre à leurs gouvernements des informations le plus souvent exagérées. Ainsi l'agent de l'Autriche à Roustchouk, Sax, affirmait que, selon les dires d'un prisonnier, le trône de la future Bulgarie allait prochainement être occupé par le prince Carol de Roumanie [20]. En fait, si toute cette agitation faisait du tort à la Roumanie, elle était en échange bénéfique pour la cause bulgare, par le simple fait que celle-ci commençait à figurer dans l'agenda de la diplomatie européenne [21]. Pour sa part, la Porte a pris certaines mesures militaires, à savoir elle a concentré des troupes à Šumla, comme l'a rapporté A. G. Golescu, l'agent de la Roumanie à Constantinople [22].

Les armes roumaines n'arrivant pas, le *C.C.S.B.* a essayé de réaliser un rapprochement avec la *Société de bienfaisance*, ce qui entrait dans les vues du consul de Russie à Bucarest, car il ne connaissait pas tous les dessous de l'activité du comité et avait même présenté celui-ci à Saint-Pétersbourg sous un jour favorable. Mais la *Société de bienfaisance* entendait exercer son hégémonie sur toute l'émigration bulgare en Roumanie et, en conséquence, se mit en campagne pour dissiper aussi rapidement que possible cette impression. Elle eut recours dans ce but à Naiden Gherov, qui lança des calomnies contre le *C.C.S.B.*, soutenant que la Roumanie avait promis à la Bulgarie des armes et un secours financier pour l'aider à se libérer des Turcs en ce moment favorable, mais à condition qu'elle renonce autant à l'appui de la Russie qu'à une alliance avec la Serbie [23]. A la suite de quoi, tout naturellement, la diplomatie tsariste prit toutes ses mesures contre une organisation qui poursuivait des buts contraires à la politique russe. En même temps et toujours par Gherov, la *Société de bienfaisance* réussit aussi à discréditer le *C.C.S.B.* auprès des Bulgares d'Odessa, qui jusque là s'étaient montrés favorables à ce comité et lui avaient même accordé en avril 1867 une aide financière de 100 ducats, somme qui lui avait

---

[20] Voir le rapport de Sax de juillet 1867 dans *Документи за българската история*, VI, p. 196.

[21] Tr. Ionescu-Nişcov, *op. cit.*, p. 380—384; Vl. Diculescu, *op. cit.*, p. 474.

[22] Archives de l'Etat — Bucarest, dos. 42/1868, p. 11—12.

[23] *Документи за българската история*, I, p. 436—437, 440—441 (les lettres de Naiden Gherov à Ignatiev datées de Bucarest, 1er et 20 mai 1867); Al. Burmov, *Таен централен български комитет*, dans « Исторически Преглед », XVI, Sofia, 1960, n° 3, p. 76—77.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

permis de fonder le journal « Народност », organe officiel du comité. L'attitude hostile de la *Société de bienfaisance* envers le *C.C.S.B.*, dont les Bulgares d'Odessa n'avaient pas connaissance, s'est poursuivie. Quand ces derniers envoyèrent une nouvelle somme de 200 ducats au Comité par l'intermédiaire d'Ivan Gheorghiev, celui-ci retint l'argent par-devers lui [24].

Ledit journal « Народност » a commencé à paraître le 21 octobre 1867, mais les dissensions existant au sein du Comité rendirent cette publication très peu efficiente. Ivan Kasabov, devenu plus tard directeur du journal, faisait en réalité partie d'autres organisations et groupements, bien que dérivés du *C.C.S.B.*

De fait, le *Comité central secret bulgare* était une organisation de la bourgeoisie libérale de l'émigration bulgare de Bucarest. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, c'est C. A. Rosetti qui avait pris l'initiative de sa formation, dans le but de libérer la Bulgarie par la lutte armée au cas où la Turquie attaquerait la Roumanie. C'est en vue de cette éventualité que l'armée roumaine fut concentrée sur l'Arges et que des détachements de volontaires furent constitués. De même, le *C.C.S.B.*, par Kasabov, a organisé lui aussi des groupes de volontaires, dont les noms nous sont connus. Si la Turquie avait attaqué la Roumanie, celle-ci aurait riposté et un gouvernement provisoire bulgare se serait constitué à Bucarest, aurait agi au nom du prince Carol et, ainsi qu'il était prévu dans la « Coalition sacrée », aurait été épaulé par les autres peuples subjugués des Balkans, c'est-à dire qu'on serait arrivé à un soulèvement général contre la Porte. D'où il ressort qu'à l'été de 1866 le *C.C.S.B.* était décidé à s'engager dans la voie révolutionnaire, à côté des Roumains et des peuples voisins subjugués. Une telle attitude n'a rien d'étonnant, si l'on songe qu'à ce moment Ivan Kasabov était encore sous l'influence de Rakovski. On peut affirmer que le *C.C.S.B.* est resté fidèle à cette ligne au moins jusqu'au retour de Rakovski à Bucarest. Mentionnons que cette attitude du *C.C.S.B.* durant sa période initiale n'a pas été soulignée jusqu'à ce jour par les historiens.

Si après la rupture entre Kasabov et Rakovski, le premier, suivi de toute la direction du *C.C.S.B.*, a modifié peu à peu sa position, la grande majorité des membres du Comité, surtout ceux de province, sont restés fidèles un certain temps à l'ancienne ligne révolutionnaire, suivant l'exemple des filiales de Giurgiu, Turnu Măgurele et Svištov. Mais dès que les pourparlers engagés par le gouvernement roumain pour la reconnaissance du prince Carol eurent commencé, le *C.C.S.B.* passa par une crise, dont il n'est sorti qu'à la suite des deux manifestes qui, sans être connus en détail et bien compris par l'opinion bulgare tant du pays que de l'émigration, ont laissé l'im-

[24] Al. Burmov, *op. cit.*, p. 79.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

pression que l'organisation continue à suivre la même voie révolutionnaire qu'au début. C'est toujours au *C.C.S.B.* que fut attribuée en Bulgarie l'incursion des *tchétas* de Panaiot Hitov et de Filip Totiu. L'autorité du comité était si puissante que, même quand il eut en fait cessé d'exister — par exemple en juin 1868, lorsque fut constituée la *Communauté bulgare*, ou plus tard, en 1869 — beaucoup d'émigrés, sans parler des Bulgares de Bulgarie, ignoraient l'existence de cette dernière organisation ou d'autres organisations nouvelles et continuaient à attribuer toutes les initiatives au *C.C.S.B.* Cela s'explique par le fait que ces organisations dérivaient en fait du *C.C.S.B.*, qu'elles étaient représentées par à peu près les mêmes personnes que celui-ci, groupées autour d'Ivan Kasabov, du même journal « Народност », qui après avoir été l'organe du *C.C.S.B.* devint plus tard celui de la *Communauté bulgare*, du Cabinet de lecture « Братска Любов » (L'amour fraternel) et du mouvement dit « Млада България » (la jeune Bulgarie). Du reste, « Народност » a été pendant longtemps le seul journal politique de l'émigration bulgare de Roumanie. Certes, il est facile aujourd'hui de faire des délimitations précises et nous nous rendons maintenant compte que la propagande révolutionnaire de ce journal a été un simple moyen d'action, et non son but. Pourtant, il faut souscrire à l'opinion de l'historien bulgare D. Kosev, qui confirme qu'à cette époque même des représentants notoires de l'émigration révolutionnaire, comme Danail Popov de Turnu Măgurele, Ivan Kăršovski, Dumitru Tzenovitch, Kiriak Tzankov, voire Liuben Karavelov au début, ont considéré le *C.C.S.B.* comme une organisation révolutionnaire [25]. Même en Bulgarie, il était considéré comme l'organisation révolutionnaire qui a lancé par-dessus le Danube les *tchétas* de Panaiot Hitov, de Filip Totiu et plus tard de Hadji Dimităr ; qui est entrée ensuite en contact avec Mazzini et Garibaldi, et ainsi de suite. C'est d'ailleurs dans cette auréole révolutionnaire, qui a tant fait pour mobiliser les esprits en Bulgarie, que réside l'importance du *C.C.S.B.*

Petit à petit, cependant, le *C.C.S.B.* a glissé sur la pente d'une collaboration avec la Porte. Sa phraséologie révolutionnaire était un simple moyen d'agiter la question bulgare devant la diplomatie européenne ; de même que le fameux « Mémoire » a essayé de résoudre le problème par le dualisme. Du reste, les membres eux-mêmes du comité, conscients de la manière dont leur organisation était appréciée, ont jugé bon d'expliquer nettement leur position par la *Proclamation au peuple bulgare*, imprimée en mai 1867 à Bucarest et diffusée au sein de l'émigration bulgare et en Bulgarie [26] dont

---

[25] D. Kosev, *op. cit.*, p. 30—33.

[26] Voir *Обявление към българский народ от Централен народен комитет* (Avis au peuple bulgare de la part du Comité central secret), réédition par l'auteur, P. Kisimov, dans la revue « Българска Сбирка », III, Sofia, 1896, fasc. VII, p. 672—676.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

nous citerons ces phrases concluantes : «... Les comités secrets d'autres peuples sont exclusivement révolutionnaires, c'est-à-dire que leur action a pour but d'abattre les trônes. Bien au contraire, les comités bulgares œuvrent pour consolider le trône du sultan, pour maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman, conformément à l'intérêt de ses sujets et de l'Etat ». Et encore : « Les *tchétas* de haïdouks (...) ne sont nullement l'œuvre des Comités secrets bulgares, comme se plaisent à l'affirmer nos ennemis et ceux qui veulent nuire à notre patrie (...). Le *Comité central secret bulgare* ne voit aucunement à l'heure actuelle la nécessité de recourir à des moyens extrêmes de ce genre ». Et pour conclure : « Le Comité central secret a la conviction que le peuple bulgare, à force de réclamer sans cesse et par des voies légales ses droits, finira par les obtenir » [27].

Ainsi donc, le *C.C.S.B.* a entendu agir par les moyens strictement légaux, de manière à ne provoquer aucun soupçon quant à l'aide que lui offrait le gouvernement roumain. D'ailleurs, Kasabov lui-même a montré au comité qu'à la suite de son entrevue avec Ion Brătianu : « Les Roumains nous laisseront travailler ici paisiblement pour notre patrie, à condition que nous évitions de compromettre leurs intérêts ». Kasabov a souligné de même la différence de comportement des Roumains et des Serbes à leur égard : « ... en Serbie, quand ils n'ont plus eu besoin de nous pour leurs propres intérêts, ils ont chassé les jeunes gens de la Légion, affamés, sans vêtements et nu-pieds, ils se sont même moqués d'eux, tandis qu'ici les Roumains nous laissent travailler en liberté pour la libération de la Bulgarie et nous soutiennent même de leurs vœux » [28].

Créé sur l'initiative des libéraux roumains, il est normal que le *C.C.S.B.* ait subi leur influence, ainsi que l'a souligné pour la première fois l'historien bulgare Mihail Dimitrov en 1937 et, plus tard, quoique moins catégoriquement, D. Kosev [29]. Mais le premier n'a pas été jusqu'au bout de ses conclusions et ensuite, malgré les commentaires de Kosev, le problème n'a plus suscité un intérêt spécial. En quoi consiste, d'après Mihail Dimitrov, l'influence roumaine sur le *C.C.S.B.*? Dans le fait qu'il a été la première organisation politique de l'émigration bulgare à avoir rompu d'avec une tradition séculaire ; plus précisément, de ne plus s'être tourné vers l'est — vers la Russie — dans l'espoir d'améliorer son sort, mais vers l'Occident. «Le coup d'Etat (contre Cuza — *n.n.*) — écrivait M. Dimitrov — a été exécuté par le parti libéral, qui dans la cinquième dé-

---

[27] *Ibidem*, p. 674—676.

[28] Iv. Kasabov, *Moume спомени...*, p. 72—73.

[29] M. Dimitrov, *op. cit.*, p. 760 ; D. Kosev, *Le mouvement national bulgare et les milieux démocratiques d'Occident pendant le troisième quart du XIXe siècle (1850—1876)*, dans « Etudes historiques », Sofia, 1960, p. 328.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

cennie du siècle passé se nommait encore la „Jeune Roumanie". Après les événements de 1848, la „Jeune Roumanie" a mené résolument une politique antitsariste et s'est orientée vers l'Occident, où elle a fait une propagande intense pour l'union ; cette orientation était encore en vigueur en 1866 et s'est reflétée autant sur les membres bulgares de la „Coalition sacrée" que sur ceux du *Comité central secret bulgare* ». De même que, dans l'atmosphère de la Paix de Paris de 1856, la propagande menée par les chefs de l'émigration roumaine de France a réussi à attirer l'attention de la diplomatie européenne sur la Roumanie, de même le *C.C.S.B.* désirait obtenir le même résultat dans les circonstances politiques des années 1866—1867. C'était le but que se proposait la brochure de P. Kisimov, *La Bulgarie devant l'Europe*, ainsi qu'il l'affirmait lui-même [30]. « On sait d'autre part — poursuit M. Dimitrov — que les projets d'amélioration du sort des chrétiens de Turquie, lancés par l'Occident, ne pouvaient enfreindre un certain principe diplomatique, à savoir (...) que cette amélioration devait se produire tout en respectant l'intégrité de l'Empire ottoman » [31]. Par conséquent, l'orientation politique du *C.C.S.B.* était on ne peut plus naturelle. Certes, pour ne pas mécontenter la Russie, le comité envoya au tsar Alexandre II, lors de la publication du *Mémoire*, une lettre évoquant les liens de sang entre les deux peuples. Mais, dans le même temps, la lettre adressée à Napoléon III soulignait la politique menée par celui-ci pour la cause des nationalités et celle envoyée à Bismarck appuyait sur la création en Roumanie de la nouvelle dynastie des Hohenzollern et sur les relations d'amitié entre Roumains et Bulgares [32]. Ce dernier point mérite d'être retenu tout particulièrement. Du reste, l'orientation du *C.C.S.B.* vers l'Occident s'est fait sentir aussi dans d'autres documents. Ainsi, Kisimov, dans son article *Restons de travers, mais jugeons droit*, devait écrire plus tard, entre autres : « Les lettres adressées par nos compatriotes de Bucarest et d'ailleurs au prince Napoléon ne resteront pas inutiles. Nous pouvons nous attendre en toute confiance à la sympathie de la France et des autres puissances (...). En quoi l'équilibre de la France serait-il atteint si les Prin-

---

[30] Constantin N. Velichi, *Румънското национално движение и освободителните борби на българската емиграция (1750 — 1870)*. (Le mouvement national roumain et les luttes pour la libération menées par l'émigration bulgare (1850 — 1870), dans *Сборник в памет на професор Александър Бурмов* (Recueil en l'honneur du pr Alexandăr Burmov), Sofia, 1973, p. 238—241 ; M. Enculescu, *Influența revoluției române de la 1848 asupra mișcării de eliberare bulgare* (L'influence de la révolution roumaine de 1848 sur le mouvement de libération bulgare), dans « Analele Universității București », Histoire, XXIII, 1974, p. 199.

[31] M. Dimitrov, *op. cit., loc. cit.*

[32] Voir la copie de la lettre au roi de Prusse dans les archives de la Bibliothèque Nationale Cyrille et Méthode de Sofia, Cote 116, 3, f. 37, ainsi que Al. Burmov, *op cit.*, p. 65.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

cipautés danubiennes, qui sont actuellement au nombre de deux, devenaient trois sous la suzeraineté de la Sublime Porte et sous le protectorat des grandes puissances ? » [33]. Au début de 1868 encore, par l'intermédiaire du journal « Народност », qui portait encore le sous-titre « organe du *C.C.S.B.* », celui-ci essayait une volteface vers l'Occident. Tirant parti de l'échec du plan d'Ignatiev et de la mésentente entre la *Société de bienfaisance* et le gouvernement de la Serbie, Ivan Kasabov travaillait contre un accord serbo-bulgare [34]. L'influence roumaine sur la fraction de l'émigration bulgare qui avait fondé le *C.C.S.B.* a d'ailleurs continué après la disparition de celui-ci, ainsi que nous le verrons plus bas.

4. **La seconde Légion bulgare de Belgrade.** Le plan du comte Ignatiev et de la diplomatie tsariste pour la création d'un Etat serbo-bulgare sous la protection de la Russie, en vue duquel on avait mené les pourparlers mentionnés plus haut, fut abandonné au cours des années suivantes, et cela pour plusieurs raisons. Ainsi que nous l'avons déjà montré, on avait créé à Belgrade, d'accord avec la *Société de bienfaisance* et la Russie, une école militaire — financée du reste par la Russie — où s'étaient inscrits 300 jeunes gens, dont 200 bulgares ; il y avait là aussi des volontaires bulgares venus de Russie et de Roumanie. C'est ainsi qu'a pris naissance la « Seconde Légion bulgare de Serbie ». En même temps, la *Société de bienfaisance* a envoyé en Bulgarie le riche pharmacien bulgare de Bucarest, Marintcho Benli, qui a visité les villes principales de Bulgarie et y a institué des comités de soutien. Enfin, l'armement envoyé de Russie par le Danube fut déchargé en Serbie. Mais bientôt tous ces préparatifs furent freinés en raison de la situation nouvelle créée par le fait que la Turquie a décidé de retirer de bon gré les dernières garnisons qu'elle avait encore dans quelques forteresses serbes. A l'automne de 1867, le gouvernement de la Serbie fut confié à l'ancien représentant diplomatique de la Serbie à Constantinople, Ivan Ristić, qui était en faveur d'une entente avec la Turquie. Dès lors, la Légion bulgare devenait un obstacle. Toutefois, pour ne pas mécontenter la Russie, le gouvernement serbe ne l'a pas supprimée, mais il a recommandé à ses commandants serbes de faire toutes sortes de difficultés [35] aux Bulgares de la légion, afin de les contraindre à se retirer d'eux-mêmes. Les interventions faites à Belgrade étant restées sans résultat [36], Hristo Gheorghiev fit appel à l'aide et à

[33] Voir l'article publié à nouveau par Kisimov dans son ouvrage *Исторически работи* (Problèmes d'histoire), dans la revue « Българска Сбирка », III, 1896, fasc. XIII, p. 765 ; voir également M. Enculescu, *loc. cit.*

[34] Voir l'article du journal « Народност » cité par D. Kosev, *op. cit.*, p. 16.

[35] Voir la lettre de Gr. D. Natchevitch à Hristo Gheorghiev, où tous ces faits sont décrits en détail, dans D. T. Strašimirov, *op. cit.*, p. 404—408.

[36] *Ibidem*, p. 408—412.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

l'intervention de la Russie [37]. Or la diplomatie russe n'a pas bougé, parce qu'à ce moment chez elle aussi, après qu'elle eut soutenu si fermement jusqu'alors les mouvements des Slaves dans les Balkans, une modification était en train. Profitant des complications provoquées par le problème crétois et désirant voir s'atténuer la tension entre la Porte et la Grèce, le gouvernement tsariste avait pris l'initiative de convoquer une conférence internationale chargée d'amener une conciliation : elle espérait par là réussir à faire modifier les clauses du traité de paix de 1856, qui lui interdisaient de constituer une flotte dans la mer Noire. Dans la situation actuelle, la Russie désirait prouver ses intentions amicales à l'égard de la Turquie et ne pouvait plus donner cours à l'ancien projet du comte Ignatiev.

En mars 1868, une partie des membres de la Légion furent exclus, après que les Serbes, pour dorer la pilule aux Russes, les eurent accusés d'actes d'indiscipline. En avril, le reste des membres de la Légion démissionnèrent, à la suite de quoi les relations entre le gouvernement serbe et la *Société de bienfaisance*, dont le prestige avait été sensiblement entamé par ces événements, se refroidirent. Jusqu'à la venue de Rakovski en Roumanie, elle avait dominé l'émigration bulgare et seuls le prestige, la puissante personnalité et l'idéologie révolutionnaire de celui-ci avaient affaibli son autorité. Mais la grave tuberculose, qui amena en octobre 1867 la fin du révolutionnaire bulgare, l'avait déjà exclu quelques mois auparavant de la vie politique de l'émigration [38] et des problèmes du mouvement de libération. Il n'a jamais rien su de la tentative avortée du comte Ignatiev de former un Etat serbo-bulgare. On peut dire que depuis les préparatifs de l'incursion des *tchétas* de Panaiot Hitov et de Filip Totiu jusqu'à la suppression de la seconde Légion bulgare, la *Société de bienfaisance* a dominé à nouveau tout le mouvement de libération de la Bulgarie au nord du Danube.

Dès le mois de janvier 1868, Kasabov et son groupe (qui était aussi celui du journal « Народност ») ont profité des frictions survenues entre le gouvernement serbe et la *Société de bienfaisance* pour s'élever contre l'inféodation totale de celle-ci à la diplomatie russe et contre l'hégémonie qu'elle avait commencé à exercer à nouveau à partir de la seconde moitié de l'année 1867. Peu à peu, à la suite du durcissement des relations gréco-turques et même roumano-

---

[37] M. Dimitrov, *op. cit.*, p. 769 sqq.

[38] A l'été de 1867, Rakovski était venu de Ţiganca à Bucarest et logeait à la vigne des frères Mustakov, sur la colline de Filaret, là où aujourd'hui commence Şoseaua Viilor. Pour tous ces événements, y compris l'enterrement de Rakovski au cimetière Belu, où il fut conduit non seulement par ses compatriotes, mais aussi par une foule de Roumains, ainsi que par certains agents diplomatiques et quelques personnalités importantes de la vie politique et culturelle roumaine, voir Veselin Traikov, *Г. С. Раковски, биография* (G. S. Rakovski, biographie), p. 355 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

turques, ainsi que de l'arrivée à Bucarest de membres de plus en plus nombreux de la seconde Légion bulgare de Belgrade, définitivement supprimée en avril 1867, le ton des articles de ce journal est devenu plus courageux, son style plus révolutionnaire.

Entre-temps, certains des membres de la Légion venus en Roumanie [39] ont même formé de petites *tchétas* qui ont franchi le Danube, alimentant de plus belle la campagne de protestations que la diplomatie autrichienne et celle de la Porte n'avaient cessé de mener, surtout depuis les incursions de Panaiot Hitov et de Filip Totiu. Malheureusement, cette campagne était soutenue par la presse conservatrice de Roumanie, qui a fait du problème des *tchétas* bulgares un moyen de lutte contre le gouvernement libéral.

5. **Le gouvernement roumain et le problème des *tchétas* jusqu'en juin 1868.** Dès le milieu du mois de janvier 1868, le journal conservateur « Ţerra » accusa le gouvernement de s'être uni à la Prusse et à la Russie pour soulever l'Orient et d'avoir fait passer clandestinement en Bulgarie des armes de provenance russe. A quoi le « Românul » du 22/23 janvier répondit aussitôt que le journal de l'opposition puisait ces informations fantaisistes dans la presse autrichienne. En effet, le journal autrichien « Fremdenblatt » avait publié une correspondance de Bucarest, qui affirmait que le « Comité russo-bulgare » travaillait ouvertement et en toute quiétude, aidé par les sous-comités dont le pays était plein, qu'il s'était procuré des armes et des munitions et les avait déposées dans les ports roumains du Danube pour être plus facilement introduites en Bulgarie, et ainsi de suite.

« Ţerra » reproduisait aussi des informations puisées dans d'autres journaux autrichiens, qui affirmaient — en vérité sans fondement — qu'il existait des *tchétas* de plus en plus importantes et nombreuses. Ainsi, « La Correspondance du Nord-Est » précisait, d'après une correspondance reçue de Bucarest, qu'il s'agissait de sept *tchétas* de 500 hommes chacune, commandées par des étrangers et qui, cantonnées dans différentes villes de Roumanie n'attendaient que l'ordre de franchir le Danube. Une partie de l'armement et de l'équipement était en dépôt au village de Trovoi, près de Silistra. Le « Tageblatt » de Vienne affirmait que les *tchétas*, formées en Roumanie, étaient passées d'abord en Serbie et puis en Bulgarie. Des nouvelles similaires avaient été publiées également dans des journaux français, comme « La Presse » des 8, 10 et 11 février

[39] Archives de la Bibliotbèque Nationale de Sofia, fonds 87, II A 8184, 8189, 8190, 8193; Al. Burmov, *Българското национално революционно движение и българската емиграционна буржоазия през 1867—1869 г.* (Le mouvement national-révolutionnaire bulgare et la bourgeoisie bulgare de l'émigration pendant les années 1867—1869), dans « Исторически Преглед », Sofia, 1961, nº 5, p. 36, note 22.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

(nouveau style)[40], « La Correspondance générale », « Mémorial diplomatique », « Le journal des Débats », « La France » du 10 février, organe libéral de la presse française officieuse, « L'Indépendance belge » du 14 février, « La Patrie » du 11 février, « Le Constitutionnel » du 15 février, etc. « L'Etendard » avait affirmé de même, d'après une lettre de Bucarest, qu'il existerait quatre *tchétas* comptant un effectif total de 2000 « serbes » (c'est-à-dire bulgares — *n.n.)*, un certain nombre de citoyens roumains et quelques émigrés russes. Tout ce monde serait cantonné à proximité de Giurgiu, attendant l'ordre de pénétrer en Bulgarie[41].

« La Correspondance du Nord-Est », qui avait des correspondants à Belgrade, Andrinople, Istanbul, etc., donnait des nouvelles plus précises. Selon une information de Roustchouk, affirmait ce journal, Filip Totiu était à Slobozia, près de Giurgiu, où il concentrait des hommes venus de la ville bulgare susmentionnée. A Galaţi seraient arrivés un officier russe avec quelques sous-officiers et 150 Bulgares afin de se réunir aux *tchétas* déjà formées dans plusieurs villes de Roumanie, dont l'effectif total serait de 4 000 hommes. L'insurrection devait éclater le 15/27 février 1868, date à laquelle il était question que Filip Totiu entre dans Roustchouk avec 2000 hommes et mette le feu au quartier turc. On procéderait de même dans d'autres ports de la rive droite du Danube, après quoi les insurgés se dirigeraient vers les Monts Balkans. Ces nouvelles étaient reproduites dans « Trompeta Carpaţilor » d'après le journal français « Le journal des Débats » du 15 février, qui les tenait lui-même du journal autrichien[42]. Malgré ces réclamations précises, les autorités roumaines des villes en question n'ont pas reçu l'ordre de poursuivre Filip Totiu. Cette opération ne fut entreprise que plus tard, après l'entrée en Bulgarie de la *tchéta* de Hagi Dimităr. D'ailleurs « Trompeta Carpaţilor », dont le directeur était Cezar Bolliac, ne publiait pas seulement des passages de la presse étrangère, mais aussi des nouvelles de première main. Ainsi, dans le numéro du 30 janvier/11 février, sous le titre *Cocardes panslavistes*, le journal affirmait ouvertement qu'un dinandier prussien de la rue Stavropoleos était en train de confectionner une grande quantité de cocardes portant les devises « Народна гордост » (Fierté nationale) et « Свобода или смърт » (La liberté ou la mort). Il était facile de contrôler le fait, étant donné que la rue Stavropoleos ne pouvait avoir beaucoup d'ateliers de ce genre, et encore moins de graveurs prussiens.

---

[40] Les journaux roumains, s'ils ne portent pas deux dates, sont datés d'après le vieux style, tandis que les journaux occidentaux le sont d'après le nouveau style.

[41] Voir les citations des articles de ces journaux dans « Ţara » du 4—7 février et dans « Naţiunea română » du 7 février 1868.

[42] « Ţara » du 16 février.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Le journal ajoutait que « de même qu'il s'est élevé « contre une insurrection des Polonais décidés à mourir pour leur patrie, de même il s'élevait contre la formation des *tchétas* bulgares. Il ne l'a fait ni comme ami de la Russie dans le premier cas, ni comme ami de la Turquie dans le second. Du reste, les Bulgares savent bien que « Trompeta Carpaţilor » ne leur a jamais été hostile, tout en souhaitant la libération des peuples subjugués. Mais étant donné que la Roumanie a déclaré qu'elle resterait neutre, elle devait respecter cet engagement envers les grandes puissances. Si l'on ne faisait que des cocardes, ce ne serait rien, mais il s'agissait de « la formation de *tchétas* par un Comité russo-bulgare qui cherche à fomenter une insurrection en Turquie » (selon le journal français « Le Nain jaune » du 28 janvier), insurrection qui devait être déclenchée par environ 2000 Bulgares et Roumains réunis (selon « L'Etendard », qui tenait ces nouvelles de Vienne) [43]. Enfin, « Trompeta Carpaţilor » publiait aussi des passages extraits d'autres journaux, comme « La Presse », du 10 février, « Tageblatt » de Vienne, « Le Constitutionnel », etc.

Le journal « Românul » a combattu ces bruits, citant le journal français « La Patrie », qui soutenait que l'existence des *tchétas* était ni plus ni moins une invention [44]. Tirant parti de la publication de ces nouvelles, C. A. Rosetti a formulé autant son propre point de vue dans le problème oriental en général que — plus tard — son opinion quant au rôle des *tchétas* dans la libération de la Bulgarie. Relevant que la lutte pour la liberté des peuples opprimés des Balkans n'est pas « une propagande ou une influence moscovite », comme le prétendaient les adversaires de ces peuples, il cite à l'appui de cette idée un court passage de « La Question d'Orient », journal paraissant en Belgique qui était, selon sa propre formule, « le journal des nationalités des Balkans ». « La liberté — écrivait ce journal — est un arbre qui ne donne des fruits qu'à ceux qui l'ont planté de leurs propres mains et l'ont arrosé de leur sang et de leur sueur. Malheur aux peuples qui reçoivent leur liberté de l'étranger. Ils la paieront toujours cher et ne sauront pas la conserver, parce qu'ils n'ont pas su la conquérir par leurs propres moyens ». C. A. Rosetti se déclare d'accord avec ce point de vue, non sans ajouter différentes autres considérations. En essence il montre que les peuples d'Orient, étant demeurés en arrière pour des raisons bien connues et abandonnés en outre par les puissances occidentales, se sont trouvés pendant longtemps sous l'influence de la Russie. Il est vrai qu'en 1855 la France a arboré l'étendard des nationalités. La Russie soutient les mêmes principes. Mais prétendre que le mouvement

---

[43] « Trompeta Carpaţilor » du 8/20 février, reproduit aussi dans « Naţiunea română » du 9 février.

[44] « Românul » du 27 janvier.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

de libération ne se fait que sous l'influence de la Russie est une grave erreur. Cela signifierait « que ces peuples sont dépourvus d'intelligence et de tout sens de la nationalité et de la justice ». Mais si les peuples balkaniques doivent craindre l'influence de la Russie, alors pourquoi ne relève-t-on pas celle de l'Autriche ? « Celle-ci n'a-t-elle pas les mêmes tendances en Orient ? » Or — ajoute aussitôt le journal — « ce n'est point par les menaces et par la force armée que l'on empêchera la propagande et l'influence de la Russie, mais d'une part en obligeant la Turquie à satisfaire, si elle en est encore capable, toutes les légitimes prétentions (des peuples subjugués — *n.n.)* et d'autre part en proclamant clairement et fermement le principe de la non-intervention »[45].

C. A. Rosetti consigne que c'est ce point de vue-là qu'il a toujours soutenu, autant en Roumanie que durant son exil après la révolution de 1848. Pour conclure, l'article de « Românul » adresse un appel à tous ces peuples : « Préparez-vous, unissez-vous et ne suivez d'autre politique que celle qui vous est dictée par les lois inébranlables de la nation, n'ayez point d'autre foi que celle en la nationalité et la liberté »[46].

Durant la période suivante, l'attention de l'opinion publique s'est concentrée un certain temps autour de l'interpellation à la Chambre de P. P. Carp, important leader de l'opposition conservatrice, en date du 1er février, dans laquelle, outre le problème des *tchétas* bulgares et « serbes » qui était le sujet annoncé de l'interpellation, l'auteur abordait la politique étrangère de la Roumanie en général. Résumant les opinions variées émises à ce sujet, Carp constatait que l'existence des *tchétas* n'était pas une simple question interne à implications externes, mais une question liée directement à l'indépendance de la Roumanie, c'est-à-dire au problème capital de sa politique étrangère. Après avoir analysé les deux solutions qu'il jugeait possibles — l'alliance avec la Russie ou avec les puissances occidentales — Carp arrivait à la conclusion que la politique de ces dernières, favorable à la conservation de l'intégrité de l'Empire ottoman et catégoriquement opposée à « une action collective qui amènerait son démembrement » n'était pas incompatible avec « des actions patriotiques isolées » ; à l'appui de cette idée, Carp cite deux exemples : la position de la Grande-Bretagne et de la France à l'égard de l'union des Principautés et celle de la France dans la question crétoise. Quant à la politique tsariste, Carp la jugeait comme visant à provoquer une conflagration générale dans le but de s'emparer de Constantinople. C'est ainsi que s'expliquent autant l'opposition de la Russie au détrônement de Cuza que son désir

---

[45] C. A. Rosetti devait développer plus tard ce principe.

[46] « Românul » du 28 janvier.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

d'une alliance des Roumains avec les Serbes et les Bulgares, qui pourrait amener une « solution rapide » de la question d'Orient, tout en servant les intérêts de la Russie.

Malgré le désir tout naturel du gouvernement roumain d'une « solution rapide » de ses problèmes, Carp considérait que ce serait une faute que de l'accepter, car cela signifierait une rupture totale d'avec la France. Il soutenait que l'indépendance d'Etat de la Roumanie devait être conquise par une politique libre à l'égard des influences tant de l'Orient que de l'Occident. C'est pourquoi son interpellation a eu pour but « non seulement de provoquer une discussion, susceptible d'éclairer le problème des *tchétas*, mais aussi de sortir le gouvernement de la situation nébuleuse dans laquelle il s'est lancé »[47].

L'interpellation du leader conservateur fut interrompue à plusieurs reprises par ceux qui voulaient le ramener à son sujet, c'est-à-dire au problème des *tchétas*. Ion Brătianu déclara lui-même qu'il ne s'attendait pas à une discussion sur l'orientation de la politique étrangère de la Roumanie. Il répondit à Carp au cours de la même séance, montrant que le gouvernement essaye de mener une politique indépendante, qu'il s'est opposé et s'opposera à l'avenir à quiconque violerait les droits du peuple roumain. Mais tant que de telles violations ne se sont pas produites, le gouvernement entendait ne provoquer personne. Brătianu considérait que la Roumanie, en tant que petit Etat, ne devait pas conclure des alliances offensives et défensives, mais se préparer pour être en état d'imposer le respect de ses droits. « Renforçons-nous, organisons-nous, afin que le jour où cette question se posera nous puissions y jouer un rôle. Que l'Europe sache qu'il y a ici un peuple fort, armé et organisé, qui a la volonté de défendre son existence ... ». Soulignant que le gouvernement ne se sent lié « ni à la politique de l'Orient, ni à celle de l'Occident, mais à notre politique nationale », il déclarait : « Nous ne sommes pas dans la situation d'émanciper d'autres peuples, car jusqu'à présent nous ne nous sommes pas émancipés entièrement nous-mêmes ». En même temps, toutefois, il proclamait la

---

[47] Par la politique étrangère « nébuleuse » dans laquelle le gouvernement libéral avait jeté la Roumanie, P. P. Carp entendait l'orientation du pays non pas vers la Prusse, mais principalement vers la Russie, dont la Prusse s'était rapprochée et avait conseillé à Carol d'en faire autant. En conséquence, au début de 1868, une mission diplomatique avait été envoyée en Russie. Carp, ainsi que la presse conservatrice, laissaient entendre qu'un traité d'alliance avait été signé avec la Russie, fait qui a entraîné un refroidissement des rapports franco-roumains et était considéré comme une trahison des intérêts véritables du pays. Voir là-dessus l'Evêque Melchisedek, *Un episod diplomatic* (Un épisode diplomatique), Bucureşti, 1907; voir également Vl. Diculescu, *op. cit.*, p. 474—475; voir également la correspondance entre Carol et Gortchakov, Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 32/1868; voir également N. Ciachir, *România în sud-estul Europei* (La Roumanie dans le sud-est de l'Europe), Bucureşti, 1968, p. 106 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

solidarité des Roumains avec tous les peuples qui « aspirent à la liberté ». Passant ensuite au problème des *tchétas* et à celui des armes, ainsi qu'il était posé par la presse autrichienne et française, ainsi que par celle des conservateurs de Roumanie, Ion Brătianu montrait que les informations diffusées par ces journaux n'ont pas été confirmées. Finalement, il critiquait Carp et l'opposition, qui faisaient le jeu de l'étranger en accusant le gouvernement d'avoir donné abri aux *tchétas* et de s'être allié à la Russie contre la France »[48].

Afin d'éclairer l'opinion publique dans la question des *tchétas*, le gouvernement publia un « Communiqué » où il était précisé que les nouvelles sur la formation en Roumanie de *tchétas* de Bulgares et de Serbes, prétendument organisées par des officiers étrangers pour pénétrer en Turquie et provoquer des insurrections, ont été répandues par des « provocateurs étrangers » en Roumanie. Colportés par « ceux qui n'agréent pas l'état de choses actuel de la Roumanie, ces bruits ont volé par le fil électrique dans toutes les capitales de l'Europe ». Le gouvernement et la Chambre démentaient ces bruits déclarant que l'Europe serait bientôt convaincue qu'en Roumanie règne un calme absolu [49].

Suite à ce communiqué, les journaux français « Opinion nationale » et « Le Temps » ont reconnu le 10 février que certaines feuilles officieuses françaises ont publié des informations inexactes sur les *tchétas* [50].

Pourtant, certains journaux français et autrichiens ont continué à donner des détails sur les *tchétas*, aussitôt reproduits dans les journaux roumains d'opposition. Ainsi, « Ţerra » publiait d'après « Le Constitutionnel » une information selon laquelle Filip Totiu aurait organisé de petites *tchétas* à Giurgiu, Călăraşi, Oltenița et Brăila [51]. « Trompeta Carpaţilor » publiait d'autres détails concernant des *tchétas* qui seraient passées par Călăraşi ou Nikopol. D'après « La Presse » du 23 février, les *tchétas* ne seraient que l'avantgarde de l'armée régulière préparée par le prince Carol pour déclarer la Roumanie Etat indépendant [52].

Parallèlement à cette campagne de presse contre le gouvernement se déroulait une offensive diplomatique. Ainsi, le marquis

---

[48] Voir les débats de la Chambre publiés dans « Românul » des 2, 3, 4 et 5 février.

[49] « Românul » du 5—6 février.

[50] « Românul » du 9 février.

[51] « Ţerra » du 20 février.

[52] Il s'agit de Panaiot Hitov. Le journal français ne le dit pas, mais « Trompeta Carpaţilor » ajoute malicieusement que si l'on n'avait pas précisé que Panaiot se trouvait à Belgrade, on aurait pu le confondre avec « I. Panaiot, notre honorable maire ». Le journal voulait insinuer par là que ce dernier aidait aussi les Bulgares, ainsi que par la suite le même journal allait l'affirmer ouvertement. Toutes ces informations étaient puisées dans le journal français « Le Constitutionnel », ainsi que dans « Bulletin International ».

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

de Moustier, ministre des Affaires étrangères de France, demandait le 23 janvier (vieux style) à ses ambassadeurs à Berlin, Londres et Saint-Pétersbourg, ainsi qu'au consul de France à Bucarest de protester auprès du gouvernement roumain au sujet de la question des *tchétas*, ce que ceux-ci ont fait [53]. Le gouvernement roumain répondit aux consuls d'Autriche, de France et de Grande-Bretagne qu'il examinerait le problème avec attention et qu'il dissoudrait toute *tchéta* découverte [54].

Le 2 février 1868, l'ambassadeur de l'Autriche-Hongrie à Constantinople, bien informé par ses agents et surtout par ceux du service d'espionnage turc, déclara qu'en Roumanie, au bord du Danube, se formaient des *tchétas* qui n'attendaient plus qu'une occasion favorable pour franchir le fleuve, précisant qu'elles étaient organisées par des officiers russes [55]. Toujours au début du mois de février 1868, Scheffer, agent consulaire de France à Roustchouk, rapportait à Paris qu'à Zimnicea, Călăraşi, Oltenița et Brăila des *tchétas* étaient en train d'être formées dans le but de provoquer des désordres en Bulgarie. Il affirmait de même, ainsi que « Trompeta Carpaților », que dernièrement deux *tchétas* avaient passé le Danube, l'une à Bogata, l'autre du côté de Grindu [56]. Quelques jours plus tard, la Porte annonçait à ses représentants auprès des cours européennes que dans différents points de la Roumanie il y avait sept *tchétas*, comptant au total 450 hommes, qui attendaient le moment favorable pour passer le Danube. L'ambassadeur turc à Vienne invitait le gouvernement autrichien à protester à Bucarest. Le grand vizir demandait, de même, aux représentants diplomatiques à Constantinople d'insister auprès des puissances garantes pour qu'elles interviennent à Bucarest. Enfin, la Porte avait demandé directement au gouvernement roumain de prendre les mesures nécessaires.

Devant une telle campagne, Ştefan Golescu, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, adressa le 16 février (nouveau style) une circulaire aux représentants diplomatiques des grandes puissances à Bucarest, par laquelle il exprimait son étonnement que l'on continuât dans leurs pays à répandre de fausses nouvelles selon lesquelles des *tchétas* hostiles à la Turquie seraient formées à Bucarest. Les agents diplomatiques étaient priés de « convaincre leurs gouvernements de la réalité vraie », étant donné que ces bruits « ont un but caché et prémédité, constituant même une menace pour

---

[53] Vl. Diculescu, *op. cit.*, p. 475—476.

[54] *Документи за българската история*, V, p. 74.

[55] Voir le rapport de Prokesch dans l'ouvrage ci-dessus, V, p. 78. Voir également V. Paskaleva, *Политиката на Австрия и българското-национално движение от Кримската война до Освобождението* (La politique de l'Autriche et le mouvement bulgare de libération nationale depuis la guerre de Crimée jusqu'à la libération), dans «Известия на Институт Ботев-Левски», Sofia, 1959, nº 3, p. 114 sqq.

[56] Voir son rapport dans *Документи за българската история*, p. 200—201.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

la sécurité de l'Etat roumain ». La circulaire s'achevait par l'assurance que de nouvelles mesures avaient été prises pour éviter toute tentative de passage du Danube par des *tchétas* armées [57].

Par ailleurs, la Turquie avait commencé à concentrer des troupes sur la rive droite du Danube. A. G. Golescu, l'agent roumain auprès de la Porte, devait contrôler la véridicité de ces informations et, si elles correspondaient à la réalité, protester contre des mesures injustifiables [58]. Du reste, Ştefan Golescu eut des entrevues à ce sujet avec l'agent de l'Autriche à Bucarest, qui soutenait que le gouvernement roumain essayait de lancer le bruit que les troubles dans la région du Danube étaient des inventions des Autrichiens, ayant pour but de couvrir ses propres intentions envers la Porte [59] et de justifier la formation dans l'Empire ottoman d'une légion polonaise aidée par le gouvernement de l'Autriche-Hongrie [60]. A Paris, C. Creţulescu, l'agent diplomatique roumain, fut reçu en une audience d'une heure par le marquis de Moustier, qui soutenait qu'il était bien informé quant aux *tchétas* bulgares formées en Roumanie. Creţulescu qualifia ces nouvelles de fausses et malveillantes, ajoutant que, selon toutes les apparences, la France ne voyait pas d'un bon oeil la politique antiottomane de la Roumanie [61].

Le 24 février /6 mars « Trompeta Carpaţilor » affirmait que toute la presse européenne parle des *tchétas* bulgares formées en Roumanie ; seules « L'Indépendance belge » et « La Liberté », connues comme russophiles, contestent le fait. Le 14/27 mars, « Trompeta Carpaţilor » publie, d'après « Telegraful » de Sibiu, qui à son tour avait puisé l'information dans le journal autrichien « Osten », les statuts de l'organisation secrète bulgare, en 15 articles [62].

Devant ces attaques, la presse officieuse de Roumanie n'est pas restée passive. Pour combattre ses adversaires par leurs propres armes, « Românul » reproduit des passages des journaux étrangers qui ne donnaient pas créance à de telles nouvelles. Il ajoutait que, d'après certains journaux allemands, les bruits sur les *tchétas* bulgares auraient été lancés par les partisans de l'ancien prince régnant

---

[57] Archives du Ministère des Affaires étrangères, vol. 126, dos. 101/1867, f. 175 — 180. Voir également Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 34/1868, f. 1—2.

[58] Archives du ministère des Affaires étrangères, *loc. cit.*, f. 175. Les mêmes directives étaient communiquées à Creţulescu, l'agent de la Roumanie à Paris.

[59] *Korrespondenzen des Kaiserlich-Königlichen Ministerium des Aussern*, Wien, 1868, I, 2, p. 66 sqq., apud Tr. Ionescu-Nişcov, *op. cit.*, p. 385.

[60] Ainsi que télégraphiait de Vienne notre agent diplomatique, D. Brătianu, voir Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 35/1868, f. 2.

[61] *Ibidem*, f. 2.

[62] Voir par exemple le numéro du 19/31 mars, qui cite d'après « Le Courrier français » des nouvelles en rapport avec la formation de nouvelles *tchétas* bulgares en Roumanie.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Cuza, qui cherchait à provoquer un conflit entre la Roumanie et la Porte. Il cite également « L'Indépendance belge », qui dans son numéro du 1er mars affirmait que le gouvernement français et ses organes de presse ont ajouté foi à des bruits mensongers, ainsi que « La Liberté » du 28 février, qui écrivait que le marquis de Moustier avait été informé là-dessus par un député roumain de l'opposition [63]. Dans « Românul » du 1er mars, B. P. Hasdeu, ami notoire de Rakovski et du mouvement de libération bulgare, combattait dans un article intitulé *Le mysticisme de la droite* les assertions de P. P. Carp à la Chambre dans la question des *tchétas*. « Românul » du 2 mars reproduit avec satisfaction les conclusions de la revue hebdomadaire « Ost » de Vienne : « Le roman-feuilleton des bandes bulgares soi-disant organisées sur la rive roumaine du Danube a accompli son but, monopolisant pour quelque temps l'attention publique », mais aujourd'hui personne n'y croit plus. Quoique vers la mi-mars les attaques des journaux conservateurs aient en général pris fin, « Românul » continuait à les combattre, les accusant d'avoir puisé leurs informations dans la presse étrangère [64].

Le jour où Ion Brătianu dut reconnaître l'existence d'une organisation bulgare à Bucarest, il déclara qu'il lui était impossible de l'interdire, dès qu'une organisation semblable, ayant d'ailleurs des liens avec la Russie, existait à Constantinople même [65]. Ainsi, conclut Vl. Diculescu, « La Roumanie prenait officiellement sous sa protection les activités des émigrés bulgares » [66]. En rapport avec cette question, Ion Brătianu déclarait à la séance de la Chambre des députés du 24 mars : « Sachez, Messieurs, qu'il n'a pas existé en Roumanie un seul Bulgare armé, et néanmoins l'Europe entière, sur la foi d'une simple lettre expédiée d'ici et d'une simple interpellation d'un député, l'Europe entière, dis-je, a affirmé que notre pays est contrôlé par les bandes bulgares conduites par les Russes, que nous sommes alliés aux Russes, que nous démolissons l'Empire turc » [67].

La polémique entre « Românul » et la presse conservatrice a continué, le journal montrant par des extraits de la presse française que la formation des *tchétas* bulgares et les envois d'armes de Russie étaient de pures inventions. A l'appui de ces allégations, il reproduisait un passage du « Journal de Débats » du 5 avril qui rapportait qu'à Varna « on croit aveuglément à tout ce qui est écrit à Constantinople (allusion aux rapports diplomatiques et aux correspondances des journaux) contre la Roumanie, contre le prince régnant et contre

---

[63] « Românul » du 26—27 février.

[64] « Românul » des 10—12, 16 et 17 mars.

[65] Ainsi que le rapporte, le 6 mars, le baron von Eder à von Beust, apud Vl. Diculescu, *op. cit.*, p. 475.

[66] *Ibidem*, p. 476.

[67] « Românul » du 25—27 mars.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

son gouvernement, parce que ceux-ci sont considérés comme des instruments de la politique russe. On a beaucoup inventé (...) on a inventé les *tchétas* ... »[68].

La publication de ce genre de nouvelles dans « Românul » a provoqué, bien sûr, une réponse de « Țerra ». Dans son numéro du 20 avril, ce journal soutenait que les *tchétas* ont existé effectivement, et que cela ressort non seulement des dires de la presse étrangère et du contenu des notes diplomatiques, mais aussi de ses propres investigations. « Il existe des photographies de groupes représentant des volontaires en uniforme ; des tailleurs de Bucarest qui ont pris des commandes pour les uniformes destinés justement à ces groupes ; des médailles qui ont été frappées pour leur être distribuées ; enfin, non seulement ces bandes ont existé, mais elles existent encore, ainsi que l'affirme „Le Journal des Débats" du 14 avril... ». Suivent des informations de ce journal, ainsi que du « Constitutionnel » du 5 mai [69], confirmant l'existence des *tchétas* en Roumanie.

Après que la campagne de la presse conservatrice eut pris fin, une nouvelle intervention de la Porte a eu lieu à son tour, à laquelle A. G. Golescu fut autorisé à répondre, le 12 mai, que toutes les mesures ont été prises pour interdire les incursions des *tchétas*, mais que l'on ne pouvait empêcher les allées et venues de personnes isolées ayant des actes en règle [70]. La Porte se déclara satisfaite de cette réponse. Malgré tout, en France, communiquait Crețulescu le 2 juillet 1868, des bruits continuaient à courir sur la formation des *tchétas* et sur une imminente proclamation d'indépendance de la part de la Roumanie [71].

6. *La Communauté bulgare* **de Bucarest.** En dépit des « mesures » annoncées, le gouvernement Golescu, dont le ministre de l'Intérieur était Ion Brătianu, n'a freiné en rien la formation des *tchétas*. Cela en grande partie parce que l'opinion publique roumaine sympathisait ouvertement avec le mouvement de libération bulgare. Un mois et demi après l'incursion de Filip Totiu, Iorgu Caragiale composa et représenta à Brăila la pièce intitulée *La bataille des Bulgares sous le commandement du voïévode Filip Totiu contre les Turcs*, pièce qui fut jouée aussi dans d'autres villes [72].

---

[68] « Românul » du 31 mars.

[69] « Țerra » du 30 avril.

[70] Archives du ministère des Affaires étrangères, dos. cit., f. 207.

[71] Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 45/1868.

[72] Valentin Gr. Chelaru, *Iorgu Caragiale și bulgarii* (Iorgu Caragiale et les Bulgares), dans « Buletinul Institutului român din Sofia », I, 1941, p. 278—279. Pour les détails, voir Nadejda Dragova, *Trupa lui Iorgu Caragiale în viața emigrației bulgare din România* (La troupe de Iorgu Caragiale dans la vie de l'émigration bulgare de Roumanie), ouvrage sous presse.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Pour les cent et quelques anciens membres de la Légion bulgare de Belgrade, qui se trouvaient maintenant à Bucarest, la représentation d'une telle pièce signifiait un appel à suivre l'exemple de Panaiot Hitov et de Filip Totiu. Ces pièces, les appels révolutionnaires de « Народност », les protestations de « Românul » contre les atrocités ottomanes commises envers la population civile pacifique de Bulgarie à l'occasion des raids des deux *tchétas*, tout cela avait suscité parmi les jeunes une effervescence qui leur faisait sentir le besoin d'une organisation capable de les conduire efficacement. Car le *C.C.S.B.* était pratiquement supprimé et la *Société de bienfaisance* se situait ouvertement contre toute activité révolutionnaire et, en particulier, contre la formation et l'entrée en Bulgarie des *tchétas*. Assurément, le problème le plus brûlant était celui des ressources financières, assez importantes, nécessaires pour l'équipement et l'armement de celles-ci, ainsi que pour leur entretien une fois entrées en Bulgarie. N'oublions pas que, rien que pour l'entretien de la *tchéta* de Panaiot Hitov et de ses 30 hommes, on avait dépensé — du 28 avril, date du passage du Danube, jusqu'au 20 août, date de son arrivée en Serbie — non moins de 6055 « gros » [73].

Quant à l'état d'esprit des émigrés bulgares de Roumanie, dès février 1868 Zaprianov, enseignant à Giurgiu et membre du *C.C.S.B.*, écrivait dans « Народност » sur l'enthousiasme et le désir de combattre de la jeunesse bulgare appartenant à la couche besogneuse de l'émigration, à l'opposé de l'indifférence des riches négociants, banquiers, entrepreneurs et fermiers. Il invoquait la nécessité d'unir les efforts de ces deux catégories sociales, dont les uns prendraient part directement à la lutte pour la libération de la Bulgarie, tandis que les autres fourniraient les fonds nécessaires pour la création, dans différentes villes de la Roumanie, de sociétés ou de communautés qui organiseraient ensuite des *tchétas* pareilles à celles de 1867.

L'idée fut reprise en mai [74], et, en juin, la société proposée par Zaprianov prenait naissance, sur des bases posées à Bucarest par le même Ivan Kasabov qui avait été l'âme du *Comité central secret bulgare*. Le nom de cette organisation des émigrés de Bulgarie était « Българско общество » (Communauté bulgare) [75]. Peu de temps après, des filiales furent organisées dans quelques villes de province [76].

---

[73] D. T. Strašimirov, *op. cit.*, p. 400.

[74] D. Kosev, *Към историята...*, p. 17.

[75] Al. Burmov, *Българското национално...*, p. 36.

[76] Voir la « Circulaire » envoyée par les sept membres de la *Communauté* aux Bulgares des autres villes de Roumanie, les invitant à former des « succursales » jusqu'à l'élaboration des statuts, dans Archives de la Bibliothèque Nationale Cyrille et Méthode de Sofia, fonds 5, nº 4, f. 3.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

L'aile gauche de la bourgeoisie libérale captait à nouveau la majorité des émigrés, animée d'aspirations révolutionnaires. Son but réel était de collecter les fonds nécessaires pour mettre sur pied des *tchétas* qui passeraient ensuite en Bulgarie. Evidemment, pour camoufler ses buts véritables, la nouvelle organisation se faisait passer pour une société culturelle philanthropique. La direction de la *Communauté bulgare* était assurée par un comité de sept personnes les dirigeants politiques effectifs étant Ivan Kasabov et D. Tzenovitch. Dans un élan du moment plutôt que par conviction profonde, certains Bulgares riches, qui avaient gravité autrefois autour de la *Société de bienfaisance*, mais étaient déçus par son attitude par trop conservatrice et par sa soumission excessive à la politique tsariste, se sont ralliés à la *Communauté bulgare*. Leurs noms sont mentionnés dans le « Journal » de la Communauté, fondé le 9 juillet 1868 dans le but de collecter des fonds. Citons ainsi Constantin Ciocan, riche négociant ancien membre de la *Société de bienfaisance*, qui donna 100 napoléons, somme considérable en comparaison des 20 napoléons versés par Dumitru Tzenovitch, banquier disposant d'un capital de 30 000 ducats. Citons encore le marchand G. C. Solakoglu [77], qui donna 50 florins d'or, etc. [78]. La *Communauté bulgare* était une organisation légale, formée au su du gouvernement roumain. Dans le « Journal » de la Communauté on trouve les noms de la plupart de ses membres et sympathisants notoires. Des noms à résonance roumaine, comme Anton Alexandru, P. Panaitescu et autres appartiennent en général à des Bulgares assimilés, de même que Constantin Ciocan, sans qu'il soit exclu que l'organisation ait eu aussi des adeptes parmi les Roumains. Le fait est certain, bien entendu, pour C. A. Rosetti et quelques autres. D'ailleurs, sur l'original du « Journal », l'un des membres a noté au crayon que le négociant Constantin Ciocan est en relation avec Boerescu et Kogălniceanu. On connaît de même l'appui accordé à la Communauté par C. A. Rosetti et le journal « Românul » [79].

C'est la *Communauté bulgare* qui a soutenu financièrement la formation, l'équipement et l'action au-delà du Danube de la *tchéta* conduite par Hadji Dimităr et Stefan Karadja, de même que celle de Filip Totiu, qui devait suivre et soutenir la première à bref intervalle. La *tchéta* de Hadji Dimităr franchit le Danube le 6 juillet 1868 et trois jours après, le 9 juillet, les membres de la *Communauté bulgare* se rassemblèrent pour réunir des fonds, vu que dans la caisse

---

[77] Les commerçants de la famille Solakoglu avaient soutenu la révolution de 1848, ce qui explique leur actuelle orientation, voir C. Velichi, *Bulgarii din Țara Românească*... p. 273.

[78] C. Velichi, *C.A. Rosetti și Comunitatea bulgară* (C. A. Rosetti et la Communauté bulgare), dans *Omagiu acad. P. Constantinescu-Iași*, Bucureşti, 1965, p. 527—532.

[79] *Ibidem*, p. 531—532.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

de la Communauté « il n'y avait plus un sou » [80]. C'est à cette occasion que fut rédigé le « Journal » susmentionné.

Pourtant, la *Communauté bulgare* n'avait pas un caractère révolutionnaire [81]. De fait, elle ne faissait que continuer le *C.C.S.B.*, dont elle avait hérité presque intégralement les positions idéologiques dualistes, exprimées dans le « Mémoire » bien connu de 1867 [82]. En échange, le journal de la Communauté, « Народност », avait un style plus enflammé et la Communauté elle-même n'hésitait pas à pratiquer des actions révolutionnaires lorsqu'elles pouvaient être utiles à la cause. Son attitude lors de l'action de la *tchéta* de Hadji Dimităr est caractéristique pour l'idéologie et la manière d'agir de cette organisation. La Communauté a contribué sans aucun doute à l'équipement et à l'armement de celle-ci [83] et, dans ce but, Kasabov a imprimé à Bucarest une proclamation révolutionnaire adressée au peuple bulgare et signée, pour produire plus d'effet, par le « Gouvernement provisoire bulgare des Monts Balkans ». La *Communauté bulgare* a, de même, remis à Hadji Dimităr le texte d'un nouveau mémoire au sultan [84], soutenant la solution dualiste du problème bulgare, ainsi qu'une lettre aux ambassadeurs des grandes puissances auprès de la Porte. Ces matériaux ont été trouvés par les Turcs après la destruction de la *tchéta*. Les deux derniers documents [85] évoquaient le Mémoire de 1867 et la lettre aux ambassadeurs expliquait pourquoi on avait eu recours à ce mode de combat. Elle soulignait aussi les espoirs que le peuple bulgare fondait dans l'appui des grandes puissances. D'où ressort clairement le double jeu de la *Communauté bulgare*, dans le sens que, en l'absence du moindre signe favorable de la part du sultan pour la solution dualiste du problème bulgare, elle entreprit aussitôt des actions plus radicales.

---

[80] *Ibidem*, p. 530. Pour l'aide financière fournie par les Bulgares de Ploiești, voir Ivan Kasabov, *op. cit.*, p. 102.

[81] Voir Al. Burmov, *Хаджи Димитровата чета и Българското Общество в Букурещ* (La *tchéta* de Hadji Dimităr et la *Communauté bulgare* de Bucarest), dans « Отец Паисий », X, Sofia, 1938, fasc. I, p. 261 sqq.; idem, *В. Левски в началната история на Българския революционен централен комитет* (V.Levski aux premiers temps de l'histoire du *Comité central révolutionnaire bulgare*); l'auteur considère cette organisation comme une société culturelle et philanthropique, mais qui avait aussi des buts politiques. Sans différer dans les grandes lignes de la *Société de bienfaisance*, la *Communauté* était apparue justement pour jouer le rôle que celle-ci n'avait pas accompli.

[82] Al. Burmov, *Българското национално...*, p. 36—38.

[83] Ce fait est certain, bien que D. Šeludko, *Касабов, Мацини и Левски* (Kasabov, Mazzini et Levski), dans « Исторически Преглед », IV, Sofia, 1948, fasc. 4—5, p. 465 sqq., ainsi que A. A. Nikolska, sans fondement solide, soutiennent le contraire. Voir Al. Burmov, Българското национално..., p. 37, note 27.

[84] Le texte est publié dans « L'Etoile de l'Orient » du 2—4 février 1869. Pour les dépenses, voir la même liste chez D. Tzenovitch, dans Archives de la Bibliothèque Nationale Cyrille et Méthode de Sofia, fonds cité.

[85] Voir les éditions de ces documents dans Al. Burmov, *Българското национално...*, p. 37 et notes 29 et 30.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

On peut dire que pour la *Communauté bulgare*, l'action de Hadji Dimităr était comme une transposition en pratique de son programme.

7. **L'incursion de Hadji Dimităr et de Stefan Karadja. L'aide accordée par les autorités roumaines.** Les deux chefs de *tchétas*, qui bientôt s'unirent en une seule, bénéficiaient d'une riche expérience. Hadji Dimităr avait été haïdouk dans la *tchéta* de Panaiot Hitov dès 1860, après quoi il avait fait partie d'autres formations. Hitov l'avait envoyé en 1864 à Bucarest pour voir ce qu'il en était de Rakovski, dont il devint l'adepte. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, il forma à Bucarest une *tchéta* sous son propre commandement et, toujours à l'instigation de Rakovski, il passa encore une fois en Bulgarie. De retour en Roumanie, il entra en contact avec d'autres capitaines de *tchétas* — Jeliu et Stefan Karadja — puis repart en Bulgarie. Karadja etait, de même, passé plusieurs fois en Bulgarie avec ses haïdouks [86].

La tchéta fut assez rapidement formée. Sur ses 125 hommes, 32 provenaient de familles de paysans pauvres et 15 de familles de petits commerçants ou d'artisans. Beaucoup d'entre eux avaient déjà été haïdouks. Deux fils d'émigrés bulgares en Roumanie tenaient pour la première fois en mains un fusil. La *tchéta* comptait aussi deux militaires : l'un d'eux, Ivan Hristović, qui était en fait le commandant militaire de la *tchéta*, avait suivi une école spéciale en Russie et avait été quelque temps officier dans l'armée russe. Arrivé en Roumanie et inscrit à la *tchéta*, il faisait des exercices militaires avec d'autres membres de celle-ci dans une forêt près de Buzău [87]. Le second avait été à une école militaire en Serbie.

L'entraînement de la *tchéta*, comment elle fut armée et passa le Danube, en général toutes les phases de son action ont été décrites véridiquement dans les mémoires (publiés en 1896) de l'un de ses hommes, Hristo Makedonski, proche de Rakovski, de Hadji Dimităr et de Stefan Karadja. Il possédait lui-même une assez riche expérience, car il avait été haïdouk, puis volontaire dans l'armée roumaine en 1866 [88]. Les préparatifs des *tchétas* avaient commencé pendant l'hiver 1866—1867. Makedonski indique de manière précise les boutiques des marchands de Brăila dans l'arrière-cour desquelles on préparait les munitions, ainsi que les noms des donateurs et les sommes respectives (les frères Tcheapărov, Vasil Petrovitch, etc.) [89]. Après quoi tous allèrent à Ţiganca, comme on l'a déjà vu.

---

[86] Zina Markova, *Четата на Хаджи Димитър и Стефан Караджа* (La *tchéta* de Hadji Dimităr et de Stefan Karadja). Sofia, 1967, p. 43 sqq.
[87] *Ibidem*, p. 128.
[88] Hr. Makedonski, *op. cit.*, p. 37
[89] *Ibidem*, p. 38.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Enfin, Makedonski décrit son départ pour Belgrade et le retour des membres de la Légion en Roumanie, après la supression de celle-ci. Maintenant commencent les préparatifs pour les *tchétas* de Hadji Dimităr et de Stefan Karadja. Certains de leurs hommes commettaient différentes illégalités, mais — ajoute Makedonski — « la police roumaine était assez indulgente pour nous (...) et fermait les yeux sur bien des choses » [90]. Makedonski donne également le texte (rédigé par Kasabov) de la *Proclamation au peuple bulgare*, lancée au nom du « gouvernement bulgare provisoire des Monts Balkans », lequel n'existait pas en fait, proclamation distribuée aux membres de la *tchéta* pour être diffusée en Bulgarie.

Au moment considéré comme le plus favorable, on partit de Bucarest à Giurgiu. Le départ est décrit en détail par Hristo Makedonski et comme ces détails sont révélateurs en ce qui concerne l'attitude des autorités roumaines, nous en reproduirons quelques passages (avec certaines explications supplémentaires entre parenthèses) : « Par une belle journée, vers la fin-juin je crois, alors que nos hommes s'entrainaient, on nous annonça de nous rassembler tous à l'endroit nommé „Tăbăcăria" (c'est-à-dire dans le quartier „Tabaci" de Bucarest), où arrivèrent les voïévodes (commandants de *tchétas*). On servit un déjeuner des plus copieux à tous ceux d'entre nous qui devions franchir le Danube. Ce fut une solennité imposante, qui électrisa encore plus nos hommes et leur fit apparaitre notre cause comme encore plus sacrée. Nous y avons tous pris part, il est venu aussi de nombreux autres Bulgares ainsi que beaucoup de monde en général, y compris même les commissaires de police roumains. Les voïévodes prirent la parole, ainsi que d'autres Bulgares qui étaient présents, et nos cœurs battaient plus fort (...) Cette solennité était comme une fête officielle des membres de la *tchéta*, comme un dernier adieu de la part de ceux qui s'en étaient occupés ... ».

« L'après-midi, vers le soir, nous devions partir. Moi, membre de la *tchéta* de Stefan Karadja, et Stefan Toptandjiu, originaire de Sliven, membre de la *tchéta* de Hadji Dimităr, (...), nous devions accompagner les chariots chargés des armes et des effets des hommes. Trois chariots, trainés par des bœufs ou des buffles, étaient chargés et nous partimes pour Giurgiu, bien sûr après que la nuit fut tombée. Le capitaine Nikola Matchedonski, qui avait donné trente fusils à nos hommes et qui était au service de la Roumanie (c'est-à-dire officier dans l'armée roumaine), nous accompagna, escorté par un soldat, jusqu'à la barrière. A la sortie de Bucarest, il est allé chez les hommes de la barrière et leur a dit de laisser passer les chariots, qui étaient chargés d'effets militaires pour Giurgiu (...) Le capitaine

[90] *Ibidem*, p. 42.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

et le soldat (probablement son ordonnance) s'en retournèrent et nous nous acheminâmes vers Giurgiu ».

Makedonski relate ensuite le moment de l'arrivée à Giurgiu, où la *tchéta* fit halte à la briqueterie d'un Bulgare du nom de Văltchu, de Kazanlăk. Les hommes marchaient par groupes de 10 ou de 15, les uns en chariot, les autres à pied, comme s'ils étaient des marchands ou des travailleurs. « Le lendemain, à Giurgiu, ils ont encore chargé un chariot de biscuits, de sorte que nous sommes partis pour Petroşani avec quatre chariots ». Makedonski montre qu'ils sont arrivés sur la terre d'un Bulgare, dont il ne donne pas le nom. De fait, il s'agissait de la terre du prince Ştirbei, affermée aux frères Atanas et Mihail Koloni [91], Bulgares d'origine. A propos de l'armement de la *tchéta*, Makedonski répète que 30 fusils avaient été donnés par le capitaine Nikola Matchedonski[92], susmentionné, Bulgare d'origine et capitaine dans l'armée roumaine.

Le chapitre suivant des mémoires de Makedonski, intitulé *Le Passage du Danube*, décrit le départ de la *tchéta* de Petroşani et sa marche le long de la rive roumaine du fleuve jusqu'au point où ils allaient franchir celui-ci, à la hauteur d'une île où ils devaient passer une nuit. Après le récit de leur rencontre avec un homme à cheval « un Roumain comme il faut, un travailleur », qui « promit de ne raconter à personne ce qu'il avait vu », Makedonski décrit l'étape faite dans l'île, où la *tchéta* resta cachée toute la journée. Il ressort de la description que l'endroit avait été on ne peut mieux choisi. Le Danube, large mais peu profond en ce lieu, est couvert de saules sur la rive roumaine. Tout près de la rive turque il y avait — comme aujourd'hui d'ailleurs — une île nommée Gîsca, assez longue et couverte de saulaies, de sorte qu'elle masquait la vue de la rive turque. C'est pourquoi la *tchéta* a choisi justement ce point pour traverser le fleuve en barques. Même si quelqu'un les avait vus, leur arrivée dans l'île ne signifiait pas qu'ils avaient passé la frontière, vu que celle-ci appartenait à la Roumanie. Entre l'île et la rive turque le Danube est profond et peu large : c'est là qu'est le thalweg, donc aussi la frontière. Makedonski note que la *tchéta* a eu « une vive discussion avec la police roumaine, qui nous avait découverts et voulait nous arrêter » [93]. Certes, il ne pouvait s'agir de la police roumaine, mais simplement de gardes-frontière. S'ils ont voulu les « arrêter », c'est

---

[91] Mihail Koloni, Bulgare de Sliven, Instituteur à Bucarest, était devenu précepteur des enfants du prince Alexandru Ghica, qu'il a accompagnés à Athènes, puis à Paris, où, selon Zina Markova et d'autres historiens bulgares, il aurait lutté sur les barricades. Voir Zina Markova, *op. cit.*, p. 66.

[92] Les épisodes mentionnés ici se trouvent dans le chapitre « Préparatifs », ayant comme sous-chapitres, entre autres, « Le déjeuner du quartier de Tabaci », « Chargement des armes et des bagages », « A la barrière », « Giurgiu », « Petroşani » (p. 44—47).

[93] *Ibidem*, p. 49.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

donc qu'il y avait là un poste, qu'ils étaient nombreux et armés, ainsi qu'il est naturel. « Mais — ajoute Makedonski — Karadja a tout arrangé et il ne s'est rien passé ». Dans l'île, à l'abri des saules, avant de partir, on prêta serment et l'on choisit les porte-drapeau des deux *tchétas*, solennité qui a duré un certain temps, vu qu'ils étaient en tout 128 hommes [94]. Pour sûr, les gardes-frontière roumains ont tout vu.

Dans la nuit du 6 au 7 juillet, les hommes se sont embarqués sur un grand « ceam » [95] recouvert de planches, naviguant avec la plus grande attention, vu qu'ils devaient éviter autant « les patrouilles turques sur le Danube » que les gardes-frontière roumains, « afin de ne pas créer des ennuis au gouvernement roumain qui, il faut le reconnaître, ne nous a empêchés en rien et qui, s'il l'avait voulu, aurait pu nous faire des difficultés, car il ne pouvait ignorer nos préparatifs et tout ce que nous faisions » [96].

Un coup de feu, parti accidentellement, alarma malheureusement les gardes-frontière turcs, qui tombèrent sur la *tchéta* juste au moment où elle débarquait sur la rive bulgare. Un bref accrochage eut lieu [97], suivi de combats avec les détachements de gendarmes turcs jusqu'au sommet de la Buzludja où, ainsi qu'il est bien connu, la *tchéta*, encerclée par d'importantes forces turques, dut se rendre.

De tout ceci, il ressort nettement que les autorités roumaines — en premier lieu la police et la mairie de Bucarest, ainsi que l'armée en général — ont non seulement su, mais ont aussi aidé en plein les préparatifs de la *tchéta* et la traversée même du Danube. Le fait est explicable, si l'on sait quelles étaient en fait ces autorités : le préfet de police était Constantin Ciocîrlan, Corneliu Lapati était adjoint du maire, Grigorie Serurie et Eugen Carada étaient conseillers communaux. Or, tous ceux-ci étaient membres du Comité roumain qui a élaboré avec le *C.C.S.B.* le projet de « Coalition sacrée », c'est-à-dire les hommes de C. A. Rosetti, qui ont du reste pris le parti de la cause bulgare sitôt après le passage du Danube par la *tchéta*. Ajoutons que le maire de Bucarest était C. Panaiot, dont les journaux d'opposition dénonçaient les liens intimes avec les Bulgares. Enfin, le ministre de la Guerre était le colonel Adrian, ami et admirateur de Nicolae Bălcescu. La *tchéta* a été aidée ouvertement ; un banquet d'adieu fut même organisé, auquel participèrent jusqu'aux

---

[94] Makedonski donne ces chiffres et ajoute que Zahari Stoianov croyait qu'il y a eu 125 hommes. Il est vrai, reconnait Makedonski, que deux ou trois hommes sont partis à la suite de disputes entre eux.

[95] Grande embarcation pour les transports de pierres ou autres matériaux de construction.

[96] *Ibidem*, p. 51 ; voir également Vl. Diculescu, *op. cit.*, p. 477.

[97] Hr. Makedonski, *op. cit.*, p. 53.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

commissaires de police ; les armes furent apportées directement de l'arsenal de l'armée ou des gardes civiques, puis accompagnées par un capitaine de l'armée roumaine jusqu'à la sortie de Bucarest, évidemment d'après des ordres reçus. D'autre part, personne de ceux qui ont rencontré les Bulgares de la *tchéta*, soit à Giurgiu, soit sur la terre de Petroşani, ne les ont dénoncés aux autorités. Les gardes-frontière de l'île ont eu la même attitude : comme l'a précisé Makedonski, la police roumaine « était très indulgente avec nous ». Tout ceci prouve on ne peut mieux autant l'appui des autorités locales que celui du gouvernement roumain, dont parle le même Makedonski et qui apparaîtra d'ailleurs encore dans le déroulement ultérieur des événements. Pour ne plus parler d'autres formes d'aide de la part des habitants du quartier de Tabaci par exemple, ou des riverains du Danube. Il convient toutefois de mentionner spécialement le marchand roumain Nicolae Creţu, dont Filip Totiu lui-même dit : « Cet homme, quoique roumain, tenait beaucoup aux membres de la *tchéta* et était toujours prêt à les défendre devant son gouvernement, même dans les cas les plus graves et les plus dangereux, car il désirait sincèrement assister avant de mourir à la libération de la Bulgarie » [98]. Au point que certains historiens l'ont considéré bulgare ou bulgare roumanisé. Or, Filip Totiu, qui était son contemporain, était mieux en mesure de faire cette distinction, de sorte qu'il faut donner créance à ses dires.

En revanche, l'incursion de Hadji Dimităr a connu un accueil hostile de la part de la *Société de bienfaisance* qui, informée dès le mois de mai des plans de la *Communauté bulgare*, n'est pas intervenue, convaincue qu'elle ne trouvera pas les moyens nécessaires pour équiper et armer les *tchétas*. Mais lorsque Hristo Gheorghiev apprit que les questions matérielles avaient pu être résolues sans la concours de la Société, il commença à user de mesures plus sévères. Ainsi que le montre Liuben Karavelov dans son récit *Hadji Nitcho* [99], Hristo Gheorghiev annonça les préparatifs et l'entrée en action de la *tchéta* au baron Offenberg, consul de Russie à Bucarest. Celui-ci, à son tour, communiqua la nouvelle non seulement à Ion Brătianu, mais aussi au consul de France, de chez lequel en eurent connaissance les autorités turques. Le résultat, c'est que dans le vilayet du Danube toutes les mesures nécessaires furent prises et, après quelques combats, les forces de l'armée régulière turque anéantirent la *tchéta* et se livrèrent en outre à des représailles contre la population civile, ainsi qu'il apparaît dans les correspondances diplomatiques.

---

[98] F. Simidov, *Прочутият Филип Тотю войвода* (L'illustre voïévode Filip Totiu), II, Ruse, 1900, p. 363.

[99] L. Karavelov, *Povestiri* (Récits), traduction en roumain par C. Velichi, Bucureşti, 1956, p. 191. Sous le nom de Hadji Nitcho, dans la nouvelle du même nom, Karavelov a représenté Hristo Gheorghiev.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

L'action de Hadji Dimităr a eu lieu à un moment où les relations entre la Roumanie et la Porte étaient assez tendues. Sabri, pacha de Roustchouk, demanda à Ion Brătianu l'extradition de Filip Totiu, lui proposant un accord de réciprocité dans ce domaine. Mais la demande de réciprocité ne fut pas satisfaite et dans le cas de Totiu le gouvernement roumain tergiversait. D'autre part, les préparatifs en vue de l'action de Hadji Dimităr n'avaient pas pu se dérouler sans que les consuls étrangers en aient connaissance. La preuve, c'est que ceux-ci ont déclaré que les préparatifs pour l'équipement des partisans bulgares se faisaient ouvertement et que « dans les magasins de l'Etat il y avait 2500 uniformes » à leur disposition, ainsi que « des armes et des munitions » arrivées de Russie [100].

Comme il fallait s'y attendre, la protestation de la Turquie et des puissances intéressées fut plus énergique que jamais. Quoique Ion Brătianu se soit rendu aussitôt sur les lieux pour y faire une enquête rapide et qu'il ait envoyé un télégramme à Sabri Pacha pour l'apaiser, le 9/21 juin le grand vizir Aali Pacha adressa une dépêche à Carol, pour l'avertir que la position du gouvernement roumain contrevenait aux obligations de la Roumanie envers la Porte [101]. Le grand vizir exprimait sa conviction que même si le prince régnant n'avait rien su de la formation de la *tchéta* et du passage du Danube, celle-ci avait agi de connivence avec les autorités roumaines, voire avec leur concours. Quelques jours plus tard, les agents consulaires de la France et de l'Angleterre ont demandé des informations au ministère de l'Intérieur sur l'action de Petroşani. Or, Ion Brătianu ne pouvait tout nier, puisqu'un peu avant que celle-ci ne se produise le baron Offenberg, à l'instigation de la *Société de bienfaisance*, avait attiré son attention là-dessus. Il répondit donc qu'il avait reçu ces informations trop tard et que, bien qu'il ait télégraphié aussitôt au préfet de Vlaşca, les faits avaient déjà été consommés. Le consul d'Autriche-Hongrie à Roustchouk confirma que le chef de la police de Giurgiu avait passé le Danube afin de prendre contact avec les autorités ottomanes et de leur montrer les bonnes intentions du gouvernement roumain. Les rapports ultérieurs du consul montrent que les autorités roumaines avaient effectué certaines arrestations, qu'à Petroşani une perquisition avait eu lieu (où l'on avait trouvé 750 armes, chiffre certainement exagéré), que l'on avait même procédé au transfert de certains riverains bulgares dans des villages à l'intérieur du Pays. Ion Brătianu a assuré les agents consulaires que des mesures sévères avaient été prises pour empêcher que des actions semblables ne se reproduisent.

---

[100] *Документи за българската история*, V, p. 84—86.

[101] Vl. Diculescu, *op. cit.*, p. 478—480; Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 67/1869, f. 3—4; Traian Ionescu-Nişcov, *op. cit.*, p. 386.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Cependant, les protestations les plus énergiques émanaient de l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Constantinople, qui envoya à son gouvernement, le 21 juin 1868, non moins de trois rapports. D'après ceux-ci, le nombre de partisans qui étaient passés en Bulgarie se serait élevé à 300 et de nouvelles *tchétas* devaient arriver de Serbie.

La Porte voyant l'intérêt de l'Autriche-Hongrie pour cette question, tenta de déterminer toutes les grandes puissances à adresser une protestation commune à Bucarest. Ainsi, le 27 juillet, Fouad Pacha informa leurs représentants à Constantinople des dommages causés par la *tchéta* de Hadji Dimităr, qui s'était préparé en Roumanie et qui ne représenterait que l'avantgarde d'une action de plus grande envergure. Le gouvernement roumain était accusé ouvertement de ce que l'organisation des *tchétas* s'était faite au grand jour, qu'elles recevaient ou achetaient des armes, que les uniformes des hommes étaient confectionnés dans les ateliers de l'Etat. Le gouvernement ottoman demandait que l'on fasse une démarche collective à Bucarest et que l'on institue une commission d'enquête. Poussé par son ambassadeur auprès de la Porte, l'agent autrichien à Bucarest insista beaucoup dans cette voie. Il montra à tout le monde la « Proclamation du gouvernement provisoire bulgare », en date du 17/29 juillet, qui avait été imprimée à Brăila. Du reste, d'autres agents consulaires d'Autriche-Hongrie soutenaient que le préfet de Brăila, ayant découvert et arrêté un certain nombre de membres de la *tchéta*, les avait ensuite relâchés sur caution, au lieu de les juger et de les punir. Les agents diplomatiques d'autres Etats ont également fait des investigations pour établir la responsabilité du gouvernement roumain. Puis, en se fondant sur des informations très exagérées, ils ont adressé, le 4 août, une note collective au gouvernement roumain, après quoi chaque consul devait se présenter chez Ion Brătianu afin de recevoir sa réponse. Mais la Grande-Bretagne et même la France ont répondu avec retard aux insistances austro-hongroises pour une protestation plus énergique. En général, Brătianu s'est contenté, dans sa réponse, de souligner les mesures qu'il avait prises et qu'il prendrait à l'avenir pour empêcher qu'une situation semblable ne se répète. Toutes ces assurances sont comprises dans la note de réponse adressée en août 1868 à la Porte, ainsi qu'aux puissances étrangères, par nos agents diplomatiques.

La note, pour commencer, montre que le gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires dès qu'il fut mis au courant des événements. Ainsi, le ministère de l'Intérieur fut informé le 5/17 juillet qu'un certain nombre de Bulgares désiraient rentrer chez eux, mais l'on a cru qu'il s'agissait des travailleurs engagés régulièrement

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

aux constructions de voies ferrées. Le ministre donna l'ordre suivant : « Que la Police de Bucarest et les préfectures des départements de Vlașca et de Teleorman surveillent ces individus ». « Le samedi 6/18 juillet, le ministère fut informé que 100 Bulgares se sont rassemblés entre Zimnicea et Giurgiu et qu'ils ont l'intention de franchir le Danube. Nous avons télégraphié aussitôt aux préfectures des deux départements et aux commandants des points frontière. Le lendemain, 7/19 juillet, les préfectures nous ont répondu (...) qu'au moment même où notre dépêche leur parvenait (...) 150 individus ont passé le Danube près de Petroșani ».

« En dernière instance, on a pris les mesures suivantes : un officier supérieur a été envoyé à la frontière, les „dorobanți" (troupe d'infanterie — *n.n.)* de tous les districts riverains du Danube ont été concentrés aux points principaux, deux escadrons ont été envoyés à Alexandria (...) et une compagnie d'infanterie à Giurgiu. Les maires d'Alexandria et de Zimnicea (...), où l'on a envoyé deux escadrons de cavalerie, ont été relevés de leurs fonctions. On a doublé les gardes sur la frontière, on a organisé des patrouilles permanentes et l'on a ordonné aux préfets et aux commandants militaires sur toute la rive du Danube de prendre des mesures efficaces pour empêcher ... la formation de groupes plus importants de Bulgares désireux de franchir le Danube et de rentrer chez eux ». La note soulignait qu'il s'agissait ici encore des Bulgares travaillant aux chemins de fer. « Ne sont autorisés à passer le fleuve que les Bulgares possesseurs de passeports en règle, seulement dans les principaux ports et par groupes de trois personnes tout au plus. Etant donné que le nombre des Bulgares qui veulent passer le Danube s'est accru, les employés de la zone frontière doivent annoncer immédiatement aux autorités de la rive droite que la traversée ne peut se faire que sous leur surveillance et leur contrôle ... ». En même temps, tous les Bulgares sans occupation des départements de Vlașca et de Teleorman « qui ne pouvaient fournir des garanties suffisantes ont été transférés dans les départements de la zone montagneuse, où ils se trouvent sous la surveillance des autorités administratives »[102]. Ces mesures, ainsi qu'il ressort des documents intérieurs, ont été effectivement prises [103].

La note expose ensuite les résultats de l'enquête préliminaire faite à Petroșani. Les Bulgares se sont rassemblés sur la terre du prince Știrbei, comme ils avaient coutume de faire lors de la moisson. Le terrain marécageux, recouvert de roseaux et de saulaies, a favorisé

---

[102] L'original de la note aux Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 53/1868, f. 1.

[103] Archives de l'Etat — Bucarest, *M.A.I., Div. Administrativă*, dos. 184/1868, f. 2.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

leur rassemblement et le transport d'armes. L'exposé coïncide ensuite dans les grandes lignes avec celui, susmentionné, fait plus tard par Hristo Makedonski, mais en omettant tout ce qui a trait au concours roumain. On laissait entendre aussi que beaucoup de membres de la *tchéta* étaient possesseurs de passeports serbes ; l'un d'eux avait un passeport russe. Or, le gouvernement roumain ne pouvait prendre aucune mesure contre des sujets étrangers, à cause « de la juridiction consulaire, les consulats formant ici un véritable Etat dans l'Etat » [104]. Enfin, la note mentionnait les arrestations qui avaient été opérées.

Dans ses entretiens avec les consuls étrangers à Bucarest, Ion Brătianu déclara que malgré toutes les mesures que pourraient prendre aussi bien la Roumanie que l'Empire ottoman, on ne pourrait jamais empêcher la lutte de libération des Bulgares, car « personne ne va de bon gré à la mort » [105]. C'est là l'idée que la note roumaine souligne en conclusion : « ... *si les échauffourées peuvent être provoquées par les intrigues intéressées de quelques ambitieux ou les tentatives de quelques têtes exaltées, l'écho qu'elles trouvent n'en dénote pas moins l'état des esprits, l'inquiétude et le malaise qui tourmentent les populations de l'Orient. Dans l'enquête que j'ai faite sur place, j'ai pu comprendre la force du sentiment d'indépendance qui les domine. Ce ne sont plus quelques rêveurs ou quelques conjurés, mais ce sont tous des Bulgares, le riche commerçant comme le pauvre paysan, qui conspirent au fond de leur conscience quand ils ne peuvent le faire autrement. J'ai constaté que ce sentiment national est arrivé à un degré de fanatisme qui ne saurait être comparé qu'au fanatisme religieux* » [106] (souligné par nous — *n.n.*).

Une autre mesure prise par le gouvernement roumain afin de donner satisfaction à la Porte fut le poursuite et finalement l'arrestation de Filip Totiu, d'autant plus qu'en août 1868 les Turcs avaient demandé à nouveau son extradition. Cependant, bien qu'arrêté, Totiu ne fut pas extradé, mais simplement transféré avec domicile obligatoire à Cîmpulung. On expliqua aux Turcs qu'il ne pouvait être extradé, parce qu'il était marié en Roumanie. Du reste, sa surveillance, ainsi que celle des autres Bulgares transférés dans le département d'Arges, fut purement formelle et plusieurs d'entre eux ont bientôt réintégré leurs domiciles antérieurs sans que les autorités roumaines s'y opposent. Mais lorsque Totiu eut recommencé ses activités et que les Turcs insistèrent pour son extradition [107],

---

[104] Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 53/1868, f. 3.

[105] Tr. Ionescu-Nișcov, *op. cit.*, p. 387.

[106] Voir la partie finale de la note aux Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. cité, f. 5—6.

[107] Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 59/1868, f. 1—2. Ibidem, fonds. M.A.I. dos. 157/1868, f. 72.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

il fut arrêté à nouveau, le 12/24 décembre. Cependant, pour ne pas le livrer aux Turcs, on lui fit passer la frontière en Russie [108].

Les révélations de la presse conservatrice roumaine, les informations souvent exagérées des agents diplomatiques austro-hongrois, la mise en liberté de quelques individus arrêtés — dont Velison (ou Veliksin), qui était maintenant en liberté à Bucarest — ont déterminé la Porte à faire une nouvelle intervention, cette fois-ci sur un ton plus sévère : le 30 août/10 septembre, Aali Pacha attirait l'attention du prince Carol qu'il devait ordonner des mesures sévères pour mettre fin une fois pour toutes aux agitations des Bulgares en Roumanie. En effet, le gouvernement ottoman — informé entre autres par les agents diplomatiques accrédités à Bucarest, et à Constantinople, — était arrivé à la conclusion que des *tchétas* de Bulgares continuaient à être formées et armées en Roumanie.

Nicolae Golescu, président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères répondit à cette note [109] en assurant la Porte que toutes les mesures avaient été prises et que les informations de la presse conservatrice roumaine étaient tendancieuses. Pour justifier le passage des *tchétas* en Bulgarie, la note invoquait la longueur de la frontière du Danube, qui était très difficile à surveiller autant pour les gardes-frontière roumains que pour les turcs. D'autre part, des mouvements révolutionnaires existaient aussi dans l'Empire ottoman, non seulement chez nous. En ce qui concerne les armes, il est vrai que l'on en avait importé, mais dans des buts purement défensifs et que les Bulgares ne pouvaient en bénéficier. La réponse roumaine s'achevait par de nouvelles déclarations de loyauté [110].

En même temps, le prince Carol s'est rendu compte que les protestations de la Porte étaient attisées en grande mesure par les attaques de la presse étrangère, qu'il essaya d'annihiler. Dans ce but, il envoya Dimitrie Brătianu à Paris pour faire certains sondages. Le 5/17 septembre, celui-ci écrivait au prince Carol qu'il avait rencontré tous les rédacteurs des journaux parisiens, en dehors de ceux de « La Presse » et de « La Liberté » et que les journaux français pourraient nous être favorables. Il avait même engagé un publiciste connu, Edmond Texies, qui moyennant un salaire de 1000 francs par mois se maintiendrait en contact avec la presse afin de prévenir d'éventuelles attaques. Il se proposait d'envoyer régulièrement une

---

[108] La poursuite de Filip Totiu a été décrite en détail par Tr. Ionescu-Nişcov, *op. cit.*, p. 388—393, cependant que certains documents s'y rapportant ont été publiés par Vl. Diculescu, *Нови документи за Филип Тотю* (Nouveaux documents au sujet de Filip Totiu), dans « Известия Инст. за история », vol. 14—15, Sofia, 1964, p. 429—442; Voir également F. Simidov, *op. cit.*, p. 337—338.

[109] Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 67/1868, f. 5—8.

[110] L'original de la réponse de N. Golescu se trouve aux Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. cité ; voir également *Memoriile Regelui Carol I*, *loc. cit.*, p. 68.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

correspondance de Paris au journal « L'Etoile d'Orient » (de Bucarest). Dimitrie Brătianu écrivait encore qu'il avait fait un arrangement spécial avec le journal « L'Indépendance belge », « qui a demandé 1500 francs par mois. Nous lui télégraphierons ou lui enverrons des matériaux », ce qui renforcera les intérêts de la Roumanie. De même, Dimitrie Brătianu a eu un entretien avec un fonctionnaire du ministère français des Affaires étrangères, qui lui a révélé que Bourée, l'ambassadeur de France à Constantinople, lui avait communiqué que le prince désirait obtenir immédiatement l'indépendance complète de la Roumanie, ce que lui, D. Brătianu, a démenti énergiquement [111]. Du reste, le prince Carol note dans ses mémoires que Bourée avait déclaré qu'il fallait profiter de l'affaire des *tchétas* bulgares pour obtenir la démission du gouvernement roumain [112]. Le même fonctionnaire français avait dit à Dimitrie Brătianu que le marquis de Moustier aurait désiré lui aussi que l'on procède à l'enquête en Roumanie demandée par les Turcs et que, si celle-ci n'a pas eu lieu, c'est grâce à « la résistance ferme de lord Stanley ». Enfin, Dimitrie Brătianu communique que le gouvernement français nous reproche de tolérer l'existence de comités bulgares révolutionnaires qui tiennent des séances régulières dans la maison d'un certain Hadji Vasile [113].

Si les mesures prises par le gouvernement roumain ont finalement satisfait le consul austro-hongrois de Roustchouk [114], la réponse de Nicolae Golescu à Safvet Pacha fut considérée par la Porte comme « un acte d'insubordination présageant la déclaration d'indépendance ». Aussi le sultan songeait-il à concentrer des forces armées [115] sur le Danube et, sous cette menace, à adresser au prince Carol un ultimatum exigeant la dissolution des comités bulgares et l'expulsion de leurs membres, conformément au firman d'octobre 1866. En cas de refus, les armées ottomanes passeraient le Danube, au risque de provoquer une conflagration internationale [116].

Le 5/17 novembre, le prince Carol, accompagné de Ion Brătianu et de A. Golescu, est allé à Giurgiu, sous prétexte d'inspecter son yacht qui venait d'y être réparé. De fait, il paraît que le prince, compte tenu des forces armées turques massées vers le Danube, voulait arriver à un éclaircissement de la situation. Cette intention est confirmée par le fait que le prince annonça cette visite à Sabri

---

[111] Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 55/1868, f. 1.

[112] *Memoriile Regelui Carol I* (l'année 1868), p. 68.

[113] Archives de l'Etat — Bucarest, dos. cité, f. 1^{v}.

[114] *Документи за българската история*, VI, p. 207—208.

[115] *Memoriile Regelui Carol I, loc. cit.*: « Le chargé d'affaires de Roumanie à Constantinople télégraphie que, d'après les bruits qui courent, la Turquie se serait mise d'accord avec la France et l'Angleterre et serait prête à occuper la Roumanie. Des troupes et des armes auraient déjà été transportées dans la partie nord de la Bulgarie ».

[116] Vl. Diculescu, *op. cit.*, p. 482.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Pacha, gouverneur du vilayet danubien dont le siège se trouvait à Roustchouk. Ainsi qu'il était naturel, Sabri demanda au prince une audience sur le yacht même et il s'y présenta dans un brillant attirail. Pendant la croisière sur le Danube, le prince Carol déclara à Sabri que la Roumanie désirait avoir de bonnes relations avec la Porte. Il reconnut la passivité de la Roumanie lors de l'action de Hadji Dimităr, tout en soutenant que ce n'était pas une raison pour que l'Europe y voie «un attentat de la Roumanie contre l'Empire ottoman ». Aussi bien se plaigna-t-il à Sabri Pacha de ce que la Porte avait alarmé les puissances garantes et demandé la réunion d'une commission d'enquête à Bucarest. Là-dessus, Sabri fit un pas en arrière, assurant le prince des bonnes intentions de la Porte. Toutefois — conclut le prince — , bien que la rive roumaine du Danube soit bien surveillée, « il est impossible de promettre à coup sûr qu'il ne se trouvera pas de nouveaux groupes pour franchir le fleuve, car il y a beaucoup d'iles et d'endroits cachés qui favorisent de telles actions ». Au retour, Sabri invita le prince à débarquer à Roustchouk, ne fût-ce que pour dix minutes, afin de passer en revue les troupes, ce que Carol a fait. Au départ, le prince fut salué par 21 salves d'artillerie [117].

Cette visite fit une excellente impression à la Porte, d'autant plus que le 16/28 novembre le gouvernement Nicolae Golescu démissionna, étant remplacé par un cabinet conservateur-libéral sous la présidence de Dimitrie Ghica, avec Mihail Kogălniceanu comme ministre des Affaires étrangères. La situation paraissait vouloir se normaliser, puisque le 17/29 novembre A. D. Golescu, l'agent roumain à Constantinople, écrivait au prince Carol : il y a quelques jours, les Turcs étaient très fâchés contre nous « et presque enclins à tenter les hasards d'une politique de provocation. Il paraît que les plus osés parlaient de passer le Danube, au risque de s'exposer à une guerre qui aurait pu amener une conflagration générale ». Les pressions du dehors — il s'agit de la France et surtout de l'Autriche-Hongrie — contribuaient aussi à entretenir cet état de choses et il semblait que nous étions condamnés par tout le monde. Et cela bien que la Porte, plus clairvoyante, ne voulût pas que la Roumanie fût attaquée. « Dès lors, l'entrevue de Giurgiu, suivie de la visite à Roustchouk, a constitué une agréable diversion. Le changement du gouvernement de Votre Altesse Sérénissime a mis un point final à l'œuvre commencée par la visite de Roustchouk. Les Turcs étaient contents et presque tous les chefs des missions considéraient la réconciliation comme une quasi-certitude. La lettre de Votre Altesse a fait le meilleur effet sur le grand vizir et la copie de celle adressée au sultan l'a enchanté ».

---

[117] *Memoriile Regelui Carol I, loc. cit.*, p. 74—76.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

En effet, Carol avait écrit au grand vizir et au sultan dans le sens de ses conversations avec Savfet Pacha et il avait fait don au padischah de quelques chevaux de race. Le 1er décembre, A. D. Golescu rapportait qu'il avait remis la lettre au sultan et que celui-ci était très satisfait des assurances données par le prince Carol [118].

Parallèlement à ces interventions diplomatiques, aussitôt après l'incursion de la *tchéta* de Hadji Dimităr, une violente campagne de presse, où les journaux français et autrichiens se faisaient surtout remarquer par le nombre des calomnies et des exagérations, fut déclenchée contre la Roumanie. Les journaux conservateurs faisaient chorus, tandis que la presse libérale, comme toujours, prenait la défense du mouvement révolutionnaire bulgare.

« Românul » fut le premier journal roumain à annoncer l'incursion de la *tchéta* de Hadji Dimităr. Il parlait d'une insurrection en Bulgarie et de dissensions au sein de l'émigration bulgare de Roumanie, qui ont eu pour conséquence une tentative de passer le Danube. Ce qu'il faut retenir de ces révélations du « Românul », c'est non seulement l'habileté avec laquelle il essayait de minimiser les événements et de répondre aux attaques de la presse étrangère, mais aussi — et surtout — la conception de C. A. Rosetti sur les moyens d'obtenir la libération de la Bulgarie. Dans les grandes lignes, il se prononçait pour la voie révolutionnaire, comme moyen suprême. Mais, d'autre part, il ne croyait pas qu'une *tchéta*, même importante, puisse provoquer un soulèvement général du peuple. Pour cela, il fallait une bonne organisation intérieure, des armes en quantité suffisante, l'appui des autres peuples balkaniques et le concours d'au moins quelques-unes des grandes puissances. C'est seulement dans ces conditions que les Bulgares pourraient combattre l'Empire ottoman ; autrement, toute tentative est vouée à l'échec. Rosetti, en politicien réaliste montrait que s'il s'adressait aux Bulgares c'était en considération, d'une part, de la similitude d'intérêts entre Roumains et Bulgares et, d'autre part, de l'ancienne tradition d'amitié entre les deux peuples. Bien entendu, il ne mentionnait rien de l'entente que lui et son groupe politique, ayant à sa tête Eugeniu Carada, Gr. Serurie et Constantin Ciocîrlan, avaient établie deux ans plus tôt avec le groupe bulgare d'Ivan Kasabov. Le groupe roumain s'était engagé alors à soutenir les Bulgares même si par la suite ceux-ci devaient agir indépendamment et, comme on l'a vu, il a entièrement respecté son engagement. Voici les passages les plus significatifs du « Românul », non signés mais certainement rédigés par C. A. Rosetti lui-même : « Notre instinct de conservation (des Roumains — *n.n.*) nous oblige de souhaiter ardemment que les Serbes et les Bulgares soient libres et forts chez eux, afin qu'aucun

[118] Archives de l'Etat — Bucarest, *Casa Regală*, dos. 42/1868, f. 13—16.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

des grands empires voisins ne puisse les subjuguer ». De même (en se référant ici directement aux Bulgares), « le fait que nous avons pour nos voisins les sentiments les plus fraternels » et que nous sommes liés à eux par « d'anciens et glorieux souvenirs », nous impose « de leur parler sur tous les tons ». Le fait que « non seulement par voisinage, mais aussi par tradition nous sommes leurs amis les plus sincères (...) cette amitié cimentée depuis des siècles devrait nous donner le droit de leur demander, de prétendre même d'eux qu'ils nous écoutent, et même qu'ils n'écoutent que nous, qu'ils nous écoutent plus que leur douleur, leur soif de justice et leur amour de la patrie ». Loin de leur imputer le fait qu'ils se sont soulevés pour la justice et la liberté, « nous regrettons que la douleur et les instigations de quelques impatients les aient poussés à un mouvement dont le résultat ne peut que compromettre leur cause (...) Ils doivent bien se dire qu'une nation ne s'affranchit point par les incursions de quelques individus constitués en *tchéta* dans un pays étranger, mais par le développement du sentiment national dans l'intérieur de leur propre pays, par un soulèvement massif et au moment voulu du peuple entier, et cela seulement lorsque toutes les tentatives pacifiques se seront avérées vaines ». Si toutefois ils ont jugé qu'ils devaient prendre les armes en main, alors « nous leur demandons : ont-ils des armes et des munitions en quantité suffisante, sont-ils assez bien organisés pour pouvoir lutter seuls contre l'Empire? Se sont-ils assuré le soutien des autres peuples balkaniques, l'appui des puissances européennes? (...) C'est alors seulement qu'ils auraient dû partir au combat ». Telle était la conception de Rosetti, glissée entre les lignes de trois articles de polémique avec la presse conservatrice. Un exposé direct et systématique aurait signifié un appel direct à la lutte et aurait mis en danger l'existence du journal. Mais Rosetti ne s'arrête pas là : « Si nous parlons sincèrement aux Bulgares — affirme-t-il — nous avons le devoir d'en faire autant avec le gouvernement français. Les paroles prononcées par M. Moustier à la Chambre française n'auraient-elles pas contribué puissamment à ce petit soulèvement? M. Moustier a reconnu que les chrétiens de Turquie ont fait de grands progrès „en instruction et en civilisation", mais qu'ils „sont dépourvus d'expérience" et si demain des circonstances imprévues les amenaient à se conduire seuls, nous assisterions aux plus grands désordres, violences et injustices ». Or « Românul » ne souscrit pas à cette thèse et considère que M. Moustier n'est pas bien informé. Si en Bulgarie il se produit de « petites violences », celles-ci ne sont que la réponse aux grandes violences commises par les pachas, dont M. Moustier ne dit rien. « Assurément, M. Moustier ne lit pas " Românul", mais il se trouvera peut-être quelqu'un pour lui faire connaître cette respectueuse et

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

sincère critique de la nation latine du Danube. Mais qu'il lise „La Question d'Orient" de Bruxelles, qui montre les persécutions commises en Turquie, auxquelles seules les insurrections peuvent mettre fin ». Le journal ajoute que les grandes puissances n'ont pris aucune mesure en vue de l'amélioration du sort des chrétiens de l'Empire ottoman et que les Grecs de Crète ont dû lutter trois ans pour obtenir une administration plus humaine de la part des Turcs. Il est donc naturel que les Bulgares aient eu recours, eux aussi, à l'insurrection, seule voie pour obtenir une vie meilleure [119].

Expliquant les événements du 6 juillet et montrant qu'un soulèvement a commencé en Bulgarie, « Românul » souligne qu'en Roumanie aussi un certain nombre des Bulgares venus pour travailler aux champs et aux chemins de fer « ont préparé une centaine d'individus », avec l'aide du fermier de la terre de Petroşani et « sont passés secrètement, par deux ou trois, dans une île où l'on croit qu'ils avaient des armes, pour gagner ensuite l'autre rive ». Le gouvernement a pris des mesures pour arrêter cette action et, dans ce but, Brătianu est parti en personne à Giurgiu. En d'autres termes, « Românul », sciemment, cache le fait que la *tchéta* était formée de 125 individus [120], provenant pour la plupart de l'ancienne Légion de Belgrade, dissoute quelques mois auparavant, et qu'ils étaient réfugiés en Roumanie. Il ne se serait pas agi d'une *tchéta* entière ayant quitté la Roumanie, mais de petits groupes de deux à trois personnes. La situation de « Românul » était d'autant plus délicate que dans son numéro du 10—11 juillet (composé le 9 juillet, quand les journaux bucarestois n'avaient encore rien appris), au cours d'une polémique avec la presse conservatrice, il avait écrit entre autres : « C'est en vain qu'une partie de la presse de Bucarest, Iassy, Bacău, etc. va inventer des bandes ... ».

On s'imagine sans peine avec quelle violence la presse étrangère et celle de l'opposition se sont élevées contre le gouvernement et notamment contre Ion Brătianu, qui cumulait alors trois ministères. Une *tchéta* avait effectivement passé le Danube et il existait maintenant une base réelle qui pouvait donner lieu à toutes les exagérations.

Le fait que le gouvernement ne publiait pas de communiqué fournissait aux journaux conservateurs l'occasion d'attaques encore plus violentes.

---

[119] « Românul », 12, 17 et 19 juillet 1868. Rosetti attaque, de même, la Turquie et les puissances occidentales dans les numéros des 22, 23 et 24 juillet.

[120] En ce qui concerne le nombre exact des hommes des *tchétas*, voir St. Velikov et N. Fermandjiev, *Още за участниците в четата на Хаджи Димитър и Стефан Караджа* (A nouveau sur les participants à la *tchéta* de Hadji Dimităr et Stefan Karadja en 1868) dans « Исторически Преглед», XXIV, Sofia, 1968, n° 2, p. 82—87.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Devant une polémique aussi aiguë, il était naturel que le gouvernement publie un communiqué, réclamé avec insistance surtout par l'opposition. Et en effet, un communiqué était publié le 18 juillet dans le journal officiel « Monitorul », et reproduit ensuite dans plusieurs journaux, reconnaissant que 150 Bulgares, pour la plupart anciens membres de la Légion bulgare de Serbie, avaient franchi le Danube à Petroşani, terre du prince Ştirbei affermée au Bulgare Koloni. L'opération n'avait pu être observée, parce que le fermier, dont on avait incendié quelques meules de foin, avait fait venir un grand nombre de gardiens. On avait loué une embarcation, conduite par un « capitaine » grec et, profitant du fait que la rive était boisée et couverte de roseaux, les Bulgares ont pu passer dans une île et de là sur la rive turque. Pour dissimuler la provenance roumaine des armes, le communiqué précisait que sur les caisses dans lesquelles elles avaient été transportées figuraient des noms de marchands bulgares et allemands. Le gouvernement avait pris des mesures énergiques, à savoir il avait fait arrêter les deux frères Koloni — sur lesquels on a trouvé une proclamation — , le capitaine de vaisseau, le Bulgare qui avait fourni celui-ci et un Bulgare venu en Roumanie depuis quinze jours seulement et qui paraissait suspect. En outre, à Bucarest et dans les départements de Vlaşca et de Teleorman on avait procédé à des perquisitions et à des arrestations de personnes en vue, sans résultat d'ailleurs. Des unités militaires avaient été envoyées sur les lieux. En réalité pourtant, on continuait à ne pas prendre de mesures sévères. Par exemple, bien que le procureur ait trouvé dans le département de Dolj une quantité de 71 500 ocques de poudre, on n'a procédé à aucune arrestation [121].

Le ton du communiqué et les soi-disant « mesures sévères » [122] annoncées par le gouvernement ne pouvaient toutefois tromper l'opposition. Le journal « Trompeta Carpaţilor » lança sans tarder une attaque, qu'il aurait voulu décisive. Dans un grand article en première page, sous le titre *Les bandes bulgares*, il reprochait au gouvernement que lorsqu'il avait été accusé d'avoir fait confectionner des uniformes et des bottes, que l'on fabriquait des cocardes, qu'il existait un comité fort actif dont on dit que faisait partie le maire de Bucarest en personne, C. Panaiot, le gouvernement se contentait de répondre que ce sont des calomnies.

---

[121] « Ţara » du 23 juillet ; Tr. Ionescu-Nişcov, *op. cit.*, p. 393.

[122] Sur d'autres mesures prises par le gouvernement, voir Hr. Kapitanov, *Отзвукът в Румъния от преминаването на четата на Хаджи Димитър и Стефан Караджа* (L'écho en Roumanie du passage de la *tchéta* de Hadji Dimităr et Stefan Karadja) dans « Известия на Народната библиотека », Sofia, 1969, p. 192—194. Détails chez C. Velichi, *Четата на Хаджи Димитър и румънското обществено мнение* (La *tchéta* de Hadji Dimităr et l'opinion publique roumaine), dans *В памет на академик Михаил Димитров* (Hommage à Mihail Dimitrov), Sofia, 1974, p. 343 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Par ailleurs, dans une réponse à un article de « Țerra » qui affirmait que la Russie incitait à la révolte les chrétiens de Turquie, « Românul » du 22 — 23 juillet montrait que tout était de la faute de la Porte, qui avait créé une situation telle pour les chrétiens qu'une intervention de la Russie devenait possible. « Les puissances occidentales sont fautives de ne pas obliger la Turquie à renoncer à frapper, dépouiller et persécuter les pauvres chrétiens. Les fonctionnaires de l'Empire sont fautifs de ne pas voir et de ne pas arrêter ces choses ... ». C'est maintenant sans doute que le grand vizir demanda l'extradition de Filip Totiu [123].

Enfin, « La Presse » du 17 octobre affirmait — affirmation reproduite telle quelle par « Țerra » — qu'une *tchéta* de 30 Bulgares aurait essayé de forcer les gardes-frontière roumains d'Oltenița à leur donner une barque pour passer le Danube. A la suite du refus de ceux-ci et de la lutte qui se serait engagée, les Bulgares avaient pris la fuite. Ayant rapporté le fait au ministère de la Guerre, les gardes-frontière, au lieu d'être récompensés, furent punis. La nouvelle, qui provenait de sources turques, fut démentie par le gouvernement roumain [124]. De fait, celui-ci avait pris certaines mesures [125], parmi lesquelles « l'arrestation d'Ivan Kasabov » a fait un certain bruit. Ivan Kasabov, rédacteur du journal « Народност » et l'un des leaders de la « Communauté bulgare » de Bucarest (l'organisation qui avait préparé l'armement et l'action de la *tchéta)*, relate lui-même dans ses mémoires comment les choses se sont passées. Il montre que dans les premiers jours de juin, quelques jours avant le passage du Danube, il fut convoqué chez Ion Brătianu, qui lui demanda quel était l'effectif de la *tchéta* qu'il avait préparée pour passer le Danube et déclencher une insurrection en Bulgarie. A quoi Kasabov répondit qu'il ne savait rien, mais qu'il pourrait s'agir de petits groupes, comptant de 6 à 7 hommes, décidés à franchir le fleuve pour se venger des Turcs. Après quelques mots d'éloge à l'adresse de Brătianu, Kasabov déclarait en conclusion : « Un autre à sa place, m'aurait fait arrêter et notre action en aurait pâti à plusieurs points de vue » [126].

Kasabov écrit encore que Brătianu, afin de montrer que l'on prenait maintenant des mesures sévères, donna l'ordre qu'on l'arrête. L'arrestation fut accomplie avec tout « le bruit nécessaire » : « Brătianu m'a appelé au ministère et m'a dit : Quand je vous ai demandé des renseignements sur l'organisation de la *tchéta* qui a passé le Danube à Petroșani, vous ne m'avez pas dit la vérité, vous m'avez menti. Ces *tchétas* ont été une catastrophe pour nous. Vous nous aviez promis au début que vous ne feriez rien qui puisse préjudicier

---

[123] Tr. Ionescu-Nișcov, *op. cit.*, p. 395.
[124] « Țerra » du 12 octobre.
[125] Vl. Diculescu, *op. cit.*, p. 478 sqq.
[126] Ivan Kasabov, *op. cit.*, p. 107.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

à la Roumanie, mais alors déjà vous mentiez. La Roumanie vous accorde, à vous et aux autres Bulgares établis ici, une hospitalité fraternelle. Mais vous, vous faites tout de travers. Votre journal ne cesse d'inciter à la révolte, ce qui nous vaut des protestations continuelles de la part des puissances garantes. Moi j'ai excusé ces choses en disant que d'après notre constitution la presse est libre. Or, aujourd'hui même j'ai reçu deux protestations de la part du gouvernement turc contre votre journal (...) J'ai remis la question aux mains du procureur et du juge d'instruction. Maintenant vous vous justifierez devant eux et vous resterez en prison ». Kasabov relate ensuite qu'il a reçu chez lui la visite de ces deux personnages, qu'il a été conduit à la Police en voiture et de là à la prison de Dealul Spirii. Mais comme la prison ne possède pas de chambres spéciales pour journalistes, on l'a mis à l'infirmerie, où il est resté presque deux mois. Bien qu'il sût qu'il n'avait été arrêté que pour la forme, Kasabov trouva moyen d'être mis en liberté. Ayant toute liberté de communiquer avec le monde extérieur, il s'adressa à son ami Cezar Bolliac, qui était rédacteur en chef de « Trompeta Carpaţilor ». Suite à quoi Bolliac écrivait un article où il attaquait Brătianu, déclarant l'arrestation de Kasabov illégale. « Le rédacteur du journal bulgare — écrivait Bolliac — est jeté en prison pour un article (...) où il pousse les Bulgares à la haine contre le gouvernement turc (...) Nous (c'est-à-dire les adversaires politiques de Brătianu et de Rosetti — *n.n.)* avons toujours dit aux Bulgares : Vous êtes libres sur le territoire de la Roumanie ; faites des églises, faites des écoles, faites des journaux ; réunissez-vous, parlez et écrivez ; mais ne vous constituez pas en bandes, ne passez par le Danube armés, car nous avons des traités avec la Turquie et il n'est pas juste que vous, qui bénéficiez d'une telle hospitalité ici, vous payiez le bien que nous vous faisons en nous faisant du tort. Or, le gouvernement actuel ne s'est pas prononcé comme nous. Il s'est opposé à ce que l'on permette aux Bulgares d'avoir leurs journaux dans notre pays (assertion inexacte — *n.n.)* et lorsqu'il ne peut plus s'opposer, il jette ses rédacteurs en prison, tout en permettant et en contribuant à faire franchir le Danube par les bandes bulgares... ». Le journal ajoute que l'arrestation n'a pas été effectuée sur la demande du gouvernement turc, mais est sans doute l'œuvre des personnes « favorables à la politique de la Jeune Bulgarie, qui place ses espoirs plutôt vers l'Occident que vers le Nord ». Et pour conclure : « Nous protestons et nous disons au gouvernement : vous n'avez pas le droit d'arrêter qui que ce soit pour des délits de presse », car un tel procédé contrevient à la constitution du pays [127]«. Le lendemain de la publi-

---

[127] « Trompeta Carpaţilor » du 19 août/1er septembre 1868 (en fait, erronément, au lieu du 19 septembre/1er octobre).

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

cation de l'article de Bolliac, le ministre de la Justice vint à la prison et, dans le cabinet du directeur, montra à Kasabov que de mal il avait fait à la Roumanie, en procédant sans tact et en compromettant le gouvernement. Après quoi le leader bulgare fut mis en liberté [128].

Cependant la mise en liberté de Kasabov n'a pas été due seulement à l'article de Bolliac, mais aussi à l'intervention de Kiriak Tzankov, auquel Kasabov avait écrit en même temps. Bien que ce dernier ne mentionne pas le fait dans ses mémoires, il a raconté les circonstances de l'arrestation de Kasabov à l'écrivain Ivan Vazov, qui les a publiées par la suite. Au cours d'une audience — relate Vazov — accordée par Brătianu, chez lui, à Tzankov, il lui a promis solennellement qu'il allait mettre Kasabov en liberté et lui a dit que son arrestation avait été imposée par les circonstances. Tzankov mentionne encore ce fait : lorsque l'audience eut pris fin, Brătianu le reconduisit et là, dans l'antichambre pleine de députés, de journalistes et des sollicitants divers, il simula une grande colère, l'apostrophant et criant qu'il allait expulser tous les Bulgares qui, au lieu de vaquer à leurs occupations, complotent contre la Turquie. Mais ces paroles furent accompagnées d'une chaude poignée de main, qui signifiait : « Ne prenez pas au sérieux ce que je dis. Brătianu demeure votre ami » [129].

Le 15/27 novembre 1868, dans le message d'ouverture de la session parlementaire 1868—1869, le prince Carol soulignait que la tranquillité de la Roumanie n'avait été troublée que par « l'incident de Petroşani ». Le lendemain (16/28 novembre) fut formé le nouveau gouvernement, sous la présidence de Dimitrie Ghica, avec Mihail Kogălniceanu comme ministre de l'Intérieur. Au cours des débats sur la rédaction de la réponse au message, à la Chambre des députés comme au Sénat, plusieurs orateurs se sont occupés de la politique étrangère de la Roumanie en général et de l'action de Hadji Dimităr en particulier.

Ainsi, au cours de la séance de la Chambre du 26 novembre 1868, B. P. Hasdeu fit une interpellation dont nous citerons les passages suivants : « Parmi les différentes accusations qui, par l'intermédiaire de l'étranger, ont amené la chute ou plutôt la démission du ministère précédent (car la confiance du trône ne lui a jamais fait défaut, à preuve le message du prince, de même que le gouvernement a bénéficié de la confiance de ce parlement), les plus graves, celles qui ont eu le plus de poids ont été surtout ces deux-ci : son prétendu concours à la formation des bandes bulgaro-gouvernementales sur le territoire de la Roumanie et le prétendu traité d'alliance avec la Prusse et

---

[128] Ivan Kasabov, *op. cit.*, p. 122—125.

[129] Voir les affirmations de Kasabov dans la nouvelle *Strada Brătianu* (La rue Brătianu), par Ivan Vazov.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

la Russie, au détriment de la Turquie, de l'Autriche... ». Hasdeu ridiculise ensuite l'interpellation antérieure de P. P. Carp, qui lui a d'ailleurs valu une triste notoriété. Maintenant toutefois, quand les actes du ministère des Affaires étrangères sont entre les mains du président du Conseil des ministres D. Ghica et ceux du ministre des Affaires étrangères dans celles de Mihail Kogălniceanu, Hasdeu demandait qu'on lui réponde clairement si ces *tchétas*, dont l'opposition a fait un tel cas, ainsi que le traité susmentionné, ont existé réellement. A quoi D. Ghica répondit qu'il n'avait connaissance que de la *tchéta* de Petroşani, dont l'action est actuellement sous instruction judiciaire.

A la séance de la Chambre du 29 novembre, Ion Brătianu a tenu un grand discours dans le cadre duquel il a abordé entre autres le problème des *tchétas* bulgares, dont il a fait l'historique complet, réduisant à néant les arguments de l'opposition et de la presse étrangère. Ainsi que l'a apprécié un auteur bulgare, « ce fut là l'un de ses plus brillants discours parlementaires, qui fut accueilli par un tonnerre d'applaudissements. Ce discours enthousiasma l'émigration bulgare, car Brătianu, malgré la situation intérieure et extérieure délicate dans laquelle se trouvait la Roumanie, eut le courage et la noblesse de déclarer du haut de la tribune parlementaire que, „dans l'attitude de la Roumanie à l'égard de la Bulgarie, il existe une limite que l'on ne pouvait franchir" »[130].

Dans ce long discours, Brătianu a affirmé qu'il a surveillé tant qu'il a pu la frontière du Danube, dépassant même les limites prévues par la constitution. Mieux : après l'incursion de la *tchéta* de Hadji Dimităr, lorsque toute la presse étrangère parlait d'un grand nombre d'autres *tchétas* prêtes à franchir le Danube, Brătianu est entré en contact avec les leaders bulgares de Roumanie et leur a dit : « Vous êtes venus en Roumanie, vous y avez trouvé asile et vous y avez trouvé des frères, qui vous ont reçus à leur table et vous ont rassasiés. Et maintenant, en reconnaissance pour le bien que vous avez trouvé chez eux, vous voulez leur répondre par de l'ingratitude ? » Et Brătianu de continuer : « Quand vous verrez les Turcs à Giurgiu et les Autrichiens à Bucarest, votre cœur n'aura-t-il pas des remords ? Les Bulgares ont compris notre appel et n'ont pas bougé. Je tiens à leur exprimer toute ma reconnaissance, car ils ont étouffé leurs sentiments les plus nobles pour la sécurité de la Roumanie ». Déclarant ensuite que la Turquie et les grandes puissances ont été mécontentes, parce que « nous n'avons pas voulu être des bourreaux », Brătianu a ajouté : « Nous sommes un petit Etat, nous avons le cœur plus près de la tête et nous ne saurions nous comparer

---

[130] « Monitorul oficial », IIe partie, nº 27 du 5 décembre 1868 ; voir aussi Hr. Kapitanov, *op. cit.*, p. 96.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

aux grands Etats (...), au point de pendre et de massacrer des hommes. Nous ne pourrions jamais trahir les Bulgares de Roumanie et les livrer au gibet (...), car alors, vraiment, la Roumanie périrait. A cet égard, ce qu'a déclaré le ministère d'hier, le ministère d'aujourd'hui le continuera, ce que nous avons fait ils le feront aussi, car eux aussi ont du cœur et les mêmes sentiments, les mêmes devoirs de Roumains que nous. Alors toutes les puissances de l'Europe verront... » que ce que nous avons fait « ce n'étaient ni les sentiments, ni la volonté d'un homme, d'une nuance, d'un parti, mais les sentiments et la volonté de toute une nation ».

Mihail Kogălniceanu a repondu au discours de Brătianu de la part du nouveau gouvernement, exprimant son accord avec les idées soutenues par celui-ci et ajoutant que « s'il a jamais regretté de ne pas se trouver parmi les députés, mais sur le banc des ministres, c'était bien maintenant, car il aurait voulu mêler ses applaudissements à ceux de la Chambre ». Il a ajouté que la Roumanie est un pays constitutionnel et qu'elle ne peut interdire la création et l'activité culturelle des comités bulgares, qui existent aussi en Turquie et en Autriche.

Au Sénat aussi des accusations ont été formulées à l'adresse de l'ancien gouvernement. Ainsi, à la séance du 29 novembre, D. Costaforu a affirmé que le gouvernement non seulement n'a pas été indifférent au passage du Danube par la *tchéta*, mais « l'a même favorisée » et a « coopéré avec elle ». En échange, Al. Sihleanu a répondu aux paroles de Costaforu, selon lesquelles la *tchéta* « a été organisée au su du ministère précédent et même sous l'égide de je ne sais quel haut fonctionnaire » que lui aussi pourrait affirmer que la *tchéta* a été organisée par l'opposition, dans le but de discréditer le gouvernement. Le lendemain, le sénateur Plagino a relaté que, se trouvant par hasard à Giurgiu peu après le passage de la *tchéta*, il a demandé à « un haut fonctionnaire de la préfecture » comment il se faisait que l'on n'ait rien senti avant le passage de la *tchéta*. A quoi celui-ci a répondu en riant : « Parbleu, n'est-ce donc pas nous qui avons procuré les chariots avec lesquels on a transporté les armes de Giurgiu à Petroşani, n'est-ce pas nous qui avons fabriqué les 1500 pains ? »[131].

Il n'y a rien d'étonnant à ce que la presse étrangère et, en particulier, les journaux hongrois et autrichiens aient continué longtemps encore à attaquer la Roumanie. Ainsi, « Pester Lloyd » du 5 janvier 1869 écrivait, sous le titre *Bucarest, 27 décembre :* « Ces jours-ci une réunion extraordinaire s'est tenue dans la maison de

[131] « Monitorul oficial » du 10/22 décembre 1868, p. 1359. Voir également « Românul » du 1er décembre 1868.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Monsieur Brătianu, réunion à laquelle n'ont pris part que des Bulgares. On y a débattu le plan d'une insurrection en Bulgarie et l'on a établi les moyens par lesquels il pourrait être mis en œuvre maintenant même, en janvier ». Le même journal écrivait dans son numéro du 6 janvier 1869 que « Hadji Dimităr n'a été à Bucarest que 12 jours, mais durant ce bref laps de temps il ne s'est entretenu qu'avec Brătianu, qui désire à tout prix devenir le Cavour de la Roumanie » [132].

Dès la fin de novembre 1868 [133], le tribunal de Giurgiu avait traduit en justice les « complices » des partisans de Hadji Dimităr, mais le nouveau gouvernement continuait à faire traîner le procès. Le 26 janvier 1869, celui-ci n'était pas encore terminé. Dans le journal « Românul » de ce jour, le défenseur des accusés, l'avocat Ghiculescu tâchait de poser la question tout autrement, à savoir dans le sens que les *tchétas* seraient venues de Bulgarie et se seraient rassemblées dans une île du Danube d'où elles sont retournées dans leur patrie. Son argumentation était fondée sur les rapports officiels des commandants des troupes ottomanes qui ont lutté contre les *tchétas* en juin et juillet 1868. Mais l'hypothèse de Ghiculescu était insoutenable, puisque même « Românul » du 15 février 1869, dans sa polémique avec « Ţerra », ne niait pas le passage du Danube par la *tchéta* de Hadji Dimităr, mais rien que par cette *tchéta*-là alors que « Ţerra » en accusait aussi d'autres [134].

Le procès prit fin dans les derniers jours de février 1869, quand les sentences furent prononcées. Il avait fallu le prolonger afin que les agitations politiques se calment un peu et que l'on puisse infliger des peines plus légères. Finalement Vasile Koloni, N. Bakaloglu et George Anghelovitch furent condamnés à six mois de prison, Teodor Mărgineanu, D. Economu et Gh. Karnabatu à deux mois. Deux autres prévenus, qui ne sont pas apparus au procès, devaient être jugés ultérieurement [135], mais ils ne l'ont plus été.

La sentence a été publiée dans l'édition française du « Moniteur officiel ». Après le réquisitoire du procureur, sans doute pour estomper la gravité du cas, on a affirmé que le siège principal du Comité central bulgare se trouvait en Bulgarie et qu'il avait de simples ramifications en Serbie et en Roumanie. Le passage du Danube s'est effectué sur les ordres et les demandes adressés au Comité de Roumanie. Les autorités n'ont pas remarqué les concentrations des hommes de la *tchéta*, le moment ayant été très bien choisi. On se trouvait

---

[132] « Românul » des 10, 13 et 14 janvier 1869, « Ţerra » du 11 janvier 1869 et le « Démenti » dans « Monitorul » du même jour.

[133] « Le Moniteur roumain » du 6 janvier 1869, p. 27.

[134] « Ţerra » écrivait le 10 septembre sur les rapports de Hadji Dimităr avec le consul de Russie à Bucarest et sur Filip Totiu.

[135] « Le Moniteur roumain » du 25 février 1869.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

en effet à la mi-juin, c'est-à-dire au moment de la moisson, quand les Bulgares ont coutume de venir travailler en Roumanie. « Ainsi personne n'a été étonné — dit la sentence — de voir passer ces colonnes de «travailleurs agricoles en costume bulgare et portant des bêches. N'est-ce pas là une habitude séculaire ? Chaque été nous empruntons de Bulgarie et de Serbie la main-d'œuvre qui nous manque. Il a donc été facile de rassembler un aussi grand nombre d'hommes sous la couverture de la moisson. C'est M. Vasile Koloni, agent actif du Comité bulgare, sur lequel on a trouvé un grand nombre de proclamations appelant les Bulgares aux armes, qui fut l'âme de cette action ». Le boulanger roumain Teodor Mărgineanu, avait fourni le pain, les biscuits de campagne et le tabac nécessaires. Penko de Karnabat était celui qui avait expédié les provisions à Petroşani ; on a trouvé sur lui de l'argent appartenant au Comité. N.Bakaloglu recevait les ordres de Serbie, par ses émissaires. Les armes ont été distribuées généreusement et l'on en a encore trouvé dans les caisses. Sur D. Economu, Penko, Ioan Grudov et autres on a trouvé des papiers, des lettres et des télégrammes en rapport avec l'insurrection. Gheorghi Anghelovitch avait trouvé un capitaine et loué un vaisseau soi-disant pour charger des marchandises. Arrivé au lieu fixé en même temps que les hommes de la *tchéta*, le capitaine ne pouvait plus rien faire et fut obligé d'effectuer le passage. Grâce à la végétation abondante des îles du Danube et à l'habileté d'Anghelovitch, toute l'opération a pu être accomplie sans que personne remarque l'embarcation.

Il est certain que le gouvernement turc n'a pas été satisfait de la sentence, d'où sa nouvelle demande pour l'extradition de Filip Totiu [136]. Mais la difficulté avec laquelle on le découvrait et la régularité avec laquelle il s'évadait chaque fois prouvent combien il était aidé. Du reste, cette complicité des autorités [137], ainsi que la sympathie et le concours de la population pour les patriotes bulgares, sont confirmés de différentes manières. Les quelques hommes de la *tchéta* de Hadji Dimităr qui ont échappé l'ont déclaré [138], les leaders du mouvement de libération de la Bulgarie l'ont reconnu [139], les premiers auteurs à avoir écrit sur la *tchéta* l'ont précisé [140], la presse étrangère l'a publié, la presse et les hommes politiques de Roumanie l'ont affirmé [141]. Sans le concours de la population bucarestoise, parmi laquelle il convient de citer Nicolae Creţu, qui a tellement aidé

---

[136] Tr. Ionescu-Nişcov, *op. cit.*, p. 395 sqq.

[137] Hr. Makedonski, *op. cit.*, *loc. cit.*

[138] Ivan Kasabov, *Моите спомени*...(Mes souvernirs), apud Tr. Ionescu-Nişcov, *op. cit.*, p. 404.

[139] Hr. Makedonski, *loc. cit.*; F. Simidov, *op. cit.*, p. 363.

[140] « Românul » du 30 novembre 1868.

[141] F. Simidov, *loc. cit.*

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

les Bulgares, sans le boulanger T. Mărgineanu de Giurgiu et sans bien d'autres personnes dévouées à la cause bulgare, la *tchéta* de Hadji Dimităr se serait heurtée à de très grands obstacles dans l'accomplissement de son action. Enfin, certains membres de l'émigration bulgare, désireux d'éclairer le public roumain sur leur lutte pour la libération de leur patrie, ont publié des articles [142] ou décrit des brochures, dont nous ne mentionnerons que celle d'Anghelaki Savitch [143]. On voit donc combien favorable était l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée l'action de Hadji Dimităr. Celle-ci marque la fin de toute une étape du mouvement de libération nationale du peuple bulgare, sous la conduite de l'émigration bulgare à laquelle le gouvernement roumain, certaines personnalités politiques et surtout les masses ont créé des conditions propices d'activité.

Il faut ajouter que pour la presse conservatrice les *tchétas* bulgares constituaient un excellent moyen d'attaquer la politique extérieure du gouvernement, tandis que pour les journaux libéraux et en premier lieu pour « Românul » de C. A. Rosetti, dont le rédacteur en chef était Eugeniu Carada, elles représentaient la continuation d'une ancienne tradition de soutien du mouvement de libération bulgare. Même si les deux protocoles de la « Coalition sacrée » de 1866 n'avaient pas été signés, ils se sentaient toujours aussi solidaires de la fraction de l'émigration bulgare qui poursuivaient ce but. C. A. Rosetti et Eugeniu Carada sentaient très fort cette identité d'intérêts que le premier, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, a même proclamée dans l'un de ses articles. De fait, dans la politique étrangère de la Roumanie un changement avait lieu. Dès l'époque du gouvernement Creţulescu et surtout sous le gouvernement Ştefan Golescu, il s'était produit un refroidissement des relations de la Roumanie avec l'Autriche-Hongrie et la France, parallèlement à un rapprochement roumano-prussien et roumano-russe [144]. Ce renversement de la politique étrangère roumaine explique d'ailleurs les attaques de la presse autrichienne et française, ainsi que de la presse conservatrice d'ici, en particulier des journaux « Ţerra », « Trompeta Carpaţilor » et « Pressa ». Les attaques de la presse autrichienne sont devenues particulièrement violentes à partir de mars 1868, lors de l'adoption de la loi d'organisation de l'armée roumaine, quand certaines commandes d'armement furent passées en Prusse et dans d'autres pays. C'est pourquoi l'on a agité la question des *tchétas* bulgares en janvier-avril 1868. Le remplacement de Ştefan Golescu

---

[142] Voir notamment « Народност » de juillet et août 1868, sous la rédaction d'Ivan Kasabov, au sujet des combats de la *tchéta* de Hadji Dimităr.

[143] A. Savici, *Insurgenţii bulgari de la 1868 sub comanda lui Hagi Dimitri şi Ştefan Karagea* (Les insurgés bulgares de 1869 sous le commandement de Hadji Dimităr et de Stefan Karadja), Brăila, 1871.

[144] Voir à ce sujet *Istoria României*, vol. cité, p. 574—577.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

par son frère Nicolae Golescu, considéré comme plus modéré et qui, en dehors de la présidence du Conseil, occupait aussi le ministère des Affaires étrangères, a fait cesser la campagne de la presse conservatrice, qui en mai, juin et pendant les premiers jours de juillet — jusqu'à l'incursion de Hadji Dimităr — n'a plus attaqué le gouvernement roumain à ce sujet.

Puis, après cette période de détente, s'est produite la seconde offensive des conservateurs, qui ne devait prendre fin qu'avec la chute du gouvernement, offensive qui fut tout aussi violente que la première, bien que la situation se fût calmée et que le gouvernement eût pris effectivement certaines mesures pour éviter de nouveaux incidents. L'offensive des conservateurs s'est déroulée autant sur le plan parlementaire (interpellation de P. P. Carp) que, surtout, par la presse. « Țerra », « Trompeta Carpaților » et autres journaux conservateurs avançaient leurs propres arguments, mais ils étaient convaincus que leurs accusations gagneraient en virulence si elles étaient confirmées par la presse étrangère. Aussi bien citaient-ils d'amples passages renfermant des exagérations auxquels ils ne croyaient pas eux-mêmes, mais qui les dégageaient de toute responsabilité, d'autant plus que ces nouvelles acquéraient une apparence de véracité par le fait qu'elles n'étaient pas démenties.

Les articles parus dans « Românul » sont importants à plusieurs points de vue. Se faisant l'écho de l'immense majorité du peuple roumain, qui sympathisait avec la cause du peuple bulgare, le journal de C. A. Rosetti a su mettre en évidence le caractère juste de cette lutte, dont l'action de la *tchéta* de Hadji Dimităr fut l'un des plus brillants épisodes. Il a révélé à l'opinion publique tant de Roumanie que de l'étranger la situation réelle de la Bulgarie, a démasqué les vrais coupables et a su répondre non seulement aux journaux étrangers, mais aussi aux représentants politiques et diplomatiques des grandes puissances. Rosetti — il faut le souligner — affirmait que tous les troubles de la Bulgarie, y compris les actions des *tchétas*, devaient être considérés comme un *véritable mouvement national*, que les membres de celles-ci faits prisonniers ont tous témoigné de « caractère, fermeté et patriotisme » dans toutes leurs réponses (fait reproduit, d'après « Românul », même par « Țerra ») et que l'activité des *tchétas* peut être caractérisée comme « une manifestation de jeunes gens animés par l'amour de la patrie ». Il faut souligner aussi l'intérêt des idées avancées par C. A. Rosetti pour la solution du problème oriental et surtout pour la voie par laquelle devrait être réalisée la libération de la Bulgarie. Il montrait les dangers présents et futurs qui la menacent et considérait *en juillet 1868* que la libération de la Bulgarie ne pouvait se faire par des incursions de *tchétas*, car un soulèvement général suppose nécessairement *l'existence*

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

préalable d'une puissante organisation révolutionnaire intérieure, d'armes en quantité suffisante, d'un appui solide de la part des peuples voisins. L'expression de ces idées justement au moment où Levski se trouvait en Roumanie est particulièrement significative et importante.

Enfin, le fait qu'en 1867—1868 la presse étrangère — française, austro-hongroise, turque, etc. — s'est occupée intensément du problème bulgare, faisant de lui l'un des points de la diplomatie européenne [145], a représenté une aide effective pour la cause de la libération bulgare.

Fondée par Ivan Kasabov, qui pouvait compter sur l'appui non seulement de son ami C. A. Rosetti, mais aussi de Golescu, de Brătianu et de Kogălniceanu (et par ceux-ci de celui du gouvernement roumain), la *Communauté bulgare* se trouvait elle aussi sous l'influence de la Roumanie, tout comme auparavant le *Comité central secret bulgare* dont, à de petites différences près, elle a suivi la ligne. C'est pourquoi, à l'instar de celui-ci, elle s'est orientée non vers la Russie, mais vers les pays d'Occident et notamment vers la France. Cette tendance ressort d'une lettre ouverte publiée dans « Народност » [146], à l'adresse du journal bucarestois « L'Etoile d'Orient », par Hadji Dimităr et ses hommes, alors dans les Balkans, demandant que « L'Europe (. . .) prenne sous sa protection » les Bulgares désireux d'échapper à l'influence tsariste, influence si néfaste pour eux comme pour les autres peuples d'Europe. De fait, la lettre avait été composée par Ivan Kasabov, car à ce moment (septembre 1868) la *tchéta* de Hadji Dimităr avait été anéantie depuis longtemps [147]. En juin 1868, lors de la visite à Bucarest du prince Napoléon (neveu de Napoléon 1er), la *Communauté bulgare* lui remit un « Mémoire » pareil à celui de 1867 et le journal « Народност », faisait dans son article de fond une comparaison qui expliquait clairement pourquoi la *Communauté* s'orientait vers l'Occident et en premier lieu vers Napoléon III. Dans un temps très court — y était-il écrit — « la France a tellement fait pour le peuple roumain », alors que le tsarisme « n'a presque rien réussi à faire, depuis des siècles, pour la libération ou au moins pour améliorer le sort du peuple bulgare » [148]. Il était visible que la *Communauté bulgare* voulait suivre la voie des révolutionnaires roumains de 1848. A partir du mois d'octobre 1868, c'est une véritable campagne antitsariste qu'entreprend le journal. On y lit que si la *tchéta* de

---

[145] Voir les ouvrages cités de K. Văzvăzova Karateodorova, Bistra Tzvetkova et V. Paskaleva. Pour la presse anglaise, voir A. Monedjikova, *Четата на Хаджи Димитър и Стефан Караджа и английските дипломатически документи* (La *tchéta* de Hadji Dimităr et de Stefan Karadja et les documents diplomatiques anglais), dans « Известия на Институт Ботев-Левски, » Sofia, 1956, fasc. 2.

[146] Voir le n° 42 du 11 octobre 1868.

[147] Al. Burmov, *Българското национално...*, p. 40.

[148] *Ibidem*, p. 39.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Hadji Dimităr a été trahie, la faute en revient au moins indirectement au baron Offenberg, que le tsar se contentait de promettre son appui mais ne faisait rien, que les Bulgares établis en Russie étaient mécontens de leur sort ; le journal soutenait les actions des révolutionnaires polonais. Une attaque encore plus violente fut lancée contre les « agents de Moscou » — expression qui désignait les gens de *Добродетелна Дружина* — lorsque ceux-ci envoyèrent un mémoire à la Conférence de Paris de 1869 (conférence convoquée pour résoudre le problème crétois). Cette attitude montre que le journal et l'organisation ne perdaient pas une occasion d'attaquer la Russie. En fait, le mémoire des 54 notables bulgares [149], rédigé le 29 décembre 1868, demandait à la Conférence de Paris, à peu de chose près, ce qu'avait demandé le mémoire du C.C.S.B. en 1867 et ce qu'avait demandé la *Communauté bulgare* elle-même. Or, Kasabov attaqua ce mémoire rien que parce que c'est la Russie qui en avait eu l'idée et la *Société de bienfaisance* qui l'avait mise en pratique. Cette fois-ci, la critique de Kasabov n'était pas fondée et même « Românul », ainsi que « L'Etoile d'Orient », ont considéré juste la demande de la *Société de bienfaisance*. « Românul » estimait que le mémoire avait été rédigé par des hommes patriotes et politiciens habiles, ce pour quoi ils méritaient des félicitations. Le problème bulgare est trop peu connu et c'est pourquoi il ne reçoit aucune solution. Par ailleurs, « L'Etoile » répondait à « Народност » « qui s'élevait contre le terme „notable" parce qu'il impliquait l'existence d'une aristocratie bulgare », que par ce mot il ne faut pas entendre une noblesse, mais tout simplement des personnes disposant d'une certaine aisance ou réputés dans leur domaine d'activité [150].

Tâchons de préciser les causes de l'attitude antitsariste de la *Communauté bulgare*. En 1866, d'évidence, une telle attitude de la part d'Ivan Kasabov et des dirigeants de *C.C.S.B.* était due à l'influence des révolutionnaires de 1848, qui étaient hostiles au tsar Nicolas Ier parce qu'il avait réprimé la révolution de 1848. Mais plus tard, l'attitude de Brătianu, de Rosetti et du groupe influent du *C.C.S.B.* s'est modifiée, allant jusqu'à un rapprochement avec la Russie. A partir de l'automne de 1868, l'orientation antirusse de Kasabov et de son groupe s'explique surtout par l'influence de Teofan Rainov. Celui-ci, établi à Constantinople après des études à une école commerciale de Vienne, avait été recruté par le service d'espionnage du grand vizir Aali Pacha. Pourtant, bien que stipendié et grassement payé par la Porte, Rainov, qui avait aussi des liens avec l'Occident et était par-dessus tout patriote, n'a pas trahi la cause bulgare. Pour justifier en quelque sorte l'argent qu'il recevait

---

[149] Voir le mémoire publié dans « L'Etoile d'Orient » du 19/32 janvier 1869, ainsi que ses échos en Bulgarie dans le nº du 6/18 mars 1869.

[150] Voir le même journal du 13/25 février 1869.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

de la Porte, il œuvrait pour éloigner de la Russie les organisations bulgares de Roumanie et en premier lieu les membres de la *Société de bienfaisance*. Rainov a donné de l'argent à Kasabov pour soutenir le journal « Народност » et c'est toujours lui qui a monté Kasabov et son groupe contre la Russie [151].

Cependant, cette campagne — et en général la campagne antirusse du journal — a déterminé un grand nombre d'émigrés bulgares à quitter la *Communauté bulgare*. Les Bulgares d'Odessa ont même protesté ouvertement et n'ont plus aidé le journal financièrement. Ceci a obligé Kasabov à publier dans « Народност » l'article de Kisimov intitulé « Restons de travers, mais jugeons droit », article qu'il avait d'abord refusé et que jusqu'à la fin il a bien dû publier, non sans l'accompagner toutefois de commentaires malveillants. Abandonnée peu à peu par tous ceux qui avaient peu ou prou des sympathies pour la Russie, la *Communauté* n'a pas tardé à se désagréger, d'autant plus qu'elle n'avait jamais constitué une organisation homogène, puisque certains de ses membres les plus influents avaient des liens de longue date avec la *Société de bienfaisance*. Il en était ainsi des riches négociants Constantin Ciocan, Spiru Constantinov et autres, alors que Ivan Kasabov, Kiriak Tzankov, D. Tzenovitch, etc. avaient toujours été ses adversaires. Le fait est que ce dernier groupe est resté isolé et, à partir du début de 1869, on n'a plus entendu parler de la *Communauté bulgare*, organisation que l'on peut considérer comme pratiquement liquidée dès le début de mois de février de cette année [152]. Au demeurant, la plupart des émigrés avaient fini par se convaincre que l'idée de la création d'un Etat bulgare à base dualiste était un non-sens politique. Ce revirement était dû en grande partie à l'article de Liuben Karavelov, publié dans le journal serbe « Zastava », puis reproduit, pour des raisons tactiques, dans « Народност » [153].

Le groupe Kasabov-Tzankov — Tzenovitch s'est accru de celui du journal « Тъпан » (le Tambour) [154], dont Tzankov était le rédacteur, groupe dont faisaient partie les jeunes à idées radicales et ceux qui devaient bientôt former le parti révolutionnaire. A ce journal humoristique collaboraient Hristo Botev et le peintre polonais, émigré à Bucarest, Henric Dembitzki [155], qui illustrait avec beaucoup

---

[151] Pour les détails, voir Al. Burmov, *op. cit.*, p. 51 sqq.

[152] Au sujet de la campagne antitsariste, de ses résultats et de la suppression de l'organisation, voir Al. Burmov, *op. cit.*, p. 40—41.

[153] Maniu Stoianov, *op. cit.*, I, p. 165, nº 3427.

[154] Ivan Undjiev, Cveta Undjieva, *Христо Ботев, живот и дело* (Hristo Botev, sa vie et son œuvre), Sofia, 1975, p. 187 sqq.; Maniu Stoianov, *op. cit.*, I, p. 449.

[155] Tatiana Silianovska Dimitrova, *Карикатурите на Хенрик Дембицки в « Тъпан »* (Les caricatures de Henrik Dembicki dans « Тъпан »), dans *Сборник Христо Ботев* (Recueil de Hristo Botev); M. Dimitrov, *Съчинения на Христо Ботев* (Œuvres de Hristo Botev), III, Sofia, 1945, p. 448—449.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

de talent les articles dirigés contre « les vieux ». A partir de mars 1869 ce groupe a commencé à se nommer *Млада България* (La Jeune Bulgarie) et « Народност » s'est proclamé l'organe du groupe[156]. *Млада България* était de tendance pro-occidentale et antitsariste, suivant donc l'exemple du *C.C.S.B.* et de la *Communauté bulgare*, à ceci près que l'idée de dualisme, encore qu'acceptée, n'était plus claironnée avec force, ceux de « Тъпан » n'ayant jamais voulu entendre parler de ce compromis. Ainsi que l'on peut voir, l'influence des libéraux roumains et, en général, de la révolution de 1848, avec toutes ses déviations idéologiques ultérieures, s'est poursuivie. Kasabov est resté en relations avec Brătianu, Rosetti et l'entourage de ceux-ci. Kiriak Tzankov, de même, a conservé ses liens avec Cezar Bolliac, Brătianu et autres personnalités politiques roumaines. Du reste, peut-être justement en raison de ces liens, *Млада България* se nommait aussi *Parti libéral*.

En mai 1869, Ivan Kasabov et son groupe sont entrés en contact avec des personnalités politiques marquantes d'Occident, telles que Mazzini, Garibaldi, Bakounine et autres. Le but de ces contacts était l'espoir que ceux-ci prennent la défense de la Bulgarie et exercent par leur prestige une influence sur les gouvernements des grandes puissances. Il faut souligner que l'idée de cette action a été suggérée en grande mesure par les hommes politiques roumains, notamment par C. A. Rosetti, Eugen Carada, Grigore Serurie, Valentineanu, etc. ; il ne faut pas oublier, dans ce sens, qu'Eugen Carada avait préparé une insurrection en Autriche et en Italie au nom de Mazzini et que Valentineanu avait servi comme officier dans l'armée de Garibaldi[157]. En février 1869 on diffusait encore à Bucarest des proclamations de Mazzini[158].

C'est ainsi que s'explique qu'en octobre 1869 « Народност » (numéro du 11 octobre) montrait que le peuple italien, qui a subi lui aussi le joug de l'étranger entend aider le peuple bulgare. Le même numéro reproduit une lettre de Mazzini aux Polonais, accompagnée d'un commentaire du journal à la louange du révolutionnaire italien[159]. En avril et mai 1869 paraissaient d'autres articles dans

---

[156] Al. Burmov, *op. cit.*, p. 45.

[157] M. Theodorian-Carada, *Efemeridele* (Ephémérides), Bucureşti, 1930, p. 55, 65, 69. Cf. C. Velichi, *Relaţiile româno-turce*..., p. 858 ; D. Hurezeanu et C. Velichi, *Date noi privind pătrunderea ideilor Internaţionalei I-a în România şi în rîndurile emigraţiei bulgare din ţara noastră* (Nouvelles données sur la pénétration des idées de la Ière Internationale en Roumanie et parmi l'émigration bulgare de notre pays), dans « Romano-slavica », XI, Bucureşti, 1965, p. 25.

[158] « Românul » du 20 février 1869. Voir le manifeste de Mazzini adressé aux peuples d'Orient daté « Lugano, janvier 1869 » dans « l'Etoile d'Orient » du 25 février/7 mars 1869.

[159] Voir le numéro de « Народност » du 11 octobre 1869, cité par D. Kosev, *op. cit.*, p. 26.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

le même sens [160]. Du reste, l'appellation même de *Млада България* — semblable à « La Jeune Pologne », « La Jeune Serbie » et autres — était « mazzinienne ».

Les deux délégués de l'émigration, Teofan Rainov et Raitcho Grăblev, représentant *Млада България*, sont arrivés à Genève le 3/15 juin. Ils ont eu une première entrevue avec Hertzen, mais celui-ci leur a déclaré qu'il ne s'occupe pas du problème bulgare et leur a recommandé de parler à Bakounine. Ce dernier leur a fait de grandes promesses et leur a conseillé d'aller à Paris afin d'obtenir l'appui de Napoléon III. Cette démarche n'a pas eu lieu, mais en échange, par Bakounine et Hertzen, les deux délégués bulgares sont entrés dans des cercles « mazziniens », sont partis à Londres et ont été reçus par Mazzini. Celui-ci, entre autres conseils et directives, s'est prononcé contre le dualisme — formule qui conserve l'institution monarchique — et les a poussés à rester fidèles à la propagande républicaine [161]. Il les a assurés de l'appui de Garibaldi, qui était désireux de venir en aide aux Bulgares engagés dans la lutte pour leur liberté. A côté de Mazzini, Garibaldi a même écrit aux Bulgares de Bucarest, exprimant son désir que son fils aille à Bucarest pour discuter avec eux. Ainsi s'explique le fait que dès septembre 1868 le journal « Ţerra » écrivait, d'après « L'International » : « Le bruit selon lequel Menotti Garibaldi serait arrivé ici est prématuré, mais il se confirme que sa venue est prochaine. On assure qu'il prendra le commandement de l'insurrection en Bulgarie ». Quelques jours plus tard, le 25 septembre, « Ţerra » écrivait que, aux dires des journaux français indépendants et officieux, Menotti Garibaldi était attendu à Bucarest et qu'un neveu de Garibaldi, Riccioti Garibaldi, ainsi que son gendre Bidischini, étaient déjà arrivés ici pour prendre le commandement des *tchétas* slaves [162]. D'où l'on peut déduire que les relations entre les Bulgares et Garibaldi étaient plus anciennes. Après le retour à Bucarest de Teofan Rainov, la Société *Братска Любов* (« Amour Fraternel ») a adressé une lettre de remerciements à Mazzini [163].

Le groupe *Млада България* ou *Братска Любов* (comme on l'appelait souvent, d'après la salle de lecture du même nom, où se réunissaient les sympathisants du parti « des Jeunes »), malgré des mérites incontestables, n'a pas réussi à faire l'unité de ce parti, réalisé en grande mesure, mais pour peu de temps, par la *Communauté bulgare*. Cependant, l'attitude hostile à la Russie tsariste et son

---

[160] D. Hurezeanu et C. Velichi, *op. cit.*, p. 25.

[161] D. Šeludko, *loc. cit.*; Al. Burmov, *op. cit.*, p. 48—51; D. Kosev, *Le mouvement national révolutionnaire bulgare et les milieux démocratiques d'Occident pendant le troisième quart du XIXe siècle (1850—1870)*, dans « Etudes historiques », II, Sofia, 1960, p. 328—329.

[162] « Ţerra » du 21 et du 25 septembre 1868.

[163] D. Strašimirov, *op. cit.*, p. 442—443; D. Kosev, *op. cit.*, p. 26—27.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

orientation vers les puissances occidentales n'avaient l'assentiment que d'une fraction réduite de l'émigration bulgare. « Дунавска зоря » contestait à « Народност » — l'organe du groupe — le droit de s'intituler « journal du peuple », car il ne parlait pas au nom de tous les « jeunes ». Néanmoins, le groupe a réussi pour un certain temps à diriger le mouvement de libération nationale [164] et a même pris certaines initiatives proprement révolutionnaires, ainsi que la *Communauté bulgare*. C'est, par exemple, sur l'initiative de D. Tzenovitch et avec les fonds donnés par celui-ci au nom de la *Communauté* que Vasil Levski a accompli en 1869 ses deux voyages en Bulgarie [165].

Malgré ses faiblesses, le groupe *Млада България*, constitué autour de la salle de lecture *Братска Любов* (bien qu'il n'ait jamais été une organisation dans le véritable sens du terme, on ne peut lui contester son caractère de groupe) [166], était la fraction la plus avancée des « jeunes ». C'est pourquoi autant Karavelov que Levski se sont attachés à lui, même s'ils n'ont partagé qu'en partie leurs idées. Du reste, en dehors des causes mentionnées plus haut, l'activité et les idées de ces deux révolutionnaires ont contribué elles aussi, en bonne mesure, à la désagrégation du groupe. En fait, à partir de l'automne de 1869, le mouvement bulgare de libération nationale, dont le centre se trouvait à Bucarest, marque un progrès et entre dans une nouvelle phase.

En conclusion, ce mouvement peut être divisé en deux grandes périodes, séparées par l'automne de 1869. Au cours de la première période (1866—1869), dont nous avons traité jusqu'à présent, on a affaire à un mouvement dirigé par quelques organisations — *C.C.S.B.*, *Communauté bulgare*, *Млада България*, *Société Братска Любов* — toutes caractérisées, en général, par une idéologie bourgeoise-libérale et dont les trois dernières représentent de fait l'extension et les nouvelles formes acquises par le *C.C.S.B.* après qu'il se fut éloigné du groupe de C. A. Rosetti. Toutes, à de petites différences près, ont eu le même programme politique et ont été influencées au début par l'idéologie bourgeoise libérale de Roumanie et, plus particulièrement, du groupe Rosetti, compte tenu, bien sûr, de certaines limites : par exemple, l'une des idées de ce programme, à savoir le dualisme avec la Turquie, n'a jamais fait partie de la conception roumaine.

---

[164] Al. Burmov, *op. cit.*, p. 56—57.

[165] Al. Burmov, *Български революционен централен комитет 1869—1876* (Le Comité central révolutionnaire bulgare, 1869—1876), Sofia, 1943, p. 35—37. Au sujet de l'argent donné à Levski, voir les archives D. Tzenovitch à la Bibliothèque Nationale Cyrille et Méthode de Sofia, fonds II a 7447.

[166] Hr. Gandev, *Васил Левски, политически идеи и революционна дейност* (Vasil Levski, ses idées politiques et son activité révolutionnaire), Sofia, 1946, p. 37 ; D. Šeludko, *op. cit.*, p. 475 ; D. Kosev, *op. cit.*, p. 29. Voir également le fonds susmentionné des Archives de la Bibliothèque Nationale Cyrille et Méthode de Sofia (les sommes versées par Tzenovitch).

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

IV. LE COMITÉ CENTRAL RÉVOLUTIONNAIRE BULGARE (C.C.R.B.) DE BUCAREST

1. **Renforcement du parti des « jeunes ».** L'année 1869 marque une période nouvelle dans l'histoire du mouvement bulgare de libération nationale, car c'est à partir d'alors que, au lieu des hommes de nuance bourgeoise-libérale qui l'avaient dominé depuis la mort de Rakovski, apparaissent les démocrates révolutionnaires Vasile Levski, Liuben Karavelov et Hristo Botev. Ces deux derniers s'établissent maintenant définitivement à Bucarest.

Hristo Botev [1] est venu à Bucarest dans la seconde moitié du mois de novembre 1867, alors qu'il était en route pour Odessa. Son voyage était en fonction de l'argent qu'il devait trouver en premier lieu à la « Société de bienfaisance ». Or les 20 francs que lui offrit Hristo Gheorghiev étaient loin de lui suffire. Aussi Botev partit-il pour Brăila, où il se trouvait fin-décembre. Mais là non plus il ne trouva pas l'aide qu'il avait demandée et, pour pouvoir subvenir à ses besoins, il entra comme ouvrier typographe et correcteur chez son compatriote D. Panitchkov, qui imprimait le journal « Дунавска Зора » de Dobri Voinikov. Botev était tout le temps en contact avec les membres de la *tchéta* de Stefan Karadja, qui avait traversé le Danube avec Hadji Dimităr en juillet 1868.

---

[1] Hristo Botev est né le 25 décembre 1847/7 janvier 1848 dans la petite vile de Kalofer, au pied des Balkans. Il a fait ses études à Karlovo, puis à Kalofer. Grâce aux relations de son père — l'instituteur Botlo Petkov, qui avait fait ses études en Russie — avec Naiden Gherov, le consul de Russie à Plovidv, Botev part en 1863 à Odessa, où il obtient une bourse pour le lycée. Vers la fin de sa seconde année de lycée, il fut renvoyé pärce qu'il négligeait les heures de classe pour assister, en échange, aux cours de la faculté d'Odessa. Pourtant, il resta encore un an à Odessa, en compagnie d'un groupe de révolutionnaires polonais, après quoi, à l'automne de 1866, on le trouve comme instituteur au village de Zadounaevka, habité par des Bulgares transplantés ici après la guerre ruso-turque de 1828—1829. En mars 1867, il revient à Kalofer pour remplacer son père malade. A l'automne de la même année, Botev quitte pour toujours sa ville natale dans l'intention de continuer ses études à Odessa. Pour les détails, voir la monumentale bibliographie d'Ivan et Cveta Undjiev. *Христо Ботев, живот и дело* (Hristo Botev, sa vie et sonœuvre), Sofia, 1975 (cité désormais : Undjiev, *Hristo Botev*).

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Il faut dire que, de fait, Botev aurait pu jusqu'à la fin, au prix de quelques efforts, arriver à Odessa. S'il est resté en Roumanie, opinent ses biographes, ce n'est pas seulement en raison des difficultés financières. Les années 1867 et 1868 avaient été, comme on l'a vu, des années de grandes réalisations pour l'émigration bulgare de Roumanie. Botev se trouvait en Bulgarie lors des raids des *tchétas* de Panaiot Hitov et de Filip Totiu et, à côté de ses compatriotes, il avait vibré à leurs exploits, dont ils attribuaient le mérite au *C.C.S.B.* Botev se sentait attiré par l'organisation qui avait déclenché ces deux actions et il a connu personnellement les hommes qui devaient passer en Bulgarie en 1868 sous le commandement de Hadji Dimităr. Il écrivait lui-même quelques années plus tard : «Tous nos lecteurs se souviennent des années mémorables 1867 et 1868. Mais seulement qui s'est trouvé en Roumanie alors, qui a vu de ses propres yeux et a pris part à l'enthousiasme révolutionnaire, qui a vécu ces moments impressionnants d'espoir qui ont soulevé alors notre émigration peut se rendre compte quelles forces impétueuses ont péri pour mettre fin à la première période de nos aspirations révolutionnaires» [2]. Hristo Botev avait vécu ces moments, et non pas comme un simple observateur. Sitôt après le passage en Bulgarie de Hadji Dimităr et de Stefan Karadja, il s'était préparé à suivre leur exemple avec une autre *tchéta* conduite par le voïévode Jeliu, où il devait faire l'office de secrétaire. Mais le manque d'argent nécessaire pour l'armement de la *tchéta*, ainsi que les mesures prises par le gouvernement roumain à la suite des protestations de la Turquie, de l'Autriche-Hongrie et de la France ont empêché la réalisation de ce projet.

En septembre 1868, Botev est venu à Bucarest avec la troupe de théâtre conduite par Dobri Voinikov, puis en automne il s'est inscrit comme étudiant à l'Ecole nationale de médecine mais il n'a pu en suivre les cours toujours par manque d'argent [3]. C'est en vain qu'il s'est adressé à Hristo Gheorghiev et à Naiden Gherov. Personne ne voulait rien savoir de ce jeune homme qui avait été renvoyé du lycée d'Odessa, qui avait adopté les idées des grands révolutionnaires démocrates russes, qui en Russie avait fréquenté les cercles révolutionnaires polonais et à Brăila des anciens et des futurs membres de *tchétas*. Dans cette situation désespérée, quand Botev errait sans

---

[2] Cité par Undjiev, *Hristo Botev*, p. 125.

[3] Voir sa demande dans P. Constantinescu-Iași, *Inscrierea lui Hristo Botev ca student al Facultății de medicină din București* (L'inscription de Hristo Botev à la Faculté de Médecine de Bucarest), dans *Studii istorice româno-bulgare* (Etudes historiques roumano-bulgares), București, 1956, p. 61 — 62. Pour le reste de la bibliographie, voir Undjiev, *Hristo Botev*.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

abri et sans avoir de quoi manger, il rencontra Vasil Levski [4], qui était également venu à Bucarest. Il n'était pas passé en Bulgarie avec la *tchéta* de Hadji Dimităr, parce qu'il ne croyait pas à la « tactique des tchétas », convaincu que sans une sérieuse préparation préalable en Bulgarie celles-ci ne pouvaient pas faire grand-chose.

Du reste, ainsi que l'ont montré les historiens bulgares Iv. Undjiev et Al. Burmov, la succession des tentatives échouées des *tchétas* avait conduit tout naturellement à l'idée d'organiser le peuple par l'intermédiaire des comités locaux. Autant Rakovski que le *C.C.S.B.* et même les membres de la *Société de bienfaisance* avaient songé à mettre en place de tels comités, mais Levski fut le seul à accorder à l'organisation intérieure l'importance exceptionnelle qu'elle a effectivement eue. Il est arrivé à cette conviction petit à petit, en examinant les réalisations et l'expériences des *tchétas* [5]. A noter que C. A. Rosetti a écrit, lui aussi, dans « Românul » que les *tchétas* n'arriveraient à rien sans une puissante organisation intérieure et sans une alliance avec quelques peuples voisins, point de vue dont Levski a eu connaissance.

A Bucarest, en septembre, Levski a fait la connaissance de Botev et en novembre, peut-être aussi au début du mois de décembre, pauvres tous les deux, ils ont cohabité dans ce moulin abandonné dont parlera le poète plus tard [6], et où ils ont certainement confronté leurs idées. Ils fréquentaient l'un et l'autre le parti des « jeunes », représenté encore à ce moment par la Communauté bulgare, puis

---

[4] Vasil Ivanov est né à Karlovo en 1837. A la mort de son père, modeste artisan dans cette ville, il n'avait que 14 ans. Voyant son inclination pour l'étude, sa mère le confia à un oncle, moine au monastère de Chilandari du Mont Athos, qui promit de s'occuper de ses études. Mais paratiquement, celles-ci se sont résumées à quelques années de classes à l'école de Stara Zagora. Au cours de ses pérégrinations à travers la Bulgarie avec son oncle, le jeune homme, devenu entre-temps diacre, a vu les souffrances du peuple bulgare de partout. Jusqu'à la fin, il s'est séparé de son oncle et, en mars 1862, il est parti pour Belgrade, où il s'est inscrit dans la première légion de Rakovski, dont il a embrassée l'idéologie. Le nom de Levski (de Левски = lion) lui fut donné à la suite du combat contre les Turcs de la citadelle, à laquelle il prit part. En 1863, Levski revint en Bulgarie comme clerc. Arrêté par les Turcs, puis mis en liberté sur l'intervention de Naiden Gherov, il quitte définitivement le clergé et sa ville natale, pour devenir instituteur. En février ou mars 1867, apprenant que Rakovski est en Roumanie pour former des *tchétas*, il va à Bucarest et devient le porte-drapeau de la *tchéta* de Panaiot Hitov, avec laquelle il passe le Danube en Bulgarie. Au cours de sa traverssée du pays de l'est à l'ouest par les Monts Balkans, Levski s'est rendu compte que le peuple n'était pas préparé pour l'insurrection. Arrivé à Kneajevac, puis à Belgrade, il s'inscrit dans la seconde légion bulgare de Belgrade; après son licenciement, il revient à Bucarest. Pour les détails, voir la dernière biographie : Ivan Undjiev, *Васил Левски, биография* (Vasil Levski, biographie). Sofia, 1967, notamment les pages 74 sqq. (cité désormais : Undjiev, *Vasil Levski*).

[5] *Ibidem*, p. 104.

[6] Hristo Botev. *Събрани съчинения* (œuvres complètes), I, Sofia, 1971, p. 485.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

par le groupe *Млада България* (La jeune Bulgarie), dont les principaux leaders étaient Ivan Kasabov, le rédacteur du journal « Народност », K. Tzankov, rédacteur adjoint, D. Tzenovitch, T. Rainov, etc.[7], même s'ils ne partageaient que quelques-unes des idées de ceux-ci et en aucun cas le dualisme avec la Turquie. Du reste, Levski n'avait pas le choix, car seule cette organisation pouvait lui offrir les moyens et l'initiative pour la réalisation de ses plans. Ainsi — relate dans son manuscrit Kiro Tuleškov — Dumitru Tzenovitch a dit à Levski que, « au lieu de perdre son temps dans le salon de lecture *Братска Любов* il ferait mieux de passer en Bulgarie et d'y faire de la propagande révolutionnaire ». A quoi Levski, accueillant avec joie cette suggestion, mais ajoutant que pour cela il avait besoin d'argent pour le voyage, Tzenovitch lui donna 30 livres turques [8].

Le 11 décembre 1868, Levski partit en bateau de Turnu Măgurele et, via Constantinople, arriva à Plovdiv ; puis il visita les villes de Karlovo, Sopot, Kazanlăk, Sliven, Tărnovo, Lovetch, Plevna et Nikopol. De là, le 24 février 1869, il rentra à Turnu Măgurele. Ce fut un voyage d'information, au cours duquel Levski n'entreprit rien comme mesures d'organisation. Pour le faire, il lui aurait fallu un mandat quelconque de la part d'une organisation connue, ayant son siège à Bucarest, des proclamations, etc. Pensant aux proclamations avec lesquelles la *tchéta* de Hadji Dimităr avait franchi le Danube, proclamations rédigées au nom du « gouvernement bulgare provisoire des Monts Balkans », mais qui en réalité avaient été composées et imprimées par Ivan Kasabov à Bucarest, Levski chercha à joindre celui-ci dans ce but [9].

Botev, lui non plus, n'a pas eu le choix et il s'est rapproché du groupe, formé autour du journal humoristique « Тъпан », qui commença à paraître le 1er février 1869 et qui se rapprochait, comme conception, de celui de la *Jeune Bulgarie*, compte tenu de la présence de Kiriak Tzankov et de Dumitru Tzenovitch [10]. La collaboration de Botev à « Тъпан » n'était pas d'ordre purement littéraire, mais avait aussi un caractère politico-social [11], dès lors que le journal était l'« organe du parti révolutionnaire en voie de formation » [12].

De février à la fin-avril, Levski s'est préparé en Roumanie pour un second voyage en Bulgarie. Ivan Kasabov lui a imprimé la proclamation selon ses désirs, en turc et en bulgare, munie du sceau

---

[7] Al. Burmov, *Българско национално* ..., p. 45.
[8] Undjiev, *Vasil Levski*, p. 110.
[9] *Ibidem*, p. 118 — 119.
[10] Al. Burmov, *op. cit.*, p. 45 — 46.
[11] Mihail Dimitrov, dans *Съчинения на Христо Ботев* (œuvres de Hristo Botev), édition de 1945, article introductif, p. 14.
[12] Manlu Stoianov, *op. cit.*, I, p. 449.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

du « Gouvernement provisoire ». L'on peut dire que dans le texte de la proclamation l'influence de Levski se fait sentir. Tout en contenant aussi les idées de Kasabov, la proclamation ne fait plus mention du dualisme et, ce qui est le plus important, précise qu'il faut que l'on se prépare pour un soulèvement, et cela en ne se basant que sur les forces propres du peuple bulgare. Avec ses proclamations dans ses bagages, Levski partit le 1er mai 1869 pour la Bulgarie, mais cette fois-ci par Turnu Măgurele-Nikopol. Au cours de ce voyage, qui a duré jusqu'au 26 juillet 1869, Levski a constitué les premiers comités révolutionnaires, posant ainsi les bases de l'organisation intérieure de la Bulgarie [13].

Le lendemain du départ de Levski pour Nikopol, soit le 2 mai 1869, arrivait à Bucarest l'autre grand révolutionnaire bulgare, Liuben Karavelov [14], qui avait été invité dès le 9 avril par Hristo Gheorghiev pour assumer la direction d'un journal destiné à défendre les intérêts de la *Société de bienfaisance* et, surtout, à répondre aux

---

[13] Undjiev, *Vasil Levski*, p. 123 sqq.

[14] Liuben Karavelov est né en 1834 à Koprivštica, ses parents étaient de riches marchands de bétail. Il a fait ses premières études dans sa ville natale, puis à Plovdiv. Il a beaucoup voyagé avec son père, qui voulait faire de lui un marchand, et il a connu de près la vie du peuple bulgare. En 1857, Karavelov est parti en Russie pour s'inscrire à une école militaire, mais il n'a pas réussi dans cette entreprise. Il est resté à Moscou et a suivi les cours de la Faculté des Lettres, étant entretenu par le riche marchand russe Kokarev. En 1861, Karavelov a publié une étude sur le folkore bulgare, puis quelques récits, tout en se faisant remarquer comme journaliste de talent. Il a été soumis à des poursuites par la police russe pour avoir fait lecture d'écrits de Hertzen. En Russie, Karavelov s'est rallié aux idées des slavophiles et des révolutionnaires démocrates russes. Au début du mois de février 1867, Karavelov s'est établi à Belgrade, probablement en liaison avec les importants événements politiques des Balkans et avec les plans, exposés ci-dessus, du comte Ignatiev. Ici il a déployé une activité intense parmi les émigrés bulgares et il est entré en contact avec la Omladina. En 1867, il a fondé avec les émigrés un comité bulgare, composé de 12 membres, dont le but était de former des *tchétas* armées destinées à passer en Bulgarie afin d'aider celles venues de Roumanie sous le commandement de Panaiot Hitov et de Filip Totiu. Le comité était en relation avec Blaznavac, le ministre de la Guerre. Lorsque le gouvernement serbe, poussé par la Russie, renonça à la guerre contre la Turquie et que la légion bulgare fut supprimée, Karavelov entra en conflit avec ce gouvernement. Il réunit ses hommes à Zaïtchar et commença une campagne dans le journal russe, dont il était correspondant, pour une action antiottomane commune de tous les peuples slaves. La tentative de Karavelov d'introduire sa *tchéta* en Bulgarie, le 20 juillet, fut empêchée par les autorités serbes et en mars 1868 Karavelov fut expulsé de Serbie. Arrivé à Novisad, Karavelov a continué à envoyer ses correspondances aux journaux russes. Le 29 mai, à la suite de l'assassinat du prince Michel, Karavelov fut arrêté et enfermé à Pest, d'où il ne fut mis en liberté qu'au bout de 203 jours. Comme il n'y avait plus grand-chose pour lui à faire en Serbie, il obtint un passeport serbe et accepta l'invitation de la *Société de bienfaisance* de s'établir en Roumanie. Lui-même a écrit : « J'ai d'abord habité en Serbie, où l'on ne m'a pas supporté ; je suis passé en Auriche, où j'ai été reçu encore plus mal (...) et jeté en prison ; j'ai failli y laisser ma peau. Maintenant je suis venu à Bucarest », v. M. Arnaudov, *Любен Каравелов, живот, дело, епоха 1834—1879* (Liuben Karavelov, sa vie, son œuvre, son époque — 1834—1879),

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

articles de « Народност » et de « Тъпан ». Les tentatives de Gheorghiev pour engager d'autres rédacteurs — parmi lesquels V. D. Stoianov (qui avait fait des études à Prague avec des fonds de la *Société de bienfaisance*), l'historien connu Marin Drinov, Vasil Drumev et autres — avaient échoué. Mieux, Hristo Gheorghiev avait été obligé d'inviter Karavelov malgré l'opposition de Naiden Gherov, qui désapprouvait les idées de Karavelov et son activité à Belgrade. Aussi Gheorghiev prit-il certaines mesures de précaution : le rédacteur serait subordonné à une commission de trois membres, choisis parmi les actionnaires et les personnes de confiance du parti des « vieux » [15].

Au moment de son arrivée à Bucarest, Karavelov était un journaliste connu, un lettré et un homme politique pourvu d'expérience [16]. Bien qu'il fût parti de Serbie en désaccord avec le gouvernement Garašanin et le prince Michel, il bénéficiait de l'amitié et de l'admiration de différents hommes politiques de l'opposition, journalistes et membres de l'Omladina. Il avait la conviction que le peuple bulgare pourrait se libérer avec l'aide du peuple serbe, de même qu'il croyait dans la nécessité et dans la possibilité d'une fédération balkanique, ou au moins slave.

Karavelov connaissait non seulement Kasabov, mais aussi Teofan Rainov et Botev. Il ressort clairement des documents des temps que ceux-ci lui ont montré ce qu'il en était de Hristo Gheorghiev et quelle était la politique menée par la *Société de bienfaisance*. Karavelov a rédigé le programme du journal « Отечество », en laissant à Hristo Gheorghiev le soin de le publier, puis il est reparti pour Novisad afin d'en rapporter ses livres. A son retour à Bucarest, il

---

Sofia, 1964, p. 288). Ajoutons que Liuben Karavelov est resté à Bucarest et qu'il est le seul idéologue révolutionnaire bulgare qui ait eu le bonheur de voir son pays libéré et son rêve accompli. Au sujet de l'activité de Karavelov en Russie et en Serbie, voir Mihail Dimitrov, *Любен Каравелов, биография* (Liuben Karavelov, biographie), Sofia, 1959, chap. 3, p. 39 — 90 et 91 — 144. Voir de même Krumka Šarova. *Любен Каравелов, и българското освободително движение — 1860 — 1867* (Liuben Karavelov et le mouvement bulgare de libération — 1860—1867), Sofia, 1970.

[15] M. Dimitrov, *op. cit.*, p. 183.

[16] L'idéologie de Liuben Karavelov a fait l'objet de longues discussions dans l'historiographie bulgare, discussions auxquelles ont pris part aussi des bulgarologues es d'autres pays. Les uns l'ont considéré comme un libéral bourgeois, qui n'est devenu révolutionnaire que durant la période 1870—1874, et non pas comme un révolutionnaire démocrate; d'autres l'ont considéré comme un révolutionnaire démocrate, plus ou moins conséquent. En fait, Karavelov a terminé sa carrière politique comme un libéral aux idées avancées. L'appréciation la plus juste est peut-être celle de D. Kosev, qui l'a défini « le révolutionnaire démocrate le plus hésitant, le plus indécis et le plus inconséquent » de toute l'histoire du mouvement de libération bulgare (D. Kosev, *Към историята на революционното движение в България през 1867—1871*, Sofia, 1958, p. 91). Pour les différents appréciations sur l'idéologie de Karavelov, voir les ouvrages de Mihail Dimitrov et autres, dans la bibliographie publiée à la fin du livre de N. Kondarev, *Идеология на Любен Каравелов* (L'idéologie de Liuben Karavelov), Sofia, 1957.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

trouva son programme imprimé, mais avec de nombreuses modifications. Sur ce, Karavelov résilia son engagement à la *Société de bienfaisance* et publia dans le numéro du 6 juillet de « Народност » un « avis » dans lequel il faisait savoir qu'il avait conclu un contrat avec Hristo Gheorghiev pour la publication du journal « Отечество », qu'il en avait rédigé « le programme selon mes convictions » au sujet des problèmes bulgares dans l'ensemble, mais qu'à son retour d'Autriche il avait trouvé « le programme changé et tourné à la manière de Monsieur Hristo (Gheorghiev) et compagnie. Moi je n'ai jamais été l'instrument de l'étranger et je n'ai jamais trahi le peuple. C'est pourquoi je désavoue ce programme et je préviens tous les Bulgares de ne pas me l'attribuer » [17].

Toutefois, le 25 juillet, le journal paraissait. Sous le titre bulgare « Отечество » figurait la traduction en roumain de celui-ci, « Patria ». Le journal, qui avait un caractère politique et culturel, était hebdomadaire. Il était imprimé sur quatre colonnes, deux en bulgare et deux en roumain. Après avoir précisé que L. Karavelov ne rédigerait plus « Отечество », le premier numéro du journal soulignait que les Roumains sont ceux « dans le pays desquels nous trouvons la plus grande liberté pour nous-mêmes ».

Tout le groupe des jeunes a accueilli avec hostilité le journal « Отечество », lequel s'est plaint d'avoir été calomnié par les « jeunes Bulgares » dans « Trompeta Carpaţilor » et traité de « moscovite » [18]. De son côté, « Отечество » a soutenu des polémiques avec « Дунавска Зора », qui paraissait à Brăila, et surtout avec « Свобода », le journal de Karavelov, qui a commencé à paraître quelques mois plus tard à Bucarest.

Entre temps, Karavelov partit à Odessa pour se procurer une presse et aussi pour convaincre les Bulgares de là de soutenir les « jeunes » dans la question de la future « Société littéraire bulgare ». Il y avait ainsi un confrontement de forces, de prestige et d'autorité entre les deux groupes et c'est celui des jeunes qui l'a emporté. De fait, la lutte décisive a eu lieu à la réunion de Galaţi du 25 septembre, à laquelle Levski n'a d'ailleurs pas pris part, mais y a envoyé un assez grand nombre de délégués des villes de Bulgarie. Ceux-ci, soutenus par les délégués des comités bulgares des villes de Roumanie, ont empêché la *Société de bienfaisance* de s'assurer la majorité qu'elle était presque sûre d'obtenir et qui lui aurait permis d'imposer ses propres statuts et par conséquent de mettre la main sur les biens de la nouvelle organisation. La réunion de Galaţi fut décisive. Ses dernières séances se sont tenues à Brăila où, du 26 au 30 septembre 1869,

---

[17] M. Dimitrov, *op. cit.*, p. 186.

[18] « Отечество », supplément au nº 4 du 15 août 1869.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

furent posées les bases de la « Société littéraire bulgare », l'embryon de la future Académie des sciences de la République Populaire de Bulgarie. Levski, avec les jeunes groupés autour du cabinet de lecture *Братска Любов*, ont signé une lettre par laquelle L. Karavelov et D. Tzenovitch recevaient le mandat de les représenter à l'assemblée de Galaţi.

D'Odessa, où il se trouvait, Karavelov envoya au journal « Дунавска Зора » un article contre les « vieux » qui voulaient accaparer la nouvelle « Société littéraire », article qui parut dans le numéro du 10 août [19], c'est-à-dire deux jours avant l'assemblée de Galaţi. En même temps, une caricature parue dans « Тъпан » ridiculisait l'activité des « vieux » [20].

Le conflit entre Karavelov et le parti des « vieux » était à son comble ; mais le patriote bulgare ignorait que, juste après son départ pour Odessa, Hristo Gheorghiev communiqua au consul de Russie à Bucarest qu'un de ses amis intimes avait été vu avec des manifestes antitsaristes apportés de l'étranger fait qui détermina Offenberg de dénoncer Karavelov à la police d'Odessa. Pour le bonheur de ce dernier, la personne désignée pour faire l'enquête n'était autre que le Bulgare Ivan Kišelski, ancien volontaire à la guerre de Crimée devenu lieutenant-colonel dans l'armée russe. Bien que Kišelski ait pris la défense de Karavelov, les diplomates tsaristes ont immédiatement situé celui-ci parmi les ennemis de la Russie [21], ce qui lui a valu les poursuites qu'il devait subir plus tard.

Karavelov est parti d'Odessa vers le 10 septembre et est revenu à Bucarest. C'est là — montre l'un de ses meilleurs biographes, Mihail Dimitrov — qu'a pris naissance l'action qui a marqué une période mémorable dans sa vie et, devons-nous ajouter, dans l'histoire de l'émigration et de la libération bulgares. Il s'agit des journaux « Свобода » (La Liberté) et « Независимост » (L'Indépendance), rédigés par lui « et que l'on peut aujourd'hui considérer à juste titre comme de véritables monuments de la lutte du peuple bulgare pour se libérer du joug turc » [22]. En effet, le 7 novembre 1869 paraissait « Свобода » en huit pages et dans un format qui allait rester le même pendant toute la durée de sa parution. Le journal commençait par un éditorial intitulé « Aux lecteurs » : « Nous autres, Bulgares de Roumanie, nous vivons dans un Etat libre, où chaque homme a toute

---

[19] N. Traikov, *Ботев и Българско книжовно дружество* (Botev et la Société littéraire bulgare), dans le recueil *Hristo Botev*, Sofia, 1949, p. 240 sqq ; Undjiev, *Vasil Levski*, p. 130 — 131.

[20] N. Traikov, *op. cit., loc. cit.*

[21] M. Dimitrov, *op. cit.*, p. 207 — 209. De fait, les manifests avaient été apportés de Suisse par Teofil Rainov, qui a servi d'intermédiaire entre Bakounine et Karavelov.

[22] *Ibidem*, p. 206.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

liberté d'exprimer ses idées et ses désirs. C'est justement pour cette raison que nous avons donné à notre journal le nom de „La Liberté". Le but de „La Liberté" est de défendre les intérêts bulgares, d'indiquer au peuple bulgare le chemin qu'il doit suivre pour parvenir plus facilement à son accomplissement moral et à son indépendance politique. En outre, „La Liberté" va mettre en œuvre toutes ses forces pour que le peuple bulgare connaisse ses voisins et en soit connu ». A part des articles politiques, « La Liberté » a publié : des correspondances de Bulgarie, Serbie, Autriche, Bosnie, Dalmatie, etc. ; des nouvelles et des récits sur la vie du peuple bulgare ; des données statistiques sur la Bulgarie ; des articles d'histoire ; des comptes rendus et des bibliographies [23].

Dans son n° 3, le journal écrivait entre autres : « Nous vivons dans un Etat qui peut être nommé une deuxième Suisse. La Roumanie, en vertu de sa constitution libérale, permet à toutes les nationalités, sans distinction d'aucune sorte, d'y faire du commerce et d'y travailler sans aucune restriction. En un mot, la Roumanie est un pays qui a inscrit dans sa devise les mots „Liberté et Culture". De même, nous autres, Bulgares, avons toute liberté de développer notre nationalité, d'enrichir notre littérature, de défendre notre entité ethnique, de faire entendre notre voix dans tout ce qui concerne les Bulgares. Nous constatons que le gouvernement roumain non seulement nous donne, à nous autres, Bulgares d'ici, toute liberté de nous organiser comme nous le voulons, mais elle aide même nos initiatives autant qu'il lui est possible » [24].

Karavelov n'a pas été obligé, pour couvrir les frais d'impression du journal, de faire appel au groupe *Млада България* : les sommes nécessaires lui ont été fournies par son ancien camarade d'études N. G. Popovitch, fils du marchand et philanthrope bulgare Grigore Popovitch, tous deux ses adeptes [25]. Dumitru Tzenovitch a aussi, sans doute, donné de l'argent, tout du moins au début [26].

Karavelov désirait que le journal pénètre non seulement en Bulgarie, mais aussi à Constantinople, ainsi qu'en Russie, en Serbie et ailleurs. C'est pourquoi, après la parution des premiers numéros, il a fait publier dans le journal russe « Голос » la note suivante : «Le parti des jeunes Bulgares de Roumanie a « quelques journaux qui maintiennent dans le sein du peuple l'amour de la liberté et de l'indé-

---

[23] « Свобода », I, n° 1 du 7 novembre 1869.

[24] « Свобода », I, n° 3 du 19 novembre 1869.

[25] Ainsi que l'a affirmé plus tard Karavelov dans « Свобода » du 25 décembre 1871 ; Undjiev, *Vasil Levski*, p. 144.

[26] Al. Burmov, *Любен Каравелов и създаването на Българския революционен централен комитет в Букурещ* (Liuben Karavelov et la constitution du Comité central révolutionnaire bulgare de Bucarest), dans « Известия на института за история », vol. 14 — 15, Sofia, 1964, p. 122.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

pendance (...). En novembre a paru un nouveau journal du parti des „jeunes" dont le nom émouvant est „La Liberté". Il paraît sous la rédaction de Liuben Karavelov, qui a vécu en Russie et sait le russe... » [27].

Assurément, ni pour la plupart des « jeunes », ni pour Hristo Gheorghiev la parution du journal de Karavelov n'a constitué une surprise. Mais si les « jeunes » l'ont accueilli avec enthousiasme, « Отечество » n'a pas tardé à calomnier Karavelov auprès de l'émigration. Ainsi, Karavelov et son journal étaient accusés de « cosmopolitisme » [28], ce qui signifiait indifférence pour la patrie et pour le peuple bulgares ; de même, plus tard, « Отечество » recommandait à ses conationaux de se méfier de « l'esprit meurtrier » de cette gazette qui ne fait que du mal au peuple, et ainsi de suite [29]. Puis Hristo Gheorghiev est intervenu auprès de la « Typographie nationale » de C.N. Rădulescu qui, possédant des caractères slaves, imprimait autant « Отечество » que « Свобода ». Suite à quoi, le 8 juillet 1870, ladite typographie a refusé d'imprimer dorénavant « Свобода ». Il ne restait plus au journal de Karavelov que de s'adresser à la seule autre typographie de Bucarest ayant des caractères slaves, celle de A. Andritch, où le journal a été imprimé jusqu'en avril 1871 [30].

Cependant, Hristo Gheorghiev ne s'est pas borné à ses attaques dans « Отечество » : il a été jusqu'à dénoncer à nouveau Karavelov auprès du consul de Russie, le dépeignant comme un homme dangereux et ennemi de la Russie. Celui-ci a informé à son tour les autorités d'Odessa et, en conséquence, le journal « Свобода », dont la diffusion en Russie avait initialement été autorisée, fut interdit dans ce pays, pour le plus grand dépit de Karavelov qui, ne connaissant pas les raisons de cette mesure, multipliait les interventions [31]. En Roumanie, en échange, le journal a connu une large diffusion et a resserré les liens au sein du parti des « jeunes ». En conclusion, de l'été 1868 à l'automne 1869, le « parti des jeunes n'a cessé de se renforcer » et son prestige de s'accroître. La présence à Bucarest de Levski, de Karavelov et de Botev, d'une part, la parution du journal « Свобода », de l'autre, ont beaucoup accru sa puissance.

2. *Le Comité central révolutionnaire bulgare (C.C.R.B.)* **de Bucarest.** La manière exacte dont a pris naissance ce comité — l'organisation politique la plus importante non seulement de l'émigration bulgare en Roumanie, mais de tout le mouvement de libération

---

[27] *Ibidem*, p. 206.
[28] « Отечество » du 21 novembre 1869.
[29] *Ibidem* du 1er mai 1870.
[30] M. Stoianov, *op. cit.*, I, p. 450 — 451.
[31] M. Dimitrov, *op. cit.*, p. 207 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

bulgare — a constitué pour l'historiographie bulgare un problème difficile à élucider. Les discussions durent depuis plus de vingt ans sans avoir abouti à des conclusions certaines, ce qui montre quels efforts ont été déployés par les historiens bulgares et d'autres nationalités aussi. Quels sont les problèmes qui se posent ? En premier lieu, il s'agit de la date de la constitution du comité : au printemps de 1869, l'automne de la même année ou en 1870 ? Ou s'est même demandé si le comité a existé avant 1872. Et s'il a existé — ce qui d'après la plupart des historiens bulgares est hors de doute — , qui l'a créé ? Quel a été son rôle dans la création et la direction de l'organisation révolutionnaire de la Bulgarie ? Ce sont là des principaux problèmes sur lesquels on a écrit de nombreux ouvrages, que nous ne saurions même résumer ici ; nous nous contenterons donc, tout en mentionnant quelques études où le lecteur trouvera une bibliographie complète du problème [32], d'exposer les conclusions auxquelles sont arrivés la grande majorité des historiens bulgares, avec certaines contributions personnelles en plus.

De retour à Bucarest fin août 1869, Levski a essayé de convaincre les leaders des « jeunes » de la nouvelle voie qu'ils devraient « suivre tous ensemble ». Il leur a montré « la nécessité d'une solide préparation des masses, avant de passer à un soulèvement quel

---

[32] Toute la difficulté provient du fait que, justement pour l'organisation politique la plus importante de l'émigration bulgare en Roumanie et contrairement à ce qui se passe pour le *C.C.S.B.*, la *Société de bienfaisance* et la *Communauté bulgare*, nous ne sommes pas en possession de l'acte de constitution. Le fait est d'ailleurs bien naturel, à notre avis, puisque les archives de Karavelov, où se trouvait pour sûr cet acte, se sont perdues en grande partie après la mort de Levski. En second lieu, certains historiens bulgares contestent que le C.C.R.B. de Bucarest — dont le programme a été publié, par précaution, d'abord à Genève, puis dans le journal de Karavelov « Свобода » (qui paraissait à Bucarest dès le mois d'octobre 1870), enfin dans la revue «Български глас» toujours en 1870 — ait existé avant 1872, arguant que les émigrés, même ceux d'entre eux qui étaient révolutionnaires, parlaient de « comités » ou même de « gouvernements provisoires », qui en fait n'existaient pas. Ainsi, les proclamations de Kasabov mises à la disposition de la *tchéta* de Hagi Dimităr ou de Levski, lors du second voyage en Bulgarie de celui-ci, étaient rédigées au nom du « Gouvernement bulgare provisoire des Monts Balkans », lequel n'existait pas. Mentionnons également que les historiens bulgares n'ont pu se mettre d'accord sur la date de la constitution des premiers comités de l'organisation intérieure révolutionnaire de Bulgarie. A ce sujet, voir Al. Burmov, *Български революционен централен комитет — 1868—1876* (Le Comité central révolutionnaire bulgare — 1868— 1876), Sofia, 1943 ; idem, *Съществувал ли е Централен революционен комитет в Букурещ през 1869— 1872 години* (Le Comité central révolutionnaire bulgare a-t-il existé pendant les années 1869— 1872 ?), dans « Известия на Института за история », Sofia, 1961, nº 3, p. 31 — 47 ; idem, *Любен Каравелов и създаването* ..., dans « Известия на Института за история », vol. 14 — 15, Sofia, 1964 et D. Kosev, *БРЦК в Букурещ, Васил Левски, и вътрешната революционна организация* (Le C.C.R.B. de Bucarest, Vasil Levski et l'organisation revolutionnaire intérieure), dans « Исторически Преглед », XXIX, Sofia, 1973, nº3 ; Ivan Undjiev, *Vasil Levski*. Mentionnons qu'à l'heure actuelle les seuls auteurs qui nient encore l'existence du C.C.R.B. avant 1972 sont D. Kosev et K. Kosev, dont l'opinion à ce sujet n'est partagée par aucun autre historien de Bulgarie ou d'ailleurs.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

qu'il soit »; or, une telle action n'était possible, selon lui, que par l'intermédiaire « d'une organisation révolutionnaire intérieure » [33]. Jusqu'à la fin, ses idées ont été acceptées par Liuben Karavelov, Dumitru Tzenovitch et le groupe qui gravitait autour d'eux, même si chacun d'entre eux a maintenu certaines idées personnelles avec lesquelles les autres n'étaient pas entièrement d'accord. Levski et Karavelov démocrates révolutionnaires l'un et l'autre, avaient chacun leurs convictions, mais ce qui les séparait était insignifiant par rapport à ce qui les unissait. Ainsi, Levski désirait que son pays, une fois libéré, devienne une république, tandis que les préférences de Karavelov allaient à une fédération balkanique, ou plutôt serbo-bulgare. De toute façon, s'il y avait quelques points sur lesquels aucun des deux n'a jamais cédé à l'autre, tout cela ne les a pas empêchés de marcher la main dans la main. Assurément, ainsi que l'a relevé leur contemporain Kiro Tulechkov [34], autant Levski que les Bulgares de Bulgarie voulaient avoir une organisation dans l'un des Etats voisins et, à ce point de vue, la tradition créée par le *C.C.S.B.* — et non seulement par lui — était la plus forte et c'est donc elle qui l'a emporté.

Compte tenu des opinions exprimées jusqu'à présent dans l'historiographie bulgare, nous estimons que l'on peut se rallier aux conclusions d'Ivan Undjiev qui, après les avoir analysées toutes, affirme — ainsi d'ailleurs que la majorité des historiens de son pays — que le *Comité révolutionnaire de Bucarest* a été constitué à l'automne 1869, en étroite liaison avec le long séjour de Levski en Roumanie (séjour de presque un an : août 1869 — mai 1870) et avec la fondation du journal « Свобода ». On pourrait presque préciser que la constitution du comité a eu lieu en octobre 1869. Peu après, on fonda des filiales en province, les unes plus tôt, les autres plus tard, constituées par les anciens membres du *C.C.S.B.*, qui avaient vu en celui-ci une organisation révolutionnaire, comme Danail Popov à Turnu Măgurele ou Zaprianov à Giurgiu. Les chefs des comités locaux sont connus surtout par l'assemblée d'avril 1872, plus précisément par le procès-verbal de la séance, qui s'est conservé.

La création du Comité révolutionnaire est le résultat de l'action combinée de Liuben Karavelov et de Levski. De fait, plutôt de celle du premier, de même que la création de l'organisation révolutionnaire intérieure de la Bulgarie est l'œuvre de Levski, entreprise lors de son second voyage en Bulgarie, donc avant la constitution du *Comité de Bucarest.* Si Undjiev considère que Vasil Levski et Dumitru Tzenovitch faisaient sûrement partie du comité conduit par Kara-

---

[33] Al. Burmov, *Васил Левски и началната история на БЦРК* (Vasil Levski et les commencements du C.C.R.B.), dans « Родина », I, Sofia, 1938, nº 1, p. 152.

[34] Cité par Undjiev, *Vasil Levski*, p. 138.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

velov [35], il est permis de supposer que d'autres leaders des jeunes sont devenus aussi membres du comité, même s'il n'existe pas de preuves directes du fait, comme il n'en existe du reste pas non plus pour les deux premiers. Il faut tenir compte du fait que « Тъпан », le journal des « jeunes », avait cessé de paraître en juin 1870 et que « Народност » a eu le même sort au bout d'un mois [36]. Or, peut-on croire que ceux qui ont fait paraître ces organes de presse des jeunes et qui, Karavelov le premier, avaient engagé le combat contre la *Société de bienfaisance* se sont subitement et totalement effacés ? Si une telle supposition est à la rigueur admissible pour Kasabov, trop attaché à ses idées dualistes, nous considérons fondés les arguments d'Al. Burmov en ce qui concerne T. Rainov, G. Jivkov et Ivan Kăršovski [37], auxquels à notre avis il faut absolument ajouter Kiriak Tzankov. En conclusion, nous considérons que « Свобода » a paru en novembre 1869 en tant qu'organe du *Comité révolutionnaire bulgare de Bucarest* [38].

L'organisation n'a pas tardé à publier son programme. Par mesure de précaution, il a paru d'abord à l'étranger. On connaît les liens qui unissaient Karavelov à Bakounine et ensuite à la *Ligue internationale de la paix et de la liberté* de Genève, ainsi qu'avec la revue « Народное дело », qui en 1869 était l'organe de la section russe de la Iere Internationale. Au congrès de celle-ci de 1871, il fut décidé que l'on lutterait pour l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie, de la Bulgarie, etc. [39]. C'est là que Liuben Karavelov envoya le programme du Comité. Etant donné que, en raison de la guerre franco-prusienne, la commission pour les pays de l'est de l'Europe avait interrompu ses travaux, le programme fut publié dans la revue « Народное дело » d'août 1870, avec des modifications de détail faites dans l'esprit de la « section russe » de la Ière Internationale [40].

Puis le programme parut en bulgare dans le numéro du 14 octobre de « Свобода », comme s'il avait été traduit de « Народное дело ». Il stipule que le peuple bulgare va lutter contre son ennemi politique, qui est « le gouvernement turc ». L'antépénultième paragraphe avait le contenu suivant : « Nous emploierons contre le gouvernement turc des moyens pacifiques (...) et nous ne recourrons aux armes — armes à feu et armes blanches — que dans un cas extrême ». Le journal serbe « Zastava », qui a publié le programme, a omis ce passage,

---

[35] *Ibidem*, p. 151.

[36] M. Stoianov, *op. cit.*, I. Sofia, 1957, n°s 8833 et 8838.

[37] Voir les arguments d'Al. Burmov dans son article susmentionné *Любен Каравелов и създаването...*, *loc. cit.*, p. 118 — 119.

[38] *Ibidem*, p. 122.

[39] Voir D. Kosev. *Към история на революционното движение* ..., p. 94 sqq, où se trouvent tous les détails.

[40] Voir le texte chez Kosev, *op. cit.*, p. 104 — 105.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

afin d'éviter un conflit avec la Porte. Le gouvernement roumain, en échange, laissa paraître le programme selon le texte intégral de Karavelov, malgré les assurances qu'il avait données à la Porte — et dont nous avons déjà parlé — après les incidents de 1868. A peu près dans le même temps, le Comité imprimait à Bucarest la brochure « Български глас », où le programme du Comité était publié, avec des notes, sur 24 pages. Cette publication allait même plus loin, se prononçant sur les autres modes de solution du problème bulgare, sur le dualisme qu'elle rejetait catégoriquement, sur le problème de l'autodétermination de l'Eglise bulgare, etc. [41].

Karavelov désirait naturellement que les problèmes liés à la libération de la Bulgarie soient connus aussi par l'opinion publique roumaine. C'est pourquoi il ajouta bientôt à son journal un supplément en langue roumaine, intitulé « Libertatea ». Dans le premier numéro de « Libertatea », Karavelov écrivait : « Le peuple bulgare, qui est lié au peuple roumain par une amitié séculaire, a le plus vif intérêt à montrer à ce peuple fraternel ses souffrances et à lui communiquer tout ce qui est en rapport avec son propre sort (...). Notre organe, « Свобода », a fait tous les sacrifices possibles pour avoir aussi une édition roumaine, afin de pouvoir mieux accomplir le but qu'il s'est proposé, à savoir de propager la fraternité entre les peuples chrétiens de l'Orient et en particulier entre Bulgares et Roumains » [42].

Une édition (ou un supplément) roumaine du journal était nécessaire aussi pour les Bulgares établis depuis longtemps en Roumanie qui avaient plus ou moins oublié le bulgare, mais qui avaient conservé le souvenir de leur pays d'origine et désiraient coopérer à sa cause. Du reste, si le processus d'assimilation de ces Bulgares avait été si rapide, c'est justement parce qu'en Roumanie personne n'exerçait de pressions sur eux dans ce sens et qu'il n'y avait donc pas eu de réactions d'autodéfense de leur part. C'est à cette circonstance que se référait Karavelov quand il écrivait dans son journal : « Prenons comme exemples des villes comme Buzău, Alexandria, Ploiești, Giurgiu, Craiova, etc. Celui qui s'imagine qu'il va trouver dans ces quelques villes des Bulgares se trompe lui-même et trompe les autres (...). Les seuls qui se reconnaissent comme Bulgares (...) sont les réfugiés venus en Roumanie au cours de ces derniers dix ans, soit pour y faire du commerce, soit parce qu'ils ont fui leur patrie pour des raisons politiques » [43]. De même, « Отечество » reconnaissait qu'à cette date (en 1869) « les colons bulgares du début du siècle sont roumains » [44]. C'est justement à cause de cette situation

---

[41] Voir les commentaires chez Undjiev, *op. cit.*, p. 155 sqq.
[42] « Libertatea » du 7 janvier 1870.
[43] Cité d'après le journal de Karavelov par M. Arnaudov, *op. cit.*, p. 291.
[44] « Отечество » du 27 janvier 1870.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

que le journal en question, était bilingue. Les dirigeants de « Народност » avaient compris eux aussi cette nécessité ; néanmoins, pendant la première année d'existence, jusqu'au n°40, le journal n'avait paru qu'en version bulgare, après quoi il commença à paraître aussi — et cela jusqu'à la fin de son existence — en roumain, sous le titre de « Naționalitatea ». Du reste, une partie des 57 journaux bulgares parus en Roumanie étaient bilingues [45].

« Свобода » et « Независимост », les deux journaux politiques rédigés par Karavelov en Roumanie ont été sans aucun doute, à côté de ceux de Hristo Botev, les plus importants du mouvement révolutionnaire bulgare. Ils ont connu une grande popularité, étant lus non seulement en Roumanie et en Serbie, mais aussi dans la Russie méridionale, en Bulgarie et jusqu'à Constantinople, bien que leur entrée aussi bien en Russie qu'en Turquie ait été prohibée depuis le début (plus précisément depuis mai 1870). Voilà ce qu'écrit à ce sujet S. Bobtchev, qui se trouvait à ce moment à Constantinople : « „Свобода" était peut-être plus lui que tout autre journal (étranger — *n.n.*) autorisé à Constantinople. Je me souviens comme si c'était aujourd'hui de ce temps. J'étais élève à l'Ecole de Médecine et mes collègues étaient à ce point électrisés par les idées et les articles de Karavelov, que nous ne pouvions satisfaire leur curiosité. La soif d'avoir „Свобода" dépassait toute mesure. Nous attendions avec impatience l'arrivée de la poste autrichienne et alors... oh, alors pour nous c'était fête » [46]. C'est justement pour cela que la lecture de « Свобода » était punie de prison dans l'Empire ottoman [47]. Bien que prohibé en Turquie, le journal — ou du moins ses articles plus importants — était traduit en turc pour l'usage du grand-vizir et de l'ambassadeur de France auprès de la Porte. De même, Karavelov était suivi, à Bucarest, par toute une bande d'espions à la solde de la Porte.

Assurément, Karavelov était au courant de la vie politique de la Roumanie, et en l'espèce de l'appui que les libéraux roumains C. A. Rosetti, Ion Brătianu, Nicolae Golescu et autres, ainsi que le journal « Românul » avaient accordé à la cause bulgare. Du reste tous les émigrés bulgares, à l'exception peut-être de ceux qui gravitaient autour de la *Société de bienfaisance*, nourrissaient une grande sympathie pour « Românul », qui reflétait fidèlement les aspirations

---

[45] Laura Fotiade, *Contribuții la studiul relațiilor literare româno-bulgare în perioada 1850—1877. Activitatea publicistică și literară a lui G. S. Rakovski în România* (Contributions à l'étude des relations littéraires roumano-bulgares durant la période 1850 — 1877. L'activité journalistique et littéraire de G. S. Rakovski en Roumanie), thèse de doctorat en manuscrit, p. 31 — 49.

[46] « Наука », I, Sofia, 1881, p. 28, cité par Boian Penev, *История на новата българска литература* (Histoire de la nouvele littérature bulgare), IV, IIe partie, Sofia, 1936, p. 1265.

[47] « Свобода » du 19 février 1870.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

et la lutte de libération du peuple bulgare. Ainsi, peu après l'incursion de Hadji Dimităr, le journal « Народност » écrivait : « „Românul" est lu par tout Bulgare avec la plus vive satisfaction et avec reconnaissance pour sa compréhension fraternelle à l'égard des Bulgares »[48]. C'est pourquoi « Свобода » se sentait attachée aux libéraux roumains, fait souligné plus d'une fois dans son contenu : « Brătianu, Rosetti et leurs amis sont ceux qui œuvrent pour les intérêts publics, pour le progrès et le bonheur des hommes ». Dans le même article, Karavelov écrivait : « Nous sommes convaincu que Brătianu et son parti font aujourd'hui ce qu'il faut tant pour les Roumains que pour tous les sujets chrétiens d'Abdul-Azis et de François-Joseph (...). Quant à nous, Bulgares et Serbes, nous reconnaissons que Brătianu et son parti sont ces hommes d'élite auxquels nous devons tendre la main et que nous devons aider de toutes les manières, vu que leurs intérêts concordent avec les nôtres. En les aidant, nous aiderons aussi, de fait, le peuple bulgare et nos frères roumains, la conscience humaine, le progrès de l'humanité et notre liberté commune ». En conclusion, Karavelov écrivait : « Nous sommes convaincu qu'aucun Bulgare ou Roumain ayant une vraie conscience ne peut penser autrement »[49].

Dans le même article, Karavelov attaquait la politique du gouvernement conservateur et son principal soutien, Cezar Bolliac, qui dans son journal « Trompeta Carpaților », avait émis des appréciations défavorables pour les Bulgares, coupables d'avoir voté pour l'opposition libérale aux élections de mai 1871 à Giurgiu[50]. S'en étant pris aux Bulgares pour d'autres raisons encore, Bolliac finit par recevoir une longue lettre ouverte avec prière de l'insérer dans son journal. Celle-ci, qui était signée « un Bulgare », ne fut publiée qu'en partie — sa partie la plus intéressante — , le reste n'étant « qu'injures ou louanges à l'adresse de Bolliac ». Celui-ci écrivit une introduction, où il montrait qu'il avait défendu plus d'une fois les Bulgares de Roumanie, lorsque leurs intérêts civiques avaient été en cause, par exemple lorsqu'ils ont voulu bâtir leurs écoles et leurs églises. Mais il s'est opposé lorsqu'ils ont voulu former des bandes armées sur le territoire de notre pays, car c'était violer la neutralité de la Roumanie et envenimer nos relations avec la Turquie. L'article

---

[48] « Народност » du 28 juillet 1868, cité par Nikolai Jetchev, *Despre legăturile bulgaro-române din secolul al XIX-lea în domeniul presei* (Sur les relations bulgaro-roumaines dans le domaine de la presse au XIXe siècle), dans « Romanoslavica », XVII, București, 1970, p. 616.

[49] « Свобода » du 15 avril 1871. Voir également Hr. Kapitanov, *Публицистика на Любен Каравелов на румънски език в вестник «Либертатеа»* (Les publications en langue roumaine de Liuben Karavelov dans le journal « Libertatea », dans le recueil *Изследвания и студии за Любен Каравелов* (Etudes et articles sur Liuben Karavelov), Sofia, 1963, p. 287.

[50] *Istoria României* (Histoire de la Roumanie), IV, p. 563.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

faisait l'éloge de la *tchéta* de Hadji Dimităr et soulignait l'identité d'intérêts entre le peuple roumain et le peuple bulgare. Puis il passait à l'éloge de la démocratie et du républicanisme, dans un esprit assez antidynastique. « Trompeta Carpaților » riposta en montrant que les Bulgares, après avoir été bien accueillis en Roumanie, ont, pour toute reconnaissance, organisé des *tchétas*.

Il ressort de la lettre adressée à Bolliac que son auteur était un homme cultivé et un patriote, dont les idées étaient celles des leaders des « jeunes » Bulgares. On peut y déceler des similitudes de style et d'idées aussi bien avec les écrits de Botev qu'avec ceux de Karavelov. La lettre pourrait être l'œuvre de l'un ou de l'autre. Toujours est-il que Karavelov accusa Bolliac d'avoir forgé la lettre pour diffamer les Bulgares [51]. « Отечество » intervint dans la polémique en se prononçant contre la lettre et en affirmant que celle-ci ne pouvait en aucun cas provenir d'un vrai Bulgare [52]. Néanmoins, « Libertatea » publia, d'après « Trompeta Carpaților », « l'intéressante description du voyage de Ruse à Varna entrepris ces derniers jours par M. Cezar Bolliac », description d'ailleurs substantielle et objective des réalités bulgares. Mais — soulignait Karavelov — cela ne voulait pas dire que le journal bulgare fût d'accord avec la position actuelle de Bolliac qui, autrefois un esprit progressiste et un vrai démocrate, ami de Rakovski et des Bulgares, avait commencé maintenant à soutenir le parti conservateur [53]. Il a essayé de compromettre les Bulgares de Roumanie, les accusant d'avoir fait la « révolution de Ploiești », d'avoir attaqué la salle Slătineanu de Bucarest pendant que la colonie allemande y célébrait l'anniversaire du roi Guillaume et, en général, de promouvoir des idées anarchistes [54].

Dès son accession au pouvoir, le gouvernement Lascăr Catargiu prit des mesures sévères contre l'opposition libérale. La Chambre des députés et le Sénat furent dissoutes, le maire de Bucarest destitué. Brătianu se retira dans sa terre de Florica, C. A. Rosetti et Carada partirent en France. Le consul de Prusse avait indiqué ouvertement comme auteurs de l'incident de la salle Slătineanu le Bulgare Karavelov et le Serbe Uzelac, correspondant du journal

---

[51] « Свобода » du 27 juin et du 8 juillet 1870.

[52] Pour tout le problème, voir Nikolai Jetchev, *Неизвестна статия на революционен демократ в румънски вестник* (Un article inconnu d'un révolutionnaire démocrate bulgare dans un journal roumain), dans « Исторически преглед », 1964, n° 3, p. 93 — 98.

[53] Cette mise au point s'explique par le fait que Bolliac avait écrit un article favorable à la Turquie dans « Trompeta Carpaților ». Voir également « Отечество » du 19 juillet 1870.

[54] Voir l'article *Tulburările de la Ploiești, opera bulgarilor* (Les troubles de Ploiești, œuvre des Bulgares), signé « un Bulgare », dans « Trompeta Carpaților », n° 834 de 1870. Voir également la réponse de Karavelov dans « Свобода », n° 33 du 8 juillet 1870, ainsi que Hr. Kapitanov, *op. cit.*, p. 307.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

« Zastava ». De fait, l'accusation du consul allemand était basée sur une lettre anonyme où il était dit que les Serbes et les Bulgares avaient attaqué la salle Slătineanu le soir du banquet à l'instigation de Brătianu. En réalité donc, la lettre ne visait pas les Bulgares, mais Ion Brătianu, et était l'œuvre de ses adversaires politiques [55]. Le journal « Дунав », qui paraissait à Russe, réclamait des peines sévères pour les coupables. De crainte de représailles, N. Popovitch et D. Tzenovitch se retirèrent du journal « Свобода », laissant toute la responsabilité des faits à Karavelov.

En fait, le départ des deux personnages susmentionnés était la conséquence des mesures prises par le gouvernement roumain. Pour refréner la presse d'opposition, le gouvernement Lascăr Catargiu, qui ne pouvait enfreindre directement la liberté de la presse, prévue par la constitution, le fit indirectement par une disposition selon laquelle aucun journal ne pouvait être imprimé autrement que dans sa propre typographie. En conséquence, Andritch refusa d'imprimer désormais le journal de Karavelov, lequel, en l'absence d'une autre typographie à laquelle il puisse s'adresser, fut obligé de suspendre, le 17 octobre 1871, la parution des journaux « Свобода » et « Libertatea ».

A la faveur des événements de Roumanie, qui avaient abouti au remplacement du gouvernement libéral par un gouvernement conservateur, la Porte avait démandé elle aussi au nouveau gouvernement roumain de prendre des mesures contre les journaux bulgares. Le résultat de cette demande apparaît dans le journal officieux turc en langue bulgare paraissant à Russe, « Дунав », où on lit parmi d'autres nouvelles que le prince Carol a ordonné l'interdiction, à partir du 1er mai, de tous les journaux satiriques, de même que de la gezette révolutionnaire bulgare « Свобода ». « Mais nous ne savons pas — ajoute „Дунав" — si le journal a été interdit temporairement ou définitivement ». Le journal de Russe qualifiait d'« anarchiste » le parti liberal de Brătianu, de Rosetti et de Kogălniceanu, alléguant que ces hommes politiques « ont fait des principautés le siège des comités révolutionnaires » [56] (bulgares — faut-il entendre évidemment). En réalité, « Свобода » et « Libertatea » avaient cessé de paraître un mois auparavant, à la suite de la susmentionnée mesure du gouvernement roumain, qui avait frappé tous les journaux d'opposition à l'exception de « Românul », qui avait sa propre typographie. Le journal turc « Basăret » de Constantinople demandait même l'interdiction d'« Отечество ». Ce journal, en effet, continuait à paraître bien qu'il n'eût pas non plus sa propre typographie, mais

---

[55] « Застава » du 30 avril 1871.

[56] « Дунав » du 9 mai 1871. Au sujet de toutes ces mesures, voir Hr. Kapitanov, *op. cit.*, p. 288 — 289.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

il était, en revanche, sous la protection du consulat de Russie. Jusqu'au journal bulgare philoturc « Турция », rédigé par N. Ghenovitch, à caractère quasi officieux, annonçait avec satisfaction l'interdiction du journal « Свобода », qu'il avait d'ailleurs prévue un an auparavant.

Même après leurs attaques contre les conservateurs, « Свобода » et « Libertatea » auraient pu continuer à paraître dans la typographie d'Andritch (comme « Отечество »), si Andritch lui-même n'avait été en conflit avec Karavelov. Il avait, en effet, accusé Karavelov et les Bulgares en général d'abuser de l'hospitalité roumaine en organisant leurs *tchétas* sur le territoire de la Roumanie et en mettant ainsi celle-ci dans une position délicate. Karavelov riposta sur un ton tranchant dans « Свобода » et maintenant Andritch lui rendait la monnaie de sa pièce.

Etant donné que c'est seulement le problème de la typographie qui se posait, Karavelov partit à Belgrade en avril 1871, y obtint cent ducats de son ami Stoian Bošković [57] et acheta sa propre presse [58]. Au milieu du mois de septembre, il était de retour à Bucarest et installait sa typographie dans son logement de strada Vergului (actuellement calea Călăraşilor) [59]. Les cinq mois passés par lui à Belgrade s'expliquent aussi par ses pourparlers avec les Serbes en vue d'une action antiottomane commune, dans laquelle le révolutionnaire bulgare avait l'intention d'attirer aussi l'organisation bulgare intérieure de Levski. Mais à part une proclamation aux Bulgares, imprimée à Belgrade le 23 juin 1871 au nom du Comité central révolutionnaire bulgare [60], le « seul résultat de ces plans a été une aide financière accordée par le gouvernement serbe à Karavelov afin qu'il adopte dans son journal certaines positions favorables à la politique serbe.

Un autre problème qui a donné du tracas aux historiens bulgares est celui des relations entre le *C.C.R.B.* de Bucarest et l'organisation révolutionnaire de Bulgarie conduite par Levski. En fait, les choses ne sont pas bien compliquées, car il ne faut pas chercher à tout prix dans ces relations des rapports de subordination ou l'indépendance totale. Il faut plutôt y avoir une collaboration et une aide mutuelle. Pour créer des comités dans les villes bulgares, Levski n'avait pas besoin de directives du *C.C.R.B.* de Bucarest,

---

[57] Hr. Kapitanov, *op. cit.*, p. 291.

[58] A l'automne de 1871, Liuben Karavelov a créé une collection, intitulée « Bibliothèque de l'enfant », et en a publié la première brochure, *Ştiinţa despre cer şi pămînt* (Les connaissances sur le ciel et sur la terre), après quoi il a fondé la « Société pour la diffusion des connaissances et des livres utiles parmi le peuple bulgare », qui tenait des séances régulières à l'Ecole bulgare de strada Călăraşilor.

[59] En ce qui concerne l'achat de la typographie, voir M. Dimitrov, *Любен Каравелов*, p. 242 — 243.

[60] Sur son contenu, *ibidem*, p. 232 — 237.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

mais simplement de son appui : c'est exactement ce que les faits révèlent. Lorsque Levski eut étendu son organisation intérieure et senti le besoin d'un centre d'organisation en Bulgarie même, il choisit de lui-même la ville de Lovetch, car c'est de là qu'il avait les meilleurs liaisons autant avec Bucarest qu'avec les comités de Bulgarie. C'est pourquoi il nomma le comité de Lovetch la « Ière section du *C.C.R.B.* » et qu'il pria ses amis de Bucarest de commander et de lui envoyer un sceau à ce sigle, selon le modèle qu'il leur donna. De même, lorsque l'organisation intérieure se fut développée, le *C.C.R.B.* envoya à Levski, dans la seconde moitié de 1871, deux auxiliaires : Dimităr Obšti et Anghel Kăntchev. Bien qu'il n'eût pas une trop bonne opinion du premier, Levski se soumit aux dispositions du *C.C.R.B.* et l'accepta. S'il avait été entièrement indépendant, il l'aurait refusé, ce qu'il n'a pas fait. C'est là un point révélateur pour les relations entre le *C.C.R.B.* et Levski. Il est vrai que l'organisation bucarestoise avait consulté Levski au préalable, mais celui-ci tarda à répondre.

Son organisation une fois consolidée, Levski songea à lui donner des statuts, statuts qui de fait étaient nécessaires aussi au *C.C.R.B.* La rédaction en fut achevée à l'automne de 1871 et le document fut envoyé aux comités afin qu'ils en prennent connaissance et proposent éventuellement des amendements en vue d'une discussion générale avec tous les représentants des organisations. Au début, Levski aurait voulu que cette assemblée se tienne en Bulgarie, mais c'eût été fort dangereux. C'est pourquoi elle a eu lieu à Bucarest [61], le 29 avril 1872 (au logement de Karavelov, strada Vergului), où se sont réunis autant les délégués des comités de Bulgarie que ceux de Roumanie. A cette occasion, on connaît quelques-unes des villes de Roumanie où le *C.C.R.B.* avait des filiales, ainsi que les noms de certains de leurs dirigeants, délégués à l'assemblée. Ainsi, de Giurgiu est venu Dumitru Ivanov ; de Ploiești, Raïtcho Grăblev ; d'Alexandria, Ilia Širokov ; de Zimnicea, Venko Nabotkov et T. Altanov ; de Brăila, Pavel Ikonomov ; de Galați, G. Karlovski (en fait, Gheorghi Kazak, déjà connu par les mouvements révolutionnaires de Brăila de 1841—1843) ; de Turnu Măgurele, Danail Popov, l'homme de confiance de Levski, et A. Brăšlianov ; de Bechet, P. Iordanov. Les comités de Turnu Severin, de Craiova et de Calafat ont délégué Karavelov comme leur représentant. La plupart des délégués étaient des négociants et, ainsi qu'on peut voir, les filiales roumaines du *C.C.R.B.* étaient assez nombreuses [62].

---

[61] Voir le protocole de la séance, avec les noms des délégués, dans *Васил Левски документално наследство* (Vasil Levski, l'héritage documentaire), édition jubiliaire, Sofia, 1973, p. 168 (ouvrage paru sous la rédaction de Kirila Văzvăzova-Karateodorova et Nikolai Ghentchev).

[62] *Ibidem*, p. 169.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

L'assemblée a discuté et voté les statuts, aux termes desquels tout le mouvement révolutionnaire bulgare — de Bulgarie et de Roumanie — se trouvait sous la direction d'un Comité central révolutionnaire ayant son siège « partout et nulle part » (mais de fait à Bucarest). Le comité en fonction démissionna et on en élut un nouveau, ayant comme président Liuben Karavelov et comme vice-président Kiriak Tzankov ; Olimpie Panov était secrétaire, D. Tzenovitch caissier, Vasil Levski et Panaiot Hitov membres. En vertu de l'art. 2 des statuts (chap. II). tout membre du Comité central, « où qu'il fût, pouvait représenter le Comité tout entier, s'il possédait un mandat dans ce sens ». Un tel mandat ne fut donné qu'à Levski, de sorte que celui-ci représentait en Bulgarie tout le *C.C.R.B.* Puis une commission formée par Karavelov, Tzankov, Levski et T. Peev présenta un projet de programme selon lequel le but du *C.C.R.B.* était la libération de la Bulgarie par la révolution, morale et armée, tous les moyens étant permis pour le mener à bonne fin. Nous n'analyserons pas ici le nouveau programme [63], mais il convient pourtant de souligner que deux courants révolutionnaires s'y reflètent : le courant modéré de Karavelov et le courant radical de Levski. Le Comité devait faire passer des armes en Bulgarie et, en l'espace de trois ou quatre ans [64], préparer avec soin le soulèvement. Peu après l'assemblée d'avril 1872, l'organisation révolutionnaire prit un puissant essor, d'autant plus que le déroulement des événements a amené sur la scène de l'histoire de nouvelles forces et de nouvelles idées.

3. **Commencements de l'activité révolutionnaire de Hristo Botev.** N'ayant pu suivre les cours de l'Ecole de médecine de Bucarest, Botev est arrivé en février 1869 à Alexandria, petite ville où il y avait beaucoup de colons bulgares et où il a enseigné pendant près de cinq mois après quoi il est allé à Galați, et de là à Ismaïl, mais cette fois-ci à une école d'Etat, où il a enseigné jusqu'au début du mois de mars 1871. Entre-temps, il a envoyé quelques poésies à « Свобода », qui les a publiées dans ses nos 34, 36, 37 et 39 (juillet-août 1870). Ces poésies attirèrent l'attention de Karavelov. A Galați, Brăila et Ismaïl, Botev a connu et fréquenté plusieurs révolutionnaires russes, dont Netchaev, toujours en déplacement, et surtout Nikolaï Mélédine, qui est resté assez longtemps à Galați, où ses amis roumains — qui étaient aussi ceux de Botev — lui avaient procuré un faux passeport au nom de Alexandru Florescu. Botev a reçu d'eux de nombreux livres, parmi lesquels le *Manifeste commu-*

[63] *Ibidem*, p. 170 — 176 (programme et statuts du C.C.R.B.).

[64] D. Kosev, *Лекции по нова история на България*, p. 203.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

niste dans la traduction de Bakounine [65], dont Botev a fait lecture à Ismaïl. Au printemps de 1871, Botev a habité à Galaţi, dans la maison de Velitchko Popov, instituteur à l'école bulgare de la ville, où il était tout le temps dans la compagnie de révolutionnaires russes, bulgares, polonais et roumains. Botev et Popov ont constitué avec ceux-ci un comité de la « Commune bulgare » et ont envoyé un télégramme de félicitations à la Commune de Paris en avril 1871. Il est intéressant de noter qu'une copie de ce télégramme s'est conservée parmi les actes d'un Roumain, Ion Ionescu-Căpăţînă, et a donné lieu à la première publication de ce texte. Du reste, Ivan Klintcharov, l'un des biographes de Botev, a déclaré nettement que parmi les membres de la « Commune » de Galaţi il y avait aussi des Roumains, ainsi que l'a soutenu aussi Petru Constantinescu-Iaşi [66]. C'est toujours alors que Botev a écrit ce *Symbole de foi de la Commune bulgare:*

« Je crois en une seule force, commune au genre humain de sur toute la surface du globe : celle de faire le bien.

Et en une unique organisation communiste de la société, qui sauvera tous les peuples de leurs tourments et de leurs souffrances séculaires par le travail fraternel, la liberté et l'égalité.

Et dans l'esprit lumineux et dispensateur de vie de la raison, qui renforce les âmes et les pensées de tous les hommes, pour la réussite et le triomphe du communisme par la révolution.

Et dans une unique et indivisible patrie de tous les hommes, qui posséderont en commun tous les biens.

Je professe un communisme unique et lumineux, qui mettra fin à tous les maux de la société.

J'attends le réveil des peuples et l'instauration du régime communiste dans le monde entier.

Galaţi, 20 avril 1871.

« Hristo Botev »[67].

---

[65] N. Traikov, *Ботев в Александрия и Измаил* (Botev à Alexandria et à Ismail), dans le recueil *Христо Ботев*, Sofia, 1949, p. 74 — 95 ; Undjiev, *Hristo Botev*, p. 223.

[66] Ivan Klintcharov, *Христо Ботев*, Sofia, 1910, p. 343 ; P. Constantinescu-Iaşi, *Ботев и прогресивното движение в Румъния* (Botev et le mouvement progressiste de Roumanie), dans le recueil *Христо Ботев*, Sofia, 1949, p. 219. Le télégramme à la Commune de Paris a été publié par Vasile Hristu dans le journal bulgare « Народ » du 8 septembre 1945 et par Mihail Dimitrov dans son édition des œuvres de Botev, II, Sofia, 1945, p. 364.

[67] Hristo Botev, *Събрани съчинения*, I, Sofia, 1975 (édition M. Dimitrov), p. 215.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Ce *Symbole de foi* devait être le manifeste et le programme des groupes communistes, des « communes » que Botev et Popov avaient l'intention de constituer dans d'autres villes encore de Roumanie.

Les biographes de Botev n'excluent pas la possibilité que celui-ci ait publié certains articles ou correspondances dans les journaux bulgares qui ont paru en 1869—1871 à Brăila. De toute façon, ce qui est plus sûrement sien et plus important aussi, ce sont ses publications dans « Свобода », où Karavelov, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, a publié quelques-unes de ses poésies. Mais lorsque « Свобода » a cessé temporairement de paraître (avril 1871), Botev a considéré que l'émigration bulgare de Roumanie ne pouvait rester sans journal d'aucune sorte. C'est ce qui explique la parution à Brăila, en 1871, de « Дума на българските емигранти » (La parole des émigrés bulgares). Les idées exposées dans les articles des cinq numéros que ce journal a comptés révèlent on ne peut plus clairement l'idéologie qui guidait Botev comme révolutionnaire démocrate. Dans la question de la libération de la Bulgarie ses idées se rapprochent de celles de Levski. Il convient de signaler son célèbre, article « Pleurs ridicules », écrit à propos de la Commune de Paris ainsi que ses poésies parues dans « Дума » [68].

La police tsariste poursuivait depuis longtemps Mélédine et les autres révolutionnaires russes, amis de Botev, et avait demandé à la police roumaine de procéder à leur arrestation et à leur extradition. Après de longues insistances, Mélédine fut arrêté le 25 avril 1872, et cette arrestation eut pour conséquence celle de Botev, à Galați, probablement vers la fin du mois. Ivan Undjev, le dernier et le meilleur biographe de Botev, écrit : « On connaît l'opinion du consul de Russie à Galați, Romanenko, sur Botev et Popov, considérés comme les amis les plus proches de Mélédine et adeptes de ses idées. Il est fort possible que ce soit ce même consul russe qui ait demandé à la police roumaine d'arrêter Botev » [69].

Mais bien qu'elle ait arrêté Mélédine, la police roumaine ne l'a pas extradé et l'a laissé traverser le Danube. Quant à Botev, certaines sources montrent qu'il a été arrêté — parce qu'il « était communiste » — et enfermé dans la prison de Focșani. Mais malgré toutes les recherches, on n'a jamais réussi à trouver le dossier de son procès dans les archives roumaines. Le chercheur roumain Nicolae Ciachir présume que Botev n'a pas été jugé, mais seulement arrêté et soumis à une enquête, hypothèse qu'Undjev considère insuffisamment argumentée. Selon nous, il se pourrait fort bien que l'hypothèse

[68] L'analyse des articles de « Дума » chez Undjiev, *op. cit.*, p. 243 sqq.

[69] *Ibidem*, p. 319.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

de N. Ciachir soit exacte, et cela pour un motif supplémentaire, à savoir que Botev a pu être libéré parce que Karavelov et Tzenovitch se seront porté caution pour lui. Or si la mise en liberté sous caution n'est pas possible pour les personnes jugées et condamnées, puisqu'elles doivent exécuter leur peine, après quoi elles sont mises en liberté sans autre formalité, elle l'est pour les prévenus, tant que l'instruction se poursuit. A notre avis, Undjev a raison lorsqu'il considère que Botev a été arrêté sur la demande du consul de Russie à Galați. Mais les autorités roumaines ont réussi à faire traîner l'enquête, ainsi qu'il est prouvé, jusqu'à ce qu'il ait été pris sous caution, puis, après un certain temps, quand les choses se sont apaisées, elles ont cessé toute poursuite. K. N. Derjavin, autre biographe de Botev, estime que les autorités roumaines n'avaient rien à lui reprocher et, si elles l'ont retenu quelque temps, c'était uniquement pour complaire au consul de Russie à Galați [70].

En vérité, Levski, qui était venu à Bucarest pour l'assemblée du 29 avril, a insisté auprès de Karavelov afin qu'il se porte garant pour Botev. Mais il n'a pu le voir, car celui-ci est arrivé à Bucarest après le départ de « l'Apôtre » pour la Bulgarie.

Son arrivée a eu lieu en juillet 1872. Il a habité d'abord chez son ami Kiro Tuleškov, puis ils ont déménagé tous les deux chez Karavelov à côté de la typographie de celui-ci, où Botev fut engagé comme auxiliaire et collaborateur. Effectivement, Botev a beaucoup écrit dans les deux journaux de Karavelov [71]. On peut dire que le *C.C.R.B.* approche alors du moment culminant de son activité : Karavelov et Botev écrivaient dans « Свобода » et « Libertatea », diffusant les idées révolutionnaires au sein de l'émigration, pendant que Levski consolidait son vaste réseau de comités révolutionnaires en Bulgarie.

4. **Effondrement de l'organisation révolutionnaire de Bulgarie.** Le 1er juin 1872, Levski était de retour en Bulgarie, distribuant le Statut et le Programme à tous les comités. Les décisions prises par le *C.C.R.B.* à Bucarest ont contribué au renforcement et à l'extension de l'organisation. Malheureusement, son accroissement numérique n'est pas allé de pair avec la formation de cadres bien préparés ni avec l'apparition de nouvelles sources financières ; c'est pourquoi Levski s'est adjoint les aides dont il a été question plus tôt. Dans le même temps, en matière de propagande révolutionnaire, il s'est surtout soucié de démasquer la terreur turque, afin de sensibiliser les masses et d'en obtenir plus d'argent. Enfin, pour pouvoir diriger

[70] Voir à ce sujet *ibidem*, p. 311 sqq.

[71] Au sujet des articles publiés par Botev dans les journaux de Karavelov, voir *ibidem*, p. 324 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

plus efficacement son organisation, Levski l'a répartie en filiales, par régions révolutionnaires : Tărnovo, Sliven, Lovetch, etc., mais il n'a pas abouti à mener cette opération à bonne fin.

Entre-temps Obšti, à peine reconnu comme aide principal de Levski, a fait preuve d'indiscipline et d'arrogance. Ambitieux par sa nature, il n'a pas tardé à calomnier Levski, l'accusant de tendances dictatoriales, et il a réussi à gagner quelques organisations à ses vues. Levski n'a pas réussi à se débarrasser de lui et, après plusieurs tentatives, il s'est adressé au Comité de Bucarest, le priant d'obtenir la démission d'Obšti et de quelques autres. Il avertit le Comité qu'autrement il démissionnerait lui-même et qu'il continuerait à travailler sous l'autorité de la nouvelle personne nommée par le Comité.

Le Comité central de Bucarest a procédé avec discernement : il a donné raison à Levski et a envoyé en Bulgarie un délégué spécial qui a porté à la connaissance des comités la décision prise par le Comité central, à savoir que Levski était le chef et que quiconque ne lui obéissait pas devait se retirer. Malheureusement, cette résolution du Comité central est venue trop tard, après qu'Obšti eut commis l'action dont les conséquences devaient être si funestes.

Talonné par le manque d'argent, Dimităr Obšti procéda à la manière des haïdouks : il résolut d'attaquer la chaise de poste turque, qui transportait une somme importante d'argent. Levski était d'accord en principe avec ce projet, mais il considérait qu'il fallait remettre l'action jusqu'au jour où l'organisation aurait des hommes parfaitement entraînés pour l'accomplir. C'est ce qu'il recommanda à Obšti. Mais celui-ci ne l'écouta pas, il forma une petite *tchéta* et, le 22 septembre, il attaqua la chaise de poste turque dans le col d'Arabakonak, réussissant à mettre la main sur 120.000 « gros ».

Lors de l'enquête qui s'ouvrit, les témoins oculaires déclarèrent que les malfaiteurs étaient des soldats turcs récemment libérés du service militaire et, faute de preuves, les autorités turques classèrent l'affaire. Mais Obšti et ses hommes commencèrent à se vanter de leur exploit — en effet la somme était considérable — de sorte que les Turcs découvrirent facilement qui étaient les vrais coupables. Bientôt, en octobre 1872, presque tous, y compris Obšti, furent arrêtés. Afin d'éviter l'accusation de brigandage et de donner à tout le procès un caractère politique, Obšti et ses compagnons se mirent à faire des déclarations qui compromettaient toute l'organisation. Là-dessus, les Turcs ont poussé l'enquête et jusqu'à la fin Obšti a tout avoué. Le gouvernement ottoman a appris ainsi l'existence de l'organisation de Bulgarie et qu'elle était dirigée par Levski. Le Comité central de Bucarest, d'une part, et Levski, de l'autre, ont pris aussitôt les mesures imposées par les circonstances. Levski, par courriers spéciaux, a fait savoir à toutes les organisations locales de mettre en lieu sûr leurs archives et à tous ceux qui avaient eu des rapports directs

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

avec Obšti de quitter leurs domiciles. Lui-même se mit à faire le tour des organisations pour se convaincre que ces mesures avaient été suivies. Pendant ce temps, les autorités turques ont arrêté un grand nombre de membres de l'organisation et les ont mis en prison à Sofia [72].

A Bucarest, le Comité central, qui n'était pas trop au courant de la situation en Bulgarie, ordonna à Levski d'attaquer la prison de Sofia afin de mettre en liberté les détenus. Mais le lendemain, se rendant sans doute compte qu'une entreprise isolée de ce genre était vouée à l'échec, il revint sur son ordre et prescrit à Levski de passer aussitôt au soulèvement général, dans l'espoir que la Serbie et le Monténégro porteraient secours. Les raisons qui ont déterminé cette dernière décision étaient, d'une part, la volonté de montrer à l'opinion publique de Bulgarie le caractère politique de l'action et, d'autre part, le fait que, si l'on tardait encore, on risquait de voir détruire toute l'organisation et de perdre pour toujours la confiance des masses.

Levski cependant s'est rendu compte aussitôt que les deux mesures étaient hasardeuses : l'attaque de la prison était impossible à exécuter et le soulèvement ne pouvait être déclenché sans l'accord préalable de tous les comités régionaux et locaux de Bulgarie. Quant à l'aide de la Serbie et du Monténégro, Levski la considérait, à juste titre, du moins à ce moment, comme absolument illusoire.

Néanmoins, pour ne pas enfreindre les dispositions du Comité central, Levski demanda aux comités de se préparer activement pour le soulèvement et, en même temps, de communiquer au *Comité central de Bucarest* leur opinion là-dessus. La plupart des organisations de Bulgarie, conscientes de l'impossibilité de déclencher immédiatement une révolte, ont répondu dans ce sens au *C.C.R.B.*

Au moment où se produisit l'attaque d'Arabakonak, Levski se trouvait dans le sud de la Bulgarie. Bien que toute le monde lui eût conseillé de s'enfuir en Roumanie, qui ne l'aurait jamais livré, ou du moins de se cacher pour quelque temps, il continua à faire le tour des principaux comités, à commencer par celui de Lovetch, décidé à ne franchir qu'ensuite le Danube afin de délibérer avec le *C.C.R.B.* Levski pensait que si l'on prenait les mesures qu'il avait indiquées, une grande partie des comités pourrait être sauvée et il voulait rassurer par son exemple personnel les organisations qui n'avaient pas été découvertes. C'est alors que la trahison commença à porter ses fruits. En route vers Bucarest, Levski arriva à Lovetch, mais il ne réussit pas à joindre le caissier du comité, le prêtre Krăstio, dont la maison était surveillée par la police. Arrivant à la conclusion que celui-ci avait dû trahir une partie des secrets de l'organisation,

[72] D. Kosev, *op. cit.*, p. 204 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

on suppose que Levski lui donna rendez-vous à l'auberge du village de Kăkrina, dont le propriétaire faisait partie de l'organisation. Mais le prêtre Krăstio dénonça sans doute aux Turcs la présence de Levski à ladite auberge : encerclé par les forces de la police, il essaya de se frayer un chemin, mais il fut blessé, arrêté et conduit à Sofia [73].

Au procès, Levski n'a pas dit un mot sur l'activité des autres membres de l'organisation et a assumé toute la responsabilité des faits. Jugé par un tribunal spécial à côté de Dimităr Obšti, ils furent condamnés à mort tous les deux et les autres 60 membres de l'organisation à différentes peines de prison ou à la déportation. Le 6 février 1873, Levski fut pendu à Sofia, au lieu où aujourd'hui s'élève son monument. L'organisation par régions révolutionnaires, conçue et en grande partie réalisée par lui, s'étant avérée la meilleure, fut conservée jusqu'au soulèvement d'avril 1876.

La figure de Levski est, à côté de celle de Botev, l'une des plus lumineuses de la Renaissance bulgare. Le peuple l'avait nommé « l'Apôtre », parce qu'il parcourait sans cesse les villes et les villages de Bulgarie pour organiser et renforcer les comités révolutionnaires locaux.

5. **Le C.C.R.B. après la mort de Levski.** Entre-temps la Porte ayant découvert que le *C.C.R.B.* avait son siège à Bucarest et que le président, en était Karavelov, adressa une note sévère au gouvernement roumain, demandant l'extradition de celui-ci, en tant qu'auteur moral de l'attaque contre la chaise de poste turque, c'est-à-dire comme délinquant de droit commun.

Dans cette situation, le gouvernement de Lascăr Catargiu interdit à la fin du mois de novembre 1872 les journaux « Свобода » et « Libertatea ». Mais bien que Karavelov eût attaqué violemment les conservateurs et, conformément à ses idées républicaines, même le prince Carol, se ralliant au mouvement antidynastique de Roumanie, le gouvernement n'est pas allé jusqu'à l'extradition de ce révolutionnaire, qui jouissait d'un grand prestige à Bucarest. Bien au contraire, il a prévenu Kiriak Tzankov, le vice-président du Comité, qui, provisoirement, cacha Karavelov dans la maison du même marchand roumain, Nicolae Crețu, qui avait aidé autrefois Filip Totiu et Hadji Dimităr. Cela afin d'éviter qu'il ne soit trouvé par la police si celle-ci, accompagnée d'un représentant des autorités turques, venait l'arrêter. De même, les archives du Comité furent transportées chez Vasa Jivanovitch, l'ami de Karavelov. Jivanovitch était alors secrétaire de l'agence diplomatique serbe de Bucarest et son domicile ne pouvait être perquisitionné par la police.

---

[73] Iv. Undjiev, *Vasil Levski*, p. 309 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Les archives du Comité une fois sauvées, les amis tant roumains que bulgares de Karavelov s'occupèrent de lui trouver une cachette plus sûre, car l'agent turc aurait pu demander à la police roumaine de faire une descente chez Nicolae Crețu, qui était sujet roumain. On s'adressa d'abord au consul de Russie, qui n'était plus celui qu'avait attaqué Karavelov, Offenberg, mais Zinoviev. Celui-ci refusa toutefois de prendre Karavelov sous sa protection, alléguant qu'il était ami des nihilistes russes et des émigrés polonais. De même, il était l'adversaire de la *Société de bienfaisance*, organisation russophile des gros négociants bulgares de Roumanie.

De son côté, le consul de Serbie à Bucarest, Petronievič, refusa d'abriter Karavelov, car il le soupçonnait, vu ses convictions républicaines notoires, d'être en liaison avec les assassins du prince Michel et avec les cercles antidynastiques de Serbie [74]. Ainsi que l'affirme Stoian Zaimov, selon les dires de la femme de Karavelov et de Kiro Tuleškov, et ainsi qu'il ressort aussi des mémoires de Nikola Obretanov, c'est toujours grâce à la complicité des autorités roumaines que le révolutionnaire bulgare s'est tiré d'affaire. Le préfet de police, ayant convoqué Karavelov dans son bureau, lui a fait savoir que le grand vizir avait demandé son extradition, afin de la déférer devant le tribunal extraordinaire de Sofia qui jugeait Dimitri Obšti pour le coup de main d'Arabakonak. Or, le gouvernement roumain ne voulait pas le livrer aux Turcs et, en conséquence, il fallait que Karavelov transporte sa typographie quelque part en dehors du centre de la ville et que lui-même parte sur-le-champ en Serbie, en Autriche ou en Russie, à son gré. A l'adresse de 33 strada Vergului, où la typographie avait fonctionné jusqu'alors, il devait laisser quelqu'un qui dise à la police qu'en effet Karavelov avait habité là et qu'il y avait eu sa typographie, mais qu'il était parti en liquidant tout. Selon Obretenov, Karavelov était à ce moment sans un sou, mais le préfet l'assura qu'il prendrait à son compte toutes les dépenses. Au bout d'une heure, il fut invité à prendre place dans une voiture qui le mena à Craiova, et de là à Turnu Severin, d'où, avec le consentement des autorités roumaines, il put passer en Serbie, à Kladovo [75].

La typographie et les affaires personnelles de Karavelov furent transportées à l'hôtellerie bien connu Fiduki, calea Moșilor (dans l'immeuble qui porte aujourd'hui une plaque commémorative). A l'ancien siège de strada Vergului se trouvait seulement Kiro Tuleškov, qui répondit à la police et à l'envoyé turc comme on lui avait fait la leçon. Malheureusement, les archives de Karavelov et du

---

[74] En ce qui concerne ces événements, voir M. Arnaudov, *Любен Каравелов* p. 392 — 393.

[75] Nikola T. Obretenov. *Спомени за българските въстания* (Souvenirs sur les soulèvements bulgares), éd. M. Arnaudov, Sofia, s. d., p. 181 — 182.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Comité furent vendues par un parent de Jivanovitch (contre la volonté de celui-ci) aux espions turcs et remises à la commission qui instruisait le procès de Levski et d'Obšti. Mais, selon certains témoignages, les ennemis de Karavelov l'ont accusé d'avoir livré lui-même ses dossiers, aggravant encore par là la situation de Levski [76].

Karavelov n'est pas resté longtemps à Belgrade [77], car les difficultés se sont rapidement aplanies à Bucarest, où il est rentré au début de février 1873 et, à en croire l'un de ses biographes, grâce aux bons offices de Mihail Kogălniceanu [78]. Une fois de retour en Roumanie, Karavelov a repris la publication de son journal, mais celui-ci a dû changer de nom, s'appelant désormais « Независимост » (L'Indépendance).

Entre-temps, après l'arrestation de Levski et pendant que Karavelov était à Belgrade, le Comité révolutionnaire de Tărnovo, sans tenir compte du *C.C.R.B.* de Bucarest, s'est déclaré lui-même Comité central et a décidé, sans préparatifs d'aucune sorte, à déclencher un soulèvement. Il a envoyé des délégués à Belgrade pour voir si la Serbie pouvait l'aider. Puis, comme les Serbes ont répondu négativement, les révolutionnaires de Tărnovo ont convoqué pour mars 1873 dans leur ville, une assemblée générale. Mais comme il n'est venu que très peu de délégués, on a décidé de tenir une nouvelle assemblée à Bucarest cette fois-ci ; à peu près dans le même temps Karavelov convoquait aussi une assemblée. Celle-ci a eu lieu, mais sans prendre de mesures capables de sortir le *C.C.R.B.* du marasme.

A la place de Levski, le Comité de Tărnovo nomma l'instituteur Atanasie Uzunov, l'un de ses plus proches collaborateurs. Malheureusement, son activité n'a duré qu'un mois, car lors d'une visite à Haskovo il fut arrêté. Il réussit pourtant à sauver son organisation. Il fut remplacé par Stefan Stambolov, qui ne put faire face à une tâche aussi lourde. Poursuivi par les Turcs, il partit pour Constantinople et, de là, se réfugia à Odessa.

En août 1874 se tint finalement à Bucarest, au siège de la typographie de Karavelov, calea Moșilor, l'assemblée générale du *C.C.R.B.*, à laquelle prirent part aussi dix délégués de Bulgarie. Un nouveau Comité central y fut élu, où Hristo Botev entrait pour la première fois, à la place de Panaiot Hitov.

---

[76] M. Arnaudov, *op. cit.*, p. 393.

[77] Arrivé à Belgrade dans les premiers jours du mois de décembre, Karavelov — selon ses biographes — serait parti pour quelque temps à Paris, voir M. Arnaudov, *op. cit.*, p. 394 et M. Dimitrov, *op. cit.*, p. 210.

[78] Le 5 février 1873nouveau style, Andrassy était informé que Liuben Karavelov se trouve à Belgrade, v. M. Arnaudov, *loc. cit.* Mais il faut préciser que Mihail Kogălniceanu n'était pas ministre à cette date et que le gouvernement Lascăr Catargiu n'a pas démissionné en janvier 1873, comme l'affirme M. Arnaudov.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

En conclusion, la principale caractéristique du *C.C.R.B.* après la mort de Levski fut l'indécision, les hésitations, l'absence d'une ligne ferme basée sur l'idéologie révolutionnaire, comme celle qui avait animé Levski. Les raisons de cet état de choses furent formulées on ne peut plus clairement par Botev lui-même qui, dans une lettre à son ami Ivan Drasov, écrivait : « Panaiot Hitov se trompe quand il nous considère tous coupables. La cause de cette léthargie (dans le texte original, „sommeil" — *n.n.*) est l'œuvre de ceux qui ont pris sur eux de diriger l'émigration, mais qui en réalité la bercent afin qu'elle ne se réveille pas ». Autrement dit, Botev considérait responsables de cette indécision les membres du Comité, et en particulier Karavelov. De fait, l'attitude de celui-ci s'explique par sa conviction que le peuple bulgare ne pouvait sortir de son actuelle situation sans l'aide de l'étranger, par une révolution. [79]

6. Fin de la carrière de Karavelov comme journaliste révolutionnaire. La situation s'est éclaircie lorsque, dans « Независимост » du 12 octobre 1874, Karavelov déclarait qu'il se retire du journalisme, c'est-à-dire de la lutte nationale et révolutionnaire par la presse. Dans ce dernier numéro de son journal, il publiait un message à « ses frères bulgares » par lequel, annonçant qu'il quitte le mouvement pour lequel il a combattu cinq ans, il demande à tous ceux qu'il a attaqués dans son journal de lui pardonner [80]. Le 15 janvier 1875, il commence à publier la revue « Знание », qui devient l'organe de la « Société pour la diffusion des connaissances utiles pour le peuple bulgare » [81]. Ainsi qu'il est spécifié dans ses statuts, cette société n'admettait aucune immixtion dans les problèmes politiques. Karavelov déclara qu'il ne publierait aucun article à caractère politique ou attaquant d'une manière ou de l'autre un gouvernement ou un personnage politique.

Cette déclaration et la nouvelle position de Karavelov ont été, assurément, un coup dur pour le Comité central et pour l'organisation révolutionnaire. Karavelov abandonnait la lutte juste au moment où la conjoncture politique commençit à devenir favorable. Celle-ci était dominée par la situation financière désespérée de la Porte, dont la dette publique s'élevait en 1875 à la somme énorme de cinq millions de francs et dont la moitié du budget était absorbée par le paiement des dettes et de leurs intérêts. A ceci venait s'ajouter la sécheresse des années 1874 et 1875, lorsque les paysans enlevaient le chaume des toits pour nourrir leur bétail, que les artisans et les petits marchands étaient ruinés par les usuriers, qu'il était entré dans la tête

---

[79] D. Kosev, *op. cit.*, p. 211 — 215.

[80] « Независимост » du 12 octobre 1874.

[81] M. Stoianov, *op. cit.*, I, p. 461.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

de tout le monde que le salut ne pouvait venir que de la destruction du pouvoir turc par la révolution. Ce tableau tragique ressort très nettement de la presse du temps. La radicalisation des masses s'est encore accrue lors des soulèvements qui ont eu lieu en Bosnie et Herzégovine. D'ailleurs même des journaux étrangers, comme le « Levant Herald », affirmaient que les révoltes paysannes dans certaines régions allaient être presque inévitables [82]. Telle était la situation qu'un journaliste de la taille de Karavelov ne pouvait pas ne pas saisir. On sait aujourd'hui que si son journal a cessé de paraître, c'est aussi pour cause de difficultés financières [83], mais la raison profonde de sa décision a été sa conviction que le peuple bulgare ne pourrait se libérer qu'avec l'appui d'une puissance étrangère. Cette conviction le rapprochait du parti des « vieux » qui, dans cette perspective, comptaient sur la Russie. Karavelov, lui, était fermement convaincu que l'Etat en question ne pouvait être que la Serbie. Il connaissait la situation de ce pays, car il y avait habité longtemps et conservait encore de nombreux liens avec lui, mais il ne pouvait comprendre en profondeur les idées des hommes politiques serbes. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, quand il demanda à Levski de déclencher immédiatement la révolte, il affirma que l'on pouvait compter sur le concours de la Serbie et du Monténégro. C'est dans cette direction qu'il voulait orienter l'activité du *C.C.R.B.*, qu'il dirigeait en fait alors et où il aurait voulu exercer des pouvoirs dictatoriaux. Son voyage à Belgrade aussitôt après l'exécution de Levski, ainsi que le fait que dès juillet 1874 il écrivait dans un article de « Независимост » que « pour les peuples balkaniques, tout réside dans l'entente entre les chefs », plaident en faveur de cette opinion. Son refus de rédiger désormais le journal ressortit à la même cause : le désir de s'entendre avec les hommes politiques serbes, mécontents de la ligne adoptée par « Независимост ». En effet, selon les documents publiés par Mihail Dimitrov, il est certain que Liuben Karavelov a reçu une subvention de 400 ducats pour la publication de son journal. L'accession au pouvoir, en Serbie, du gouvernement conservateur Marinković a eu pour effet de couper la subvention, dès lors que « Независимост », au lieu de promouvoir la lutte en commun avec les Serbes, poussait plutôt à la préparation d'un soulèvement en Bulgarie. Il est vrai qu'en 1875 « Независимост » a

---

[82] D. Kosev, *op. cit.*, p. 215.

[83] Du reste, à propos de son journal « Будилник » (Le Réveilleur), qui avait cessé de paraître par manque de fonds, Botev écrivait que bientôt « Независимост » allait cessé de paraître pour la même raison. Karavelov lui-même écrivait à Panaiot Hitov dès le 16 juin 1873 : « En automne je fiche tout en l'air et je pars pour Belgrade ». Plus tard il ajoute qu'il va vendre la typographie afin de payer la dette, en valeur de 102 ducats, qu'il avait à Belgrade, voir Undjiev, *Hristo Botev*, p. 451.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

recommencé à recevoir sa subvention, car la Serbie se préparait à nouveau pour un conflit avec la Turquie [84].

7. Hristo Botev à la tête du mouvement révolutionnaire. La disparition du journal « Независимост » a constitué un coup sérieux pour tout le mouvement révolutionnaire bulgare, qui n'avait plus aucun organe de presse. Evidemment, tout le monde se tourna vers Hristo Botev, qui avait été la main droite de Karavelov. Mieux, Botev avait essayé de lancer un deuxième journal, « Будилник », (le « Réveilleur »), un journal humoristique, mais par manque d'argent il n'en parut que quatre numéros [85]. Dans ses feuilletons de «Будилник » comme dans ses articles de « Свобода » et de « Независимост », Botev avait exposé ses idées révolutionnaires et condamné notamment le dualisme tant avec la Serbie qu'avec la Turquie, ainsi que toute forme de compromis. Plus d'une fois sa plume virulente avait pris à partie institutions ou hommes politiques de Bulgarie comme de l'émigration. En second lieu, après l'assemblée d'août 1874 Botev était entré dans le comité de direction du *C.C.R.B.* Il était donc tout naturel qu'il prît la succession de Karavelov. En effet, le 7 décembre 1874, paraissait le nouveau journal de Botev, « Знаме » (Le Drapeau). L'article-programme du premier numéro, qui n'a paru qu'en bulgare, commence par le motto suivant, en roumain et en lettres latines : « Le droit de parler ici, je le détiens du pays et non de vous ! Je vous prie donc de respecter mes paroles ! Lascăr Costin ». Puis Botev traduisait en bulgare les paroles de ce député libéral, soulignant qu'elles furent prononcées à la Chambre des députés en 1872, quand les partisans du gouvernement conservateur ont fait du tapage pour couvrir « la voix de la justice et du patriotisme ». Botev considérait qu'il avait, pareillement, le droit de parler au nom de sa patrie, qui le lui avait accordé en vue de la conquête de sa liberté. Dans les lignes qui suivent, il montre que son journal va œuvrer pour les mêmes idéals que « Независимост ». « Знаме » a paru jusqu'en août 1875 et a représenté la vraie voix du parti révolutionnaire bulgare, qui à partir d'alors a commencé à être dirigé de fait par Botev, bien que Karavelov fût resté quelque temps encore à la tête du *C.C.R.B.*

Dans « Знаме », Botev s'est occupé surtout de la question d'Orient et a adopté une position révolutionnaire en rapport avec tous les événements et les personnes impliquées dans cette question

---

[84] M. Dimitrov, *op. cit.*, p. 273 mentionne la quittance pour cette somme donnée par Karavelov le 3 novembre 1875.

[85] M. Stoianov, *op. cit.*, I, p. 456 — 457; M. Silianovska-Dimitrova, *Карикатурите на Хенрик Дембицка в «Тъпан» и «Будилник»* (Les caricatures de Henrik Dembicki dans « Tăpan » et « Budilnik »), dans le recueil *Христо Ботев*, p. 365 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

en général et dans les problèmes bulgares en particulier. Bien que ses articles soient parus sans titre (coutume fréquente à cette époque), on peut résumer le contenu de quelques-uns d'entre eux à peu près dans ces termes [86] : *Frottons l'allumette de la révolution* (7 janvier 1875), *Le peuple bulgare doit conquérir tout seul sa liberté* (15 février), *Seule une véritable et fraternelle alliance des peuples pourra mettre fin à notre pénible situation* (1er mai), *La période des tchétas et des haïdouks dans la lutte du peuple bulgare pour la liberté* (28 juin), *Le soulèvement de l'Herzégovine et la nécessité pour la Bulgarie de se soulever aussi* (26 juillet), *Il faut que la peuple bulgare se soulève maintenant même* (2 août), *Frères, nous ne devons plus attendre* (23 août).

Les articles de Botev montrent que le révolutionnaire bulgare était très au courant aussi de la politique étrangère de la Roumanie. Il approuvait surtout celle menée par les différents gouvernements libéraux, qui cherchaient à obtenir le plus rapidement possible la pleine indépendance de la Roumanie, raison pour eux d'encourager d'autant plus les actions révolutionnaires de l'émigration bulgare. Mais il comprenait aussi, même s'il ne pouvait toujours l'approuver, celle de gouvernement conservateur qui, tout en respectant la liberté de la presse bulgare de Roumanie et en laissant fonctionner les organisations révolutionnaires, a dû prendre, pour sauver les apparences. certaines mésures exigées par la neutralité du pays. Il est pourtant des actions du gouvernement conservateur que Botev réprouvait catégoriquement, par exemple leurs ingérences électorales [87]. Il faut mentionner encore que, bénéficiant d'une certaine liberté, accordée d'ailleurs à tous les journaux bulgares, il est arrivé parfois à Botev de soutenir des thèses indéfendables [88].

Botev était intéressé par la politique intérieure et surtout étrangère roumaine en raison de l'action qu'elle exerçait sur une partie de l'émigration bulgare. Il le déclare ouvertement, comme il l'a toujours fait lorsqu'il donne son avis sur la politique de la Roumanie ou de tout autre pays.

Il nous paraît hors de doute que Botev a beaucoup fréquenté les cercles roumains et qu'il a beaucoup lu les journaux et autres publications de Roumanie, d'où les nombreuses expressions roumaines qui émaillent ses écrits : plus de 200, selon les études des chercheurs

---

[86] Les titres qui suivent sont ceux qui figurent dans l'édition citée de M. Dimitrov, II, p. 383 — 384.

[87] Hristo Botev, dans « Знаме » du 3 avril 1875 ; voir également l'édition M. Dimitrov, II, p. 65.

[88] *Ibidem*, II, p. 58.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

bulgares [89]. Il a surtout été en contact avec les cercles libéraux, radicaux, progressistes de chez nous et son avis sur le sort de la Roumanie, il l'exprime très librement : « La Roumanie doit être élevée au rang de royaume et doit être aidée à recouvrer ses frontières naturelles, au détriment de l'Autriche » : cela après que, quelques lignes plus haut, il avait déclaré que la Serbie, la Grèce et la Roumanie devaient rentrer en possession de certaines régions, actuellement sous domination turque [90]. Cette idée de l'accomplissement de l'Etat national roumain, Botev l'a assurément entendu exposer et l'a comprise par la fréquentation assidue des cercles progressistes roumains. P. Constantinescu-Iași, dans son étude susmentionnée, a été jusqu'à faire un parallèle entre l'idéologie de Botev et celle de Bălcescu, soulignant certaines opinions communes ou proches de ces deux grands démocrates révolutionnaires, qui ne se sont pourtant pas connus directement. On sait, en revanche, que Botev a entretenu des rapports directs avec Bonifaciu Florescu, le fils naturel de Nicolae Bălcescu. Il est certain, d'autre part, que Botev a assisté à quelques séances de la Chambre des députés et que certains membres du Parti libéral lui ont fait grande impression. Sans les nommer, il parle à plusieurs reprises des « patriotes roumains ». Ceux-ci luttent pour l'indépendance de la Roumanie, pays qui — dit-il — « est en mesure de faire franchir le Danube à 50 000 soldats bien instruits » [91]. Ces patriotes, écrit par ailleurs Botev, grignotent de plus en plus la suzeraineté ottomane, par exemple en concluant des accords politiques et économiques avec d'autres pays, fait que la Porte ne peut leur pardonner. Pourtant, nous n'avons pas de preuves palpables de relations entre le révolutionnaire bulgare et Boerescu ou Kogălniceanu, principaux promoteurs d'une telle politique. Botev a-t-il connu Lascăr Costin, le député libéral de Brăila dont il reproduit les paroles en motto au premier numéro de son journal « Знаме » ? Qui est ce Nicu Boteanu dont Botev note l'adresse dans son carnet personnel ? Questions auxquelles jusqu'à ce jour on n'a pu répondre [92]. Conformément à ses conceptions politiques, Botev n'a pas cherché à entrer en contact avec les grandes personnalités politiques ou avec les gouvernements du temps, comme l'avait fait par exemple Rakovski ; ces derniers, d'ailleurs, il les considérait, sous l'influence de

---

[89] Voir les importantes recherches faites par Boris Simeonov, en particulier *Румънското влияние върху лексикат на Христо Ботев* (L'influence roumaine sur le vocabulaire de Hristo Botev), extrait de « Anuarul Universității din Sofia » (Faculté de Philologie), Sofia, 1966.

[90] « «Знаме» » du 21 décembre 1874 (éd. M. Dimitrov, II, p. 19).

[91] *Ibidem* du 18 janvier 1875 (*ibidem*, p. 35).

[92] Ivan Hadjiov, *Бележките на лично тефтерче на Ботева* (Notes du carnet personnel de Botev), dans « Известия на историческо дружество », 11, Sofia, 1945, p. 92.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Proudhon, comme représentant un complot contre la liberté des peuples.

Les hommes politiques dont il s'est le plus rapproché sont les premiers socialistes roumains : Dobrogeanu-Gherea, le Dr Zubcu Codreanu, le Dr Russel, Zamfir Arbore. Ils participaient ensemble au cercle socialiste [93] fondé à Bucarest en 1871 sur l'initiative de Nicolae Zubcu Codreanu et dont faisaient partie des révolutionnaires non seulement roumains, mais aussi russes, bulgares et polonais. En 1875, Nicolae Zubcu Codreanu était étudiant en V^e année de médecine à Bucarest. A la même date sont venus à Bucarest Gherea, de Russie, et le Dr Russel, de Suisse, ce dernier collègue de Zubcu Codreanu à la Faculté de médecine, à laquelle Botev avait aussi voulu s'inscrire en 1868. Quoique dans ces cercles ce fût le socialisme utopique qui prédominait, dans la lettre bien connue écrite plus tard à Gheorghi Bakalov, le Dr Russel affirme, parlant aussi de Botev : « Nous avons dévoré Marx page par page, comme un fruit exotique, amené d'autres pays ». Mais dans la même lettre, il dit quelque part : « Je dis nous, parce que, autant que je m'en souvienne, entre nous trois — le Dr Zubcu Codreanu, Botev et moi — il n'existait pas de contradictions théoriques » [94]. Le cercle était, plus sûr, plus large et ceux qui participaient aux réunions de la Société des étudiants en médecine bien plus nombreux. Parmi les membres de la Société on connait George Sabin, C. Istrati, Al. Spiroiu, Emil Frunzescu, Gh. Manicea et autres. En ce qui concerne les relations de Botev avec Gherea, les données sont plus nombreuses. « Je ne me souviens bien — écrit ce dernier — que de Hristo Botev, qui nous visitait souvent ; il m'a fait très grande impression autant par son physique que par son intelligence et son tempérament révolutionnaire. Nous le considérions comme un camarade d'idées, comme un socialiste et un révolutionnaire, ce que nous étions aussi. Je me rappelle que nous débattions avec lui différents problèmes théoriques (...). Je savais que Hristo Botev était absorbé alors par la préparation de sa *tchéta*, avec laquelle il devait partir en Bulgarie, et je le connaissais comme un grand poète, journaliste et révolutionnaire bulgare (...). Parfois Hristo Botev venait chez nous avec des amis bulgares, dont je ne puis actuellement me rappeler les noms. Je sais seulement que j'ai connu alors Stambolov, qui était ami de Botev, de Suzilovski et de Zubcu Codreanu et qui était toujours avec nous. Par la suite nous nous sommes tellement liés avec Stambolov qu'il a habité un certain temps chez nous » [95].

---

[93] *Istoria României*, IV, p. 495, 498.

[94] G. Bakalov, *Руските приятели на Ботев* (Les amis russes de Botev), Sofia, 1937, p. 67 ; Undjiev, *Hristo Botev*, p. 609.

[95] Constantin Dobrogeanu-Gherea, *Corespondență* (Correspondance), éd. I. Ardeleanu et M. Sorin, București, 1972, p. 345 ; Al. Burmov, *Христо Ботев и неговата чета* (Hristo Botev et sa *tchéta*) Sofia, 1971, p. 628 — 630.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Dans le cercle socialiste de Bucarest, Botev a relu le *Manifeste du Parti Communiste* de Marx et Engels et il a eu connaissance du *Capital*. Si Botev n'a pas été adepte de Marx, l'influence des nouvelles idées sur lui n'en est pas moins facilement visible. Ainsi dans ses articles de « Знаме », Botev parle du prolétariat « qui a toujours été et sera le moteur de toutes les révolutions ». Dans d'autres articles il se révèle favorable à la Ière Internationale, affirmant que les pauvres et les travailleurs de partout sont frères et souffrent « à cause des tsars et des capitalistes ». De telles formulations — et d'autres passages de ses articles que nous pourrions citer — sont des exemples frappants des éléments matérialistes de sa pensée. L'idéologie de Botev représente le point culminant atteint par la pensée révolutionnaire bulgare avant la libération. Si à cela on ajoute sa participation active à la lutte révolutionnaire, ainsi que son admirable création poétique, on comprend sans peine pourquoi Hristo Botev est considéré comme l'un des plus remarquables représentants du peuple bulgare.

Il faut souligner, dans l'histoire de l'émigration bulgare, le rôle important joué par la grande réunion qui, en vertu des décisions prises à l'assemblée des 20—21 août 1874, s'est tenue à Bucarest le 26 décembre, avec la participation de délégués de Bulgarie, pour examiner la situation régnant au sud du Danube. Malheureusement, ni Panaiot Hitov, ni Stambolov, qui devaient exposer cette situation, n'ont pu y prendre part. Font défaut, de même, les procès-verbaux de la réunion, où se reflétaient sans doute les opinions sur certaines modifications des statuts. En fait, l'on n'est arrivé à aucune décision fondamentale, vu que dès le début Karavelov et Ivan Adjenov ont demandé que l'on nomme une personne ayant pleins pouvoirs pour constituer et diriger des comités en Bulgarie, pour traiter avec les gouvernements et les Etats de l'étranger et qui dispose de tous les fonds du *C.C.R.B.*, les administrant à sa guise. Selon certaines sources serbes (il s'agit du consul de Serbie à Bucarest), Karavelov espérait que la personne serait lui-même. Mais cette proposition n'a été soutenue que par quelques délégués de Roumanie, tandis que les délégués de Bulgarie et tous les jeunes révolutionnaires de l'émigration, Botev le premier, se sont déclarés contre de telles tendances dictatoriales. C'est pourquoi l'on n'a pu prendre aucune décision importante, si ce n'est de convoquer une nouvelle assemblée élargie pour le mois de mars 1875. La direction, jusqu'alors, était confiée à une commission dont le président était toujours Karavelov et dont la plupart des membres étaient ses partisans. Mais au bout de peu de temps une modification a eu lieu dans la composition de la commission : Toma Panteleev, l'un de ses membres s'est retiré et a laissé comme remplaçant Hristo Botev [96]. Les autorités roumaines étaient

[96] Undjiev, *Hristo Botev*, p. 456.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

au courant des dissensions existant au sein de l'émigration, mais jugèrent bon de ne pas s'immiscer.

De fait, ces dissensions étaient dues à l'existence, et cela dès le temps de Levski, de deux courants : d'une part, le courant modéré, ou libéral, conduit par Karavelov et qui, bien qui minoritaire dans l'assemblée, avait la majorité dans la commission ; d'autre part, le courant radical ou révolutionnaire-démocrate, conduit par Botev. Ces deux tendances, devenues ensuite des courants, ont existé dès le temps de Levski, comme nous le disions plus haut, mais celui-ci a su néanmoins préserver l'unité du mouvement révolutionnaire, au prix de quelques concessions, le plus souvent purement formelles, sans concession sur le fond de ses idées révolutionnaires, qu'il appliquait de manière conséquente en tant que chef du mouvement en Bulgarie en vertu du mandat du Comité de Bucarest. Après la mort de Levski, ces courants se sont accentués, au point de donner naissance à un véritable conflit, qui a plus ou moins paralysé toute l'activité du Comité.

La commission élue n'a rien fait pour préparer l'assemblée de mars, Karavelov a même empêché Botev d'entreprendre quoi que ce soit à cet égard. Son attitude n'était pas le fait du hasard ou d'une dose d'indifférence, mais de sa conviction que le peuple bulgare ne devait pas se soulever avant que la Serbie n'ait déclaré la guerre à la Porte. Les révolutionnaires à la tête desquels se trouvait Botev — et qui à cette époque se faisaient appeler « Parti de l'action » — étaient eux aussi pour la coordination des mouvements de Bulgarie et de Serbie, mais n'entendaient pas être subordonnés aux actions de celle-ci. Il était évident que, telle étant la position de Karavelov, il ne pouvait plus rester à la tête de l'organisation révolutionnaire. Au printemps de 1875, les contradictions entre lui et Botev avaient atteint le stade d'un conflit violent. Justement par le fait que leur dispute n'avait pas un caractère personnel, mais idéologique, elle eut un grand retentissement au sein de l'émigration et prit fin par la défaite de Karavelov. Nous ne pouvons entrer dans tous les détails de la question, mais on peut dire que si Karavelov s'est retiré de bon gré de son activité révolutionnaire de journaliste, il n'en a pas été de même en ce qui concerne la direction du mouvement révolutionnaire : il a été bel et bien forcé par les radicaux de partir, et cela parce qu'il voulait dévier le mouvement de sa voie naturelle, en le faisant dépendre des événements de Serbie [97]. Toujours par la faute de Karavelov, l'assemblée fixée pour mars 1875 n'a pas eu lieu. Elle ne s'est tenue que le 12 août, à Bucarest, sous la pression d'événements extérieures d'une grande importance. Un

[97] Al. Burmov, *Български революционен комитет 1868—1876* (Le Comité central révolutionnaire bulgare, 1868—1876), Sofia, 1943, p. 236.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

nouveau Comité central fut élu, dont Karavelov ne faisait pas partie [98].

8. *Le Comité central révolutionnaire bulgare* **de Bucarest et la tentative de révolte de Stara Zagora.** Fin-juin 1875, un soulèvement anti-ottoman éclata en Herzégovine ; en août, il s'étendit à la Bosnie. L'aide accordée à ces mouvements par la Serbie, qui commença des préparatifs de guerre, signifiait rien moins que le réveil de la question d'Orient. Les succès remportés par les rebelles et la situation précaire de la Turquie suscitèrent de vifs espoirs chez les Bulgares. Mais ceux-ci se sont manifestés, autant en Bulgarie qu'au sein de l'émigration, de manières différentes suivant les intérêts de classe. Ainsi, si les *tchorbadjis* ne pensaient qu'à serrer leurs récoltes et si les gros marchands de Constantinople ne songeaient à profiter des événements que pour obtenir quelques réformes en Bulgarie, en échange la petite bourgeoisie et les intellectuels de Bulgarie, quoique incapables de rien entreprendre eux-mêmes pour l'instant, espéraient néanmoins dans une initiative du mouvement révolutionnaire. L'attitude de la jeunesse et des intellectuels de Pazardjik, qui nous est connue par le témoignage de Konstantin Velitchkov, est caractéristique à cet égard, et le tableau est certainement valable pour bien d'autres villes : « Nous dévorions chaque nouvelle qui nous parvenait de Bosnie et d'Herzégovine, les actes de bravoure des révoltés nous enivraient, et dans l'enthousiasme qui nous remplissait le cœur nous voyions la Bulgarie entière en flammes et un homme luttant héroïquement à la tête des *tchétas* sous l'étendard de la liberté et portant au loin le nom de celle-ci. Quelle honte, quelle humiliation de rester spectateurs inactifs devant leur héroïsme ! Oh, jours d'enthousiasme sacré ! » [99].

L'émigration révolutionnaire de Roumanie a accueilli le mouvement de Bosnie et d'Herzégovine avec sympathie et de grandes espérances, car elle voyait en lui le prologue d'un soulèvement en Bulgarie. Botev d'ailleurs, dans son journal « Знаме », fit des appels répétés à l'organisation de celui-ci : « Le moment est venu d'appeler le peuple à se soulever et, divisant les forces de l'ennemi commun, de venir en aide à nos frères et à nous-mêmes [100]. Ou encore : « Si on laisse échapper cette occasion, c'est-à-dire si l'Herzégovine est laissée seule à son sort et si la révolte se limite à quelques provinces,

---

[98] *История на България* (Histoire de la Bulgarie), I, p. 447 — 448.

[99] Cité par D. Doinov, *Изостряне на източната криза и нарастване на революционния подем на Балканите — 1875 година* (L'aggravation de la crise orientale et l'accroissement de l'élan révolutionnaire dans les Balkans), dans le recueil *История на Априлското въстание* (Histoire de l'insurrection d'avril 1876). Sofia, 1976, p. 167.

[100] *Ibidem*, p. 167.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

dans ce cas nos forces seront toujours désunies et il faudra que longtemps encore nous versions notre sang inutilement »[101]. De fait, durant toute la période juillet-août 1875, les articles de Botev renferment un appel permanent et enflammé à la révolte, non sans un optimisme exagéré d'ailleurs. Il prévoyait ainsi un soulèvement général dans toute la péninsule Balkanique : « L'Herzégovine se bat, le Monténégro (...) vient à son secours, la Serbie est prête (...), l'Albanie s'agite, la Grèce est sur le point de déclarer la guerre, la Roumanie ne restera pas neutre. Peut-on douter encore que la mort est installée en Turquie ? (...) Entends-tu, malheureux peuple bulgare ? Entendez-vous, frères émigrés ? (...). Ainsi, que devons-nous faire ? Nous taire ? Attendre ? Laisser la Bulgarie à la merci des diplomates ? Ce serait une folie, le comble de la malhonnêteté et de l'inhumanité. Ici, c'est de protester qu'il s'agit, de soulèvement, de révolution. Mais le peuple est ignorant, analpha bête, il n'est pas préparé. Qui pense ainsi est un menteur. Ceux d'Herzégovine sont (...) encore plus arriérés que nous et cela ne les empêche pas d'acculer les Turcs au désastre, de sortir la Serbie et le Monténégro de leur apathie et d'obliger la diplomatie européenne à prendre en main la question d'Orient »[102]. Des appels semblables se retrouvent dans les articles suivants de « Знаме ». Qui les lit aujourd'hui, en se délectant du style enflammé de Botev, ne peut s'empêcher d'en tirer deux conclusions. Premièrement, Botev manifeste un optimisme exagéré — qui sera vite démenti par la réalité — et surtout il croit aveuglément que le peuple bulgare était, à ce moment-même, préparé pour un soulèvement. Deuxièmement, le gouvernement de Lascăr Catargiu a fait preuve d'une grande tolérance envers ces appels nullement voilés à la révolte, qui ont continué à paraître sans aucune entrave dans le journal de Botev, et qui étaient certainement lus par les agents de la Porte et rapportés à Constantinople. L'audace de Botev était certainement encouragée par le fait que les journaux libéraux roumains, tels que « Românul » et « Telegraful », publiaient non seulement les nouvelles sur le déroulement des événements, mais aussi les proclamations des rebelles[103].

De son côté, la fraction conservatrice de l'émigration, ainsi que celle modérée groupée autour de Kiriak Tzankov ont fondé la *Société philanthropique bulgare*, qui ramassait des fonds pour les rebelles et les versait périodiquement au consul de Serbie à Bucarest[104].

---

[101] Cité par D. Kosev, *op. cit.*, p. 224.

[102] « Знаме » du 26 juillet 1875.

[103] « Românul » du 13 et du 28 août 1875. Voir aussi l'opinion de Petronievitch, le consul de Serbie à Bucarest, qui affirmait que « le gouvernement roumain considère avec sympathie l'insurrection ... », chez N. Ciachir, *op. cit.*, p. 147.

[104] D. Doinov, *op. cit.*, p. 168.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

La révolte de Bosnie et d'Herzégovine a sorti également le *C.C.R.B.* de sa léthargie. Botev et Stambolov convoquèrent une nouvelle assemblée générale pour le 12 août 1875. En attendant, ils appelèrent à Bucarest Nikola Obretenov, qui dirigeait le Comité révolutionnaire de Ruse, et le chargèrent de communiquer à tous les comités de Bulgarie d'envoyer leurs délégués à l'assemblée.

Dans ce but, Botev rédigea une proclamation « A tous nos amis de Bulgarie », signée par le *C.C.R.B.* de Bucarest et datée du 30 juillet 1875. On y lit entre autres : « Ceux d'Herzégovine se sont adressés à nous, Bulgares, et au nom de l'intérêt commun, au nom de l'humanité, au nom de la liberté et de l'avenir de la péninsule Balkanique, nous prient de nous soulever aussi et avec nos forces communes d'abattre le gouvernement turc, notre ennemi à tous, cause et source de tous les maux et de toutes les humiliations. Le temps est venu, frères, de nous soulever aussi, chacun avec ce qu'il a ... » [105]. Cette proclamation fut diffusée en Bulgarie par Obretenov. Il fut du reste, à ce qu'il semble, le seul délégué de Bulgarie qui soit venu, les autres ayant craint les autorités turques de la frontière du Danube, qui étaient devenues fort vigilantes [106]. En échange, il est venu beaucoup de délégués des comités de Roumanie. L'assemblée, qui était présidée par Panaiot Hitov, s'est ouverte dans la maison de D. Tzenovitch, puis elle s'est tenue dans une pièce de l'hôtellerie de Gabroveni, située dans la rue homonyme et qui existe aujourd'hui encore [107]. Elle a élu un nouveau Comité central de cinq membres, à savoir : Hristo Botev, Ivan Drasov, le Dr Tchobanov, qui était médecin dans l'armée roumaine, le Dr Šopov et D. Tzenovitch. Karavelov n'a plus été élu, ni son adepte Kiriak Tzankov. A noter l'élection du modéré D. Tzenovitch, probablement afin de ne pas couper tous les ponts avec Karavelov. L'assemblée a décidé de procéder immédiatement au soulèvement de la Bulgarie [108]. Dans ce but, les délégués se sont mis d'accord sur quelques mesures importantes. Ainsi, D. Tzenovitch devait partir à Belgrade [109] pour entrer en liaison avec les rebelles d'Herzégovine et pour voir clairement quelle serait l'attitude de la Serbie ; Hristo Botev avait pour mission d'aller à Odessa afin d'obtenir des fonds des riches négociants bulgares de cette ville, de convoquer à Bucarest Filip Totiu et, surtout afin de procurer des armes ; pour ces premiers frais, il reçut 100 ducats autrichiens. On préconisa même que 12 membres, con-

---

[105] Voir la proclamation chez N. Obretenov, *Спомени* ..., p. 203 — 206.

[106] Pour les événements de Nikopol, voir Hristo Botev, *Съчинения* (œuvres), éd. M. Dimitrov, II, p. 273. Undjiev, *Hristo Botev*, p. 541, croit qu'il y en a eu encore deux.

[107] N. Obretenov *op. cit.*, p. 206 — 207.

[108] D. Kosev, *op. cit.*, p. 224 ; D. Doinov, *loc. cit.*, p. 173.

[109] Al. Burmov, *op. cit.*, p. 151.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

duits par Stoian Zaimov, partent pour Istanbul afin d'incendier la ville. Le grand nombre de maisons en bois et de rues étroites dans certains quartiers de la ville pouvaient rendre possible cette opération, qui aurait eu pour sûr un puissant retentissement moral.

L'assemblée fut présidée par Panaiot Hitov justement en considération de sa grande autorité en matière de *tchétas*, ainsi que du fait qu'il était en liaison avec le gouvernement serbe, duquel il recevait une pension. Ledit gouvernement tenait à coordonner ses mouvements avec ceux des Bulgares et à ne pas rester en arrière. Sur la proposition de Panaiot Hitov, l'assemblée décida que celui-ci parte à Belgrade et organise une *tchéta* très importante (de 1000 à 2000 hommes) avec laquelle il fasse une incursion en Bulgarie. Au moment où tout serait prêt, il annoncerait le fait au *C.C.R.B.*, qui enverrait alors quatre ou cinq hommes en Bulgarie pour donner le signal du soulèvement. Dans le même temps, le Comité révolutionnaire de Bucarest organiserait deux ou trois *tchétas* qui passeraient en Bulgarie. Si toutefois les Serbes tardaient à déclarer la guerre et surtout s'ils ne permettaient pas à Hitov de franchir la frontière serbo-bulgare avec sa *tchéta*, alors celui-ci devait revenir à Bucarest pour prendre le commandement des *tchétas* d'ici [110].

Le comité décida que les principales mesures établies soient portées à la connaissance de l'émigration par une circulaire imprimée, ce qui fut accompli [111]. Il y était précisé entre autres que le journal « Знаме » était l'organe du Comité révolutionnaire de Bucarest, qui avait besoin de volontaires pour les *tchétas* et d'argent, charge qui revenait aux filiales des villes roumaines d'accomplir. D'après les calculs du comité, qui avait désigné en détail les hommes et les localités où ils devaient aller, on comptait sur 605 ducats autrichiens. Nous possédons aujourd'hui des informations selon lesquelles les filiales du *C.C.R.B.* des villes roumaines ont agi conformément à ces indications [112].

Enfin sept « apôtres » — comme les révolutionnaires aimaient à se faire appeler, en souvenir de Levski — devaient visiter les villes les plus importantes de Bulgarie, annonçant aux anciens comités du temps de Levski que le soulèvement était en voie d'organisation et ne tarderait pas à se produire. Chacun d'entre eux reçut 150 ducats autrichiens [113]. Si l'on fait le compte de l'argent dépensé pour les

---

[110] Voir le procès-verbal de l'assemblée chez D. T. Strašimirov, *Архив на българското възраждане* (Archives de la renaissance bulgare), I. Sofia, 1908, p. 306 — 307.

[111] D. T. Strašimirov, *История на Априлското въстание* (Histoire de l'insurrection d'avril), I, Plovdiv, 1907, p. 171 — 172.

[112] Undjiev, *Hristo Botev*, p. 544. Le Comité avait réuni à Slatina 30 hommes qu'il a gardés pendant un mois « en expectative », v. Archives de la Bibliothèque nationale de Sofia, f. 80, II A. 7342.

[113] *Ibidem*.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

préparatifs du soulèvement, on voit clairement que l'organisation a disposé de fonds considérables.

En ce qui concerne les armes nécessaires, Stambolov songea en premier lieu à solliciter l'aide de la Roumanie. N. Obretenov raconte dans ses mémoires que Stambolov et lui ont été chez Ion Brătianu, auquel ils ont tout confié. Brătianu s'est déclaré prêt à leur fournir 2000 fusils, mais à condition de les faire passer en Bulgarie en une seule nuit [114], ce qui était fort difficile. Assurément, Brătianu n'a pas posé cette condition aux Bulgares pour les faire renoncer aux armes, mais parce que les espions turcs étaient si nombreux que si le transport de la *tchéta* durait davantage, tout ne manquerait pas d'être découvert.

En route vers Odessa, Botev est passé par Brăila, d'où, le 22 août 1875, il écrivait à Drasov, à Bucarest, une longue lettre dont nous reproduirons quelques passages : « Je me félicite d'avoir fait ce crochet à Brăila. Dès que je suis descendu du train, j'ai rencontré un ami, venu spécialement pour m'accueillir et s'entendre avec moi. Il s'agit de quelqu'un ayant fait partie de la *tchéta* de Hadji Dimităr et qui est maintenant en service sur la terre de S. Beron. Quand je lui ai parlé de ma mission et que je lui ai expliqué quelle est la situation, il s'est tellement enflammé qu'il était prêt à donner jusqu'à la chemise qu'il avait sur lui. Je lui ai dit que ceux de Bulgarie ont besoin de quatre cents ducats pour de la poudre et des munitions et il m'a répondu qu'il retourne à la terre demain pour prendre cet argent et me le donner (...), de sorte qu'après-demain vous le recevrez ». Puis Botev donnait des dispositions pour l'envoi de l'argent au-delà du Danube et priait Drasov d'adresser une lettre de remerciement au généreux donateur, qui se nommait Makedonski. « Celui-ci possède un millier de ducats et il est prêt à les sacrifier pour armer à lui tout seul une *tchéta* et en prendre le commandement ». « ... En route — continue Botev — j'ai rencontré un Roumain qui fait partie des autorités supérieures et j'ai appris beaucoup de choses de lui. Le gouvernement d'ici fera semblant de ne rien voir » [115]. Or, cela signifie en premier lieu que les autorités roumaines étaient au courant des préparatifs du *C.C.R.B.*

Dans la même lettre, Botev parle aussi du Comité bulgare de Kiriak Tzankov, chargé de ramasser des fonds de secours pour les victimes du soulèvement de Bosnie et d'Herzégovine. Dans ce Comité, montre Botev, sont entrés aussi « les docteurs bulgares ». Il s'agit certainement des docteurs Atanasovitch et Protitsch, professeurs à la Faculté de Médecine de l'Université de Bucarest. Ceux-ci « sont

---

[114] N. Obretenov, *op. cit.*, p. 268.

[115] Dans le texte original : « ... regardera entre ses doigts ».

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

allés chez Davila (le Dr Carol Davila — *n.n.*) qui leur a dit d'agir et de ne pas dormir »[116].

Dans une lettre ultérieure, adressée à Mihail Grekov de Nikolaev le 30 août, le poète se montre encore plus optimiste. « La révolution est prête, on réunit les fonds et dans 5 à 6 jours vous entendrez que toute la Bulgarie est sous les armes. Bucarest est en ébullition (...) Je prendrai des fusils d'Odessa (...). Panaiot (Hitov — *n.n.*) passera avec 2000 hommes par la Serbie. D'Odessa j'ai pris Filip (Totiu — n.n.) pour qu'il vienne en Roumanie avec d'autres capitaines de *tchétas* (...). Mais en Bulgarie ? Oh ! Là tout le monde va se soulever, en masse. Je leur ai donné 1000 ducats pour des munitions et de la poudre. J'ai envoyé 15 émissaires chargés de donner le signal (du soulèvement — *n.n.*) »[117].

Pendant que Botev était à Odessa, le *C.C.R.B.* — et en premier lieu Drasov — s'est rendu compte de certaines situations qui étaient devenues deplus en plus claires. Premièrement, à l'assemblée du 12 août, les comités locaux de Roumanie ont manifesté une certaine réserve, quelques-uns d'entre eux étant encore en liaison avec Karavelov. L'influence de celui-ci persistait, de sorte que sa disgrâce avait fait mauvaise impression dans ces villes. Deuxièmement, le soulèvement de la Bosnie et de l'Herzégovine, dont les journaux — et surtout « Знаме » — ont tellement parlé, avait en effet produit en Bulgarie une agitation qui frappa même le consul de Russie à Ruse. Certes, elle n'était pas aussi puissante que le prétendait N. Obretenov qui, informant le consul avec beaucoup d'exagération, lui avait dit que 30 000 hommes étaient prêts à se soulever[118]. Dans une lettre du *C.C.R.B.*, expédiée après le soulèvement à ce même comité local de Ruse, il est dit que lorsqu'on a parlé des espoirs « que nous fondions dans la Serbie, le Monténégro, la Roumanie et la Russie, vous (c'est-à-dire le comité de Ruse — *n.n.*) nous avez assurés que le peuple est en mesure de se libérer tout seul. Il nous suffira d'avoir quelques propagandistes qui aillent parmi le peuple et lui disent d'unir les forces. Cela, nous l'avons fait » (autrement dit, le C.C.R.B. a envoyé en Bulgarie lesdits propagandistes *n.n.*)[119].

Enfin, le C.C.R.B. a compris que Botev allait tarder plus qu'il n'était nécessaire en Russie et qu'il n'y avait plus aucun espoir qu'il reçoive de là ni armes, ni argent pour la révolte qui était pourtant imminente. L'aide de la Russie, aussi bien que de la Serbie, n'était que paroles en l'air. En conséquence, pour ne pas manquer l'occasion favorable et de crainte que l'enthousiasme révolutionnaire ne s'affaiblisse, le *C.C.R.B.* a demandé à ses adeptes de Bulgarie de

[116] Voir la lettre de Botev à Drasov dans l'édition citée de M. Dimitrov, III, Sofia, 1945, p. 410 — 411.

[117] Dans le même volume, p. 411 — 412, la lettre à Grekov.

[118] M. Dimitrov, *Христо Ботев*, Sofia, 1948, p. 134 — 135.

[119] Il s'agit des 15 « apôtres ». Pour la lettre, voir Undjiev, *op. cit.*, p. 555.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

déclencher le soulèvement le plus promptement possible ; il leur fixait même la date du 6 septembre [120].

Afin d'accroitre ses forces, le *C.C.R.B.* avait, dès le 20 août, coopté Kiriak Tzankov et Ivan Kavaldjiev. Tzankov était le plus proche collaborateur de Karavelov ; il publiait depuis le mois de février un journal hebdomadaire — politique, littéraire et commercial — en langue roumaine, intitulé « Balcanul », qui était imprimé à la typographie de Karavelov, Calea Moşilor. Ce nouveau journal, qui s'occupait en général de la question d'Orient, se proposait : « d'être le représentant des aspirations et des intérêts bulgares auprès des peuples voisins et plus particulièrement auprès des Roumains ». L'apparition de ce journal avait été saluée par plusieurs gazettes roumaines, y compris même « Albina Pindului » (L'Abeille du Pinde !)[121]. Tzankov était en même temps employé à la société d'Evloghi Gheorghiev [122], qui depuis la mort de son frère Hristo au printemps de 1872 conduisait la *Société de bienfaisance*. Ce que voulait le *C.C.R.B.*, notamment Ivan Drasov en l'absence de Botev, ressort clairement de la lettre du premier à Panaiot Hitov : Tous ceux d'ici nous sommes d'accord qu'ils (c'est-à-dire la *Société de bienfaisance* — n.n.) doivent y participer (aux préparatifs du soulèvement, ou du moins aux démarches pour procurer armes et argent — *n.n.*), car sans eux nous ne réussirons que très difficilement à réaliser notre but » [123]. Or, ce compromis a affaibli le C.C.R.B. car ni Tzankov, ni Evloghi Gheorghiev ne désiraient un soulèvement. Aussi le journal « Знаме », dépourvu en plus de la plume de Botev, a mis fin à ses appels à la révolte. En outre, le *C.C.R.B.* n'a pas été capable d'organiser les *tchétas* prévues en Roumanie, étant donné que Filip Totiu et Botev n'étaient pas rentrés à Bucarest et que le soulèvement a éclaté en leur absence. Panaiot Hitov n'est pas passé non plus avec ces 2000 hommes de Serbie en Bulgarie, de même que les fusils de Russie ne sont jamais arrivés. Tout ce que Botev a réussi à faire a été de convaincre quelques Bulgares de Russie, officiers dans l'armée russe, de donner leur démission et de venir en Bulgarie prendre le commandement de la révolte. Mais les quelques-uns qui l'ont fait sont arrivés trop tard, après que la tentative de soulèvement avait été réprimée. Ils ont pris part, en échange, aux actions ultérieures, tramées elles aussi à Bucarest.

---

[120] *Ibidem*, p. 557.

[121] Nikolai Jetchev, *op. cit.*, p. 616 sqq.

[122] Al. Burmov, *Кризата на Българския революционен централен комитет през есента на 1875 г. и създаването на Гюргевския централен комитет* La crise du Comité central révolutionnaire bulgare de l'automne 1875 et la constitution du Comité de Giurgiu), dans « Исторически Преглед », XIII, Sofia, 1957, nº 2, p. 50 sqq.

[123] Voir la lettre chez D. T. Strašimirov, *Архив на българското възраждане*, I, p. 232, citée par Undjiev, *op. cit.*, p. 559.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Le retard de Botev était dû au fait que celui-ci, se rendant compte jusqu'à la fin de la situation réelle, s'est décidé à aller à Constantinople afin de convaincre le comte Ignatiev, l'ambassadeur de Russie auprès de la Porte, de mettre en œuvre une intervention militaire dans les Balkans. Mais la diplomatie russe considérait que le moment pour une intervention en Bulgarie n'était pas favorable[124]. Mieux, le 1er septembre 1875 le comte Ignatiev télégraphiait à Zinoviev consul de Russie à Bucarest, que les « jeunes » de Roumanie avaient décidé « de déclencher le soulèvement le 4 septembre. Trois *tchétas* doivent franchir le Danube. Expliquez aux Bulgares la folie et les pertes certaines de cette tentative vouée à l'échec » [125]. Mais si la grande et même la moyenne bourgeoisie ont suivi sans réserve le conseil du consul de Russie, qui était conforme à leurs intérêts de classe, le *Comité central révolutionnaire de Bucarest* n'a pas renoncé à déclencher le soulèvement [126].

Dans ces conditions, la tentative de soulèvement de Stara Zagora et d'autres points de la Bulgarie, commencée le 16 septembre 1875, a été immédiatement réprimée. Il n'y a pas lieu de faire ici l'exposé des événements, ni d'analyser les causes de l'échec [127]. Il nous faut toutefois souligner que l'organisation révolutionnaire intérieure de la Bulgarie (c'est-à-dire les anciens comités du temps de Vasil Levski, dans la mesure où ils existaient encore) s'est avérée incapable de mobiliser la paysannerie et de la mener au combat, de même que les quinze « apôtres » envoyés par le *C.C.R.B.* n'y sont pas parvenus non plus et ont à peine réussi, ainsi que beaucoup d'autres Bulgares, « à se sauver par-dessus le Danube dans la sainte et bénie Roumanie libre, berceau de notre renaissance politique », comme l'a écrit Zahari Stoianov, le mémorialiste bulgare bien connu, auteur d'un ouvrage devenu classique consacré aux soulèvements de son peuple [128].

---

[124] Undjiev, *op. cit.*, p. 552.

[125] A. Ulunian. *Из истории национально-освободительного движения Болгарии 60—70 годов XIX в.* (Extrait de l'histoire du mouvement de libération nationale de la Bulgarie dans les années 60—70 du XIXe siècle). dans « Известия на Института за история », vol. 16 — 17. 1966, p. 296 — 297.

[126] D. Doinov, *op. cit.*, p. 190.

[127] Au sujet du soulèvement de Stara Zagora, voir D. Doinov, *op. cit.*, p. 192 sqq et D. Kosev, *op. cit.*, p. 225 — 229.

[128] Zahari Stolanov, *Из записки по българските въстания* (Extrait des notes sur les soulèvements bulgares), Sofia, 1972, p. 41.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

V. LA ROUMANIE ET LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE DE LA BULGARIE PENDANT LES ANNÉES 1876—1878

1. *Le Comité de Giurgiu*[1] **et l'insurrection d'avril 1876**[2]. La situation particulièrement critique dans laquelle se trouvait l'Empire ottoman ne pouvait échapper à des observateurs politiques aussi avisés que ceux de la *Société de bienfaisance*. C'est pourquoi, un

[1] Le meilleur ouvrage sur le Comité de Giurgiu est l'article déjà mentionné de Al. Burmov, *Кризата в Българския революционен централен комитет през есента на 1875 година и създаването на Гюргевския централен комитет* (La crise du Comité central révolutionnaire bulgare à l'automne de l'année 1875 et la création du Comité de Giurgiu), *loc. cit.*, p. 40 — 64.

[2] Le premier ouvrage de grandes proportions sur cette insurrection a été celui de l'historien bulgare D. T. Strašimirov, *История на Априлското въстание* (Histoire de l'insurrection d'avril), Plovdiv, 1907, en trois volumes, monographie considérée aujourd'hui encore comme l'une des meilleures réalisations de l'historiographie bulgare bourgeoise, grâce en premier lieu à sa riche documentation. Malgré certaines interprétations idéologiques et un défaut de méthodologie propres à l'historiographie bourgeoise, elle a servi de base pour les ouvrages ultérieurs. Il va de soi que depuis lors ont paru toute une série de mémoires, de livres de souvenirs, de documents et autres matériaux, ainsi que — et c'est là le plus important — un grand nombre d'études qui ont donné l'interprétation scientifique convenable à cet important événement. Parmi les publications de documents, mentionnons l'ouvrage en trois volumes intitulé *Априлското въстание 1876 г. Сборник от документи* (L'Insurrection d'avril 1876. Recueil de documents), paru à Sofia entre 1951 et 1955 sous la direction d'Al. Burmov (les documents turcs du IIIe tome sont publiés en traduction bulgare par Boris Nedkov). Citons ensuite le recueil d'études publié par l'Académie Bulgare des Sciences à l'occasion du 90e anniversaire de l'insurrection, *Априлското въстание 1876—1976* (L'Insurrection d'avril 1876—1966), Sofia, 1966. Parmi les ouvrages les plus récents dans ce domaine, il convient de citer celui de Hristo Gandev, *Априлското въстание 1876 г.* (L'Insurrection d'avril 1876), Sofia, 1974, important autant par l'analyse qu'il fait de l'ouvrage de Strašimirov que par sa bibliographie sélective des sources et des ouvrages consacrés à l'insurrection, ainsi que *История на Априлското въстание 1876 г.* (Histoire de l'insurrection d'avril 1876) par K. Kosev, N. Jetchev et D. Doinov, Sofia, 1976. Nous ne mentionnerons pas les autres ouvrages, que le lecteur trouvera dans la vaste bibliographie du sujet publiée en 1966 par la Bibliothèque Nationale de Sofia sous la rédaction de K. Văzvăzova-Karateodorova et de A. Văltcheva, *Априлското въстание 1876 год. Препоръчителна библиография по случай 90 годишнината на въстанието* L'Insurrection d'avril 1876. Bibliographie de référence à l'occasion du 90e anniversaire de l'insurrection). Citons encore la récente bibliographie publiée par la même rédaction et qui comprend aussi les articles de la presse étrangère sur les échos de l'insurrection: *Възпоминателен сборник по случай стогодишнината от Априлското въстание и Ботевата чета* (Recueil publié à l'occasion de la commémoration du centenaire de

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

mois avant la tentative de soulèvement de Stara Zagora, les représentants de la grande bourgeoisie conservatrice de Bucarest, auxquels, comme nous l'avons déjà montré, avait fait appel Kiriak Tzankov, ont fondé la *Société philanthropique bulgare* (Българско человеколюбиво настоятелство), ayant pour but avoué d'aider les victimes de la révolte de Bosnie et d'Herzégovine. Mais le but réel des fondateurs était d'utiliser toutes les forces de l'émigration et notamment les forces révolutionnaires, pour leurs intérêts de classe. Faisaient partie de la nouvelle organisation Evloghi Gheorghiev, K. Koloni, Dr. Atanasovitch, Dr. Protitsch et autres, c'est-à-dire les leaders connus de l'ancienne *Société de bienfaisance*, mais aussi des personnalités auréolées de prestige révolutionnaire comme Liuben Karavelov et ses fidèles, dont Kiriak Tzankov [3]. En vérité, les révoltes de Bosnie et d'Herzégovine, de même que la tentative de soulèvement de Stara Zagora, confirmaient l'impresion que le moment décisif était proche. Aussi la Serbie et le Monténégro, sûrs d'être aidés par la Russie malgré les avertissements contraires de la diplomatie tsariste, commencèrent-ils à se préparer ouvertement pour une guerre de libération. De leur côté, les membres du *Comité central révolutionnaire bulgare*, avec Botev, revenu à Bucarest, en premier lieu, se mirent à analyser les causes de l'échec de Stara Zagora, afin de ne pas perdre un moment aussi propice et de mettre en œuvre une nouvelle tentative. Malheureusement, au cours des débats des accusations furent lancées de part et d'autre, ce qui donna lieu à des dissensions dans le camp des révolutionnaires. C'est exactement ce qu'attendait le parti des « vieux », conduit par Evloghi Gheorghiev. Profitant de la discorde régnant dans le camp adverse et de l'insuccès de l'action de Stara Zagora, fermement décidé en outre à mettre la main sur la direction de tout le mouvement de libération, il sut attirer certains des leaders de l'émigration, comme ceux susmentionnés et aussi Dumitru Tzenovitch, ainsi que les capitaines de *tchétas* les plus connus, tels Panaiot Hitov et Filip Totiu, réussissant ainsi à compromettre le prestige du *Comité central révolutionnaire*. Là-dessus, Botev démissionna, et comme il était l'âme du

---

l'insurrection d'avril et de la *tchéta* de Botev), I, Sofia, 1976. Voir également Iono Mitev, *L'Insurrection d'Avril et l'opinion publique européenne*, Sofia 1976 (ouvrage paru aussi en allemand, anglais, roumain et russe).

En ce qui concerne les ouvrages en roumain, citons en premier lieu l'ample étude de Petru Constantinescu-Iaşi, *Răscoala din aprilie şi ecoul ei în România* (L'Insurrection d'avril et son écho en Roumanie), publiée dans son recueil *Studii istorice româno-bulgare* (Etudes historiques roumano-bulgares), Bucureşti, 1956, p. 137 — 170 ; l'ouvrage se réfère presque exclusivement à la répercussion de l'insurrection d'avril dans l'opinion publique roumaine. Une étude basée sur des documents, intitulée *Răscoala antiotomană bulgară din aprilie 1876* (L'Insurrection antiottomane bulgare d'avril 1876), a paru en 1976 dans « Revista de istorie », tome 29, Bucureşti, 1976, nº 3, p. 373 — 394, ayant pour auteur celui du présent ouvrage.

[3] Hr. Gandev, *op. cit.*, p. 95 — 96.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Comité, celui-ci entra en décomposition. Alors Evloghi Gheorghiev se mit à expliquer à certains des membres du camp révolutionnaire que, selon les ordres de la Russie, le soulèvement devait être organisé par son groupement ; aux autres, que le soulèvement commencerait au moment où la Serbie déclarerait la guerre à la Porte, les forces de l'émigration devant se grouper dans ce pays. Ceux qu'il ne pouvait convaincre et qui protestaient contre ces tromperies, Gheorghiev — qui exerçait une influence notoire dans les cercles politiques roumains et qui travaillait de concert avec le consulat de Russie — les menaçait d'expulsion. C'est pourquoi un certain nombre de révolutionnaires quittèrent Bucarest et s'établirent à Giurgiu. Là, d'une part, ils pouvaient être mieux informés de ce qui se passait en Bulgarie ; d'autre part, ils échappaient à l'atmosphère de discorde et aux intrigues créées parmi eux par les « vieux ». Ainsi, l'on peut dire qu'à Bucarest ceux-ci étaient devenus maîtres de la situation.

Les anciens membres du Comité central de Bucarest maintenant établis à Giurgiu œuvraient plus intensément que jamais pour un nouveau soulèvement. Le premier qui s'y fût établi, venant de Roustchouk, fut Nikola Obretenov, bientôt suivi de Stoian Zaimov, Panaiot Volov, Gheorghi Benkovski, Gheorghi Ikonomov, etc., de sorte que le 11 novembre 1875, date la de première conférence du groupe [4], il y avait là tous les leaders qui ont posé les bases du *Comité de Giurgiu*, qu'ils continuaient à nommer central et révolutionnaire. St. Stambolov fut élu président du Comité et St. Zaimov secrétaire [5]. La mission du Comité était de préparer et de déclencher une insurrection générale en Bulgarie. Ce fait ressort entre autres d'une lettre d'Obretenov, de Giurgiu, à sa mère qui habitait à Roustchouk : « ... Dites aux paysans de mettre en lieu sûr les vêtements et les armes qu'ils possèdent encore, car ils en auront besoin au printemps ; quoi qu'il arrive, nous ne laisseront pas tranquille la Turquie : ou bien nous mourrons tous, ou nous libérerons la Bulgarie » [6].

Comme les soirées dans la chambrette d'Obretenov, passées en longues discussions entre les douze hommes, risquaient d'attirer l'attention de la police, deux marchands de Giurgiu, D. Gorov et Ivan Stoianov, louèrent à leurs frais, à la périphérie de la ville, une maison où tous nos révolutionnaires vinrent habiter, raison pour laquelle ils la nommèrent la « caserne » [7]. C'est ici qu'ils élaborèrent

---

[4] N. Obretenov, *op. cit.*, p. 246.

[5] St. Zaimov, *Миналото. Етюди върху «Записките» на Захари Стоянов* (Le passé. Etudes sur les « Notes » de Zahari Stoianov), Sofia, 1895, p. 73, apud Undjiev, *op. cit.*, p. 576.

[6] Undjiev, *op. cit.*, p. 673.

[7] N'empêche que le manque d'argent était si grand que les membres du Comité ne mangeaient pas toujours à leur faim, cf. *Априлско въстание 1876. Сборник от документи* (désormais : *Ап. въст. Документи*), vol. I, p. 53.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

les plans de l'insurrection qui, à leur opinion unanime, devait éclater en Bulgarie au printemps et qui devait être préparée en détail. Les douze membres initiaux du *Comité de Giurgiu* — auxquels sont venus se joindre d'autres personnes — ont agi dans le plus grand secret, car ils se méfiaient en premier lieu de leurs compatriotes, plus précisément des hommes d'Evloghi Gheorghiev, et en second lieu des innombrables espions d'Asîm Bey, le gouverner du vilayet ayant son siège à Roustchouk. Ces deux dangers se sont avérés réels. Ainsi, l'on a pu prouver par les documents du temps l'espionnage auquel se livrait Evloghi Gheorghiev par l'intermédiaire du Dr Tchobanov et, temporairement, de D. Tzenovitch, de même qu'une tentative des Turcs, en décembre 1875, de saisir les révolutionnaires et de les emmener secrètement, la nuit, à Roustchouk, à travers le Danube gelé. Ce dernier danger fut conjuré par le procureur de Giurgiu, dans des conditions dramatiques, que Nikola Obretenov lui-même a évoqué plus tard, après la libération de la Bulgarie, montrant le concours qu'il a trouvé chez les autorités roumaines. Voici ce que relate à ce sujet Nikola Obretenov : « Aussi secrètement que nous ayons agi, les espions turcs avaient eu vent de quelque chose. Le jour de Noël, Gorov vint nous féliciter, mais il trouva à notre porte un sergent de police, qui laissait entrer tout le monde, mais ne laissait plus sortir personne. Gorov, que nous nommions le „consul bulgare", ne pouvait nous aider en rien, car il était arrêté tout comme nous. Ayant demandé au sergent pourquoi nous étions gardés à vue, il nous répondit qu'il avait reçu ces ordres de „monsieur le chef de la Police". Alors Stambolov et Dragostinov allèrent porter plainte chez le chef de la police. Celui-ci les ayant rabroués, ils allèrent chez le procureur et se plaignirent de la conduite du chef de la police. Le procureur se rendit d'abord chez celui-ci et lui dit qu'il allait le déférer à la justice. Puis il vint chez nous, renvoya le sergent de police et nous dit de disparaître pour quelque temps afin de ne pas créer un incident diplomatique, puisque la Roumanie était de ce temps vassale de la Turquie. Nous apprîmes plus tard que le sergent de police de Giurgiu était arménien et qu'il avait été acheté par l'espion turc Hadji Bohoz, arménien également, pour nous arrêter et nous livrer à la police turque de Roustchouk, en nous faisant traverser, la nuit, le Danube gelé » [8]. Ce passage est fort intéressant. On y remarque entre autres que l'espion turc n'avait aucune confiance dans les autorités roumaines, mais qu'il travaillait avec un simple policier acheté par lui, qui devait lui permettre d'arrêter les révolutionnaires et de leur faire passer la frontière clandestinement. Il eût été normal, étant donné la soi-disant neutralité de la Roumanie,

[8] N. Obretenov, *op. cit.*, p. 249 — 250.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

que ces révolutionnaires, sujets turcs, une fois découverts, fussent aussitôt livrés à Asîm Bey de Roustchouk, et cela avec le concours de toutes les autorités roumaines. L'arrestation de ces révolutionnaires dans le but de les conduire en cachette à Roustchouk atteste on ne peut plus clairement la conviction des Turcs qu'une partie, pour le moins, des autorités roumaines protégeait les rebelles, ce qui ressort d'ailleurs aussi de l'attitude résolue du procureur.

Assurés du concours de ces autorités, les révolutionnaires ont fait leur besogne en paix. La seule précaution qu'ils aient prise a été de ne rien faire, décider ou consigner par écrit. C'est pourquoi leurs plans n'ont pu être reconstitués que par les témoignages des rescapés de l'insurrection. D'ailleurs ils ne pouvaient même pas prendre de décisions bien détaillées, leurs efforts étant dirigés vers les préparatifs qu'ils devaient faire sur les lieux pendant les quatre mois dont ils disposaient. La Bulgarie fut divisée en quatre régions révolutionnaires : Tărnovo, Sliven, Vraca et Plovdiv. Chacune devait être organisée par un « apôtre », aidé par deux ou plusieurs adjoints. L'action était menée exclusivement au nom du *Comité de Giurgiu* et devait aboutir à un soulèvement en masse de toute la population bulgare, afin que personne ne puisse plus soutenir que de telles opérations étaient l'œuvre de quelques agents étrangers. On n'envisageait pas de combats en rase campagne contre l'armée ottomane, qui disposait d'effectifs importants et d'armement moderne. Du reste, au sein du *Comité de Giurgiu* seuls Gh. Obretenov et Gh. Izmirliev, anciens junkers dans l'armée russe, et N. Slavkov, ancien sous-officier dans la même armée, avaient une formation militaire.

Les chefs de chaque région devaient prendre contact avec les anciens comités de Levski. Les insurgés et la population ralliée à leur action devaient se concentrer dans des camps ou des lieux bien fortifiés, vers lesquels se dirigeraient les vieillards, les femmes et les enfants, afin de bien marquer le caractère de masse du mouvement. Depuis les montagnes, des détachements armés, opérant rapidement, désarmeraient la population ottomane, dont la vie, les biens et l'honneur seraient respectés s'ils se soumettaient. Des actions offensives étaient prévues dans ces régions. La voie ferrée Andrinople-Belovo devait être interrompue en plusieurs points pour empêcher les déplacements de troupes ; de même, les liaisons télégraphiques[9]. Les chefs des régions étaient tenus à garder une étroite liaison entre eux, cependant que quelques membres du Comité

[9] Toutes ces questions ont été analysées en détail par B. Tcholpanov, *Въстаническа стратегия и тактика през април 1876 год.* (Stratégie et tactique de l'insurrection d'avril 1876), dans le recueil déjà cité *Априлското въстание 1876—1966* (cité désormais *Сборник А. В.*), p. 87 — 116.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

devaient rester en Roumanie afin de s'occuper des fournitures d'armes. Celles-ci nous sont connues par le contrat conclu vers le 15 janvier 1876 entre le négociant de Giurgiu D. Gorov, mentionné plus haut, et le marchand Rosenfeld, contrat aux termes duquel ce dernier s'engageait à livrer au premier « 500 fusils modèle „Spahis" à baïonnette, pris de l'arsenal de l'armée roumaine, y compris 200 balles et 1 000 capsules par fusil, contre la somme de 500 livres turques, dont j'ai reçu un acompte de 200 napoléons »[10]. Ces mêmes membres devaient, après le déclenchement de l'insurrection, représenter le *Comité de Giurgiu* auprès de l'émigration, des autorités roumaines et des agences diplomatiques. Ils devaient également préparer et envoyer en Bulgarie, pour soutenir les insurgés, quelques *tchétas* formées et armées par l'émigration bulgare de Roumanie.

Les décisions du Comité étant tenues secrètes, l'émigration bulgare n'a appris l'existence de préparatifs en vue d'un nouveau soulèvement qu'au début du printemps de l'année suivante (1876), à l'exception de Botev pourtant, qui a été sans cesse en liaison avec le Comité, notamment avec Stambolov et Zaimov[11]. Bien sûr, les émigrés dont il s'agit n'étaient pas les gros marchands et les richards de la fraction des « vieux », mais un nombre assez réduit d'intellectuels et beaucoup plus considérable d'artisans, de petits marchands et de gens pauvres des villes. Certains d'entre eux avaient pris part à différentes actions de haïdouks et brûlaient du désir de reprendre les armes. C'était le cas des presque cent ouvriers bulgares qui travaillaient à la construction de la voie ferrée Ploieşti-Predeal[12], qui par l'intermédiaire d'une lettre collective cherchaient une organisation qui puisse les aider à former une nouvelle *tchéta*. Les Bulgares de différentes villes de Roumanie réclamaient la convocation d'une assemblée générale des émigrés, à laquelle prendraient part des délégués de chaque ville, afin de prendre les mesures de rigueur.

---

[10] *Ап. въст. Документи*, I, p. 70. Au sujet d'autres armes achetées en Roumanie voir le recueil de documents susmentionné, I, p. 79 — 80, 87, 131, 133, 145, 149 (révolvers et cartouches), 157, 159, 160, 161, 163, 169, 176 — 177, 179 — 180, etc. Les paysans de la zone de Roustchouk en premier lieu, mais aussi les délégués des régions révolutionnaires, ont été à Giurgiu, Craiova, Bucarest, Brăila et autres villes pour des achats d'armes. Cf. *Военна подготовка и провеждане на Априлското въстание* (Préparatifs et mise en œuvre de l'insurrection d'avril), ouvrage collectif sous la rédaction de I. Mitev, Sofia, 1976, p. 116 sqq.

[11] Undjiev, *Hristo Botev*, p. 680 — 684. Pourtant, certains révolutionnaires avaient appris vers la fin de janvier 1876 que plusieurs anciens membres du *C.C.R.B.* de Bucarest se trouvaient à Giurgiu, où ils préparaient une nouvelle action.

[12] *Documente privind istoria României. Războiul pentru Independenţă* (Documents concernant l'histoire de la Roumanie. La guerre pour l'indépendance, cité désormais : *D.I.R., Răzb. Indep.*), vol. I, IIe partie, Bucureşti, 1954, p. 216 ; Hr. Gandev, *op. cit.*, p. 103.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Cette assemblée a effectivement eu lieu à Brăila le 6 mars 1876[13]; on y décida que les organisations de Galaţi, Brăila, Bucarest, Ploieşti, Giurgiu, Alexandria, Zimnicea, etc. rammasseraient des fonds[14] destinés à organiser et à envoyer en Bulgarie chacune une *tchéta* bien armée. Deux capitaines connus de haïdouks, le prêtre Hariton et Nikola Haïntchenin furent, à l'appel des habitants de Tărnovo[15], mis à la disposition du Comité révolutionnaire de cette ville. De même, d'autres Bulgares, agitateurs ou membres de *tchétas*, ont franchi le Danube, seuls ou en petits groupes, se dirigeant vers les régions de Tărnovo et de Sliven ou vers les villages et les bourgs des autres régions. Les documents turcs attestent beaucoup de tels mouvements[16].

Cependant, la grande majorité de ceux qui voulaient combattre furent induits en erreur par les dirigeants de l'organisation d'Evloghi Gheorghiev. Les prétextes furent nombreux : aux uns l'on disait que, pour l'instant, la Roumanie n'admettait pas que les *tchétas* passent le Danube ; aux autres, que l'on attendait des directives de Russie ; enfin, les éléments les plus turbulents étaient groupés et expédiés dans telle ou telle ville, sous différents prétextes. Ces duperies sont allées si loin que les malheureux patriotes, dans leur désespoir, ont fait une plainte par écrit au ministère de l'Intérieur contre Evloghi Gheorghiev, le Dr Protisch, le Dr Atanasovitch et autres dirigeants, demandant qu'on leur retire les fonds de l'émigration[17]. Enfin, Evloghi Gheorghiev lança l'idée qu'il vaudrait mieux agir par Belgrade et en conséquence l'on fit venir à Bucarest les deux « voïévodes » (capitaines de Haïdouks) de grand prestige, Panaiot Hitov et Filip Totiu : cela pour prouver à l'émigration que l'on allait enfin passer à l'action. Les préparatifs commencèrent, mais dans les premiers jours de mai, lorsque l'insurrection était en plein développement et qu'il était question de passer le Danube, « les deux voiévodes, après avoir reçu des sommes considérables des „vieux" et de leur „Société" (dans l'original, Настоятелство) ont renoncé tout à coup à se mettre à la tête des *tchétas* préparées et sont repartis en Serbie »[18]. En résumé, la grande bourgeoisie bulgare de Roumanie a empêché la majorité des émigrés, qui voulaient combattre armes en mains, de prendre part à l'insurrection.

---

[13] *Ап. вст. Документи*, I, p. 130, 138, 165.

[14] Sur l'argent collecté à Brăila, *ibidem*, I, p. 78.

[15] *Ibidem*, I, p. 134 — 135.

[16] Voir les documents turcs sur l'insurrection d'avril publiés dans le vol. III de la collection susmentionnée par Boris Nedkov, p. 29, 30, 39, 40, 100 (de Galaţi), 111, 128, 142, 165, etc. (désormais le vol. III du recueil susmentionné sera cité sous le titre *Documente turceşti*).

[17] Hr. Gandev, *op. cit.*, p. 98.

[18] *Ibidem*, p. 103. La citation ci-dessus se trouve p. 98.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Plus tard seulement, après l'échec de celle-ci, les « vieux » se mirent à recruter des volontaires pour les envoyer en Serbie, qui avait déclaré la guerre à la Turquie le 19/30 juin, mais qui fut rapidement vaincue. C'est à juste titre que D. Tzenovitch déclara en février 1877 au comte Ignatiev que si les volontaires bulgares envoyés en Serbie étaient passés de Roumanie en Bulgarie, « ce pays serait aujourd'hui presque libre »[19]. Les seules *tchétas* qui aient franchi le Danube — et dont il sera question plus bas — furent celles commandées par Taniu Stoianov et Hristo Botev.

C'est pareillement d'ailleurs, mais au prix d'une trahison plus grave encore, qu'a agi la grande bourgeoisie de Constantinople. D'un côté, par ses journaux, elle divulguait l'action des comités de Bulgarie; de l'autre, elle demandait au parti des «vieux » de Bucarest — par un envoyé spécial entré en Roumanie via Turnu Măgurele — d'empêcher la formation des *tchétas* et leur entrée en Bulgarie[20]. La grande bourgeoisie bulgare de Constantinople entendait « combattre » par les mémoires qu'elle adressait au sultan, mémoires qu'à leur instigation envoyèrent aussi un certain nombre de villes bulgares, bien que leur inutilité fût connue à l'avance.

A la mi-janvier 1876, les « apôtres » partirent chacun dans sa région en vue des préparatifs. Mais le mauvais temps, le manque d'argent, la désorganisation de certains comités, par endroits les désaccords entre dirigeants, le manque d'armes, l'attitude hostile ou même la trahison des *tchorbadjis*, les arrestations auxquelles procéda la police ottomane et autres circonstances ont empêché des préparatifs tant soit peu sérieux dans les régions de Vraca, Tărnovo et Sliven. Toutefois, dans la région de Tărnovo, Stambolov réussit à former quelques *tchétas* sous le commandement du prêtre Hariton (envoyé par les Bulgares de Brăila), de l'instituteur Batcho Kiro et d'autres capitaines. Bien que les habitants de Tărnovo — sur la demande de Stambolov, dès l'époque où celui-ci était à Giurgiu[21] — aient spécialement chargé un homme d'aller à Bucarest pour acheter une importante quantité d'armes, cette opération ne réussit qu'en partie. Ainsi que l'attestent les documents turcs, on en apporta bien, mais en petite quantité[22]. D'autres armes devaient être expédiées via Svištov[23]. De même, les documents attestent l'expédition de cartouches par Giurgiu[24].

---

[19] Archives de la Bibliothèque Nationale Cyrille et Méthode de Sofia, II, A 7375 (la lettre de D. Tzenovitch à Ignatiev du 9 février 1877).

[20] Hr. Gandev, *op. cit.*, p. 101 — 102.

[21] *Ап. вът. Документи*, I, p. 79 (21 janvier 1876).

[22] *Documente turcești*, III, p. 41, 44, 101.

[23] *Ап. вът. Документи*, I, p. 140.

[24] *Ibidem*, p. 76.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Dans la région de Sliven, l'« apôtre » Ilarion Dragostinov ne s'est pas mis d'accord avec le voïévode Stoil, commandant d'une *tchéta* de haïdouks, et juqu'à la fin ils se contentèrent d'organiser un camp retranché dans les montagnes. Quant à des préparatifs pour un soulèvement général de la population, comme on en avait décidé à Giurgiu, il n'en fut pas question.

Les préparatifs les plus faibles furent ceux de la région de Vraca [25], qui était aussi la plus étendue, comprenant presque tout l'ouest de la Bulgarie. Dès le début, N. Slavkov, l'adjoint de St. Zaimov, fut arrêté [26], puis les autorités se mirent à suivre et à interroger systématiquement toute personne étrangère de la région, de sorte que quatre autres adjoints de Zaimov furent obligés de se réfugier en Roumanie, où, comme on le verra plus bas, ils s'enrôlèrent plus tard dans la *tchéta* de Botev. Au début du mois d'avril, N. Obretenov et Gh. Apostolov franchirent le Danube à Bechet [27]. Bien que le Comité de Vraca eût transporté et vendu en Roumanie une assez grande quantité de suif et, du produit de sa vente, eût acheté des armes, celles-ci ne pouvaient être transportées en Bulgarie que par une nombreuse *tchéta*, qu'après de nombreuses promesses Panait Hitov serait venu commander.

En comparaison des préparatifs faits dans ces trois régions, ceux de la région révolutionnaire de Plovdiv furent beaucoup plus consistants quoique, ici non plus, on ne puisse dire qu'ils furent suffisants. De toute façon, c'est ici que la meilleure besogne a été faite et c'est d'ici, d'ailleurs, qu'est partie l'insurrection d'avril, que l'on nomme aussi l'insurrection de Panaghiurište. En effet, les plans élaborés à Giurgiu subirent ici certaines modifications. En premier lieu, l'« apôtre » de la région, Panaiot Volov, se rendit vite compte de la valeur remarquable de son premier adjoint, Gheorghi Benkovski, auquel il céda sa place. Il est vrai que celui-ci possédait en matière d'organisation, ainsi qu'à d'autres points de vue, presque toutes les qualités de Levski. Sachant mobiliser les masses et s'entourer d'hommes de la même trempe que lui, il constitua son premier comité révolutionnaire à Panaghiurište. A la différence de Plovdiv, grand centre administratif ayant une nombreuse population grecque et turque et un puissant appareil policier, Panaghiurište, ville de montagne, était peuplée exclusivement de Bulgares cultivant d'anciennes traditions révolutionnaires. Volov fit quelque instruc-

---

[25] Cvetana Pavlovska, *Военната подготовка за въстание през 1876 год във Врачанския окръг* (Les préparatifs militaires pour l'insurrection de l'année 1876 dans la région de Vraca), dans « Военно исторически Сборник », XLI, Sofia, 1972, 3, p. 105 sqq.

[26] *Ап. въст. Документи*, I, p. 123.

[27] *Ibidem*. C'est d'ailleurs par Bechet, par l'entremise du Bulgare Andrei Matev, que passait toute la correspondance des révolutionnaires avec la Roumanie et vice versa.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

tion militaire parmi les paysans, mais sur les 73 000 hommes aptes au combat, 7 à 8000 hommes à peine avaient des armes et seulement 4 500 d'entre eux prirent part à l'insurrection, car une partie des villages ne se sont pas soulevés. Beaucoup des fusils étaient à pierre et avaient été achetés à la population turque, qui en possédait de grandes quantités, ainsi que de poudre, fabriquée par elle. Lorsque la demande de poudre excéda les quantités produites, les Turcs commencèrent à la falsifier. En outre, un transport d'armes de Roumanie fut découvert par la police turque [28]. Pour se mettre au courant de tous les préparatifs et pour établir certaines mesures communes, Benkovski convoqua tous ses principaux adjoints, le 14 avril, à une réunion dans une forêt isolée connue sous le nom de « Oborište ». Les 300 participants se proclamèrent « Grande assemblée nationale » ils passèrent en revue les préparatifs effectués, discutèrent sur la tactique à adopter et décidèrent de déclencher l'insurrection le 1er mai. Comme ils ne purent se mettre entièrement d'accord sur les questions de tactique, ils en chargèrent une commission qui devait communiquer le résultat à Panghiurište. Ce plan est parfaitement connu, car son texte tomba entre les mains des Turcs et s'est conservé. Il précise les actions qui revenaient à chaque village : concentrations en tel et tel lieu, voies de communication à couper, villes à incendier, etc. On décida de même à Oborište que dans le cas où les préparatifs et la date fixée pour l'insurrection seraient découverts par les Turcs, on déclencherait immédiatement le mouvement, tout en annonçant aussitôt les autres régions.

C'est exactement ce qui est arrivé. Un traître, qui s'était insinué à Oborište, a tout dévoilé à la police de Pazargik. Aussitôt, deux unités policières de cavalerie furent envoyées l'une à Panaghiurište, l'autre à Koprivštica, considérés comme les principaux centres de l'insurrection. Le feu éclata dans cette dernière localité [29]. A Constantinople on crut d'abord qu'il s'agissait de simples échauffourées provoquées par les abus de la police. Negep aga, envoyé à Koprivštica le 20 avril allait procéder à l'arrestation des membres du comité révolutionnaire. Devant cette situation, Todor Kablechkov, président du comité, décida après une courte délibération de déclencher l'insurrection par le signal convenu, c'est-à-dire en sonnant le tocsin. Dans un intervalle de quelques heures, les insurgés

---

[28] Sur l'approvisionnement en armes de cette région, v. Cvetana Pavlovska, *Въоръжаването на четвърти Панагюрски окръг за Априлското въстание 1876* (L'approvisionnement en armes de la région révolutionnaire de Panaghiurište en vue de l'insurrection d'avril 1876), dans « Известия на военно историческо научно дружество », XV, Sofia, 1973, p. 120).

[29] Voir le rapport de Naiden Gherov, consul de Russie à Plovdiv, du 22 avril dans *Ап. въст. Документи*, I, p. 248 — 249. Mais aussitôt après, le 23 et le 24 avril, il précisait dans un télégramme qu'il s'agissait d'une véritable insurrection, *ibidem*, p. 256 — 259.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

se rendirent maîtres de la ville et Negep prit la fuite. La nouvelle fut transmise à Panaghiurište, où Ahmed aga et sa troupe n'osèrent plus se rendre. Un gouvernement provisoire y fut constitué sous la présidence de Benkovski, qui partit aussitôt avec une troupe de cavaliers afin de soulever les villages situés à l'ouest de la ville; Panaiot Volov alla vers ceux de l'est. En quelques jours, des dizaines de localités, dont Batak, Bracigovo et autres, furent libérées. Cependant, Volov ne réussit à soulever que quelques villages, les voies de communication ne furent pas coupées et au bout de peu de temps les bandes armées de bachibouzoutchs et de Circassiens se jetèrent sur les villages bulgares, pillant et massacrant la population sans distinction des villages qui s'étaient soulevés ou non [30].

Dans le même temps, une armée turque, formée d'unités d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, commandée par Hafăz Pacha, attaquait Panaghiurište, que Benkovski, appelé en hâte, ne put défendre. Le 30 avril, après deux jours de rude combat, la ville fut reconquise par les Turcs et incendiée. Au cours des combats qui continuèrent dans les montagnes Benkovski et d'autres commandants furent tués; Kablechkov se suicida en prison. Les combats les plus acharnés eurent lieu à Peruštica, au monastère de Dreanovo [31], à Batak, etc. Partout, les *tchorbadjis* passèrent du côté des Turcs et les aidèrent à occuper des positions favorables ou même à encercler les villages et les camps des insurgés, ainsi qu'il est arrivé surtout à Peruštica et à Batak. A Peruštica [32], en dernier ressort, les insurgés, encerclés par les Turcs, ont combattu coude à coude, hommes, femmes et enfants. Quand ils eurent épuisé les munitions, les derniers défenseurs donnèrent la mort à leurs femmes et à leurs enfants, puis se suicidèrent. A Batak, où les *tchorbadjis* facilitèrent la pénétration de l'armée d'Ahmed-Pacha, qui avait promis d'épargner la population, tous les habitants du village, au nombre de 3 000 hommes, femmes et enfants, furent décapités.

Dans le région de Sliven, où les arrestations furent massives, le combat fut mené surtout par la *tchéta* du voïvéde Stoil, qui résista jusqu'au 12 mai. La petite *tchéta* de Taniu Stoianov, formée en Roumanie et qui était entrée en Bulgarie, elle aussi, ne réussit pas à arriver jusqu'à Sliven, car elle fut découverte et anéantie à Osman Pazar.

Dans la région de Tărnovo, Stefan Stambolov, au lieu de prendre le commandement de l'insurrection, resta caché jusqu'au mois d'août dans le village de Samovedena (qui ne s'est pas soulevé) et réussit par la suite à se réfugier en Roumanie. Ici, les luttes furent

---

[30] *Ibidem*, I, p. 268 — 269, 274 — 275.

[31] *Ibidem*, I, p. 363.

[32] *Ibidem*, I, p. 288, 295 — 296, 329 — 335.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

menées surtout par le prêtre Hariton, qui mourut héroïquement au monastère de Dreanovo, par Batcho, Kiro Petrov[33] et autres. Une *tchéta* d'une centaine d'hommes formée à Gabrovo, gagna les montagnes où son nombre se doubla. Divisée en plusieurs groupes elle lutta jusqu'au 16 mai, quand son principal commandant, T. Diustabanov, fut pris et exécuté. Vers la mi-mai, l'insurrection était contrôlée partout, mais les bandes de bachibouzoutchs, de Tatars et de Circassiens continuaient leurs pillages et leurs assassinats.

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, l'émigration bulgare de Roumanie avait décidé par l'assemblée de Brăila que chaque communauté bulgare mette sur pied une *tchéta* armée, opération qui demandait un certain temps. Comme l'insurrection éclata avant la date prévue et fut réprimée en moins d'un mois, beaucoup des comités de l'intérieur du pays ne purent accomplir cette mission.

La situation fut tout autre dans les petites villes du Danube, où arrivaient chaque jour de nouveaux réfugiés. Ainsi, la communauté de Bechet fit des préparatifs, choisit même le lieu où l'on franchirait le Danube — entre Rahova et Lom — et deux cents hommes attendaient (vainement) l'arrivée de Panaiot Hitov. C'est dans ce stade que N. Obretenov et G. Apostolov — les deux adjoints de St. Zaimov, commandant de la région de Vraca, qui avaient été envoyés là pour organiser une *tchéta* et acheter des armes — trouvèrent les préparatifs au début d'avril. Mais les armes ne pouvaient être transportées en Bulgarie et elles étaient d'ailleurs en quantité insuffisante, car la vente du suif n'avait pas fourni les sommes préuves : 4 000 francs, au lieu d'environ 18 000. Cette somme devait être complétée par celles provenant de Craiova (4 500 francs environ) et d'autres villes. Parmi les donateurs, on trouve un Roumain, du nom de Petrescu, pour la somme de 1 710 francs [34]. Toujours en vue de mettre sur pied des *tchétas*, Obretenov et Apostolov partirent à Craiova. Là ils trouvèrent Taniu Stoianov, décidé à franchir le Danube seul avec sa *tchéta*, vu que Panaiot Hitov refusait de quitter la Serbie. Alors Obretenov et Apostolov se rendirent à Bucarest et proposèrent à Botev de prendre le commandement de l'opération. Mais indépendamment de ceci, Hristo Botev avait commencé à former lui-même une *tchéta*, qui devait être commandée par Filip Totiu. Son arrivée en Bulgarie aurait donné une nouvelle impulsion à l'insurrection [35] et aurait prolongé la résistance populaire. Comme ce capitaine éprouvé refusa, Botev assuma personnellement toute la responsabilité de l'action [36].

---

[33] *Ibidem*, I, p. 376 — 379.

[34] Nous ignorons qui est ce Petrescu. Pour la liste de tous ceux qui ont donné de l'argent, voir Zahari Stoianov, *Христо Ботев*, Ruse, 1888, p. 344 — 345.

[35] Al. Burmov, *Формирането на Ботевата чета* (La formation de la *tchéta* de Botev), dans « Исторически Преглед », XII, Sofia, 1956, fasc. 4, p. 41.

[36] Pour les détails, v. Undjiev, *Hristo Botev*, p. 685 — 687.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

2. **L'incursion de la *tchéta* de Hristo Botev.** Toute cette effervescence ne pouvait échapper aux autorités roumaines, ni aux espions turcs. Le 28 avril, Mihail Kogălniceanu, le nouveau ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement formé la veille par Em. Costake Epureanu, se vit obligé de souligner la politique de neutralité du pays [37]; puis, le 29 avril, d'assurer la Turquie du désir de la Roumanie « de développer les relations existantes dans le cadre de la plus parfaite harmonie et d'une totale compréhension » [38].

Il était toutefois évident qu'Asîm Bey, le gouverneur de Roustchouk, informé par ses innombrables espions, doutait fort des « bonnes intentions » des Roumains exprimées dans les notes diplomatiques. La correspondance entre Asîm et Kogălniceanu (source utilisée pour la première fois en Roumanie par P. Constantinescu-Iași [39]) est significative à cet égard. Le 10 mai 1876, Asîm faisait savoir à Kogălniceanu qu'à l'hôtel « Basarab » de Giurgiu, trois ou quatre riches Bulgares, habitant les chambres n°s 1 et 2 de l'hôtel, organisaient chaque soir des fêtes et que parmi les jeunes gens qui s'y rendaient ils recrutaient des combattants pour les *tchétas*. Sept ou huit cents Bulgares ainsi inscrits seraient assemblés dans le village de Petroșani, près de Zimnicea, prêts à traverser le Danube. En conclusion, Asîm Bey priait Kogălniceanu de prendre des mesures autant à Giurgiu que dans les autres ports sur le Danube.

A la même date, Kogălniceanu priait le général Ghica, l'agent roumain auprès de la Porte, de faire connaître à Savfet Pacha, ministre des Affaires étrangères de Turquie, les insinuations du bey de Roustchouk, qui — ajoute la note — malgré toutes les mesures prises par le gouvernement roumain, a déclaré au consul d'Autriche-Hongrie à cette ville qu'en réalité ledit gouvernement ne prend pas de mesures énergiques contre la formation des *tchétas* bulgares et leur envoi au-delà du Danube. Kogălniceanu ajoutait que, d'après des rapports confidentiels reçus de ses fonctionnaires de la zone danubienne, Asîm ne se gênait pas de critiquer le gouvernement roumain, portant ainsi atteinte au prestige de celui-ci auprès de ces mêmes fonctionnaires.

Conformément aux instructions de Kogălniceanu, Ghica adressait à Savfet Pacha une note dans le sens indiqué plus haut, avec de nombreuses annexes : copies d'après les ordres sévères donnés par Kogălniceanu aux capitaines en poste sur le Danube, d'après les ordres dans le même sens envoyés par le ministère de l'Intérieur

---

[37] *D.I.R., Răzb. Indep.*, I, IIe partie, p. 144.

[38] Vasile Maciu, *Condițiile interne ale proclamării independenței României* (Les conditions intérieures de la proclamation de l'indépendance de la Roumanie), p. 39 sqq.

[39] P. Constantinescu-Iași, *Rolul României în epoca de regenerare a Bulgariei* (Le rôle de la Roumanie à l'époque de la renaissance de la Bulgarie), Iași, 1919, p.78 — 81; Al. Iordan, *Înrîuriri românești în literatura și viața bulgarilor* (Influences de la Roumanie sur la littérature et la vie des Bulgares), București, 1941, p. 11.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

à tous les organes administratifs du pays, d'après le rapport de Herişescu, auteur de l'enquête effectuée à Giurgiu, enfin d'après la correspondance entre Kogălniceanu et Asîm Bey [40].

Il n'était point de chancellerie diplomatique qui, confrontée à un pareil dossier, pût douter de la politique de neutralité du gouvernement roumain. Avec une réserve pourtant : de ne pas être tout près du théâtre des événements. Or, contrairement à Savfet Pacha, qui se trouvait à Constantinople, Asîm était à Roustchouk et ses espions éparpillés dans les ports danubiens l'informaient fort exactement — non sans quelque exagération peut-être — sur la réalité. A son tour, Asîm informait Savfet et c'était là justement le but de la note adressée par Ghica, sur la requête de Kogălniceanu, à la Porte. Kogălniceanu voulait infirmer les allégations d'Asîm et convaincre Savfet Pacha des mesures énergiques et répétées prises — soi-disant — par le gouvernement roumain pour empêcher la formation et l'incursion de *tchétas*.

A quel point Asîm était dans le vrai, les faits le démontrent clairement. En effet, si le 12 et le 14 mai Kogălniceanu avait notifié aux représentants de la Porte que la paix régnait sur la rive gauche du Danube [41] et que les autorités frontalières y exerçaient une stricte surveillance, deux jours à peine plus tard, le 16 mai, Botev s'embarquait à Giurgiu avec une troupe importante et faisait passer sa *tchéta* en Bulgarie. De même, quand, à la demande de Kogălniceanu, un directeur au ministère de l'Intérieur, Herişescu, est venu faire une enquête à Giurgiu, il s'est, de toute évidence, borné à visiter l'hôtel « Basarab ». Car — sans parler des auberges de la ville — s'il était entré dans le petit hôtel « Kiselef », il y aurait certainement trouvé des hommes des tchétas et des armes. Mais soit de sa propre initiative, soit à la suite des directives reçues, soit par l'habileté des autorités locales — on ne saura sans doute jamais la raison exacte de la chose — Herişescu n'en a rien fait, ou du moins n'a rien mentionné dans son rapport écrit dont la copie fut expédiée à Asîm.

Ce sont toujours les autorités locales de Giurgiu qui, malgré la vigilance « ordonnée » par Kogălniceanu, n'ont pas cru devoir examiner les raisons pour lesquelles l'école bulgare de Giurgiu avait été assaillie, quelques jours avant l'action de Hristo Botev, de télégrammes à contenu soi-disant commercial, fait qui n'était jamais arrivé encore à cette institution culturelle et qui avait tout simplement pour but d'annoncer que les *tchétas* étaient prêtes et attendaient dans les ports du Danube l'arrivée du vaisseau « Radetzki » [42].

Entre-temps, comme en Bulgarie l'insurrection avait éclaté (ses premiers succès étant considérablement amplifiés dans la presse

---

[40] *D.I.R., Răsb. Indep.*, I, IIe partie, p. 155 — 157.
[41] *Ibidem*, p. 154 — 155.
[42] Zahari Stoianov, *op. cit.*, p. 328 — 330.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

progressiste roumaine et russe) et comme, d'autre part, les préparatifs de guerre de la Serbie étaient assez avancés, les émigrés bulgares de Roumanie, faisant partie de la bourgeoisie libérale ont commencé à s'agiter. L'émigration bulgare de la Russie méridionale n'allait pas demeurer inactive, elle non plus. Le général russe M. Tcherneaev, qui partait en Serbie comme volontaire pour prendre le commandement des opérations dans la guerre imminente contre la Turquie, s'est arrêté en route à Bucarest, où il a eu une entrevue avec Kiriak Tzankov. A cette occasion, le 1er mai 1876, celui-ci a renouvelé et élargi son ancienne *Société philanthropique bulgare* dans le but de collaborer à la lutte anti-ottomane. Il s'agissait cette fois-ci d'une action directe et précise, à savoir d'aider l'insurrection de Bulgarie en armant et envoyant en Bulgarie une *tchéta*, action pour laquelle il fallait des hommes, des armes et de l'argent. P. Kaliandji, Bulgare de Kichinev, donna immédiatement 430 napoléons et la *Société philanthropique* s'adressa à l'évêque bulgare Panaret Rašev, qui était membre de la *Société de bienfaisance*. On décida de former une *tchéta* de 200 hommes environ qui passe en Bulgarie sous les ordres de Filip Totiu. Comme Botev et Apostolov désiraient la même chose, les deux parties décidèrent de fusionner et de constituer une seule *tchéta*, dans laquelle Botev jouerait le rôle d'organisateur. En cette qualité, il reçut la somme offerte par Kaliandji et commença à acheter ce dont la *tchéta* avait besoin. Mais finalement, le 9 mai, Totiu — tout comme Hitov auparavant — ayant des liens puissants avec la Serbie et voulant gagner ce pays, renonça à se mettre à la tête de la *tchéta*. Dans ces conditions, c'est Hristo Botev qui se substitua à lui [43].

L'armement de la *tchéta* était, assurément, un problème. Le Comité de Giurgiu acheta à Bucarest 4000 cartouches, dont 1000 furent prises par Obretenov. On préparait aussi de l'armement et de l'équipement à Craiova et à Turnu Măgurele [44]; une partie des médicaments et des pansements nécessaires fut offerte par le Dr Tchobanov [45].

Le fait que Tzankov s'adressa à la *Société de bienfaisance* prouve que celle-ci entendait prendre part à la mise sur pied d'une *tchéta* car la presse russe encourageait de son côté l'insurrection bulgare. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les dires du négociant allemand Ernst Kraus, de la société G. Iacobson de Bucarest, qui avait vendu à Botev près de 200 fusils importés de la société Albert Simonis,

---

[43] Al. Burmov, *Формирането на Ботевата чета* (La formation de la *tchéta* de Botev), dans Al. Burmov, *Христо Ботев и неговата чета* (Hristo Botev et sa *tchéta*), édition posthume, Sofia, 1974, p. 65 sqq.; Undjiev, *Hristo Botev*, p. 688 sqq.

[44] Sur les armes et les munitions nécessaires à la *théta* de Botev, voir Z. Stoianov, *op.cit.*, p. 308. Détails et données supplémentaires chez Undjiev, *Hristo Botev*, p. 700.

[45] Undjiev, *op. cit.*, p. 702.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

de Liège. Selon Ernst Kraus, ils furent payés de sur des fonds fournis par Evloghi Gheorghiev. Kraus a appris d'où venait cet argent beaucoup plus tard, lorsqu'il eut des ennuis à ce sujet et qu'il alla chez Ion Brătianu pour se tirer d'affaire [46].

D'autre part, les membres de la *tchéta* ont pu se procurer tout seuls des armes, grâce à leurs amis roumains et au concours bienveillant des autorités roumaines.

Bien que Kogălniceanu eût adressé une circulaire aux capitaines des ports, leur enjoignant d'empêcher la formation des *tchétas* et leur entrée en Bulgarie, ceux-ci, à l'exemple des autres autorités, ont tout bonnement fermé les yeux, ainsi que l'ont confirmé plus tard, après l'insurrection, les Bulgares organisateurs ou membres de la *tchéta* [47]. Nikola Obretenov, par exemple, montre comment les choses se sont passées à Bechet : « Le maire de Bechet nous donna quelques fusils et sabres. Ils se trouvaient dans une baraque, dont nous forçâmes l'entrée par derrière, afin que l'on puisse dire que ces armes avaient été volées. Nous jouissions aussi des sympathies de l'administrateur des douanes et du chef de la police, de sorte que nous agissions en toute liberté » [48]. Si librement — ajouterons-nous — qu'il ne fallait pas que les espions turcs envoyés par Asîm de Roustchouk à Bechet soient bien malins pour se rendre compte de ce qui se passait et tout rapporter. Voici un extrait du document turc s'occupant de cette affaire, publié par Boris Nedkov : « D'après les informations fournies par les agents secrets envoyés pour espionner, il y a dans la ville de Bechet, qui fait face à Rahova, et dans les villages environnants environ 120 rebelles qui attendent les ordres de leurs chefs, de Turnu Severin, pour passer le Danube... »; le texte continue en exposant les mesures qu'il conviendrait de prendre [49]. Certes, ces informations sont légèrement exagérées et manquent de précision mais elles n'en constituent pas moins une preuve de plus qu'à Bechet on a pu agir librement, sans crainte des autorités roumaines.

Un autre membre de la *tchéta*, Andrei Matev, montre que pendant qu'il se trouvait à Bechet, le caïmacam turc d'Oreahovo est

---

[46] Al. Burmov, éd. citée, p. 632 — 633. Voir également K. Kosev dans le recueil *История на Априлското въстание 1876* (Histoire de l'insurrection d'avril), Sofia, 1976, p. 66.

[47] Al. Burmov, Христо Ботев през погледа на съвременниците му Sofia, 1945, p. 113 — 114. On trouvera des données détaillées sur ces affirmations chez Constantin N. Velichi, *Atitudinea lui Mihail Kogălniceanu a unor autorități românești din porturile dunărene și a maselor populare în timpul trecerii cetei lui Hristo Botev, 27 aprilie — 15 iunie 1876* (L'attitude de Mihail Kogălniceanu, des autorités roumaines des ports du Danube et des masses populaires lors de l'incursion de la *tchéta* de Hristo Botev, 27 avril — 15 juin 1876), (cité désormais : *Atitudinea lui Mihail Kogălniceanu ...*), dans « Romanislavica », IV, București, 1960, p. 251 — 265 (en particulier p. 260 — 364).

[48] *Ibidem*, p. 171 ; voir également Nikola T. Obretenov, *op. cit.*, p. 268 — 269.

[49] *Documente turcești*, p. 690.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

venu à Bechet et a demandé au sous-préfet de le lui livrer. Mais en même temps, « le fermier de la terre de Roniştea, Ghiţă Stăncescu, est venu avec sa voiture, m'a annoncé le danger qui me guettait et m'a emmené à sa terre (...) où il m'a tenu caché une semaine. Ce Ghiţă Stăncescu était un Roumain jeune et généreux, qui nous a beaucoup aidés. Il a donné des vêtements et des armes à Ivănică Dantchev et sur le bateau, lorsque la *tchéta* s'est embarquée, comme notre argent ne suffisait pas pour les billets (...), il nous a encore donné 15 ou 20 napoléons » [50].

Lorsque les préparatifs tiraient à leur fin, le 4 mai, Botev annonça à l'agent diplomatique serbe qu'il allait passer en Bulgarie avec sa *tchéta* par Rahova (Oreahovo) [51]. Le 11 mai, le consul de Russie à Roustchouk communiquait à Saint-Pétersbourg que deux *tchétas*, dont l'une commandée par Botev, étaient prêtes à franchir le Danube [52]. Les ports roumains étaient pleins de Bulgares rebelles [53], de sorte que les espions turcs de Roumanie savaient qu'une *tchéta* était en train d'y être organisée. Le *vali* de Roustchouk annonçait le fait à Constantinople, cependant que les commandants des ports de la rive droite du Danube demandaient des renforts. Mieux, le 9 mai le même *vali* écrivait à Tărnovo sur une *tchéta* commandée par « maître Hristo » (Hristo Botev), dont les membres, armés de carabines Winchester, soutiennent qu'ils sont maraîchers et qu'ils se rendent en Serbie, mais en réalité ils vont passer en Bulgarie [54]. Le 10 mai, le *vali* se plaignait à Mihail Kogălniceanu que l'on recrutait des hommes pour des *tchétas* à l'hôtel Basarab de Giurgiu. Kogălniceanu ordonna l'enquête sommaire dont nous avons déjà parlé et en trois jours Asîm Bey et la Porte recevaient toutes les assurances qu'il n'y avait aucune espèce de *tchéta* à Giurgiu. Combien « strictes » étaient les mesures prises par le gouvernement roumain, c'est ce que démontrent les témoignages des membres de *tchétas* et autres Bulgares présents à l'embarquement de la *tchéta* de Botev à Giurgiu et dans d'autres ports roumains [55]. Hristo Botev est parti de Bucarest à Giurgiu le 13 mai, après avoir été conduit à la gare de Filaret par

---

[50] Al. Burmov, *Христо Ботев и неговата чета*, p. 635 — 636.

[51] Undjiev, *op. cit.*, p. 690.

[52] *Ibidem*, p. 695. Voir également un grand nombre d'autres détails dans ce volume, y compris l'ample bibliographie de son appareil critique. A noter l'opinion d'Undjiev sur le rôle joué par une petite partie de la bourgeoisie dans l'incursion de Botev, ainsi que l'attitude de Filip Totiu et de Panaiot Hitov, enfin les opinions des historiens bulgares les plus réputés qui se sont occupé du problème de la formation et de l'action de la *tchéta* de Botev, *op. cit.*, p. 683 sqq.

[53] Le 11 mai, Sava Mladenov écrivait de Turnu Măgurele à des amis qu'il devait partir sous peu avec la *tchéta* de Botev, *Ап. вест. Документи*, I, p. 368.

[54] *Documente turceşti*, p. 176 et 181, ainsi que Undjiev, *op. cit.*, p. 716.

[55] C. Velichi, *Atitudinea lui Mihail Kogălniceanu* ... Voir également Al. Burmov, *Христо Ботев през погледа на съвременниците си* (Hristo Botev à travers le prisme de ses contemporains), Sofia, 1945.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Gherea, le Dr Russel et autres [56]. Le 16 mai, il s'est embarqué — sans que personne s'y soit opposé — avec une partie de ses hommes, qui se faisaient passer pour des « maraîchers » partant en Serbie avec des caisses où se trouvaient leurs outils (en réalité, ces caisses contenaient des armes, mais aucun employé de douane ne les a contrôlés, ni à Giurgiu, ni dans les autres ports où s'est embarqué le reste de la *tchéta* [57]. Le 17 mai, Botev a débarqué à Kozlodui. Bien que nous nous soyons déjà arrêté, dans un précédent ouvrage (voire, note 55, p. 187) sur les principaux détails concernant le passage de la *tchéta*, rappelons ce qu'a écrit là-dessus Zahari Stoianov, d'après les dires d'un témoin oculaire : « Pendant que les hommes transportaient leurs affaires des auberges ou du port au quai, de certains sacs pointait de temps en temps soit le canon d'un fusil, soit l'étui de quelque autre arme. Les commissaires de police attiraient l'attention des Bulgares, mais ils mettaient un doigt sur leur bouche, exprimant par là qu'ils ont tout vu, mais qu'ils sont prêts à les aider » [58]. De même, Ivan Vazov, qui se trouvait alors à Bucarest, a écrit plus tard : « Tous les émigrés de Bucarest et d'autres villes faisaient semblant de ne rien savoir (sur la *tchéta* de Botev — *n.n.*), afin d'éviter que les autorités roumaines n'apprennent quelque chose et ne prennent des mesures. Or, celles-ci savaient tout mieux que personne, mais les préfets avaient reçu des ordres secrets de Brătianu qui dirigeait les affaires politiques de ce temps de faire semblant de n'avoir rien vu » [59].

L'incursion de la *tchéta* de Botev n'a pu aboutir au soulèvement de la région de Vraca pour deux raisons : d'abord parce que celle-ci n'avait pas été suffisamment préparée par St. Zaimov et deuxièmement parce que, à l'exception de 9 ou 10 personnes, les paysans ne se sont pas ralliés à la *tchéta*. En outre, les Turcs firent venir rapidement de nombreuses troupes de gendarmes, de sorte qu'après un bref combat la *tchéta* fut dispersée, Botev étant tombé héroïquement à sa tête. Mais auparavant, à bord du « Radetzki », il avait expédié des télégrammes au journal français « La République française » et au journal suisse « Le Journal de Genève » [60], pour faire savoir que l'insurrection n'avait point été vaincue. D'autre part, les autorités turques portuaires ont craint que de nouvelles *tchétas* ne traversent le Danube. Le 21 mai, ils s'attendaient à ce que 200 combattants

---

[56] Undjiev, *op. cit.*, p. 722.

[57] *Documente turcești*, p. 219.

[58] Zahari Stoianov, *op. cit.*, p. 331.

[59] Ivan Vazov, *Odinioară* (Jadis), traduction par C. Velichi, dans le recueil *Apostolul în primejdie* (L'apôtre en danger), București, 1970, p. 245.

[60] Undjiev, *Hristo Botev*, p. 726.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

pénètrent en Bulgarie par Islaz [61], de même le 25 mai par Turnu Severin [62].

Assurément, le débarquement de la *tchéta* de Botev le 17 mai, juste au moment où Savfet Pacha, ministre des Affaires étrangères recevait par le général Ghica, agent de la Roumanie auprès de la Porte, toutes assurances sur les mesures énergiques prises par le gouvernement roumain [63], mirent celui-ci dans une situation plus qu'embarrassante [64]. Botev, conscient de la situation, avait tout fait pour ne pas le compromettre. C'est ainsi que, dans la lettre qu'il remit à Dagobert Englender, le capitaine du Radetzki — lettre qui devait fatalement tomber entre les mains des autorités autrichiennes, et ensuite entre celles des Turcs — il déclarait en termes catégoriques que le passage du Danube par la *tchéta* a eu lieu « sans la connaissance des autorités de Roumanie et malgré la vigilance de ce pays, dont il respectait la neutralité » [65]. Heureusement pour nous, la Porte n'a pu agir sur-le-champ et énergiquement, car juste après le débarquement de Botev à Kozlodui (le 17 mai), dans la nuit du 17 au 18 mai, le sultan Abdul Aziz fut détrôné et remplacé par Murad V.

L'on sait aujourd'hui que l'insurrection d'avril a été préparée et déclenchée par la jeunesse intellectuelle, les enseignants, les prêtres, par des hommes issus du milieu tant urbain que rural, parfois même par des éléments de la grande bourgoisie, mais dirigés par des révolutionnaires de profession, comme ceux qui ont formé le *Comité de Giurgiu*, pour la plupart émigrés et anciens capitaines de haïdouks. Pourtant cette fois-ci aussi, près de deux tiers des insurgés étaient des paysans [66], surtout des paysans pauvres, mais aussi des paysans plus ou moins aisés. Les autres étaient des éléments de la population pauvre des villes, des artisans, des petits marchands. Durant la période de préparation et à la nouvelle des premières victoires, des éléments de la bourgeoisie, petite ou grande, se sont ralliés à eux. Mais lors des premiers insuccès et surtout aux moments décisifs,

---

[61] *Documente turcești*, p. 215; *D.I.R., Răzb. Indep.*, vol. I, IIe partie, p. 161, 180, 181.

[62] *Documente turcești*, p. 234 — 237. Plus tard aussi l'on y signale des groupes de soi-disant membres de *tchétas*, mais ceux-ci étaient en réalité des volontaires bulgares qui se dirigeaient vers la Serbie.

[63] *D.I.R., Răzb. Indep.*, t. I, IIe partie, p. 155 — 157.

[64] C. Velichi, *Atitudinea lui Mihail Kogălniceanu ...*, p. 257 sqq.
Voir en particulier l'opinion du contemporain K. Tzankov, fondée sur des documents (p. 258 — 259). Voir également Undjiev, *op. cit.*, p. 714 — 715.

[65] *Ап. вѣст. Документи*, I, p. 390 — 400.

[66] Hr. Gandev, *op. cit.*, p. 176.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

ces derniers, ainsi que le haut clergé [67], ont trahi, ont capitulé et ont forcé les autres à en faire de même. Si l'on envisage l'insurrection dans son ensemble, on peut dire que ses fins étaient celles d'une révolution bougeoise-démocratique, formant la deuxième étape de la révolution nationale. Si la première étape — la lutte pour une culture nationale et l'autodétermination, à laquelle tout le peuple a pris part — avait été dirigée par la bourgeoisie, la deuxième étape a commencé par l'organisation du mouvement national-révolutionnaire par Rakovski et a atteint son point culminant avec l'insurrection d'avril. Son déroulement a été contrarié par le système féodal ottoman. Celui-ci a influencé aussi bien l'idéologie que l'attitude de la bourgeoisie bulgare, qui jusqu'à la veille de la libération du pays est restée plutôt faible économiquement et peu ouverte du point de vue politique ; la grande bourgeoisie était, de surcroît, prête à tous les compromis avec la Porte, ce qui explique qu'elle n'ait nullement contribué de ses propres fonds à la préparation d'un tel mouvement. Dépourvus de toute aide de la part de la bourgeoisie, qui par ses liens politiques et ses possibilités matérielles aurait pu contribuer substantiellement au succès de l'insurrection, les éléments révolutionnaires n'ont pas été en mesure de se procurer les armes nécessaires, ni de préparer sérieusement leur action. Ce sont là, d'ailleurs, les deux causes principales qui expliquent son échec. Devant des volontaires armés de fusils à pierre et de canon au tube en bois de cerisier, les troupes turques, dix fois plus nombreuses, bien instruites et équipées d'armes modernes ont eu la tâche facile. Quant aux insurgés, ils n'ont pu que tenter de suppléer à l'impréparation et au manque d'armement par leur patriotisme, par l'héroïsme des combattants de Peruštica, Panaghiurište et autres lieux. C'est là, en dernier ressort, le côté le plus lumineux et le plus valable de l'insurrection [68].

Bien que vaincue, l'insurrection d'avril a eu une grande importance historique, par le fait qu'elle a ébranlé les fondements du système féodal ottoman en Bulgarie, qu'elle a ouvert la voie de la libération et qu'elle a posé ce problème à la conscience de l'Europe. Quoique l'insurrection proprement dite n'ait duré qu'un mois (20 avril — 20 mai), les représailles turques se sont prolongées durant presque tout l'été de 1876. Elles ont été plus terribles que jamais, étant ordonnées expressément par la Porte, qui a récompensé les éléments de répression les plus sanguinaires et a puni ceux qui montraient tant

---

[67] Voir la circulaire du métropolitain de Plovdiv du 24 avril 1876, qui qualifie l'insurrection d'action commise par une bande de déments et exhorte la population à rester fidèle au sultan. *Ап. вст. Документи*, I, p. 265 — 266. Des cas semblables sont signalés dans d'autres diocèses, *ibidem*, p. 289 — 290 et 315 — 318.

[68] D. Kosev, *Априлското въстание—върхна точка на националната ни революция* (L'insurrection d'avril — point culminant de la révolution nationale), dans *Сборник. А. В.*, p. 14 — 17.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

soit peu d'humanité. Cette répression sanglante, ainsi que l'écho de l'insurrection dans toute l'Europe, ont obligé le gouvernement ottoman et ceux qui le soutenaient d'accepter l'institution d'une commission d'enquête internationale, formée de deux fonctionnaires de l'ambassade de Grande-Bretagne, dont l'un (Baring) en était le président, du consul des Etats-Unis E. Schuyler, du journaliste Mac Gahan et du consul de Russie à Plovdiv, le comte Tseretelev. Schuyler et Mac Gahan surtout, accompagnés du Bulgare P. Dimitrov, ont pu tout voir. Baring avait reçu l'ordre de couvrir dans la mesure du possible la réalité, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Constantinople Henri Elliot ayant déclaré textuellement : « Pour l'Angleterre, il est indifférent que le nombre des Bulgares tués soit de 10 000 ou de 20 000, ce qui compte c'est la défense des intérêts de l'Angleterre par le maintien de l'intégrité territoriale de la Turquie »[69]. D'après les calculs de la commission Baring, et par d'autres données également, environ 30 000 personnes — hommes, femmes et enfants — ont été tués jusqu'en septembre 1876, 10 000 ont été arrêtés et envoyés en exil, 80 villages ont été complètement incendiés, 200 autres villages ont été pillés, y compris 300 000 têtes de bétail emportées[70]. Sur la base de ces données, W. Gladstone a écrit deux brochures, dont l'une intitulée *Bulgarian Horrors and the Question of the East* (London, 1876), qui a été traduite en français au cours de la même année et publiée à Paris[71].

L'écho de l'insurrection d'avril a été immense. On peut dire que jamais l'opinion publique russe ne s'est dressée aussi totalement pour la défense de la juste cause du peuple bulgare[72]. Tous les journaux, depuis les plus conservateurs, comme « Московские ведомости » ou « Гражданин », jusqu'à ceux panslavistes comme « Русский мир » et à ceux professant les idées les plus progressistes, ont publié articles et correspondances sur l'insurrection. Il convient de mentionner en premier lieu ceux de « Вестник Европы » et de « Новое время ». Les démocrates révolutionnaires et toute l'intelligentsia russe, ayant à sa tête des noms comme les écrivains Tolstoï, Dostoïevski et Tourgueniev, le chimiste D. Mendeleev, les peintres Verechtchaguine et Makovski, ont fait entendre leurs protestations.

---

[69] *Ibidem*, *Лекций по нова българска история* (Leçons sur la nouvelle histoire de la Bulgarie), Sofia, 1951, p. 253.

[70] Hr. Gandev, *op. cit.*, p. 169; *Ап. въст. Документи*, I, p. 463 — 464, 509, 521, 533.

[71] Dr. Nikola Mihov, *La population de la Turquie et de la Bulgarie au XVIIIe et au XIXe siècles*, II, Sofia, 1924, p. 319.

[72] G. D. Todorov, *Социално-политическата обусловеност на Априлското въстание. Отзвук на Априлското въстание в Русия* (Conditionnement social-politique de l'insurrection d'avril. Echo de l'insurrection d'avril en Russie), dans *Сборник А. В.* p. 117 — 130.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Tourgueniev notamment a écrit la poésie célèbre *Croquet à Windsor*, véritable acte d'accusation contre le gouvernement britannique et la reine Victoria. De même, on a réuni des fonds de secours pour les victimes de l'insurrection [73].

En Grande-Bretagne, sous l'influence de Marx et d'Engels, de nombreux meetings ont eu lieu dans les principales grandes villes — Londres, Manchester, Glasgow, etc. — auxquel ont pris part des personnalités comme Darwin, Eléonore Marx et autres. On a formé des comités ouvriers et d'étudiants pour venir en aide aux victimes ; lady Stanford a visité le lieu des massacres de Batak [74].

Le gouvernement français, tout comme le gouvernement britannique, a observé au début une stricte neutralité à l'égard des événements de 1876. Cependant, sous la pression de l'opinion publique et à la suite de l'assassinat des deux consuls de Salonique, ainsi que de l'assassinat de deux marchands français à Peruštica, une série de journaux français ont commencé une campagne en faveur du peuple bulgare. Des hommes politiques et des journalistes, tels Emile Girardin, par son journal « La France », et Auguste Vacquerie, fondateur du quotidien « Le Rappel », de même que le « Figaro » et d'autres organes de presse, ont informé objectivement le public, tandis que les journaux réactionnaires — aussi bien ceux des monarchistes (« Le Journal des Débats », « La Presse », etc.) que ceux des républicains modérés — essayaient d'excuser la Turquie. Le 8 juin, Emile Girardin écrivait textuellement : « Il faut en finir une bonne fois avec l'intégrité de l'Empire ottoman ». Victor Hugo lui-même a pris la défense des insurgés bulgares par un remarquable discours à la Chambre des députés [75].

Les événements de Bulgarie ont été largement commentés dans la presse roumaine [76], qui a compris de bonne heure la tension

---

[73] Kirila Văzvăzova-Karateodorova, *Българският и чуждия печат от 1876 година и Априлското въстание* (La presse bulgare et étrangère en 1876 et l'insurrection d'avril), dans *Сборник А. В.*, p. 191 — 192. Pour l'écho ed l'insurrection dans d'autres pays, voir p. 160 sqq.

[74] *Ibidem*, p. 194 — 195. Au sujet de ce qu'ont publié les journaux roumains en rapport avec l'écho de l'insurrection en Grande-Bretagne, v. P. Constantinescu,-Iași, *op. cit.*, p. 156 — 160.

[75] Simeon Damianov, *Отношението на френската дипломация и обществеността към Априлското въстание през 1876 година* (L'attitude de la diplomatie et de l'opinion publique françaises à l'égard de l'insurrection d'avril 1876), dans « Исторически Преглед », XXII, Sofia, 1966, fasc. 2, p. 36 — 64. Voir surtout p. 50 sqq. Pour d'autres pays, voir Kirila Văzvăzova-Karateodorova, *op. cit.*, p. 196 sqq.

[76] Sur l'écho de l'insurrection d'avril en Roumanie, en dehors de l'ouvrage susmentionné de P. Constantinescu-Iași, voir l'ouvrage en langue bulgare de Kirila Văzvăzova-Karateodorova, *op. cit.*, p. 198, qui cite entre autres un article de V. Hristu, publié dans une feuille jubiliaire à Sofia le 24 avril 1966. Voir également E. Bantea et C. Căzănișteanu, *Отражението на Априлското въстание 1876 г. в Румъния* (L'écho de l'insurrection d'avril 1876 en Roumanie), dans, « Военно исторически сборник » XLII, Sofia, 1973, fasc. III, p. 36 — 54.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

régnant dans les Balkans et l'imminence d'un soulèvement en Bulgarie. Ainsi, « Stindardul » du 14 avril 1876, donc avant le début de l'insurrection, écrivait que le peuple bulgare, qui se trouve dans la même situation que la population de Bosnie et d'Herzégovine, s'agite et qu'en Bulgarie « il y a des éléments pour une insurrection encore plus favorable que celle de l'année dernière » (allusion à Stara Zagora — *n.n.*). Le journal ajoute qu'au cas où la situation ne change pas, la Bulgarie « ne tardera pas à être en feu ». De même, « Albina » du 16 avril publiait un télégramme de Roustchouk suivant lequel la situation en Orient était de plus en plus tendue et que, entre autres, « la Bulgarie est partout minée par des comités révolutionnaires et la révolte éclatera dès que la Serbie sera entrée en action ».

Les premiers journaux roumains qui aient annoncé l'insurrection ont été « Românul », « Telegraful » de Bucarest et « Telegraful ronân » de Sibiu, tous du 29 avril, vieux style. « Des nouvelles directes et particulières nous disent que la Bulgarie s'est soulevée (...) Les insurgés sont nombreux, bien armés, bien commandés et occupent un point stratégique important » — écrit « Românul », cependant que « Telegraful român » parle des troubles et des luttes de Tatar Pazargik. Le lendemain, 30 avril, le déclenchement de l'insurrection était annoncé par un grand nombre d'autres journaux (« Timpul », « Stindardul », « Alegătorul liber », etc.). Les nouvelles étaient reproduites notamment d'après les journaux étrangers — anglais, austro-hongrois, tchèques, etc. Depuis lors jusqu'en automne, toute la presse roumaine tiendra le public au courant des moindres événements concernant l'insurrection. Dès le début, certains journaux ne se sont pas contentés de reproduire les nouvelles de la presse étrangère, mais ont essayé en cours de route de trouver des moyens d'information plus directs et plus autorisés. « Românul », « Telegraful », « Stindardul », « Constituționalul » et autres affirmaient qu'ils ont envoyé leurs correspondants spéciaux sur les lieux, ce qui était le plus souvent exact. D'autres journaux glanaient des informations de chez les Bulgares réfugiés sur le territoire de la Roumanie — aussi nombreux que bien informés — ou encore de chez les leaders de l'émigration bulgare. Vers la fin de la période, « Telegraful » publia une série d'articles spéciaux, comme s'ils venaient de leurs correspondants particuliers, mais en réalité ils étaient écrits, la plupart du moins, à Bucarest par Kiriak Tzankov, ancien membre du *C.C.R.B.* de Bucarest, puis de la *Communauté bulgare de bienfaisance*.

Les matériaux publiés avaient un contenu varié. Partant de simples informations, la presse a souligné, comme il était tout naturel, l'extension de l'insurrection. Ainsi, « Albina » du 8 mai écrivait que « toute la région de Philippopoli à Tatar Pazargik, toutes les montagnes depuis le Rhodope jusqu'au Balkan, au centre » étaient dans les

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

mains des insurgés [77]. De même, les journaux insistaient sur les affrontements entre insurgés et troupes turques. On trouve ainsi dans de nombreux journaux roumains des mentions, voire des descriptions succinctes, sur les combats de Panaghiurište et Peruštica (« Telegraful » du 20 et du 21 mai), de Batak (« Românul » du 6 août), du monastère de Dreanovo (« Albina » du 16 mai). Les journaux n'ont pas manqué d'exposer les causes du soulèvement, ni de faire l'éloge de l'héroïsme de ceux qui risquaient leur vie pour la liberté, soulignant ainsi par la même occasion le but du soulèvement : par exemple, « Telegraful » du 12 mai, affirmait que les insurgés voulaient l'autonomie de la Bulgarie, cependant que « Telegraful român » du 1er juillet montrait clairement que le but de l'insurrection était « l'indépendance de la Bulgarie ». Toute la presse a protesté contre les atrocités commises par les troupes de Tcherkesses et les bachibouzoutchs au cours de la répression et longtemps après encore [78]. Enfin, plusieurs journaux ont dévoilé les causes profondes des soulèvements dans les Balkans, présentant en couleurs réalistes le régime ottoman et condamnant les Etats occidentaux qui le soutenaient. En parcourant aujourd'hui ces journaux, on saisit très bien leur tendance générale, qui dépasse nettement le simple devoir d'informer les lecteurs. En effet, la cause pour laquelle luttait le peuple bulgare n'était pas seulement la sienne, ou celle du peuple roumain : elle était la cause de tous les peuples sous domination étrangère. C'est pourquoi elle fut embrassée si chaleureusement. Bientôt plusieurs journaux instituèrent des rubriques spéciales : *Les troubles de Bulgarie* dans « Românul » ; *L'insurrection bulgare* ou *Les horreurs de la Bulgarie* dans « Albina », et ainsi de suite. Les défenseurs les plus chaleureux de l'insurrection étaient, bien entendu, les journaux libéraux, notamment « Românul » et « Telegraful », ainsi que les journaux et revues des Roumains de Transylvanie (« Albina », « Gazeta Transilvaniei », « Transilvania », etc.) et les journaux plus ou moins indépendants ; les journaux conservateurs (« Timpul », « Pressa », etc.) conservaient un ton plus modéré. Parmi les journaux autres que ceux mentionnés, on trouve des matériaux concernant l'insurrection d'avril dans « Trompeta Carpaților », « Le Journal de Bucarest », « Imparțialul », « Fanalul lui Diogen », ainsi que dans les journaux de province : « Curierul » et « Apărătorul legii » de Iassy, « Curierul de Galați » et « Vocea Covurluiului » de Galați, « Semănătorul » et « Provincialul » de Bîrlad, « Corespondența provincială » de Piatra Neamț, « Vocea Prahovei » de Ploiești, « Mititelul » de Craiova, « Prezentul » de Călărași et autres.

---

[77] P. Constantinescu-Iași, *op. cit.*, p. 112 — 114.

[78] « Românul » du 29 mai 1876, « Telegraful » du 30 mai 1876.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Le 26 juin, date à laquelle l'insurrection avait été écrasée depuis longtemps, le journal « Timpul » publiait un *Appel de la part des combattants bulgares dans les Balkans*, signé par Hristo Botev (qui de fait était mort depuis longtemps), St. Stambolov et d'autres membres du *Comité de Giurgiu*. Cet appel, rédigé en Roumanie probablement par Kiriak Tzankov, s'adressait à tous les peuples dans les termes suivantes : « Elevez votre voix et votre bras pour la défense des intérêts les plus sacrés de l'humanité » [79].

Les journaux roumains ont compris qu'en amplifiant les succès de l'insurrection et qu'en maintenant celle-ci dans l'attention publique et surtout dans celle de la diplomatie européenne, ils rendaient un grand service au peuple bulgare. C'est ainsi que l'on s'explique certaines exagérations sur l'extension de la révolte, sur le nombre des insurgés, sur leur armement, etc. Ainsi, l'« Albina » du 8 mai écrivait que les insurgés étaient « déjà plus de 10 000 hommes bien armés » et équipés de tout ce qui était nécessaire. Le même journal décrivait le premier affrontement, « le 8 mai, avec Hafăz Pacha, commandant d'un corps de 2600 Turcs qui fut presque entièrement détruit », soutenait que les Bulgares « avaient remporté le 10 et le 11 mai deux nouvelles victoires sur le même personnage », que « les insurgés bulgares ont non seulement assez d'armes, de munitions et d'argent... », mais aussi « que tous les moines sont armés non seulement de la croix, mais aussi d'un fusil et d'un couteau », ou encore que l'armée de 15 000 hommes que les Turcs avaient alors en Bulgarie « ne leur suffirait absolument pas pour briser l'insurrection ». Quant au « Telegraful român », il affirmait dans son numéro du 16 mai que les insurgés disposaient « d'une quantité d'armes du dernier modèle, de fusils capables de tirer 25 coups par minute », bien qu'il fût bien connu que ce qui manquait aux insurgés, c'était justement des armes modernes. De même, alors que l'insurrection avait été écrasée depuis longtemps, les journaux continuaient à parler de différents combats. En échange, ils n'ont guère exagéré lorsqu'il ont décrit les atrocités commises pendant et après la répression [80]. A ce sujet, les journaux roumains ont reproduit les informations publiées dans la presse progressiste occidentale. Les déclarations, discussions, lettres, etc. de personnalités marquantes comme Victor Hugo (« Constituţionalul » du 22 août), Gladstone (« Trompeta Carpaţilor », « Curierul », etc.), les interpellations à la Chambre des Communes (« Românul », du 2, 4 et 6 juillet), des passages des constatations de la Commission d'enquête Baring ont paru aussi en grande mesure dans les journaux roumains. Certains journaux ont publié des exposés généraux sur

[79] P. Constantinescu-Iaşi, *op. cit.*, p. 161.

[80] En ce qui concerne les événements de Batak et de Peruştica, voir d'amples extraits des journaux « Românul » et « Telegraful » chez P. Constantinescu-Iaşi, *op. cit.*, p. 149 — 152.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

le mouvement de libération de la Bulgarie (« Telegraful român » du 20 mai, « Constituționalul » du 19 août). Soulignons encore le souci de « Telegraful român » (n° du 16 mai) et d'autres journaux de cacher deux vérités, à savoir que l'insurrection avait été inspirée et préparée par les organisations révolutionnaires bulgares de Roumanie et que c'est de là que provenait le soi-disant armement moderne, ce qui eût compromis la neutralité de la Roumanie. Le journal susmentionné affirmait que ce rôle avait été joué par la Russie et que les armes étaient « serbes et russes ». Enfin, soulignons que la presse de Transylvanie a plus d'une fois fait des parallèles entre l'insurrection de Bulgarie et la révolution des Roumains de 1848 et n'a pas manqué, malgré la censure, de condamner l'attitude bienveillante des dirigeants hongrois à l'égard de l'Empire ottoman.

Beaucoup de journaux ont dénoncé les vraies causes de l'insurrection et ont critiqué violemment la politique de maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman. Citons à ce sujet un seul exemple, tiré du journal « Albina » du 1er août. Après avoir décrit les atrocités commises par les Turcs en Bulgarie et soutenu qu'elles étaient la conséquence inévitable du système politique ottoman, le journal se demandait comment des choses pareilles pouvaient encore avoir lieu en Europe et fournissait lui-même la réponse : « Ces messieurs amis des barbares turcs nous disent que c'est une nécessité européenne que de soutenir la Turquie et que, par conséquent, quiconque est contre leur domination est l'adversaire de ce grand intérêt qu'est l'équilibre européen et que l'Europe doit permettre à la Turquie de défendre son existence et sa domination, là où c'est nécessaire, même par des atrocités ! (. . .) Autrement dit, afin que messieurs les despotes et les tyrans de ce monde puissent accomplir en toute quiétude leurs pillages, afin que les peuples chrétiens d'Orient demeurent un bétail offert aux Turcs pour être égorgé ! Voilà où a abouti la culture humaniste dans notre vieille Europe ».

Nous n'insisterons pas sur les cinq journaux bulgares paraissant en Roumanie. Parmi eux, « Нова България », rédigé par Hristo Botev, et « Български глас » ont paru pendant l'insurrection et ont exprimé les idées mêmes de l'émigration révolutionnaire qui l'avait préparée. Les articles de Botev, en particulier, constituent la quintessence de l'œuvre de journaliste du poète. Les journaux bulgares paraissant à Bucarest étaient peut-être les mieux informés de tous [81].

Cependant, l'attitude bienveillante de la Roumanie envers l'insurrection ne s'est pas réduite à l'activité de sa presse. Parmi les manifestations de solidarité du peuple roumain avec la lutte du peuple bulgare, l'une des principales est le refuge qu'il a offert aux

[81] Pour les détails, v. Kirila Văzvăzova-Karateodorova, *op. cit.*, p. 187 — 189.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

victimes des représailles turques [82]. « Telegraful » estimait, le 11 août, à 20 000 le nombre des familles qui avaient trouvé abri en Roumanie. Détaillant l'aide offerte par l'Etat roumain et par les communautés bulgares de Roumanie, on citait le cas de D. Anghel, grand propriétaire de Iassy, qui a mis à la disposition de plus de 300 familles par 40 perches de terre arable et une vache avec son veau, ou par 4 ducats. Le Dr Davilla, en collaboration avec certains journaux, a distribué en Roumanie une liste de souscriptions au bénéfice des réfugiés bulgares [83].

Par ailleurs, on connaît l'attitude officielle du gouvernement roumain, telle qu'elle est précisée dans la circulaire du 20 juillet 1876 signée par Mihail Kogălniceanu, ministre des Affaires étrangères de Roumanie. Par l'intermédiaire de ses agents diplomatiques, celui-ci protestait contre les atrocités turques au moyen d'une longue note, reproduite par les journaux roumains, où il demandait directement que la situation de la Bulgarie soit résolue. En voici quelques passages significatifs :

Kogălniceanu commence par exposer le tragique bilan des représailles ottomanes : plus de 25 000 personnes tuées parmi la population civile non armée, plus de 1 000 enfants vendus comme esclaves, des centaines de villages incendiés, etc. Tous ces chiffres, souligne Kogălniceanu, sont « confirmés abondamment tant par les témoignages de milliers de Bulgares restés sans abri et sans ressources, aujourd'hui réfugiés dans notre pays, que par les rapports et les récits que nous recevons chaque jour des sources les plus autorisées de la Bulgarie... ». Tout ceci rend la position de la Roumanie fort difficile. « On a déjà commencé à entendre les cris d'indignation et de protestation de toutes parts et le monde chrétien oriental nous accuse ouvertement d'avoir sanctionné par notre neutralité et notre silence ces crimes commis à nos portes. Cette situation est pleine de dangers (...) Je me demande quel gouvernement pourrait finalement résister aux sentiments de révolte de toute une population qui voit ses frères et ses corréligionnaires massacrés et leurs biens détruits (...) Et aujourd'hui, quand des milliers de Bulgares sont assassinés, l'Europe ne trouve pas dans sa puissance, dans les règles de la civilisation, dans les lois de l'humanité, d'autres moyens de venir en aide à ces malheureuses populations que par un silence insultant ? Ce

---

[82] *D.I.R., Răzb. Indep.*, I, IIe partie, p. 305. Parmi les réfugiés il y avait non seulement des Bulgares, mais aussi des Roumains. Ils sont passés dans les départements de Ialomița, Romanați, etc. Ces réfugiés n'ont pas été extradés. Au sujet du refus des extraditions demandées par les Turcs, voir Archives de l'Etat — Bucarest, fonds *M.A.I., Divizia administrației centrale*, dos. 72/1876, f. 181, 216—217 ; pour les refuges, voir également dos. 73 — 75.

[83] Archives de l'Etat — Bucarest, *Microfilme Bulgaria*, rouleau 9/717, 716, 714, etc.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

silence, la Roumanie, si modeste que soit sa situation, ne pourrait le conserver longtemps (...)». La Roumanie — continue la note de Kogălniceanu — est «dans une position pénible et pleine de danger. L'agitation ne cesse de s'accroître au sein de notre population; un grand parti politique s'est d'ores et déjà prononcé catégoriquement en faveur des chrétiens; l'armée roumaine elle-même piaffe d'impatience sous le joug de sa discipline, dans son désir de prendre part à la lutte. C'est pourquoi, afin de prévenir d'éventuells développements, de prévenir le mal avant qu'il ne s'étende, il est de l'intérêt, il est du devoir des grandes puissances de l'Europe chrétienne et civilisée d'user, avant qu'il ne soit trop tard, de tout son poids pour faire respecter par les armées turques les principes du droit des gens et les devoirs de l'humanité...» [84].

Nous avons déjà montré la situation délicate dans laquelle se trouvait la Roumanie après l'incursion de la *tchéta* de Botev. Après avoir affirmé catégoriquement quelques jours à peine auparavant la neutralité de la Roumanie, qu'il n'existait pas de *tchétas* en Roumanie et qu'il régnait un calme absolu sur la rive roumaine du Danube, Mihail Kogălniceanu se voyait maintenant démenti par les faits. Afin de réparer l'irréparable, il fit d'abord semblant de prendre certaines mesures. Pour commencer, il déclara que les hommes de Botev s'étaient embarqués non seulement dans les ports roumains du Danube, mais aussi dans ceux de la rive droite du fleuve, de sorte que la faute revenait en égale mesure aux autorités des deux Etats riverains. En second lieu, il adressa — pour la forme — une lettre de blâme aux capitaines des ports, mais sans les remplacer ou les sanctionner. Seul le préfet du département de Vlaşca fut révoqué, afin de donner satisfaction au bey Asîm de Roustchouk. S'il n'a pas jugé nécessaire d'interdire même «Нова България», le dernier journal de l'émigration révolutionnaire bulgare, fondé par Hristo Botev et dont le premier numéro datait du 5 mai 1876, en revanche Kogălniceanu a jugé nécessaire de prendre quand même encore deux mesures susceptibles de justifier la neutralité de la Roumanie. Ainsi, le 31 mai 1876, il envoya au ministère de la Justice une adresse montrant que «l'enrôlement des Bulgares et leur constitution en bandes organisées pour passer en Turquie ou en Serbie, se fait particulièrement sous la direction des dénommés L. Karavelov et K. Tzankov. Selon les informations positives que je possède, ces deux étrangers déploient une activité exceptionnelle pour l'organisation des bandes et ils ont de vastes ramifications avec différents comités de chez nous et de l'étranger, de sorte que jusqu'au certain point ils portent atteinte à la neutralité que l'actuel gouvernement s'est

[84] *D.I.R., Răzb. Indep.*, I, IIe partie, p. 294. Voir également les commentaires chez P. Constantinescu-Iaşi, *op. cit.*, p. 161 sqq.; Vasile Maciu, *op. cit.*, p. 42—43.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

imposée... »[85]. Cependant, après tout ce préambule, Kogălniceanu n'a pas demandé qu'ils soient déférés à la justice, mais seulement expulsés. Enfin, il a présenté à la Chambre des députés tous les documents officiels attestant la neutralité de la Roumanie, ainsi surtout que les mesures « énergiques » qu'il avait prises, documents qu'il a d'ailleurs publiés dans le courant de la même année afin que n'importe qui puisse les consulter.

Kiriak Tzankov, qui a copié alors ces documents, les a publiés en 1901, accompagnés de commentaires. En voici quelques passages : l'ancien révolutionnaire modéré montre que, à la suite des ordres de Kogălniceanu « aux capitaines de ports, leur enjoignant de surveiller attentivement les étrangers qui viennent de Turquie ou y vont par les ports roumains du Danube, les braves de la *tchéta* de Botev *ont franchi le Danube « avec armes et bagages »* (en français dans le texte — *n.n.*). Lorsque tout fut consommé, Kogălniceanu adressa par une nouvelle circulaire un blâme aux capitaines en poste sur le Danube, il envoya quelques notes pathétiques à ce sujet à ses collègues des ministères de l'Intérieur, des Finances et de la Guerre et avec cela tout prit fin ». En général, en ce qui concerne les notes d'Asîm Bey et d'autres admonestations turques, Tzankov reconnaît que Kogălniceanu a su leur répondre fort habilement. Tzankov précise les raisons pour lesquelles il publie ces documents : parce qu'ils montrent « de façon prégnante quelle fut dans un passé proche l'attitude de la Roumanie vis-à-vis des actions des Bulgares ». Après avoir souligné la bienveillance du gouvernement roumain lors du passage du Danube par les *tchétas* de Filip Totiu, Panaiot Hitov et Hadji Dimităr (1867—1868), Tzankov écrit à propos de son « expulsion » et de celle de Karavelov : « Ces expulsions n'ont pas eu lieu, mais les deux personnes visées ont été enfermées dans la prison de Văcărești pendant quelques jours, après quoi elles ont été mises en liberté, sans suites d'aucune sorte »[86]. La durée de la détention des deux révolutionnaires est facile à déduire. De toute façon, au début du mois de juin Tzankov était libre. Il n'est probablement pas resté en prison plus de deux ou trois jours. Karavelov y est probablement resté deux ou trois jours de plus, car il adresse, de la prison, une lettre à Tzankov concernant quelques volontaires qui devaient passer en Serbie. Comme on le voit, le régime pénitentiaire, tel qu'il était établi, permettait à Karavelov d'écrire, de prison, à Tzankov dans une question en rapport direct avec les activités pour lesquelles

---

[85] C. Velichi, *Atitudinea lui Mihail Kogălniceanu* ..., p. 257—258.

[86] Kiriak Tzankov, *Официални румъно-турски документи по минаването на Хр. Ботиовата чета през Дунава в 1876 г.* (Les documents officiels roumains et turcs sur le passage du Danube par Hristo Botev en l'année 1876), dans « Сборник за народни умотворения . . . », XVIII, Sofia, 1901, p. 205—209.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

il était détenu. Cette même lettre montre qu'il s'attendait à être mis en liberté le lendemain. Elle est datée par son éditeur du début de juin 1876 [87]. En conclusion, on est en droit de croire que Kogălniceanu n'a jamais considéré sérieusement l'expulsion de Karavelov et de Tzankov. Ce qui comptait pour lui, c'était de s'armer d'arguments confirmant les « mesures prises » par lui et d'en faire tout un dossier prouvant la « neutralité de la Roumanie ». C'est dans le même but qu'il a institué la commission parlementaire chargée d'examiner les « travaux » du ministre des Affaires étrangères, c'est-à-dire la vaste correspondance dont il vient d'être question. On peut néanmoins affirmer que Kogălniceanu a eu soin de ne pas présenter à cette commission tous les documents, mais seulement ceux qui faisaient son affaire [88].

En réalité, ni Karavelov, ni Tzankov ne s'étaient occupés personnellement du passage du Danube par la *tchéta* de Botev, mais ils avaient, en échange, aidé des Bulgares de Roumanie à passer en Serbie, laquelle se préparait pour la guerre. Karavelov était convaincu que le prince Milan pouvait compter fermement sur l'aide de la Russie, qui serait intervenu au moment opportun. Or, cette conviction n'était point partagée par le gouvernement roumain. La seule réalité, c'étaient les 4 000 volontaires russes qui, après avoir passé par la Roumanie en petits groupes, se trouvaient en Serbie sous le commandement du général Tcherneaev. Mais c'était peu de choses par rapport aux forces que l'Empire ottoman pouvait opposer à une guerre de libération de la Serbie. Il n'existait pas d'accord militaire prévoyant l'entrée en guerre de l'armée russe, condition essentielle pour la victoire, bien que l'intervention fût désirée à la fois par l'opinion publique russe et par les comités slaves de Russie.

Cependant, à la suite de l'action des slavophiles, l'organisation bulgare révolutionnaire de Bucarest fut reconstituée. Il s'agit du parti des « jeunes » qui, depuis le jour où Botev démissionna de sa direction, avait cessé toute activité organisée. Après que le comité slave de Saint-Pétersbourg eut échoué dans sa première tentative de refaire l'organisation par un délégué envoyé dans ce but à Bucarest, un second délégué, Vladimir Ionine, essaya de constituer une seule organisation révolutionnaire, c'est-à-dire d'opérer la fusion des deux partis : celui des « jeunes » et celui des « vieux ». Obligé de renoncer à ce projet, Ionine se rallia définitivement au parti des « jeunes » et réussit à refaire l'ancien *Comité central révolutionnaire bulgare*, mais sous le nom nouveau de *Communauté centrale bulgare de bienfaisance* (10 juin 1876). Le titre de cette soi-disant société

[87] M. Dimitrov, *Публицистиката на Любен Каравелов* (L'œuvre journalistique de Liuben Karavelov), Sofia, 1957, p. 613.

[88] C. Velichi, *op. cit.*, p. 259.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

philanthropique avait pour but, d'une part, de cacher la mission véritable du comité, à savoir de former et d'armer des détachements de volontaires bulgares destinés à être envoyés en Serbie. D'autre part, Ionine espérait attirer jusqu'à la fin quelques membres du parti des « vieux », et il réussit au premier abord dans cette entreprise. Mais lorsque ceux-ci apprirent les véritables buts de l'organisation, ils se retirèrent. D'autres membres y entrèrent à leur place, parmi lesquels le grand écrivain et poète Ivan Vazov, Olimpie Panov, qui avaient déjà fait partie des anciens comités, et autres. Le journal « Нова България », fondé par Botev, devint l'organe du Comité, pendant que les « vieux » fondèrent leur propre journal, « Стара Планина » [89].

Mihail Kogălniceanu, qui militait avec tant d'ardeur pour l'indépendance de la Roumanie, laissa la nouvelle organisation des émigrés bulgares déployer librement son activité, aussi les volontaires bulgares continuaient-ils à passer en Serbie [90]. Entre-temps, le gouvernement roumain élabora un mémoire comprenant ses demandes en sept points, qu'il adressa à la Porte et aux grandes puissances le 15/27 juin. L'accepter eût signifié reconnaître *de facto* l'indépendance de la Roumanie. Aussi la Porte le rejeta et les grandes puissances l'accueillirent froidement [91].

Peu après (le 19/20 juin), la Serbie, sans demander l'assentiment du gouvernement roumain, comme elle était obligée de le faire par le traité de 1868, déclara la guerre à la Turquie. La Roumanie, qui persistait depuis des années dans sa conviction que toute guerre contre l'Empire ottoman était vouée à l'échec sans la participation effective de la Russie, maintint sa neutralité, tout en essayant de conclure dans le plus bref délai une alliance militaire avec celle-ci. Pour l'instant, le gouvernement roumain mobilisa un corps d'armée et autorisa les volontaires bulgares de passer en Serbie. Les déplacements de *tchétas* se faisaient naturellement par petits groupes, pour ne pas irriter l'Autriche-Hongrie et les autres puissances, mais non sans l'aide aussi bien des autorités civiles roumaines que de certains cadres de notre armée [92]. Ce que ni la Roumanie, ni la Serbie ne savaient alors, c'est que par l'entrevue de Reichstadt entre Andrassy et Gortchakov, les deux grands empires s'étaient mis d'accord pour

---

[89] D. Kosev, *op. cit.*, p. 250.

[90] Voir le témoignage de Vazov dans ses mémoires, intitulés « Jadis », traduction par C. Velichi, dans le volume *Apostolul în primejdie*, éd. citée, p. 211.

[91] V. Maciu, *Acțiunea diplomatică a României pentru pregătirea proclamării independenței* (L'action diplomatique de la Roumanie en vue de préparer la proclamation de l'indépendance), dans le volume *De la Tudor Vladimirescu la răscoala din 1907* (De Tudor Vladimirescu à la révolte de 1907), București, 1973, p. 335.

[92] Voir la lettre de A. Matev à Kiriak Tzankov du 29 juillet 1876, où est mentionné l'officier Petrescu, dans Al. Burmov, *Ботев и неговата чета*, p. 428.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

le maintien du *statu quo* dans les Balkans au cas — probable — de la défaite de la Serbie.

La *Communauté centrale bulgare* a fait du bon travail et les volontaires ont continué à aller en Serbie, où jusqu'au mois de septembre 2 500 hommes s'étaient rassemblés. On espérait que leur nombre atteindrait 10 000 et que l'on pourrait former ainsi une division bulgare, qui serait commandée par le général Tcherneaev au moment où l'offensive serbe se rapprocherait de Sofia. Mais dans l'attente de ce moment, les volontaires bulgares ont combattu effectivement.

Dans l'espoir que l'alliance avec la Russie serait conclue prochainement, Kogălniceanu envoya à la Porte, le 20 juillet/1er août, une note catégorique, où il la menaçait directement d'entrer en guerre [93] si elle ne donnait pas satisfaction aux exigences de son mémoire du 15/27 juin. Malheureusement, quelques jours plus tard, il quittait le ministère des Affaires étrangères, où il était remplacé par le modéré Nicolae Ionescu, partisan de la « neutralité ». Néanmoins, le 26 septembre—5 octobre 1876, une délégation gouvernementale, composée de Ion Brătianu, premier-ministre, du général Slătineanu, ministre de la Guerre, etc., est allée à Livadia, pour des pourparlers en vue d'une convention militaire roumano-russe. Dans le cadre des discussions, on aborda entre autres le problème de l'organisation et de l'instruction des volontaires bulgares de Roumanie [94]. Bien que Brătianu ait proposé que l'armée roumaine forme l'avant-garde de l'armée russe lors de la guerre qui ne pouvait tarder à éclater, ni le tsar ni Gortchakov n'ont accepté cette proposition.

Entre-temps, les Serbes furent battus par les Turcs et la voie vers Belgrade était libre. La Serbie ne fut sauvée que par la Russie, qui imposa aux Turcs d'arrêter les opérations militaires et de conclure un armistice.

3. **La guerre roumano-russo-turque.** Les volontaires bulgares sont rentrés en Roumanie, où la *Communauté* les a aidés dans la mesure de ses moyens. Les « vieux » ont été plus réservés, les deux partis de l'émigration n'étant pas dans les meilleurs termes, comme d'habitude. Le 18 novembre, dans une salle de la Calea Victoriei, devant le théâtre National, les Bulgares ont organisé une grande réunion sous la présidence de Ionine, réunion que Vazov, présent lui aussi, devait nommer plus tard le premier parlement bulgare [95]. On y élabora un nouveau programme pour la libération du pays, qui préconisait entre autres que la Bulgarie devienne une monarchie

[93] V. Maciu, *op. cit.*, p. 337.

[94] N. Ciachir, *op. cit.*, p. 158.

[95] Ivan Vazov, *op. cit.*, p. 250.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

constitutionnelle, ce qui montre que dans cette réunion ce sont les idées des « vieux » qui l'emportaient. Dans le même temps, une délégation bulgare, composée de Dragan Tzankov et de Marko Balabanov, a commencé à visiter les principales capitales européennes pour exposer aux cercles gouvernementaux la cause du peuple bulgare. La presse roumaine a rendu compte régulièrement de ces visites [96].

En vue de la guerre qui s'annonçait proche, le 16/28 novembre arriva à Bucarest, incognito, le diplomare russe Nelidov, qui prépara avec Ion Brătianu la convention de libre passage de l'armée russe sur le territoire de la Roumanie. La convention fut prête le 23 novembre /5 décembre, mais la Russie ne la signa pas tout de suite, ni ne déclara la guerre à la Turquie, Gortchakov ayant encore quelque espoir de résoudre la question bulgare à la conférence de Constantinople. En attendant, la Roumanie se préparait pour la guerre : elle a prolongé la concentration des réservistes, elle a crée de nouvelles unités militaires et a augmenté les crédits pour l'armée. D'autre part, Brătianu ne pouvait garder longtemps le secret sur la convention avec la Russie, dont celle-ci pouvait demander la signature à tout moment. C'est pourquoi elle fut ratifiée par la majorité parlementaire dans la nuit du 5/17 au 6/18 janvier 1877. Dans la rédaction de cet acte de la plus haute importance pour les deux pays, la Russie traitait la Roumanie comme un Etat souverain, quoiqu'elle ne le fût pas en droit [97].

Parallèlement à la conférence de Constantinople, la Russie a continué ses pourparlers avec l'Autriche-Hongrie, qui ont pris fin le 15 janvier 1877. Le tsar pouvait entrer en guerre tranquillement contre la Turquie, l'Autriche-Hongrie l'ayant assurée de sa neutralité en échange de la Bosnie et de l'Herzégovine. De son côté, la Russie pouvait reprendre ses territoirs perdus en 1856 et s'engageait à ne pas créer une trop grande Bulgarie. Lorsque la Porte repoussa le fameux « Protocole de Londres » (19—31 mars 1877), la Russie commença à mobiliser et demanda à la Roumanie de signer la convention. Elle fut signée pour la Roumanie, le 4 avril, par Mihail Kogălniceanu, revenu dans le gouvernement [98]. Par cette convention, la Roumanie se rangeait définitivement du côté de la Russie et rompait en fait les relations avec l'Empire ottoman. Aussi, deux jours après, passait-elle à la mobilisation de l'armée et à la défense de la ligne du Danube, attaquée par les Turcs.

Le 12/24 avril, la Roumanie déclarait la guerre à la Turquie et l'armée russe entrait en Roumanie. Le 25 avril /7 mai, C. A. Rosetti demandait par le journal « Românul » que la Roumanie se

[96] Voir par exemple « Telegraful » du 9 et du 10 octobre 1876.
[97] *Istoria Românlei*, IV, p. 598.
[98] V. Maciu, *op. cit.*, p. 339.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

déclare indépendante. Lorsque les Turcs commencèrent à bombarder les villes roumaines du Danube et que l'artillerie roumaine riposta en tirant sur Vidin, même les conservateurs renoncèrent à s'opposer au gouvernement libéral. En conséquence, le 9/21 mai 1877, Mihail Kogălniceanu proclama au parlement l'indépendance de la Roumanie. « La proclamation de notre indépendance — a souligné le président Nicolae Ceaușescu dans *Expunere prezentată la Sesiunea solemnă comună a Comitetului Central al Partidului Comunist Român, Marii Adunări Naționale și activului central de partid și de stat consacrată sărbătoririi centenarului proclamării independenței de Stat a României, 9 mai 1977* (Exposé à la Séance solennelle commune du Comité Central du Parti Communiste Roumain, de la Grande Assemblée Nationale et de l'Actif central du parti et de l'Etat, consacrée à l'anniversaire du centenaire de la proclamation de l'indépendance d'Etat de la Roumanie, 9 mai 1977) — a mis fin à toute dépendance politique vis-à-vis des puissances étrangères, a marqué catégoriquement le caractère indépendant de notre nation, inaugurant une ère nouvelle dans le développement de la Roumanie dans la voie du progrès et de la civilisation ». Il est bien explicable que la proclamation de notre indépendance ait été accueillie avec une immense satisfaction par le peuple tout entier et avec mécontentement par les grandes puissances occidentales. C'est pourquoi il fallait absolument qu'elle fût conquise par les armes et de commun accord avec la Russie ce qui était justement le désir de la Roumanie. Cependant, en Russie, il s'est produit certaines divergences au sujet de la participation de la Roumanie à cette guerre. Si le grand-duc Nicolas, commandant en chef des armées russes du Danube, a demandé avec insistance que la Roumanie prenne part aux opérations militaires, autant le tsar que Gortchakov ont été, au début contre une collaboration militaire [99].

La proclamation de l'indépendance de la Roumanie a été accueillie avec une grande satisfaction par la *Communauté centrale bulgare*, qui n'avait plus aucune raison de cacher ses desseins. Aussi a-t-elle repris son ancien nom de *Comité central bulgare* et elle a adressé au peuple bulgare un appel enflammé au combat [100].

Le gros de l'armée russe a passé le Danube à Zimnicea dans la nuit du 14/26 au 15/27 juin, pendant que les batteries roumaines, situées sur la berge du Danube de Calafat au confluent de l'Olt, tenaient sous un feu continu les positions turques de la rive droite. Le 4/16 juin, le général Krudener entrait dans la ville de Nikopol, à la conquête de laquelle l'artillerie roumaine avait contribué par

---

[99] N. Ciachir, *op. cit.*, p. 163—161.

[100] La proclamation a été reproduite aussi par certains journaux étrangers, ainsi que par quelques journaux roumains. Voir des extraits de son texte chez D. Kosev, *op. cit.*, p. 259.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

son tir précis et intense. Le 6/18 juillet, le général russe demandait au général Manu de franchir le Danube, d'occuper la ville et de prendre sous sa garde les prisonniers. Comme celui-ci, de même que le prince Carol plus tard, refusa parce qu'il n'existait pas de convention fixant le mode de collaboration des deux armées, le général russe n'attaqua Plevna qu'avec des forces réduites et fut repoussé par les Turcs le 8/20 juillet. A la seconde demande, insistante, du commandant russe, Carol accepta et le 16/28 juillet les premiers régiments roumains passaient le Danube [101].

Nous n'avons pas l'intention de présenter ici l'histoire de la guerre de 1877—1878. Nous nous contenterons de souligner les faits qui sont en rapport direct avec le sujet de notre ouvrage. En ce qui concerne l'armée roumaine, la situation jusqu'à ce qu'elle ait passé le Danube à la demande du commandement russe est résumée le mieux par un télégramme de l'agence Havas paru dans les principaux journaux d'Europe et que nous reproduisons d'après « Românul » du 17 juillet 1877 : « Concentrée dès avant la déclaration de guerre, l'armée roumaine a su tenir la ligne du Danube jusqu'à l'arrivée des armées impériales et empêcher ainsi leur pays de devenir le théâtre de la guere. Puis, répartie en deux corps au-delà de l'Olt, l'armée roumaine a servi d'aile droite à l'armée russe, neutralisant ainsi une formation de 40 000 hommes jusqu'au moment où elle franchit le Danube à Svištov. Pendant cette opération, le feu soutenu des Roumains sur toute la ligne a tenu les Turcs en respect, ainsi que l'atteste le rapport justificatif d'Abdul-Kerim pacha lui-même, qui allégua pour sa défense qu'il ne savait pas si les Roumains allaient passer le Danube avant les Russes ou en même temps qu'eux (...). Une fois le passage du Danube effectué par les troupes impériales, l'armée roumaine, par le tir précis de son artillerie et le concours énergique de ses tirailleurs, a contribué sensiblement à l'investissement de Nikopol et à la capitulation de cette place forte, où plus de sept mille Turcs ont été faits prisonniers. Ce fut là jusqu' alors le rôle de l'armée roumaine et les esprits les plus prévenus et les moins favorables à la Roumanie devront reconnaître, avec Abdul-Kerim pacha, que ce rôle est loin d'avoir été passif. Pour terminer, nous mentionnerons les grandes reconnaissances faites par les détachements roumains en amont de Nikopol, sur la rive droite du Danube. A chaque reconnaissance, les Roumains ont été accueillis avec enthousiasme par les peuples chrétiens de Bulgarie, qui voyaient en eux des frères qui avaient assumé la tâche de les sauver des hordes sauvages de bachibouzoutchs et de Tcherkesses qui les massacrent et incendient leurs villages ».

---

[101] *Istoria Românilei*, IV, p. 616—618.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

4. **Participation des volontaires bulgares à la guerre.** A côté des troupes russes et roumaines, les volontaires (опълченци) bulgares ont pris part également à la guerre. L'idée d'utiliser des corps de volontaires avait déjà été mise en application, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, lors de la guerre de Crimée et de la formation des deux légions de Serbie. Pendant la guerre de 1877 — 1878, l'initiative est venue de plusieurs côtés. Les premiers à y avoir songé furent les comités slaves de Russie, notamment le général Fadeev, qui a remis dès octobre 1876 au ministère de la Guerre une série de propositions comprises dans un long mémoire [102]. On comptait sur les émigrés bulgares déjà établis en Russie et sur ceux qui viendraient les rejoindre. Or, la Russie était trop loin pour la formation et l'instruction d'unités de volontaires, de même que les expériences faites en Serbie n'avaient guère réussi. Sous tous les raports, c'est la Roumanie qui présentait les conditions les plus propices, aussi, Fadeev s'est-il fixé sur trois villes roumaines — Craiova, Ploiești et Buzău [103] — comme éventuels points de concentration pour les Bulgares qui viendraient de l'ouest, du centre et de l'est de la Bulgarie, ainsi que pour ceux déjà établis en Roumanie. Mais pour cela il fallait l'accord du gouvernement roumain. En rapport avec toute cette situation, la Communauté bulgare de Roumanie déclarait : « Si pourtant ces détachements bulgares ne peuvent être maintenus en Serbie, cela ne veut pas dire que nous restions passifs, les bras croisés, justement quand a peut-être sonné l'heure où se décide le sort de notre patrie (. . .). Nous ferons tous les efforts possibles pour organiser ici, en Roumanie, des détachements bulgares qui, en cas de guerre, prennent part activement à l'action commune de libération de notre pays » [104].

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de la préparation de détachements bulgares avant leur arrivée en Roumanie : le lecteur les trouvera dans les documents et les ouvrages déjà cités, auxquels nous en ajouterons un seul [105]. Le fait que, le 7 janvier 1877, le géné-

---

[102] Le mémoire comprenait une annexe (Основание) exposant l'organisation détaillée des détachements. Les deux documents ont été publiés par At. Benderev, *История на Българското опълчение* (Histoire du corps de volontaires bulgares), Sofia, 1930, p. 393—409 et ensuite dans le recueil *Българско опълчение. Документи* (Le corps de volontaires bulgares, Documents) I—III, Sofia, 1936, sous la rédaction de M. Iv. Mihov (voir p. 1—10), cité désormais *Българско опълчение*.

[103] *Българско опълчение*, I, p. 14; col. I. Focșăneanu et N. Ciachir, *Acțiuni militare ruso-româno-bulgare în războiul din 1877—1878* (Actions militaires russo-roumano bulgares dans la guerre de 1877—1878), București, 1957, p. 68.

[104] Cité par D. Kosev, *op. cit.*, p. 260.

[105] N. Ciachir, *Contribuții la organizarea detașamentelor de voluntari bulgari în războiul din 1877—1878* (Contribution au problème de l'organisation des détachements de volontaires bulgares dans la guerre de 1877—1878), dans « Analele româno-sovietice », série « Histoire », XI, București, janvier-mars 1957, nº 1 (17), p. 79 — 87).

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

ral-major K. G. Stoletov fut nommé commandant des unités bulgares, des sept bataillons d'infanterie et des six escadrons de cavalerie [106] qui commencèrent à être formés et instruits à Kichinev. Le 31 mars, 700 hommes rassemblés dans cette ville furent les premiers volontaires bulgares. Stoletov les constitua en trois bataillons et, le 8 avril, ils se trouvaient à Ungheni. Il a également envoyé des hommes dans les villes de Roumanie où se trouvaient des communautés bulgares avec mission de diriger les volontaires vers Ploieşti, où il comptait en réunir environ 6 000 [107]. La même action fut entreprise par la Communauté bulgare de Bucarest, dès avant la déclaration et surtout après elle, fait qui a provoqué un enthousiasme dont toute la littérature du temps s'est fait l'écho.

Le 17 avril, la brigade Miloradovitch, y compris 600 volontaires bulgares, est arrivée à Ploieşti où, suivant le télégramme du baron Stuart à Stoletov, elle fut reçue « avec enthousiasme par la population » [108]. D'autres échelons étaient partis également par chemin de fer à Ploieşti [109], où le capitaine Raïtcho Nikolov apporta leur équipement et leur armement, qui étaient depuis longtemps en dépôt à Ungheni. Il décida d'établir le camp « à deux verstes de Ploieşti, au nord-est au pont du Teleajen, sur la route de Buzău » [110], non loin de la terre de Bereasa où, après 1830, les Bulgares avaient essayé de reconstruire la ville de Sliven abandonnée alors à cause des Turcs. Des émigrés bulgares de différentes villes de Roumanie commencèrent alors à y venir, organisés et envoyés par les filiales locales de la Communauté bulgare de Bucarest. Ainsi, la filiale de Brăila y envoya entre le 30 avril et le 7 juin 307 volontaires [111], de Slatina [112] et de Caracal il en vint 156, de Galati [113] 277, outre ceux de Serbie, pour lesquels nous avons une liste séparée [114]. En général, rien qu'au cours du mois de mai 1877, 1042 volontaires vinrent au camp de Ploieşti [115]. Ils provenaient en grande majorité des villes de Roumanie, de celles susmentionnées et aussi de Craïova, Turnu Severin, Bucarest, Ploieşti, Călăraşi, Giurgiu, Alexandria, Buzău, etc. Des volontaires d'autres nationalités, grecs et autres, essayèrent aussi de

---

[106] *Българско опълчение*, I, p. 75.

[107] N. Ciachir, *op. cit.*, p. 86.

[108] Voir le télégramme dans *Българско опълчение*, I, p. 241.

[109] Sur leur déplacement par chemin de fer, *ibidem*, p. 194 — 196.

[110] *Ibidem*, p. 265.

[111] Voir le tableau avec leurs noms dans l'ouvrage cité, p. 262 — 263 (doc. 260) et p. 287 — 288 (doc. 277 et 278); puis 20 autres le 9 mai (p. 345), 38 autres le 12 mai (p. 364), 35 autres le 20 mai (p. 382), 57 autres le 27 mai (p. 394), 32 autres le 27 mai (p. 406 — 407), 21 autres le 3 juin (p. 463), 34 autres le 7 juin (p. 474).

[112] *Ibidem*, p. 299, 353, 359, 369.

[113] *Ibidem*, p. 309, 361 — 363, 389.

[114] *Ibidem*, p. 267 — 272 (doc. 267).

[115] *Ibidem*, p. 431 — 454 (doc. 436).

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

s'inscrire, mais ne furent pas reçus. A souligner que la maison de Ploiești où était logé le grand-duc Nicolas avait une garde formée de volontaires bulgares. Les autorités de Ploiești ont fait tout leur possible pour que les volontaires y trouvent les conditions requises pour leur formation. Dans l'ensemble, le nombre des volontaires bulgares s'est élevé à environ 7 400 hommes [116]. La plupart étaient paysans, valets de ferme, maraîchers, travailleurs du bâtiment – en général des éléments pauvres. Les fils des gros marchands bulgares ne se sont pas inscrits, l'action étant même boycottée par les « vieux ». Il faut dire d'ailleurs que le commandement russe n'a pas songé initialement à utiliser les volontaires dans les combats proprement dits, bien que l'instruction durât du matin jusqu'au soir. Il était question de les employer comme guides, et surtout comme troupes de garnison dans les territoires libérés, conception qui n'a pas tardé à se modifier. A Ploiești vint alors le prince Vladimir Tcherkaski, qui prit toutes les mesures concernant la préparation des cadres et l'administration des territoires conquis. Il prit d'abord contact avec les volontaires recommandés par les « vieux ». Quant à ceux du Comité central, c'est-à-dire des « jeunes », bien que presque tous révolutionnaires modérés, ils étaient mal vus, étant considérés — selon Ion Vazov, alors à Bucarest — comme des « communards radicaux » [117].

Les journaux bulgares qui apparaissaient en Roumanie publiaient continuellement des nouvelles sur le camp de Ploiești. D'ailleurs, à partir du 6 avril 1877, commença à paraître à Bucarest un nouveau journal « Секидневни новинар», organe de la bourgeoisie libérale, uniquement consacré aux informations de guerre. Bientôt, les journaux contrôlés par les « vieux » ont commencé eux aussi à s'occuper des volontaires bulgares. Il convient cependant de souligner tout particulièrement l'attitude extrêmement favorable de toute la presse roumaine — libérale, conservatrice et indépendante (« Timpul », « Telegraful », « Românul », « România liberă », etc.), qui non seulement écrivait sur le camp de Ploiești, mais publiait même des articles entiers sur les Bulgares et la Bulgarie en général. Relevons entre autres la relation dans « Timpul» de la cérémonie de la remise du drapeau offert par la ville de Samara aux volontaires bulgares. Sous le titre *La Légion bulgare*, le journal, dans son numéro du 11 mai 1877, écrivait : « La journée du 6 mai demeurera mémorable dans l'histoire de la Bulgarie. Elle sera célébrée dorénavant comme un jour de grande fête (...) car elle est le jour de la résurrection du peuple bulgare (...). A partir de ce jour, le peuple bul-

[116] D. Kosev, *op. cit.*, p. 260.

[117] L'atmosphère de cette période est décrite en détail par Ivan Vazov dans ses mémoires, *loc. cit.*, p. 252 – 255.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

gare a commencé à vivre ; à partir de ce jour, sa vie politique, qui a été usurpée durant cinq cents ans par la force brutale (...) se renouvelle. C'est pourquoi nous consacrons notre première colonne au récit des événements de ce jour (...). Le jour du 6 mai est mémorable et restera éternellement dans la mémoire tant des Bulgares de Ploieşti que dans celle du peuple bulgare en général, car ce jour-là l'armée bulgare a reçu le premier drapeau de la liberté, offert au peuple bulgare par la ville de Samara »[118]. Après de nombreux détails, l'article décrit la cérémonie de la consacration et de la remise du drapeau. « Vers midi trente, un trompette militaire donna le signal (...) Au milieu du camp on avait dressé une table sur laquelle était déployé le drapeau tricolore bulgare : rouge, blanc et bleu-vert (...) Quand tout fut prêt à midi trente, le grand-duc Nicolas arriva dans sa calèche tirée par trois chevaux noirs, suivie de cinq autres voitures transportant sa suite et le corps diplomatique. Un „Hourra" enthousiaste éclata là où était massée l'armée bulgare. Après quoi la cérémonie commença : le duc saisit le drapeau et y enfonça de sa propre main quelques clous en argent (...) Il fut suivi par des représentants de tous les grades, y compris trois soldats de chaque compagnie, qui y plantèrent chacun par un clou. Lorsqu'ils eurent fini (...) le grand-duc dit : « Frères bulgares, ceci est votre symbole, avec la force duquel vous irez en Bulgarie sauver vos frères qui gémissent sous le joug des Turcs barbares. Soyez dignes de lui ! Les acclamations éclatèrent (...), après quoi l'armée bulgare défila devant le grand-duc ».

Ce qu'il convient de souligner, c'est que la presse roumaine, qui il y a un an déjà, lors de l'insurrection d'avril, avait pris si chaleureusement le parti de la Bulgarie, continuait maintenant à informer l'opinion publique sur ce peuple et sur la nécessité qu'il recouvre sa liberté. Dans cet esprit, « Timpul » présentait au public roumain le livre de Felix Kanitz *Donau-Bulgarien*. Le 26 avril, « Timpul » montrait que des familles réfugiées de la rive bulgare du Danube avaient trouvé asile en Roumanie. Ensuite, le même journal commence une série d'articles sur la Bulgarie, intitulés *Quelques paroles sur la situation économique de la Bulgarie*, avec des appréciations des plus favorables sur le peuple bulgare et les qualités dont il est pourvu. Du reste des données sur la situation régnant au sud du Danube se trouvent dans tous les journaux roumains. Au début de la guerre, la plupart des informations se référaient aux villes de la rive droite du Danube. Ainsi, « Pressa »« et « Telegraful » décrivent les moments critiques par lesquels sont passés Sviştov et d'autres villes bulgares durant la période comprise entre la retraite des troupes turques et l'arrivée de l'armée russe. Outre les nouvelles du front, « Războiul »

[118] Dans le journal, par erreur, « Saratov ».

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

publiait une série d'intéressantes illustrations du bombardement de Roustchouk, des premiers combats à Plevna, du passage des Balkans par les armées russes, des vues de Vidin, Varna, Nikopol, etc. Cependant les nouvelles les plus intéressantes pour le sujet qui nous occupe demeurent celles concernant le camp de Ploiești. A cet égard, la presse roumaine centrale [119] reproduit souvent les matériaux du journal bulgare en langue roumaine « Vulturul », publié à Ploiești par Ivan Karšovski [120].

Le 13 juin, la Légion des volontaires bulgares a quitté Ploiești pour Alexandria et le Danube. A son départ assistaient, outre l'état-major, d'importantes personnalités russes, telles que Milioutine, ministre de la Guerre, le général Nepokoïtchinski et le comte Ignatiev. Voici quelques lignes chaleureuses extraites d'une longue correspondance publiée par « România liberă » du 4 juin (vieux style), qui reflètent la sympathie de l'opinion publique roumaine pour les volontaires : « La Légion bulgare nous a quittés aujourd'hui pour se rendre à Alexandria. Ce corps compte en tout six légions d'un millier d'hommes chacune et elle formera prochainement une division sous les ordres du général Stoletov (...). Les braves Bulgares paraissaient fort heureux d'aller enfin vers le Danube — ce Rubicon dont le passage pourrait exercer une influence puissante sur le destin de leur malheureuse patrie ... ». Il est sûr « en tout cas qu'ils sont heureux de voir leur rêve si proche de sa réalisation (...) ». « Je désirais surtout saluer le brave colonel Kisov, bulgare de naissance et un homme très intéressant par son patriotisme ardent et son caractère absolument chevaleresque. C'était un bien beau spectacle que de le voir entouré de son frère, de son fils et de ses neveux, des principaux officiers d'état-major et du bureau diplomatique du quartier général. J'ai remarqué entre autres le général Nepokoïtchinski (chef d'état-major), Milioutine (ministre de la Guerre) et Ignatiev, connu de tout le monde. Celui-ci, à cheval et en grande tenue comme tout le monde, portait non pas l'uniforme du corps diplomatique, mais celui de l'état-major ... » [121].

La Légion bulgare franchit le Danube le 21 juin [122] et fut attachée à l'armée russe commandée par le général Gourko. Ainsi que le relate « România liberă », la Légion reçut le baptême du feu dans

---

[119] « Timpul » du 28 avril, du 5 mai, etc.

[120] M. Stoianov, *op. cit.*, I, p. 465.

[121] Al. Saadi Ionescu et N. Hodoș, *Publicațiile periodice românești* (Les publications périodiques roumaines), București, 1913, p. 329.

[122] V. Konobeev, *Русско-болгарское боевое содружество в войне 1877—1878 годов* (La collaboration militaire russo-bulgare dans la guerre de 1877—1878), dans « Вопросы истории », Moskva, 1951, n° 10, p. 52.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

un combat qui s'est déroulé entre Tărnovo, et Gabrovo, où elle souffrit des pertes considérables. Une petite partie de la Légion reste là pour former « le noyau de l'armée bulgare »[123], tandis que le reste franchit les Balkans avec le général Gourko et prit part aux combats de Kazanlăk et de Stara Zagora[124]. Mais c'est à la bataille acharnée du col de Šipka que la Légion s'est couverte de gloire. Les journaux roumains ont écrit d'amples rapports sur cet épisode entre le 9/21 et le 15/27 août. Ainsi, « România liberă » publiait le 17 août une correspondance de Gabrovo sur la bataille de Šipka. Afin de mieux informer ses lecteurs, le journal reproduit en partie les informations des journaux russes et anglais. On avait tellement parlé de Šipka que jusqu'à la fin parut une ample description géographique de ce col, qui en soulignait l'importance historique et stratégique. Le récit des combats de Šipka fut repris dans plusieurs numéros du journal, avec des détails sur le général Dorošinski, qui y mourut héroïquement, sur le général Stoletov, etc. Dans la description des combats, le journal ne manque pas de relever la présence des Bulgares : « Gourko — écrit „România liberă" — avait laissé à Kazanlăk deux escadrons de Cosaques et un corps de Bulgares ». Les luttes de Šipka furent soutenues avec une bravoure et un acharnement que, jusqu'à présent, « rien n'a égalé dans l'histoire de la guerre ... », « Sur ces rochers qui séparent la Roumélie de la Bulgarie s'est livré un combat titanesque, plein d'épisodes terribles, qui constituera l'une des pages les plus splendides de la guerre ». Au sujet d'une des journées de la bataille, le journal écrit : « Les deux régiments (Briansk et Orel), officiers et soldats, ainsi que tout le corps de volontaires bulgares, se sont battus sans interruption plus de 48 heures. Pendant presque trois jours et trois nuits, pas un soldat n'a mangé, ni ne s'est reposé une minute. La Légion bulgare a perdu les trois quarts de son effectif, les régiments Briansk et Orel la moitié »[125]. « Telegraful » du 23 août 1877 donnait également d'amples informations sur les luttes de Šipka, reproduisant en grande partie la correspondance du commandant Archibald Forbes publiée dans « Daily News ». Lorsqu'il énumère les unités russes qui ont défendu le col, le journal cite aussi les volontaires bulgares. Il ajoute que « les habitants bulgares ont rendu de grands services aux troupes russes, leur apportant de l'eau de fort loin et par un chemin qui se trouvait sous le tir des Turcs ». « Telegraful » décrit ensuite en détail la bataille de Lovetch, où les opérations furent suivies sur les lieux par le directeur même du journal.

---

[123] « România liberă » du 9 juillet 1877.

[124] N. Ciachir, *op. cit.*, p. 107 sqq.

[125] Voir également « România liberă » des 12, 23 et 28 août 1877.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

5. Lutte de la Roumanie pour son indépendance et pour la libération de la Bulgarie. A la suite de la demande insistante de coopérer avec l'armée russe faite par le grand-duc Nicolas, le 19/31 juillet 1877, au prince Carol, les dernières unités de la IVe division roumaine franchirent le Danube le 12/14 août. Le 12/24 août, la IIIe division commença à son tour de traverser le fleuve[126]. Le 18 août, « Românul » montrait que cette opération se poursuivait dans de bonnes conditions sur le pont bâti entre Silistioara (sur la rive gauche) et Măgura (sur la rive droite). Bientôt, déclarait le journal, « le reste de l'armée suivra ». Quelques jours plus tard, le 12/24 août, « Daily News » publiait une correspondance annonçant l'arrivée des troupes roumaines à Plevna : « ... les autorités russes sont très satisfaites de l'aspect et de l'efficacité de l'artillerie roumaine. On ne parle que des troupes roumaines, avec une considération particulière »[127].

« Times » fait en ces termes l'éloge de l'armée roumaine : « Quoi que l'on puisse dire sur le manque d'expérience militaire de l'armée roumaine, l'apparition de ces 25 000 hommes bien équipés et désireux de combattre sur les flancs et aux arrières de la position de Plevna doit sembler très fâcheuse aux Turcs »[128]. De même, une correspondance de Bulgarie du journal « La République française » décrit dans ces termes les troupes roumaines : « Il y a aujourd'hui sur le territoire turc plus de six mille Roumains. Ces soldats sont pleins d'élan et l'on peut voir qu'ils ne connaissent pas les dures surprises du champ de combat. Les officiers sont plus soucieux ; les officiers d'artillerie forment l'élite de l'armée ; la belle tenue des régiments roumains a surpris les officiers russes, surtout la gaieté des « dorobantzi » : ces braves garçons chantent sans arrêt ... »[129]. De même, la revue militaire allemande « Militär Wochenblatt » a des paroles d'éloge pour l'armée roumaine[130].

Le 20 août, « Românul » publiait « une nouvelle des plus réjouissantes : le prince Carol a pris le commandement des armées roumano-russes concentrées devant Plevna », ayant sous ses ordres le général Zotov, chef d'état-major. Cette nouvelle fut ensuite diffusée par tous les journaux[131].

Le récit de l'entreuve entre Carol et Alexandre II au quartier général de Gorni Studen fut décrit en détail par « Monitorul » et ensuite reproduit par les autres journaux. « România liberă » du 1er septembre écrivait que, « pour donner une plus grande cohésion aux

---

[126] « Telegraful » du 19 août 1877.
[127] « Timpul » du 19 août et « Pressa » du 27 août 1877.
[128] Reproduit dans « Timpul » du 25 août 1877.
[129] Reproduit dans « Românul » du 12 août 1877.
[130] Reproduit dans « Timpul » du 14 août 1877.
[131] « Războiul » du 22 août et « Timpul » du 23 août 1877.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

opérations militaires (...) l'empereur et le grand-duc ont invité le prince Carol à prendre le commandement des troupes russes qui, à côté des troupes roumaines, auront à opérer devant Plevna et qui prendront le nom de „armée de l'ouest" ».

Le fait fut vivement commenté aussi par la presse étrangère. Ainsi, « Le Danube » écrivait : « L'armée roumaine va opérer comme corps indépendant à côté de l'armée russe (...) Les droits de commandant en chef du prince Carol demeurent intacts .... »[132].« România liberă » écrivait de même : « L'armée roumaine a traversé le Danube. Son individualité et son indépendance sont reconnues (...) Nous nous battons à côté de l'Empire russe comme deux alliés et deux puissances amies ».

Le 27 août, les troupes roumaines chassèrent les Turcs du redan qui couvrait les fortifications de Grivitza[133], le 28 août elles commencèrent à bombarder celles-ci. «Războiul» souligne la bravoure de l'armée roumaine, admirée du reste par le tsar, qui décora sur le champ de bataille 40 soldats roumains du régiment 13 de dorobantzi, régiment décoré également de l'ordre de l'Etoile roumaine par le prince Carol[134].

La grande bataille que toute la Roumanie attendait — la conquête de la redoute de Grivitza—fut connue par les informations de source russe parues dans «România liberă» du 2 septembre. Le 3 septembre, les autres journaux publiaient des nouvelles plus détaillées[135]. La bataille fut d'un grand acharnement, mais l'armée roumaine fit preuve d'un héroïsme rarement rencontré. Le combat est relaté en détail dans « Monitorul », qui décrit l'assaut, la mort du commandant Șonțu et du capitaine Valter Mărăcineanu, ainsi que les pertes de l'armée roumaine : « 1 100 blessés, 212 morts, celles des Russes étant cinq fois plus grandes »[136]. Dans son commentaire de ce communiqué, « Românul » montre que, le 30 août, deux redoutes turques ont été conquises, dont l'une rien que par les troupes roumaines. La grande redoute de Grivitza fut conquise « par deux régiments russes et 12 bataillons roumains ». Au sujet de l'héroïsme de l'armée roumaine, Lachmann, correspondant d'un groupe de journaux allemands, suisses et américains, écrivait : « ... Le feu des Turcs était très puissant (...), tel qu'il ne m'avait été donné de voir ni à Solférino, ni à Custozza. Je n'aurais jamais cru voir autant de bravoure chez des troupes qui n'avaient jamais subi le feu jus-

---

[132] « România liberă » du 29 juillet 1877.

[133] « Războiul » du 30 août 1877; *Istoria României*, IV, p. 161.

[134] « România liberă » des 30 et 31 août et du 1 septembre 1877.

[135] « Românul », « Telegraful ». « Timpul » et « Războiul » du 3 septembre 1877.

[136] Au sujet de cette grande bataille, connue dans l'histoire de la guerre sous le nom de « troisième bataille de Plevna » voir la description détaillée qu'en font I. Focșăneanu et N. Clachir, *op. cit.*, p. 127 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

qu'alors (...). J'ai la ferme conviction que l'armée roumaine mérite d'être placée à côté de toute autre armée d'Europe et n'importe qui peut être fier de ses soldats et de ses officiers, qui ont fourni des preuves aussi éclatantes de bravoure. Je ne parle plus de son artillerie, dont la valeur est bien connue ... »[137]. Le même Lachmann publie une correspondance sur la sollennité au cours de laquelle le soldat roumain Grigore Ioan a présenté au prince Carol et au grand-duc le drapeau conquis à Grivitza. Au milieu des acclamations des troupes russes et roumaines, il fut félicité et décoré par les deux commandants. Au cours de banquet qui suivit au Quartier général russe, le grand-duc but « à la santé d'une jeune armée qui, par sa bravoure et sa discipline, a fait preuve des qualités d'une armée vieillie dans les combats »[138]. Le journal français « Télégrammes » relatait entre autres : « Les Roumains, écrit le prince Gortchakov au prince Orlov, se battent admirablement (...) La Russie doit beaucoup à cette principauté (...) et il faut espérer qu'elle ne l'oubliera pas lorsque le moment sera venu de régler devant l'Europe les conditions d'un nouvel état de choses »[139].

D'autres combats auxquels les Roumains ont pris part à côté des Russes furent ceux de Gorni Dăbnik. Afin d'investir Plevna, l'armée roumaine dut au préalable conquérir la position d'Opanez, ainsi que d'autres centres fortifiés plus éloignés qui auraient pu constituer une menace pour les arrières des forces alliées assiégeantes ; dans ce but, elle a conquis Rahova. Finalement l'armée roumaine a pris part à la grande bataille qui décida de la chute de Plevna. Tous ces faits d'armes ont donné lieu aux appréciations les plus flatteuses de la part de la presse étrangère.

Voici par exemple un échantillon des nombreuses correspondances publiées dans « Daily News » ; « L'une des surprises de cette guerre a été la valeur et la bravoure inattendues montrées par les troupes roumaines (...) Les Roumains se sont battus avec le même courage du désespoir que les Russes et la petite armée roumaine a pris place d'emblée parmi les armées européennes (...). Les conséquences de ce fait sont plus importantes pour ce pays et pour la question d'Orient qu'il ne paraît à première vue (...). On considère maintenant que l'armée roumaine compte et qu'il faudra en tenir compte lorsqu'auront lieu les modifications concernant

---

[137] N. Z. Munteanu, *Mărturii ale unor corespondenţi de presă şi observatori militari străini despre eroismul armatei române în războiul de independenţă* (Témoignages de correspondants de presse et d'observateurs militaires étrangers sur l'héroïsme de l'armée roumaine dans la guerre pour l'indépendance), dans « Analele Institutului de ştiinţe istorice şi social-politice de pe lîngă C.C. al P.C.R. », Bucureşti, 1967, nº 2, p. 49.

[138] « România liberă », du 13 septembre 1877.

[139] Reproduit dans « Românul » du 24 septembre 1877.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

la Roumanie sur la carte de l'Europe (...). L'armée roumaine devient un facteur dans la question d'Orient ... »[140].

Pour sa part, « Mémorial diplomatique » écrivait : « Les Roumains ont fourni une grande contribution dans la bataille éclatante qui a abouti à la prise de Plevna. On pourrait dire que, à un moment critique, ils ont sauvé la situation de cette journée ».

Le journal italien « Il Diritto » écrivait de son côté : « Vous avez prouvé maintenant que vous êtes une nation habile, sage et en même temps enthousiaste et brave. Aussi aucune puissance ne pourra-t-elle faire autrement que de reconnaître la mission qui vous incombe au Danube et de vous soutenir à tous les points de vue »[141].

Plusieurs journaux roumains ont publié le télégramme adressé par Garibaldi, le 8 octobre 1877, aux Roumains : « Les descendants de nos anciennes légions, les Roumains, luttent aujourd'hui héroïquement au bord du Danube pour leur indépendance. Il me semble qu'il convient de faire entendre un applaudissement de la part de la capitale de l'ancien monde et de l'Italie entière, à l'adresse de nos héroïques parents. Toujours vôtre, Garibaldi. Caprera, 8 octobre 1877 »[142].

Les appréciations du commandement russe, des généraux russes et de la presse russe ont été tout aussi élogieuses durant la période comprise entre la chute de Rahova et celle de Plevna. Ainsi, le général russe Krylov, qui avait eu temporairement sous son commandement des unités roumano-russes, affirmait dans son ordre du jour : « Les combats qui ont eu lieu m'ont donné une excellente idée de la bravoure de la tenue et des services exacts des régiments de „roșiori", de „călărași" (unités de cavalerie — *n.n.*) et d'artillerie de campagne. Ce fait est dû, en grande partie, à leur corps distingué d'officiers. Je pars avec la sincère satisfaction que m'a valu l'honneur de commander ces troupes d'élite »[143].

A l'occasion de la conquête de Rahova, le prince Carol décora le grand-duc Nicolas de l'ordre de la Vertu militaire. Dans sa lettre de réponse, celui-ci déclara : « Permettez-moi de vous répéter à cette occasion que j'ai toujours été heureux de reconnaître la bravoure et les solides qualités militaires de l'armée roumaine. La victoire de Rahova appartient entièrement aux armes roumaines ». En conclusion, le grand-duc ajoute qu'il est « pénétré d'une véritable reconnaissance pour le concours intelligent, ferme et dévoué que j'ai reçu dans toutes les circonstances de Votre Altesse à l'occasion

---

[140] « Daily News » du 3 novembre 1877 (nouveau style), reproduit par « Românul » du 29 octobre 1877 (vieux style).

[141] Cité par « Românul » du 21 septembre 1877.

[142] « România liberă » du 14 octobre 1877 ; « Românul » du 13 octobre 1877.

[143] « Telegraful » du 9 octobre 1877.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

du commandement que vous exercez sur les troupes alliées devant Plevna »[144].

Assurément, toutes ces appréciations de la presse étrangère[144a] ont rendu service à la Roumanie, créant une atmosphère favorable au pays dans l'opinion publique européenne et soulignant la nécessité de reconnaître son indépendance. Et en effet, la paix de San-Stefano et ensuite le Congrès de Berlin de 1878, bien qu'ils n'aient pas résolu le problème national dans les Balkans, ont reconnu au moins l'indépendance d'Etat de la Roumanie et la libération de la Bulgarie. La Roumanie, qui pendant des dizaines d'années a soutenu de manière conséquente le mouvement révolutionnaire de libération du peuple bulgare, au point de se créer à elle-même des moments difficiles, a envoyé ses soldats sur les champs de bataille de la Bulgarie, à côté de l'armée russe et des volontaires bulgares. Ainsi a pris fin un important chapitre de l'amitié roumano-bulgare. Les moments de lutte commune des deux peuples ont été soulignés plus d'une fois par leurs chefs.

Le président Nicolae Ceaușescu a déclaré : « La conquête de l'indépendance en 1877, scellée par le sang versé par les soldats roumains aux attaques pour l'enlèvement des redoutes de Smîrdan, Plevna et Grivița, a ouvert les nouvelles voies à la réalisation de ses idéaux de liberté et de progrès du peuple roumain »[145].

« Je ne saurais omettre — a déclaré de son côté Todor Jivkov — la bravoure et l'esprit de sacrifice des fils de la Roumanie, qui, à côté des fils de la Russie et des volontaires bulgares, épaule contre épaule, ont versé leur sang sur la terre de la Bulgarie où ils gisent pour toujours »[146].

6. **La Roumanie et la Bulgarie après 1878.** Par le traité de Berlin sont nées la Principauté autonome de Bulgarie et la Roumélie orientale, province autonome sous l'autorité d'un gouverneur nommé par le sultan.

Conséquente à son attitude, la Roumanie a dès le début traité la Bulgarie non pas comme un pays dépendant, mais comme un pays indépendant, justement afin de l'aider à parvenir à cette situation. En premier lieu, bien que le traité de Berlin stipulât que la frontière septentrionale de la Bulgarie — de l'embouchure du Timok à

---

[144] *Ibidem* du 10 décembre 1877.

[144a] R. Păiușanu, *L'opinion publique européenne et l'héroisme des soldats roumains pendant la guerre de 1877—1878*, dans « Revue des études sud-est européennes », XV, Bucarest, 1977, N° 1, p 25—35.

[145] Nicolae Ceaușescu, *Allocution à la séance jubiliaire de la Grande Assemblée Nationale consacrée au XXVe anniversaire de la proclamation de la république*, dans le volume Nicolae Ceaușescu, *La Roumanie sur la voie de l'édification de la société socialiste multilatéralement développée*, 7, Editions Meridiane, Bucarest, 1972, p. 1064.

[146] Cité dans C. Velichi, *R. P. Bulgaria*, București, 1973, p. 135.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Silistra — serait constituée par la rive droite du Danube, la Roumanie admit qu'elle soit fixée sur le thalweg [147]. En second lieu, le gouvernement roumain a marqué son attitude amicale envers la Bulgarie en nommant des agents diplomatiques et consulaires à Sofia et à Roustchouk, en la traitant donc en Etat souverain. Le 28 mai 1879, sans annoncer la Porte, elle nomma Alexandru Stoianovici consul de Roumanie à Roustchouk et Alexandru Sturza agent diplomatique à Sofia ; Evloghie Gheorghiev fut nommé dans cette même qualité à Bucarest [148].

L'attitude vraiment amicale de la Roumanie envers la Bulgarie apparut à nouveau lors des événements de l'automne de 1885, quand, dans les circonstances connues, la Roumélie fut rattachée à la Bulgarie. Bien entendu, la transgression des clauses du traité de Berlin donna lieu à de grandes complications diplomatiques. A ces moments critiques pour la Bulgarie, la Roumanie, ainsi que l'a souligné la presse étrangère, fut le seul Etat du sud-est de l'Europe qui n'ait pas mobilisé et n'ait pas réclamé l'extension de son territoire [149].

Toute l'opinion publique roumaine a applaudi à la création de l'Etat unitaire bulgare. Le journal roumain « Telegraful » du 30 septembre 1885 relatait dans ses correspondances de Sofia et de Plovdiv que « l'enthousiasme est universel et immense » dans le pays et que « tous, hommes, femmes et enfants sont prêts à tous les sacrifices, préférant périr plutôt que de renoncer à l'union ». De même, « Românul » du 30 septembre relatait : « L'armée a suivi l'exemple du peuple (...) Jamais l'enthousiasme n'a été aussi grand en Bulgarie que le 6 septembre. Il faut être dans la capitale pour se faire une idée de l'enthousiasme avec lequel a été reçue la première nouvelle de la proclamation de l'union ».

Le 21 novembre 1885, Nicolae Ionescu, l'un des leaders de l'opposition, a déclaré que le gouvernement a suivi depuis le début une politique de sympathie à l'égard du mouvement de la Bulgarie, attitude correcte puisque l'acte accompli à Philippopoli ne fait que répéter celui fait autrefois à Bucarest pour l'union d'un peuple de la péninsule Balkanique, peuple avec lequel nous devons avoir les meilleures relations d'amitié.

Le 14/26 octobre, Spiru Paul, secrétaire de l'agence diplomatique roumaine de Sofia, fut reçu en audience par le prince Alexandre de Bulgarie, qui lui demanda d'être l'interprète auprès du gouvernement roumain de ses sentiments de profonde reconnaissance pour

[147] C. Velichi, *Înființarea reprezentanței diplomatice a României la Sofia* (L'institution de l'agence diplomatique roumaine à Sofia), dans le volume *Reprezentanțe diplomatice ale României* (Agences diplomatiques de la Roumanie), I (1859—1917), București, Editura politică, 1967, p. 260 — 261.

[148] *Ibidem*, p. 262 — 263.

[149] *Ibidem*, p. 268 sqq.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

l'attitude franche et parfaitement correcte de la Roumanie à l'égard de la Bulgarie dans des moments décisifs de l'histoire de ce pays [150].

Ainsi qu'il ressort des différents témoignages compris dans les documents diplomatiques, la presse et les mémoires cités au long du présent ouvrage, les liens qui ont existé entre le peuple roumain et le peuple bulgare durant la période qui a précédé la conquête de l'indépendance de la Roumanie ont continué et renforcé puissamment les traditions d'amitié et de collaboration dans la lutte commune de libération des deux peuples. Bien qu'obligée de mener une politique de neutralité, la Roumanie a aidé de toutes ses forces le mouvement révolutionnaire de libération nationale du peuple bulgare.

Les faits auxquels nous nous sommes référé attestent nettement que ce soutien, fondé sur les mêmes intérêts d'émancipation nationale, a été accordé par les diverses catégories sociales et politiques. Les masses populaires, les éléments avancés de la société roumaine, le gouvernement même — tous ces facteurs ont contribué, par des moyens divers, en fonction des moyens dont ils disposaient, à la consolidation des forces de l'émigration bulgare de Roumanie, mises au service de la libération du peuple bulgare. En permettant et facilitant la formation et les incursions des *tchétas* armées, en donnant asile aux révolutionnaires bulgares, en respectant la liberté de la presse et des organisations politiques de l'émigration, la Roumanie a assumé les plus grands risques : celui d'éventuelles sanctions turques, le mécontement et les protestations des grandes puissances, voire une occupation étrangère.

Le point culminant de la collaboration entre les deux peuples a été, pour la période dont nous nous sommes occupé, la participation commune de l'armée roumaine (qui luttait pour l'indépendance de la Roumanie) et des volontaires bulgares à la guerre roumano-russo-turque, qui ont contribué ainsi à réaliser un pas important dans la voie de la libération de la Bulgarie. Cette période a eu pour couronnement l'aide fournie par la Roumanie à l'édification de l'Etat bulgare unitaire, tant de témoignages éloquents d'amitié et aussi tant de résultats essentiels obtenus par les deux peuples unis dans la lutte pour la création d'Etats libres et indépendants. Se référant dans son exposé du 8 mai 1977 au problème que nous avons tâché d'exposer au long de cet ouvrage, le président Nicolae Ceauşescu a montré que ... « toute la lutte de libération nationale menée par les forces avancées du peuple bulgare est liée à la collaboration et à l'aide fraternelle du peuple roumain. C'est sur le territoire de notre pays qu'ont trouvé refuge et que se sont organisés les révolutionnaires bulgares dirigés par Hristo Botev. C'est ici, de même, qu'après l'échec de l'insurrection bulgare d'avril-mai 1876 s'est tenu „le pre-

[150] *Ibidem*, p. 270.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

mier parlement non officiel de la Bulgarie" — comme l'a nommé le poète révolutionnaire bulgare Ivan Vazov — qui a décidé de passer à une nouvelle organisation de la lutte de libération. Dans le camp de Ploieşti près de 6000 volontaires bulgares furent préparés. Commentant tous ces faits, l'ancien président de la Sobranie bulgare, Z. Stoianov, écrivait au socialiste roumain Zamfir Arbore: „Un demi-siècle durant, tout au long d'une période qui fut terrible pour nous, les regards du peuple bulgare n'ont pas cessé de se tourner vers la rive gauche du Danube; tout ce qui était correct et avait de la grandeur d'âme, tous ceux capables d'initiative, tous ceux qui ne pouvaient vivre et respirer dans la Bulgarie asservie sont passés dans la sainte Roumanie". Dans ces circonstances historiques décisives, les relations traditionnelles d'entraide et d'amitié entre le peuple roumain et le peuple bulgare se sont développées, leur solidarité dans la lutte s'est renforcée (...) ». « De même, dans la guerre de 1877, s'est manifestée avec force la solidarité entre notre peuple et le peuple bulgare qui gémissait sous le joug de l'Empire ottoman, ainsi que la fraternité d'armes avec les combattants bulgares qui ont pris part à côté des Roumains et des Russes, aux batailles contre l'ennemi » [151].

Cimentée au long des étapes historiques suivantes, la tradition de l'amitié roumano-bulgare se poursuit de nos jours; elle se manifeste dans les relations de collaboration entre les deux peuples et Etats socialistes, relations qui se développent suivant une ligne ascendante dans différentes sphères — politique, économique, culturelle —, inscrivant des pages de la plus grande importance dans la marche des deux pays sur la voie du progrès.

---

[151] Nicolae Ceauşescu, *Expunere prezentată la Sesiunea solemnă comună a Comitetului Central al Partidului Comunist Român, Marii Adunări Naţionale şi activului central de partid şi de Stat consacrată sărbătoririi centenarului proclamării independenţei României, 9 mai 1977*, Bucureşti, Ed. politică, 1977, p. 18—19.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

INDEX

Aali Pacha, 45, 46, 100, 104, 121.
Abdul, Azis, 14, 189.
Abdul Kerim Pacha, 205.
Abramov, Pantelaki, 25.
Adjenov, Ivan, 58, 161.
Adrian, colonel, 98.
Ahmed, aga, 181.
Andreev, Atanas, 58, 62, 73.
Andrici, A., 135, 144.
Andrinople, 85, 175.
Anghelovitch, George, 116, 117.
Albanie, 55, 164.
Albina, j., 193, 194, 195.
Albina Pindului, j., 169.
Alegătorul liber, j., 193.
Alexandre II, 64, 212.
Alexandre, prince de Bulgarie, 217.
Alexandria, 18, 46, 102, 139, 145, 146, 177, 207, 210.
Alexandru, Anton, 93.
Altănov, T., 145.
L'amour fraternel (Братска Любов), 10, 77, 124, 125, 129.
Andrassy, G., 154, 201.
Anghel, D., 197.
Apolonie, Ion, 19.
Apostolov, Gheorghi, 179, 182, 185.
Arabakonak, 150, 151, 153.
Arbore, Zamfir, 160.
Ardeleanu, I., 160.
Argeş, dép., 103.
Argeş, rv., 76.
Arnaudov, Mihail, 130, 139, 153, 154.
Asîm Bey, 174, 175, 183, 184, 186, 187, 198, 199.
Atanasovitch, Dr. Gheorghi, 17, 34, 43, 44, 167, 172, 177.
Athènes, 34, 97.
Athos, 52, 128.
Autriche, 15, 27, 30, 63, 66, 67, 74, 75, 85, 88, 89, 114, 115, 134, 153, 159.
Autriche-Hongrie, 64, 89, 100, 101, 106, 119, 127, 183, 201, 203.
Autrichiens, 89, 114.

Bacău, 109.
Bacov, Ivan, 20, 21.
Bakaloglu, Ivan, 17, 34.
Bakaloglu, Nikola, 116, 117.
Bakalov, Gheorghi, 160.
Bakounine, M.A., 123, 124, 133, 138, 147.
Balabanov, Marko, 203.
Balkans (Stara Planina), 7, 13, 16, 21, 23, 27, 29—31, 51, 54, 71, 72, 76, 83, 84, 94, 96, 126, 128—130, 136, 163, 170, 193, 194, 210, 216.
Balkanski, Nikola, 22, 49, 61, 65, 71—73.
Bantea, Eugen, 192.
Baring, W., 191, 195.
Basăret, j., 143.
Batak, 181, 192, 194, 195.
Bălcescu Nicolae, 98, 159.
Бъдущност—Viitorul, j., 40—42, 44—50,
България, j., 37.
Българска Дневница, j., 25.
Българска Старина, r., 51.
Български глас, j., 139.
Bechet, 145, 179, 182, 186.
Belgique, 27, 84.
Belgrade, 20, 22, 24, 27—33, 35—38, 40, 50, 60, 61, 70, 73, 80, 82, 83, 92, 96, 105, 128, 130, 131, 144, 154, 156, 165, 166, 177, 202.
Belogradgik, 24.
Belovo, 175.
Benkovski, Gheorghi, 173, 179, 181.
Benli, Marintcho, 43, 71, 80.
Bereasa, 207.
Berlin, 9, 88, 216, 217.
Beron, Ştefan, 167.

Abréviations utilisées: dép. = département; j., = journal; r. = revue; rv. = rivière; v. ≠ village.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Beust (von), 90.
Bidischini, 124.
Bismark, 79.
Bîrlad, 194.
Boerescu, V., 93, 159.
Bogata, v., 88.
Bogorov, Ivan, 65.
Bolintineanu, Dimitrie, 40.
Bolliac, Cezar, 40, 45, 53, 83, 112, 113, 123, 141, 142.
Bordeanu, 45.
Bosković, Stoian, 144.
Bosnie, 134, 156, 163, 165, 167, 172, 193, 203.
Boteanu, Nicu, 159.
Botev, Hristo, 7—11, 21, 35, 122, 126—128, 131, 133, 135, 140, 147—152, 155—162, 164—170, 172, 178, 179, 182—188, 196, 198, 199—202, 208.
Bozveli, Néofit, 25.
Bracigovo, 181.
Braşov, 50.
Бранител (Le Défenseur), j., 39, 48.
Brăila, 18, 21, 22, 27—31, 33, 37, 41, 44, 58, 60, 74, 87, 88, 91, 95, 101, 118, 126, 127, 132, 145—148, 159, 168, 176—178, 182, 207.
Brăšlianov, A., 145.
Brătianu, Dimitrie, 89, 104, 105.
Brătianu, Ion, 40, 52, 57—59, 73, 78, 86, 87, 90, 91, 99, 100, 101, 103, 109, 111, 113—135, 120, 121, 123, 139, 141, 143, 186—188, 202, 203.
Briansk, 211.
Bruxelles, 109.
Bucarest, 7—10, 14, 15, 17—19, 21, 22, 27, 28, 32—34, 39—41, 44, 48—50, 52, 54—57, 60—62, 65, 69, 72—75, 77, 79, 80, 82, 83, 86, 88, 91, 92, 95, 96, 98, 100—104, 106, 107, 110, 114, 116, 122—127, 131, 132, 136, 140, 149—154, 160—169, 172, 173, 176—178, 182—188, 193, 194, 196, 197, 200, 201, 206—208, 214, 216, 219.
Buciumul, j., 45.
Budberg, général, 18.
Будилник, j., 156, 157.
Bulgares, 8, 13, 14—17, 19, 21, 23, 25, 26, 28, 29, 32, 33, 35—37, 39—42, 44, 45, 50, 51, 53—55, 59, 63—66, 68, 70, 74, 77, 79, 84, 86, 87, 90, 91, 96, 98, 99, 101—105, 107—113, 115, 117, 121, 122, 132—134, 137, 139, 141, 142, 144, 165, 166, 169, 170, 176, 177, 179, 183, 186—188, 193, 195, 198, 199, 200, 202, 207—209, 211.
Bulgares d'Alexandrie, 47.
Bulgares de Brăila, 30, 71, 178.
Bulgares de Bucarest, 33, 49, 69, 96, 188.
Bulgares de Constantinople, 16, 30, 65, 71.
Bulgares de Galaţi, 33.
Bulgares d'Odessa, 21, 65, 71, 75, 76.
Bulgares de Ploieşti, 62, 94.
Bulgares de Roumanie, 32, 39, 49, 50, 53, 54, 92, 104, 115, 133, 134, 139, 142.
Bulgares de Serbie, 32.
Bulgares de Valachie, 14, 16, 17, 19, 21.
Bulgares de Vienne, 33.
Bulgarie, 7—11, 13—16, 20, 21, 25, 27—32, 36, 42, 46, 48, 50, 52, 54—57, 61, 63—66, 69, 71, 72—78, 81, 83, 88, 92, 93, 95, 96, 99, 104, 107—109, 111, 114, 116, 119, 125, 127—129, 131, 134, 136—138, 140, 145, 148—150, 156, 160—166, 168—170, 173—175, 178, 179, 181—187, 189—197, 202, 203, 205, 206, 208, 209, 212, 216, 219.
Bulletin International, j., 89.
Bunescu, I., 67.
Burmov, Al., 9, 57—61, 63, 66, 76, 79, 82, 92, 94, 120, 123—125, 129, 134, 138, 160, 162, 169, 171, 182, 185—187.
Buzău, 18, 95, 139, 206, 207.
Buzludja, 98.

Calafat, 22, 145, 204.
Caprera, 215.
Caracal, 207.
Carada, Eugen, 55, 58, 98, 107, 123.
Caragiale, Iorgu, 81.
Carol, prince et roi de Roumanie, 8, 59, 70, 76, 84, 86, 100, 104—107, 113, 152, 205, 212, 214, 215.
Carp, P. P., 85—87, 90, 114, 119.
Catargiu, Lascăr, 152, 154.
Călăraşi, 18, 87, 88, 194, 207.
Căpăţînă, Ion Ionescu, 147.
Căpriana (monastère de) 60.
Căzănişteanu, C., 192.
Ceauşescu, Nicolae, 8, 9, 204, 216, 218, 219.
Cetinije, 34, 38.
Chelaru, Valentin, Gr., 91.
Chilandari (monastère de), 128.
Chiriţă, Gr., 54.
Ciachir, Nicolae, 15, 18, 19, 27, 86, 148, 164, 202, 203, 206, 207, 211, 213.
Ciocan, Constantin, 17, 93.
Ciocîrlan, C., 55, 58, 98, 107, 122.
Circassiens, 181, 182.
Cîmpulung (dép. d'Argeş), 103.
Coalition Sacrée, 54, 55, 59, 73, 76, 79, 98, 118.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Codreanu, Dr. Nicolae Zubcu, 160.
Comité bulgare de Brăila, 74.
Comité bulgare de Bucarest, 66.
Comité bulgare de Galaţi, 74.
Comité bulgare de Giurgiu, 74, 76, 169, 171, 173—176, 185, 189, 195.
Comité bulgare de Russe, 168.
Comité bulgare de Svištov, 76.
Comité bulgare de Tărnovo, 154.
Comité bulgare de Turnu Măgurele, 66, 76.
Comité bulgare de Vraca, 179.
Comité central bulgare, 204.
Comité central révolutionnaire, bulgare (de Bucarest), 10, 126, 134—136, 144—146, 149—157, 161—170, 172, 173, 176. 193, 200.
Comité central secret bulgare (de Bucarest), 10, 54—68, 73, 75, 77—79, 80, 92, 98, 121, 123, 125, 127, 136, 137.
Comité roumain (1866) 55, 56, 63, 115.
Comité russo-bulgare, 82, 84.
Commandement secret civique suprême, national, bulgare, 61.
Communauté bulgare, 10, 76, 90, 92—95, 99, 111, 121—125, 128, 136.
Communauté centrale bulgare de bienfaisance, 193, 200.
Communauté centrale (bulgare de Bucarest) 202, 204, 206, 207.
Commune bulgare, 147.
Commune de Paris, 147, 148.
Constantinescu-Iaşi, P., 19, 28, 49, 93, 127, 148, 159, 172, 183, 192, 194, 195, 198.
Constantinople (Istanbul), 14, 16, 20, 22, 26, 27, 30, 35, 45, 52, 64—66, 68, 75, 80, 83, 85, 88, 90, 101, 104, 106, 121, 129, 134, 140, 154, 163, 164, 178, 180, 184, 187, 191, 203.
Constantinov, Spiru, 122.
Constitutionnel (Le), j., 83, 84, 87, 91.
Constituţionalul, j., 193, 195, 196.
Corespondenţa provincială, j., 194.
Correspondance du Nord-Est, j., 82.
Correspondance générale, j., 83.
Costaforu, D., 115.
Costin, Lascăr, 157, 159.
Courrier d'Orient, j., 64.
Courrier Français, j., 89.
Craina, 37.
Craiova, 21, 24, 39, 139, 145, 153, 176, 182, 185, 194, 206, 207.
Crète, 63, 65, 109.
Creţu, Nicolae, 99, 117, 152, 153.
Creţulescu, Constantin, 40, 66, 89, 118.
Creţulescu Nicolae, 37,
Crimée, 13, 15, 18, 19, 28, 30, 32, 36, 88.
Curierul de Galaţi, j., 194.
Custozza, 213.
Cuza, prince Alexandru, Ioan, 34, 37, 38—41, 45, 46, 48—50, 52, 53, 57, 59, 66, 78, 85.
Cygne du Danube, (Дунавски лебед), j., 27, 28, 39.

Daily News, j., 212, 214, 215.
Dalmatie, 134.
Damianov, Simeon. 192.
Dantchev, Ivanika, 187.
Danube (Le), j., 213.
Danube, 8. 13. 16—21. 34, 46, 51—54, 57, 63, 66, 67, 70, 72, 74, 80—83, 88, 90, 92, 93, 96—100, 102, 104—107, 109—111, 114—117, 126, 128, 148, 151, 159. 161, 170, 174, 177, 179, 182, 183, 186—188, 198, 199, 203—205, 209, 210. 212, 215, 216.
Darwin, Charles. 192.
Daskalov, N., 71.
Davila, Dr., Carol, 43, 49, 50, 168, 197.
Dealul Spirii, 112.
Deliorman, 72.
Dembitzki, Henric., 122, 157.
Derjavin, K. N., 149.
Diamandiev, D., 58.
Diar-Bekir, 32.
Diculescu, Vladimir, 29, 41, 74, 86, 88, 90, 98, 100, 104, 105, 111.
Dimitrov, Mihail, 15, 17, 28, 69, 70, 78, 79, 110, 122, 129, 131—133, 147, 154, 156—159, 165, 168, 200.
Dimitrov, P., 191.
Dimitrov, Strašimir, 13.
Il Diritto, j., 215.
Diustabanov, T., 182.
Dobrogeanu-Gherea, Constantin, 160—188.
Doinov, Doino, 10, 163—165, 170, 171.
Dolj, dép., 110.
Dostoievski, F., 191.
Dragostinov, Ilarion, 174, 179.
Dragova, Nadejda, 91.
Drasov, Ivan, 154, 165, 167, 169.
Dreanovo, monastère, 181, 182, 194.
Drinov, Marin, 131.
Drumev, Dr., Alexi, 49.
Drumev, Vasil, 32, 131.
Дума на българските емигранти, j., 148.
Дунав, j., 64, 143.
Дунавска Зора, j., 126, 132.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

École nationale de médecine de Bucarest, 49.
Economu, D. 116, 117.
Eder (von), 90
Egypte, 13.
Elena v. Bulgarie, 24.
Elliot, Henri, 191.
Émigration bulgare de Brăila, 27.
Émigration bulgare de Roumanie, 7, 9, 10, 16, 39, 49, 54, 65, 75, 77—79, 82, 148, 161—163, 173, 177, 182, 185.
Émigration bulgare de Russie, 9, 71, 121, 122, 169, 185.
Émigration bulgare de Serbie, 9, 16.
Émigration bulgare de Valachie, 7, 14.
Empire Otoman (voir aussi Turquie, Porte) 8, 14, 15, 25, 30, 50, 63, 64, 70, 78, 85, 89, 90, 103, 104, 106—108, 140, 171, 201, 203, 219.
Enculescu Maria, 79, 80.
Engels, Fr. 14, 19, 161, 192.
Englender, Dagobert, 189.
Ephorie bulgare (de Bucarest), 17, 18, 25, 32, 34.
Epir, 55.
Epureanu, Em., Costache, 183.
Etats-Unis, 191.
Etoile d'Orient, j., 94, 105, 120, 121, 123.
Europe, 13, 14, 23, 42, 56, 63, 66, 79, 86, 87, 90, 106, 115, 120, 138, 190, 191, 196—198, 200, 205, 214, 215, 217.

Faculté de Médecine de Bucarest, 49, 127, 167.
Fadeev, général, 206.
Fermandjiev, N., 109.
Figaro, j., 192.
Filaret, gare de Bucarest, 81, 187.
Filipovski, Nikola, 21, 22, 24, 25.
Florescu, Alexandru, 146.
Florescu, Bonifaciu, 159.
Focșani, 148.
Focșeneanu, I., 206, 213.
Forbes, Archibald, 211.
Fotiade, Laura, Baz, 50, 140.
Fouad Pacha, 101.
France, 13—15, 27, 30, 46, 59, 63, 74, 79, 84—89, 91, 99, 100, 106, 118, 120, 140, 142.
France, j., (La), 83, 192.
François, Joseph, 141.
Fremdenblatt, j., 82.
Frunzescu, Emil, 160.

Gabrovo, 24, 25, 36, 182, 211.
Gahan, Mac, 191.
Galați, 18, 25, 27, 32, 33, 60, 65, 74, 83, 132, 133, 145—149, 177, 194, 207.
Gandev, Hristo, 171, 172m, 176, 177, 189, 191.
Garašanin, Ilia, 15, 30, 33, 52, 69, 70.
Garibaldi, Giuseppe, 77, 123, 124, 215.
Garibaldi, Menotti, 124.
Garibaldi, Ricciotti, 124.
Gazeta Transilvaniei, j., 194.
Genève, 136, 138.
Ghencev, Nikolai, 145.
Gheorghiev, Evloghi, 69, 169, 172—174, 177, 186.
Gheorghiev, Hristo, 28, 32m, 34, 37, 41, 43, 44, 47, 71—73, 80, 99, 126, 127, 130, 131, 133, 135.
Gheorghiev, Ivan, 76.
Gherov, Naiden, 66, 71, 75, 126—128, 131, 180.
Ghešov, Iv. Ev., 69.
Ghica, Alexandru, 97.
Ghica, Dimitrie, 106, 113, 114.
Ghica, général, Gr., 183.
Ghica, Ion, 15.
Ghiculescu, Dr. D., 116.
Girardin, Emile, 192.
Giurescu Constantin, C., 34, 37, 38.
Giurgiu, 18, 28, 49, 60, 61, 72, 74, 76, 83, 92, 96, 97, 99, 100, 102, 106, 109, 114, 115, 137, 139, 141, 145, 169, 171, 173, 174, 176, 178, 179, 183, 184, 187—189, 207.
Girla-Mare, 19.
Gisca (ile), 97.
Gladstone, W., 191, 195.
Glasgow, 192.
Golescu, A. D., 106, 107.
Golescu, A.G., 75, 89, 91.
Golescu, Nicolae, 104, 106, 119, 120 140.
Golescu, Ștefan, 88, 89, 118.
Голос, j., 134.
Gorj, dép., 19.
Gorni-Dăbnik, v., 214.
Gorni-Studen, v., 212.
Gorov, Dimităr, 173, 174, 176.
Gortchakov, A., 17, 18, 24, 30, 86, 201—203, 214.
Gourko, général, O. V., 210, 211.
Grande-Bretagne (Angleterre), 13, 15, 23, 34, 35, 46, 74, 85, 88, 100, 101, 191, 192.
Grèce, 14, 16, 38, 51, 67, 72, 81, 159, 164.
Grăblev, Raitcho, 124, 145.
Grecs, 21, 23, 31, 34, 109.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Grekov, Mihail, 168.
Grindu, v., Roumanie, 88.
Grivitza, v. Bulgarie, 8, 213, 214, 216.
Grudov, Ivan, 34, 64—66, 73, 117.
Gruia, v. Roumanie, 33, 34, 37.
Guillaume Ier, 64, 142.

Hadji Bohoz, 174.
Hadji Dimităr, 7, 8, 10, 49, 51, 61, 77, 83, 93—97, 99—101, 106, 107, 109, 110, 113, 114, 116—120, 126—129, 136, 141, 142, 152, 199.
Hadji Nitcho, 99.
Hadji Stavri, 36.
Hadji Vasile, 105.
Hafăz Pacha, 195.
Hagi Ruset, Alexandre, 18.
Hagiov, Ivan, 159.
Haintchenin, Nikola, 177.
Haltchinski, général, 18.
Hariton, prêtre, 178, 182.
Hasan, Pehlivan, 52.
Hasdeu, B. P., 40, 41, 44, 46, 80, 113, 114.
Haskovo, 154.
Hattihumayun (de 1856), 63, 70.
Herişescu, 184.
Hertzen, A. I., 124, 130.
Herzégovine, 30, 55, 156, 163—168, 172, 193, 203.
Hitov, Panaiot, 8, 36, 51, 53, 61, 65, 71—74, 77, 81, 82, 87, 92, 95, 126, 130, 146, 152, 154, 161, 165, 166, 168, 169, 172, 177, 179, 182, 185, 187, 199.
Hodoş, Nicolae, 210.
Hohenzollern (dynastie des), 79.
Hongrie, 13, 88.
Hristov, G., 67.
Hristovici, Ivan, 95.
Hristu, Vasile, 147, 192.
Hugo, Victor, 192, 195.
Hurezeanu, D., 123.

Iacobson, 185.
Iakšić, Grgor, 35.
Ialomiţa, dép., 197.
Iantra, rv., 21.
Iassy, 27, 109, 194.
Ignatiev, conte, N. P., 66, 68, 70, 71, 80, 81, 130, 170, 178, 210.
Ignatovitch, Dr. George, 52.
Ikonomov, Gheorghi, 173.
Ikonomov, Pavel, 145.
Ikonomov, Todor, 28, 60.
Ilarion de Makariopol, 65.
Indépendance belge, j., 83, 89, 90.
Insurection d'Avril, 163, 171, 172, 174.
International (L'), j., 124.
Internationale (Ière), 161.
Ioan, Grigore, 214.
Ionescu, Al. Saadi, 210.
Ionescu de la Brad, Ion, 13, 15.
Ionescu, Nicolae, 202, 217.
Ionescu-Nişcov, Traian, 28, 63, 65, 74, 75, 89, 100, 103, 110, 111, 117.
Ionine, Vladimir, 200, 201, 202.
Ioranul, Gheorghe, 19.
Iordan, Alexandru, 43, 46, 183.
Iordanov, P., 145.
Iovanović, Sava, 24.
Istrati, Constantin, 160.
Italie, 16, 30, 215.
Ivanov, A., 53.
Ivanov, Dumitru, 145.
Ivanović, Liubomir, 51.
Izlaz, 19.
Izmail, 16, 146.
Izmirliev, Gheorghi, 175.

Jeliu, 95, 127.
Jeravna, 73.
Jetchev, Nikolai, 10, 47, 141, 142, 169, 171.
Jeune Bulgarie (La) (Млада България), 10, 77, 112, 123—125, 129.
La Jeune Pologne, 124.
La Jeune Roumanie, 79.
La Jeune Serbie, 124.
Jeunes (parti de) 126, 135, 200, 108.
Jivanovitch, V., 152.
Jivkov, G. 138.
Jivkov, Todor, 8, 216.
Journal de Bucarest, j., 194.
Journal des Débats, j., 83, 90, 91, 192.
Journal de Genève, j., 188.

Kablechkov, Todor, 180.
Kaliandji, P., 185.
Kalofer, 126.
Kanitz, Felix, 209.
Kanlidgi, 35.
Kapitanov, Hristo, 110, 114, 141—144.
Karadja, Stefan, 8, 32, 61, 93, 95, 96, 98, 109, 110, 118, 120, 126, 127.
Karadjordjević, Alexandre, 15, 27.
Karavelov, Liuben, 7—10, 77, 99, 122, 125, 126, 130—146, 148, 149, 152—157, 161, 162, 168, 169, 172, 198—200.
Karlovo, 126, 128, 129.
Karlovski, Gheorghi (Gheorghi Kazak) 145.
Karnabatu, Gheorghi, 116.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Kasabov, Ivan, 32, 40, 49, 50, 57—59, 61, 62, 64, 76—78, 80, 81, 93, 94, 96, 107, 111—113, 117, 120—123, 127, 129—131.
Kavaldjiev, Ivan, 169.
Kazanlăk, 97, 129, 211.
Kăkrina, v. Bulgarie, 152.
Kăntchev, Anghel, 145.
Kăršovski, Ivan, P., 65, 72, 73, 88, 210.
Kichinev, 185, 207.
Kifalov, Mihail, 50.
Kisov, colonel, 210.
Kissimov, Petăr, 24, 40, 59, 62, 64, 79, 80.
Kišelski, Ivan, 133.
Kladovo, v. Serbie, 153.
Klintcharov, Ivan, 147.
Kneajevac, 128.
Kogălniceanu Mihail, 40, 41, 48, 93, 106, 113—115, 120, 143, 154, 159, 183, 184, 186, 187, 197—203.
Koloni, Atanas, 97, 110.
Koloni, K., 172.
Koloni, Mihail, 97.
Koloni, Vasil, 116.
Kondarev, Nikola, 57, 131.
Konobeev, V. D., 20, 210.
Koprivstica, 130, 180.
Kosev, Dimităr, 10, 15, 16, 18, 32, 41, 57, 65, 77, 78, 80, 92, 123, 125, 131, 136, 138, 144, 146, 151, 155, 156, 164, 165, 170, 190, 201, 203, 206, 208.
Kosev, Konstantin, 10, 51, 71, 73, 136, 171, 186.
Kotel, 22, 27, 72.
Koubei, 26.
Kozlodui, v. Bulgarie, 188, 189.
Kraguevac, 37, 73.
Kraus, Ernst, 185—186.
Krăstik, Mantcho, 22.
Krăstio, prêtre, 151, 152.
Kristanov Dr. Ivan, 18, 19.
Krudener, général, 204.
Krylov, général, 215.
Kulin, Ivan, 24, 32.

Lachmann, 213, 214.
Lapati, Corneliu, 98.
Lazaristes (l'ordre de), 14.
Leca Dimitrie, 60.
Légion bulgare (de Belgrad, I) 33—35, 37, 50.
Legion bulgare (de Belgrad, II) 70, 78, 80—82, 92, 109, 110.
Legion bulgare (1877), 208, 210, 211.
Leskovec, 24.
Levant Herald, j., 156.
Levski, Vasil, 7, 8, 10, 32, 67, 74, 94, 120, 125, 126, 128, 132, 134—137, 145, 146, 148—152, 154, 155, 162, 166, 170, 175, 179.
Libertatea, j., 138, 139, 141, 143, 149, 152.
Liberté (La), j., 89, 104.
Liège, 186.
Ligue internationale de la paix et de la Liberté, 188.
Liprandi, I. P., 21.
Livadia, 202.
Lom, 182.
Londres, 13, 14, 88, 124, 191, 192, 203.
Lovetch, 129, 150, 151, 211.
Lugano, 123.

Maciu, Vasile, 183, 198, 201—203.
Magazinović, Kosta, 39, 43, 44, 69.
Magheru, Niţă, 19.
Македония, j., 64.
Makedonski, Hristo, 50, 52, 61, 95, 96—99, 167.
Makovski, K., 191.
Manchester, 192.
Marinković, 156.
Markova, Zina, 95, 97.
Marx Eléonore, 192.
Marx, Karl, 19, 161, 192.
Maslev, Stoian, 18, 19.
Matchedonski, Nikola, capitaine, 96, 97.
Matev, Andrei, 179, 186, 201.
Mavros, N., 17.
Mazzini, G., 77, 94, 123, 124.
Mărăcineanu, Walter, 213.
Mărgineanu, Teodor, 116, 117.
Mehedinţi, dép., 19.
Melchisedek, évêque, 86.
Mélédine, Nikolai, 146, 148.
Mémorial diplomatique, j., 81, 215.
Menchikov, comte A.S., 16.
Mendeleev, D., 191.
Mer Noire, 31, 81.
Mihov, Dr. Nikola, 191.
Mihov, Marin, Ivan, 206.
Milan, prince, 200.
Milioutine, D.A., 65, 210.
Militär Wochenblatt, r., 212.
Mirkovitch, Dr. G., 44.
Mitev, Iono, 176.
Mititelul, j., 194.
Mladenov, Sava, 187.
Moldavie, 17, 18, 26, 27.
Mondaine, Hippolyte, 33.
Monedjikova, A., 120.
Moniteur officiel, j., 116.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Le Moniteur roumain, j., 116.
Monitorul, j., 110, 116, 212, 213.
Monitorul oficial, j., 114, 115.
Monténégrins, 31, 34.
Moscou, 121, 130, 210.
Московские ведомости, j., 191.
Moustier, marquis de, 88, 89, 90, 105, 108.
Munteanu,N.Z., 214.
Munténie, 41.
Murad V, 189.
Mustafa Bey, 29, 30.
Mustakov, frères, 81.
Mustakov, Hristofor, 17.

Nabotkov, Venko, 145.
Le Nain jaune, j., 84.
Napoléon Ier, 120.
Napoléon III, 62, 64, 79, 124.
Napoléon, prince, 120.
Народ, j., 147.
Народное дело, r., 138.
Народност (Naţiunea), j., 65, 76, 77, 81, 92, 111, 118, 120—125, 141.
Natchevich, Gr. D., 80.
Naţionalitatea, j., 140.
Naţiunea română, j., 83, 84.
Наука r., 140.
Năm oloasa, v. Roumanie, 37.
Nedkov, Boris, 171, 177, 186.
Negep, aga, 180, 181.
Negotin, 37.
Néophite, metropolite de Tărnovo, 51.
Nepokoitchinski, général, 210.
Netchaev, S.G., 146.
Независимост (L'indépendance) 133, 140, 154, 156, 157.
Nicolas Ier, 13, 14—17, 22, 121.
Nicolas, grand duc, 203, 208, 209, 212, 215.
Nicolas, prince de Monténégro, 53.
Nikolaev, v., 168.
Nikolić, Anastasie, 34, 37.
Nikolov, Raitcho, 207.
Nikolska, A. A., 94.
Nikopol, 87, 129, 130, 165, 204, 205, 210.
Нова България, j., 196, 198, 201.
Novisad, 22, 25, 130.

Obileşti, v., Roumanie, 41.
Oborište, 180.
Obrenovic, Michel, 30, 33—35, 38, 40, 53, 68—70, 74, 130.
Obrenović, Miloš, 27, 70.
Obretenov, G., 175.
Obşti, Dimităr, 145, 150—153, 159.
Odessa, 14, 21, 27, 28, 60, 65, 71, 76, 126, 127, 133, 135, 154, 165, 168.
Offenberg, baron, 43, 44, 60, 69, 99, 132, 153.
Olt, 204, 205.
Olténie, 21, 33, 41.
Oltenița, 87, 111.
Omladina, 130, 131.
Opanez, 214.
Opinion nationale, j., 87.
Orel, 211.
Orlov, Al., 214.
Orşova, 26.
Osman Pazar, 181.
Ost, j., 90.
Osten, j., 89.
Отечество (Patria) j., 131, 132, 138, 139, 143, 144.

Paisie (de Hilandar), 25.
Panaghiurište, 179, 180—181, 190—194.
Panaiot, C., 98, 110.
Panaitescu, Iancu, 44.
Panaitescu P., 93.
Panitchkov, D., 126.
Panov, Olimpie, 146.
Paskaleva, Virginia, 13, 41, 88, 120.
Pasklevitch, I. F., 16, 17, 24.
Panteleev T., 161.
Paris, 9, 14, 16, 23, 24, 26, 27, 88, 97, 104, 105, 124, 147, 148, 191.
Parti Comuniste Roumain, 203.
Parti libéral (La jeune Bulgarie) 123.
La Patrie, j., 83, 84.
Pavlovska, Cvetana, 179.
Pazardjik, 163, 180, 193.
Păiuşanu, R., 216.
Păun, Anton, 39.
Peev, Todor, 146.
Penakov, Ivan, 18, 19.
Penev, Boian, 140.
Penku de Karnabat, 117.
Peruštița, 190, 194, 195.
Pester Lloyd, j., 115.
Petkov, Botio, 21, 126.
Petrescu, officier, 201.
Petroniević, 153.
Petroşani, 97, 99, 100, 102, 109, 111, 113—115, 117, 183.
Petrov, Batcho Kiro, 178, 182.
Petrovici, Dimitraki, 24.
Petrovitch, Vasil, 95.
Phanariotes, 50.
Philippopoli (voir aussi Plovdiv) 193, 217.
Piatra Neamț, 194.
Plagino, 115.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Plevna (Pleven), 8, 47, 129, 205, 212—216.
Ploiești, 18, 62, 139, 145, 176, 194, 206—210, 219.
Plovdiv, 66, 71, 126, 166, 171, 175, 179, 180, 190—192, 197.
Pogodine, Mihail, 16.
Polonais, 84, 123.
Popov, Danail, 77, 145.
Popov, Nikola, 43.
Popov, Velitchko, 147, 148.
Popovitch, N. G., 134.
Popovitch, Nikola, 143.
Predeal, 176.
Преслав, j., 62.
Pressa, j., 118, 194.
La Presse, j., 82, 84, 87, 104, 111, 192.
Prezentul, j., 194.
Prokesch-Osten, A., baron, 33.
Principautés roumaines, 16, 17, 19, 21, 25, 28, 37, 45, 59, 79, 85.
Pristoalele, 19.
Protisch, Dr. N., 43, 167, 172, 177.
Proudhon, P., 160.
Provincialul, j., 194.
Prusse, 63, 79, 86, 118, 142.

La Question d'Orient, j., 84, 109.

Radetzki, vaisseau, 184, 188, 189.
Rahova (Oreahovo), 8, 13, 182, 186, 187, 214, 215.
Rainov S. Teofan, 121—124, 131, 138.
Rakovica, 24.
Rakovski, G. S., 7—11, 16, 20—22, 25, 26—66, 70, 71, 73, 76, 81, 90, 95, 128, 140, 142, 190.
Le Rappel, j., 192.
Rašev, Panaret, 44, 185.
Rasidescu, Stefan, 48.
Razgrad, 72.
Războiul, j., 209, 213.
Reichstadt, ville, 201.
Republica Română, j., 26.
République française (La), j., 188, 212.
Révolte de Stara-Zagora, 163.
Rhodope, 193.
Riapov, St., 58.
Rila (monastère de), 51, 52.
Ristić, Iovan, 52.
Родина, г., 137.
Romanați, dép., 197.
Romanenko, P., 148.
România Liberă, j., 208, 210—215.
Românul j., 45, 58, 82, 83, 85, 87, 89, 90—93, 107—109, 111, 115—119, 121, 123, 124, 140, 141, 143, 164, 193—195, 203, 205, 108, 212—215, 217.
Roniștea, v., Roumanie, 187.
Rosenfeld, 178.
Rosetti, C.A., 26, 40, 45, 57—59, 76, 84, 85, 93, 98, 107, 108, 118—121, 123, 125, 140, 143, 203.
Roumains, 8, 25, 27, 38, 42, 45, 46, 50, 53, 39, 62, 76, 78, 79, 84, 86, 87, 93, 107, 115, 132, 139, 167, 169, 193, 197, 205, 212, 214, 215, 219.
Roumanie, 7, 8, 9, 11, 13, 17, 27, 28, 31—35, 38—40, 44, 46, 47, 50, 52, 54, 56, 58, 59, 61, 63, 65, 66, 67, 73—77, 79, 80—100, 103—110, 112—120, 121, 124, 125, 127, 129, 130, 133—135, 137—145, 147, 148, 151, 152—154, 158, 159, 161, 163—165, 168, 170, 172, 174, 176—183, 185, 187, 189, 192, 193, 196—199, 200, 202, 203, 206—209, 212, 213, 216—219.
Roumélie, 9, 211, 216.
Roussel, Dr. Sudzilovski, 160, 188.
Roustchouk (Rousse), 20, 43, 66, 75, 83, 88, 100, 106, 142, 143, 165, 168, 173—175, 186, 187, 198, 210, 217.
Russes, 22, 23, 81, 90, 205, 213, 214, 219.
Russie, 9, 13—17, 20, 23, 24, 26—30, 32—34, 36, 37, 58, 59, 63, 65—67, 69—71, 75, 78, 80, 81, 84—87, 89, 98—100, 104, 111, 114, 121, 124, 127, 130, 131, 133—135, 148, 149, 153, 156, 160, 168—170, 172, 173, 180—187, 191, 196, 200, 202, 203, 206, 214, 216.
Русский мир, j., 191.
Ruși de Vede, 18.

Sabin, George, 160.
Sabri Pacha, 100, 105, 106.
Saint-Pétersbourg, 30, 44, 75, 187, 200.
Sallos, général, 17, 18.
Salonique, 192.
Samara, 209.
Samovedena, v. Bulgarie, 181.
San Stefano, 216.
Saratov, 209.
Savfet Pacha, 105, 107, 183, 184, 189.
Savici, Anghelachi, 118.
Scheffer, 88.
Schuyler, E., 191.
Scurtulescu, Gheorghe, 19.
Searov, Haralamb, 58.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Seliminski, Dr. Ivan, 14, 18, 19, 33, 34, 44.
Semănătorul, j., 194.
Serbes, 16, 22, 30, 31, 33—37, 40, 45, 50, 78, 81, 86, 97, 107, 141, 154, 156, 166.
Serbie, 9, 15, 16, 24, 27, 29—31, 34—38, 40, 43, 51, 52, 55, 61, 65, 67, 69, 73—75, 78, 80, 82, 92, 95, 110, 116, 117, 130, 131, 134, 140, 148, 151, 153, 154, 156, 157, 159, 161, 162, 164, 165, 168, 169, 172, 173, 177, 178, 185—189, 193, 198, 199, 201.
Serbo-bulgare (État), 68, 69, 81.
Serbski Dnevnik, j., 25.
Serurie, Grigore, 55, 58, 98, 107, 123.
Sibiu, 89, 193.
Sihleanu, Al., 115.
Silianovska-Dimitrova-Tatiana, 122, 157.
Silistra, 24, 82, 216.
Siliştoara, v. Roumanie, 212.
Simeonov, Boris, 159.
Simidov, F., 99, 104, 117.
Simonis, Albert, 185.
Simu Petru, 44.
Sineşti, 22.
Slatina, v., Bulgarie, 166.
Slaves du sud, 43.
Slavkov, Nikola, 175, 179.
Sliven, 14, 36, 96, 97, 150, 175, 178, 179, 181, 207.
Slobozia, 83.
Smîrdan, 216.
Societé de bienfaisance, 10, 15, 17, 32, 34, 37, 41, 43, 44, 47—50, 54, 62, 68, 69, 71, 72, 75, 80, 81, 92, 94, 99, 100, 121, 126, 130, 131, 136, 140, 153, 169, 171, 185.
Societé littéraire bulgare, 132.
Societé nationale bulgare, 17.
Societé philanthropique bulgare. 164, 172, 185.
Sociétè secrète, 20—22.
Sofia, 8—10, 13, 15, 18, 20, 27, 30, 33, 50, 56, 73, 77, 79, 80, 92, 109, 120, 125, 131, 136, 140, 145, 147, 151, 159, 162, 166, 169, 171, 172, 176, 179, 180, 182, 186—187, 191, 202, 206, 217.
Sokol, 35.
Solakoglu (Solacolu) G. C., 93.
Solferino, 213.
Solomon, Gheorghe, colonel, 20.
Sopot, 129.
Sorin, M., 160.
Spiroiu, Alexandru, 160.
Spiru, Paul, 217.
Stambolov, Ştefan, 154, 160, 161, 173, 174, 176, 178, 181.
Stanford, lady, 192.
Stanley, lord, 105.
Stara-Zagora, 128, 163, 170, 172, 193, 211.
Stăncescu, Ghiţă, 187.
Stindardul, j., 193.
Stoianov, Ivan, 173.
Stoianov, Maniu, 51, 122, 129, 157, 210.
Stoianov, Petăr, 51.
Stoianov, Taniu, 181.
Stoianov, Zahari, 9, 98, 170, 173, 182, 185, 188, 219.
Stoil, voévode, 179, 181.
Stoletov, K. G., 207, 211.
Strašimirov, D. T., 57, 58, 67, 71, 80, 92, 124, 166, 169, 171.
Stuart, baron, 207.
Suisse, 134, 160.
Svištov, 20, 31, 67, 72, 76, 178, 205.
Свобода (La Liberté) j., 132—135, 137, 138, 140—144, 146, 148, 149, 152, 157.
Syrie, 29.
Šarova, Krumka, 131.
Šeludko, D., 94, 124, 125.
Šeptunov, I. M., 26.
Šipka, 211.
Širokov, Ilia, 145.
Šonţu Gh., maior, 213.
Šopov, Dr. 165.
Štirbei, prince, 97, 102, 110.
Šumen (Šumla), 20, 22, 60, 75.
Tageblatt, j., 82, 84.
Tatars, 28, 30, 182.
Tatina v., Roumanie, 41.
Tăbăcăria, Tabaci, quartier de Bucarest, 96, 97, 99.
Тъпан, j., 122, 123, 138.
Tărnovo, 20—22, 24, 31, 36, 51, 60, 62, 129, 150, 154, 175, 177, 178, 187, 211.
Tchaikovski, Mihail (Sadik Pacha), 23.
Tcheapărov, frères, 95.
Tcherkaski, Vladimir, 208.
Tcherkesses, 194, 205.
Tcherneaev, M., général, 185, 200, 202.
Tchobanov, Dr. Hr., 165, 174, 185.
Tcholpanov, B., 175.
Tchomakov, Dr. St., 65.
Tecuci, 18.
Teleajen, rv., 207.
Telegraful, j., 89, 164, 193—195, 203, 208, 211, 213, 215.
Telegraful român, j., 193, 194, 195, 196.
Télégrammes, j., 214.
Teleorman, dép., 102, 110.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Tell, Cristian, 40.
Temps (Le), j., 87.
Teteven, 50.
Theodorian Carada, m., 123.
Times, j., 212.
Timok, 216.
Timpul, j., 193, 194, 208—210, 213.
Todorov, G. D., 191.
Todorovitch Krăstio, 22.
Tolstoi, Lev., 191.
Toškov, Nikola, 71.
Totiu, Filip., 7, 8, 61, 65, 66, 72—74, 77, 81—83, 87, 91—93, 99, 100, 103, 104, 111, 117, 126, 130, 152, 165, 168, 169, 172, 177, 182, 185, 187, 199.
Tourgheniev, I. S., 191.
Traikov, Nikola, 133, 147.
Traikov, Veselin, 20, 22, 26, 27, 28, 30—35, 37, 39, 43, 44, 46, 47, 51—53, 60, 61, 81.
Transylvanie, 194, 196.
Transylvania, j., 194.
Trovoi, v., 82.
Tulechkov, Kiro, 129, 137, 153.
Trompeta Carpaţilor, j., 53, 83, 84, 87, 89, 110, 112, 119, 141, 142, 194, 195.
Turcs, 13, 20, 22—24, 26, 27, 30, 32—35, 37, 40, 50, 57, 70, 72—74, 103, 104, 106, 109, 111, 128, 152, 175, 180, 188, 189, 195—197, 202, 203, 205, 207, 209, 213.
Turnu-Măgurele, 66, 74, 76, 129, 130, 137, 145, 178, 185, 187.
Turnu-Severin, 145, 153, 186.
Turtukaia (Tutrakan) 72.
Turquie (La Porte), 13—17, 20, 23, 25, 27—31, 33, 35, 42, 45, 50, 52, 54, 56, 59, 62—66, 70, 74—82, 84, 87—91, 94, 100, 101, 103, 104, 106, 108, 109, 111—115, 121, 125, 127, 130, 139—141, 143, 152, 156, 157, 159, 162, 164, 173, 174, 183, 185, 187, 190—192, 196, 198, 101—203, 217.
Турция j., 64, 144.
Tzankov, Dragan, 37, 203.
Tzankov, Ivan, 52, 53.
Tzankov, Kiriak, 67, 73, 77, 113, 122, 123, 127, 138, 146, 152, 164, 165, 167, 169, 172, 178, 185, 189, 193, 195, 198—200.
Tzenovitch, Dumitru, 77, 93, 122, 125, 129, 137, 165, 172, 174, 178.
Tzenovitch, Nikola, 60, 94.
Tzvetkova, Bistra, 120.
Ţerra, j., 82, 87, 91, 110, 116, 118, 119, 124.
Ţiganca, 61, 65, 81, 95.

Ulmeni, v., Roumanie, 41, 72.
Ulunian, A., 170.
Undjiev, Ivan, 122, 126—129, 134, 137, 139, 147—149, 152, 156, 160, 161, 165, 166, 168, 169, 173, 182, 185, 187—189.
Undjieva Tsveta, 122, 126.
Ungheni, 207.
Ujice, 35.
Uzelac, 142.
Uzunov, Atanas, 154.

Vacquerie, Auguste, 192.
Valachie, 7, 13, 15—17, 22, 24, 26, 27.
Valentineanu, I., 123.
Varna, 71, 90, 142, 210.
Varsovie, 24.
Vasilescu, Take, 42, 48.
Vazov, Ivan, 113, 118, 201, 202, 208, 219.
Văcăreşti, (prison de) 199.
Văltcheva, A., 171.
Văzvăzova-Karateodorova, Kirila, 120, 145, 192, 196.
Velichi Constantin N., 15, 17—19, 45, 46, 55, 73, 79, 93, 99, 110, 123, 186, 188, 189, 199—201, 216, 217.
Velikov Ştefan, 109.
Velisson (Veliksin), D., 45, 60, 104.
Velitchkov, K., 163.
Verechtchaguine, V. V., 191.
Vergului, rue, 144, 145, 153.
Вестник Европы, j., 191.
Victoria, reine, 192.
Vidin, 8, 13, 19—24, 28, 30, 34, 203, 210,
Vienne, 33, 50, 84, 88—90, 121.
Vieux (parti de), 172, 177, 200, 202, 208)
Vizantios, j., 64.
Vladimirescu Tudor, 46, 201.
Vlangali A., 30.
Vlaovitch, v., 14.
Vlaşca (dép), 100, 102, 110, 198.
Vocea Covurluiului, j., 194.
Vocea Prahovei, j., 194.
Vogoridi, Nicolae, Konaki, 26, 33, 37.
Vogoridi, Stefanaki, 26.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Voinikov, Dobri, 60, 62, 126, 127.
La Voix de Roumanie, j., 45.
Volov, Panaiot, 179, 181.
Voyageur Foréstier, Livre, 25, 26.
Vraca, 20, 175, 178, 179, 182, 188.
Vrbica, Marko, 53.
Vučković, V., 35.
Vulturul, j., 210.

Winsdor, 192.

Yougoslavie, 70.

Zadunaevka, 126.
Zaimov, Stoian, 153, 166, 173, 176, 179, 188.
Zaitchar, 130.
Zaprianov, Todor, 60, 67, 92, 137. j., 122, 138, 143.
Zimnicea, 18, 88, 102, 145, 177, 204.
Zinoviev, 153.
Знаме, j., 157—159, 161, 163, 164, 166, 168, 169.
Знание, r., 155.
Zographou (monastère de), 52.
Zotov, général, 212.

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

VERIFICAT
1937

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

https://biblioteca-digitala.ro / https://www.acadsudest.ro

Lei 11

TRAVAUX PARUS DANS LA COLLECTION BIBLIOTHECA HISTORICA ROMANIAE

ÉTUDES

ELIZA CAMPUS, **The Little Entente and the Balkan Alliance,** n° 59, 1978, 207 p.

PETRE DIACONU, **Les Coumans au Bas-Danube aux XIe et XIIe siècles,** n° 56, 1978, 158 p.

LUCIAN BOIA, **Relationships between Romanians, Czechs and Slovaks (1848—1914),** n° 54, 1977, 157 p.

ALEXANDRU DUȚU, **Romanian Humanists and European Culture. A Contribution to Comparative Cultural History,** n° 55, 1977, 196 p.

Colocviul româno-italian „Genovezii la Marea Neagră în secolele XIII—XIV", București 27—28 martie 1975. Sub îngrijirea Acad. Ștefan Pascu. **Colloquio romeno-italiano „I Genovesi nel Mar Nero durante i secoli XIII e XIV".** Bucarest 27—28 marzo 1975. A cura dell'Accademico Ștefan Pascu, 1977, n° 57, 171 p.

D. TUDOR, **Les ponts romains du Bas-Danube,** n° 51, 1974, 175 p.

SERGIU COLUMBEANU, **Grandes exploitations domaniales en Valachie au XVIIIe siècle,** n° 47, 1974, 200 p.

P. CERNOVODEANU, **England's Trade Policy in the Levant and her Exchange of Goods with the Romanian Countries under the Latter Stuarts (1660—1714),** n° 41, 1972, 157 p.

MONOGRAPHIES

L'Indépendance de la Roumanie, publiée par les soins de Ștefan Pascu, XVIII, 1977, 272 p.; version espagnole, 1977, 267 p.; version anglaise, 1977, 263 p.; version russe, 1978, 265 p.; version allemande, 1978, 287 p.

I. H. CRIȘAN, **Burebista and His Time,** XX, 1978, 253 p.

NICOLAE STOICESCU, **Vlad Țepeș, Prince of Walachia,** XXI, 1978, 194 p.

ADOLF ARMBRUSTER, **La Romanité des Roumains. L'Histoire d'une idée,** XVII, 1977, 279 p.

Pages from the History of the Romanian Army, Prepared under the Direction of Col. Dr. Al. Gh. Savu, XV, 1975, 242 p.

D. PRODAN, **Supplex Libellus Valachorum or the Political Struggle of the Romanians in Transylvania during the 18th Century,** VIII, 1971, 476 p.

Unification of the Romanian National State. The Union of Transylvania with Old Romania, Edited by Miron Constantinescu and Ștefan Pascu, VII, 1971, 367 p.